

Crise des migrants: Pourquoi les réfugiés boudent la France

MIGRATIONS Chômage, bureaucratie ou squats insalubres expliquent pourquoi ils privilégient d'autres destinations...

- Publié le 21.09.2015 à 15:10
- Mis à jour le 21.09.2015 à 15:10

L'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, mais pas la France. Les réfugiés qui traversent la Méditerranée rêvent généralement d'atteindre une destination plus au nord, moins touchée par le chômage, la bureaucratie et les squats insalubres. La France, « c'est bien pour visiter, mais pas pour l'emploi », lance Abdulrahman Alshehagi à l'AFP, un Syrien de 26 ans croisé dans une gare de Suède, pour expliquer pourquoi il n'envisage pas d'y mettre les pieds.

[La Tribune de Genève](#) publiait le week-end dernier une tribune sur le sujet. Elle pointait d'une part l'hypocrisie du gouvernement français, qui « se paye de mots en appelant à la tradition humanitaire ». Mais aussi le contexte économique global de la France, peu attractif pour attirer « ceux qui fuient les conflits ». Outre le taux de chômage qui dépasse les 10 %, les demandeurs d'asile n'ont pas le droit de travailler pendant l'examen de leur dossier et - c'est le second grief des exilés - il faut en moyenne neuf mois aujourd'hui pour obtenir l'asile en France.

65.000 nouvelles demandes d'asile

Autre difficulté : l'hébergement. Seuls un tiers des demandeurs d'asile sont logés dans des structures dédiées et il n'existe quasiment rien pour ceux qui décrochent le titre de réfugiés. En conséquence, de nombreux migrants se retrouvent dans des squats insalubres ou à la rue. Or, les exilés « échangent leurs expériences sur Facebook ou WhatsApp », souligne Sabreen Al-Rassace de l'association Revivre qui assiste les exilés syriens. « Pour eux, la France n'est pas un bon pays pour l'accueil. »

Conséquence : la France n'attend qu'environ 65.000 nouvelles demandes d'asile cette année, comme en 2014, alors que les dossiers s'accumulent en Allemagne, qui prévoit d'accueillir près d'un million de réfugiés. Pour soulager son voisin, le président François Hollande a proposé, il y a deux semaines, [d'aller chercher un millier de Syriens et Irakiens arrivés à Munich pour les réinstaller en France](#).

« Beaucoup de temps avant que ma famille n'ait des papiers »

Des agents français sont allés sur place, mais ils n'ont réussi à convaincre que 600 personnes de monter dans des bus pour la région parisienne. Parmi eux, Sabah, 38 ans, une professeur d'anglais venue de l'est de la Syrie. « Ils nous ont promis trois choses : de nous donner facilement des papiers, que nos familles pourront nous rejoindre et un droit de séjour de dix ans », énumère-t-elle dans un monastère, à l'ouest de Paris, où elle est désormais logée.

Non loin d'elle, Ahmad, 29 ans, raconte qu'il a longtemps « hésité » avant de changer de cap. « Nous avons entendu dire que la France ne voulait pas prendre les réfugiés. D'autres Syriens ont rencontré des difficultés ici et ils m'ont dit qu'il faudrait beaucoup de temps avant que ma famille n'ait des papiers. »

Selon l'OCDE, des facteurs géographiques pèsent dans les routes migratoires

La présence de membres de la famille ou d'amis, qui peuvent faciliter l'intégration est un élément déterminant dans le choix des réfugiés pour un pays. Et si la France a eu un mandat pour administrer la Syrie de 1920 à 1946, la diaspora syrienne n'est pas importante sur son sol. De même, les Erythréens ou les Somaliens boudent Paris pour Londres, où vivent nombre de leurs compatriotes.

Enfin, souligne l'OCDE, des facteurs géographiques pèsent dans les routes migratoires : les réfugiés arrivent de plus en plus par l'est de l'Europe et croisent l'Allemagne avant la France. Pour toutes ces raisons, sur les quatre millions de Syriens qui ont fui leur pays depuis le déclenchement du conflit en 2011, la France a donné l'asile à seulement 7.000 d'entre eux.

136,2

Crise des migrants : la France attend toujours ses réfugiés

Par Sarah Diffalah

Publié le 24-12-2015 à 06h53

La France s'est engagée à accueillir plus de 30.000 réfugiés sur deux ans. Seuls 19 personnes sont arrivées depuis novembre !



Il y a trois mois, près de 600 personnes venues de Munich étaient accueillies en France pour désengorger le voisin allemand qui faisait face à un afflux sans précédents de réfugiés fuyant la guerre, la misère, la dictature. La plupart de ces réfugiés dit "Merkel" ont été répartis sur tout le territoire dans des logements pérennes et dans des conditions relativement bonnes.

Cette opération ne sera pas reconduite. Après un geste diplomatique de Paris envers Berlin, il a été décidé d'un commun accord que le dispositif serait levé. Depuis, la France s'est tout de même engagée à recevoir en tout 32.000 personnes (Syriens, Irakiens et Erythréens) sur deux ans, dans le cadre du programme d'accueil européen. Soit environ 1.300 personnes par mois. 200 devaient arriver en novembre, 300 en décembre, 400 en janvier...

On en est loin. Très loin. Seuls 19 Erythréens sont arrivés début novembre et ont été accueillis près de Nantes. La montée en puissance voulue par le gouvernement semble s'être grippée.

Pourtant le nombre de migrants arrivés en Europe n'a jamais été aussi important depuis la Seconde guerre mondiale ! L'Organisation internationale pour les migrants (OIM) et l'ONU ont annoncé mardi 22 décembre que près d'1 million de personnes avaient traversé la Méditerranée en 2015. En 2014, ils n'étaient "que" 219.000. Lors d'une audition, début décembre, par les commissions de l'Assemblée nationale, le commissaire européen aux migrations, Dimitris Avramopoulos, a estimé que la France avait été en pointe au moment le plus dur de la crise mais qu'elle devait "passer à la vitesse supérieure".

Alors ? "La France met en place une politique d'accueil organisée et maîtrisée", assure Pascal Brice, directeur général de l'Ofpra (Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides). Mais il reconnaît que la réalité est plus complexe.

Des "hotspots" pas encore opérationnels

Premier constat : le dispositif de relocalisation européen via les "hotspots" démarre très lentement. Ces "centres de crise" établis en Italie et en Grèce et qui doivent servir à faire le "tri" entre migrants réguliers et demandeurs d'asile ne sont pas encore très opérationnels.

Sur les cinq prévus en Grèce, un seul fonctionne, sur l'île de Lesbos. L'armée a été appelée en renfort pour ouvrir ceux de Kos et de Léros. A Samos, le chantier s'enlise. Prévus fin octobre, ces centres ne seront prêts qu'en janvier. En Italie, sur six centres prévus, seul celui de Lampedusa a ouvert. Sur les 160.000 demandeurs d'asile que les Etats européens ont décidé de prendre en charge, seules 184 personnes ont été relocalisées au 16 décembre.

"Les décisions sont récentes, le dispositif est en rodage", souligne Pascal Brice.

Le système général des 'hotspots' tel qu'il a été voulu par le Conseil européen est encore en cours d'installation, qu'il s'agisse du contrôle des frontières ou de la procédure de relocalisation."

La difficulté de classer les personnes entre migrants économiques et ceux qui ont besoin de protection ralentit encore le processus.

Pour expliquer une mécanique encore très embryonnaire, pourtant décidée le 23 septembre, Pascal Brice met également en avant le manque d'informations disponibles pour les réfugiés :

Les migrants ont encore du mal à identifier les gens qui informent, les bureaux où se rendre..."

Quelques agents de l'Ofpra, sous la responsabilité des agences européennes, ont pour mission notamment de faire de l'information vers les migrants. "Mais il faut le rappeler : pour que la relocalisation marche, il en va de la responsabilité des Grecs, des Italiens et des agences européennes."

Critiqué sur ces lenteurs, le Premier ministre italien, Matteo Renzi, a renvoyé la balle aux pays européens : "C'est l'Europe qui est en retard sur le sujet, pas l'Italie. Nous avons rempli 50% de nos obligations sur les 'hotspots' contre 0,2% des obligations remplies en matière de relocalisation" par l'Europe, pointant du doigt les pays qui rechignent à la tâche. La Grèce de son côté dû gérer plus de 700.000 arrivées depuis janvier, dans un contexte de crise budgétaire.

La France assure pour sa part avoir tout mis en place pour accueillir les réfugiés : augmentation du budget de l'Ofpra, renforcement des agents, places d'hébergement en centre d'accueil pour demandeur d'asile (Cada) supplémentaires.

Des candidats à l'asile qui préfèrent l'Allemagne

Si la France affiche une volonté politique de ne pas entraver l'accueil des réfugiés, encore faut-il que ces derniers veuillent bien venir en France. Car pour eux, l'eldorado, c'est l'Allemagne ou la Suède. La France ne fait pas rêver. Une petite cinquantaine de réfugiés arrivés en France sont d'ailleurs repartis outre-Rhin. Selon une étude du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), publié le 8 décembre, à peine 0,4% des personnes interrogées en Grèce souhaitent venir en France. Sans surprise, c'est 50% pour l'Allemagne.

Ma conviction c'est que c'est l'Allemagne qui attire, et pas la France qui n'attirerai pas."

Et d'énumérer "les communautés installées de longue date" en Allemagne ainsi que la situation du travail et de l'emploi meilleure qu'en France.

Ce n'est pas un choix négatif, mais l'importance des délais d'instruction, trop long en France, en a découragé certains".

A l'Ofpra, les agents insistent sur les efforts français en faveur de l'asile pour les convaincre : des mises à l'abri, des procédures réduites, un accompagnement... "C'est à chaque fois des argumentaires adaptés, mais globalement c'est bien la réforme de l'asile qui est engagée depuis trois ans maintenant, qui est le meilleur argumentaire".

Inquiétudes sécuritaires

Les attentats, la mise en place de l'état d'urgence et la découverte qu'au moins deux kamikazes de Stade de France ont profité des flux de migrants pour se fondre parmi eux en produisant de faux passeports, a sans doute aussi contribué aux difficultés. Après les attentats, François Hollande a appelé à ne pas faire "d'amalgame" entre réfugiés et terroristes, estimant qu'il était du "devoir" de l'Europe "d'accueillir ces personnes". Mais la vigilance a été renforcée.

Les interrogatoires des réfugiés à leur arrivée en Grèce et en Italie peuvent prendre plus de temps. Ces enquêtes plus poussées peuvent-elles ralentir l'entrée des personnes ? Pascal Brice assure que la menace n'a pas modifié le travail des agents de l'Ofpra, qui ont intégré depuis longtemps des mécanismes d'alerte.

Lorsque nous instruisons une demande d'asile, notre mission vise à identifier le besoin de protection mais aussi à écarter des personnes qui ont commis des actes terroristes ou qui constituent une menace. Nous renforçons les précautions à chaque fois que c'est nécessaire."

Un bémol cependant :

Cela ne vaut que pour ceux qui demandent l'asile en France, ce qui n'était pas le cas des terroristes du 13 novembre par exemple."

Face à la lourdeur du système des "hotspots" et aux critiques de pays hostiles à toute relocalisation, certains pays de l'Union européenne évoquent désormais d'autres pistes à mettre en place en parallèle. L'une d'elles consistant à soulager la Turquie en acceptant de "réinstaller" directement certains Syriens et Irakiens, enregistrés comme réfugiés, qu'elle accueille. En échange Ankara veillerait à l'étanchéité de sa frontière avec l'Union européenne.

Pascal Brice reste cependant optimiste et demande un peu de patience : "Je n'ai guère de doute sur le fait que ce système va finir par fonctionner." Quand ? Il n'est pas en mesure de le dire.

136,4

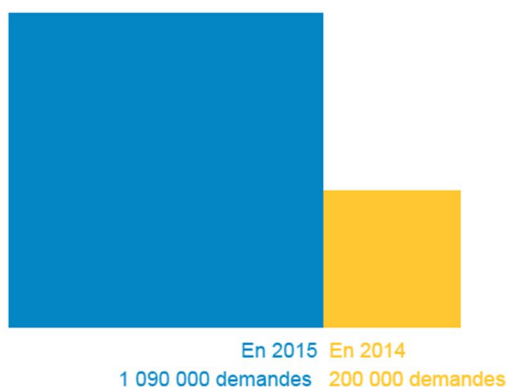
Plus d'un million de demandes d'asile en Allemagne en 2015

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 06.01.2016 à 10h16 • Mis à jour le 06.01.2016 à 15h21

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Classifier

Cinq fois plus de demandeurs d'asile en Allemagne en 2015

Le seuil symbolique du million de demandes a été franchi en décembre



Source : Reuters

 LeMonde.fr/lesdecodeurs

Un seuil symbolique a été franchi en Allemagne : 1,09 million de demandes d'asiles ont été enregistrées en 2015, selon des sources gouvernementales, qui confirment une information du quotidien allemand *Sächsische Zeitung*. C'est cinq fois plus qu'en 2014, lorsque le pays avait enregistré un peu plus de 200 000 demandes d'asile sur l'année.

Depuis le début de la crise migratoire sans précédent qui secoue l'[Europe](#), la chancelière allemande, Angela Merkel, répète que les pays de l'[Union européenne](#), très réticents à [accueillir](#) toujours plus de migrants, ont un [devoir](#) moral envers les réfugiés fuyant la guerre ou la répression. De fait, l'Allemagne est le pays plébiscité par les migrants qui gagnent le Vieux continent.

Lire aussi : [Comprendre la crise des migrants en Europe en cartes, graphiques et vidéos](#)

Face à cet afflux, Berlin a fini par [durcir](#) le traitement des dossiers des nouveaux arrivants, en rejetant notamment les demandes déposées pour des motifs économiques. Les Länder s'inquiètent notamment du coût engendré par l'accueil de ces réfugiés, qui pourrait [dépasser](#) 17 milliards d'euros en 2016.

136,5

Les tergiversations françaises face à la crise migratoire

LE MONDE | 05.01.2016 à 12h30 • Mis à jour le 05.01.2016 à 13h25 | Par Maryline Baumard

Du discours à l'accueil, le chemin reste long. La France, qui aime se penser moteur de l'Europe généreuse et se voit volontiers en phase avec l'Allemagne pour l'accueil des réfugiés, reste pourtant très à la traîne. Elle va devoir passer à la vitesse supérieure en 2016 pour remplir ses engagements pris vis-à-vis de la Commission européenne et du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

Le gouvernement français a en effet donné son accord à Bruxelles pour relocaliser d'ici à fin 2017 quelque 30 700 réfugiés entrés en Europe par les centres d'enregistrement (les « hot spots ») installés au sud de l'Italie et en Grèce. En parallèle, la France a promis à l'agence des nations unies pour les réfugiés d'aller chercher 2 375 réfugiés vulnérables dans les pays de premier exil que sont notamment le Liban et la Jordanie d'ici à décembre 2017 et de les réinstaller en France.

Or, à l'heure actuelle, seuls 19 Erythréens sont arrivés en France en 2015 dans le cadre de ces accords européens, et un millier dans celui des réinstallations du HCR.

Le dispositif piétine

Pour réussir le pari, 15 000 « relocalisés » devront donc s'installer sur le territoire français en 2016. « *Al'heure actuelle, un groupe de 150 nouveaux, venus à la fois de Grèce et du sud de l'Italie, est attendu d'ici un mois* », rappelle Pascal Brice, le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Le ministère de l'intérieur annonce, lui, que 950 devraient suivre. En fait, le dispositif piétine, car les « hot spots » voient passer peu de migrants, et le projet migratoire des Syriens - majoritaires dans les flux entrants en Europe - a pour destination l'Allemagne ou la Suède et non la France. Ces arrivées au compte-gouttes se font dans un pays qui, par ailleurs, s'interroge sur son envie d'accueillir et tergiverse au plus haut niveau de l'Etat.

Si le 16 novembre, trois jours après les attentats, le chef de l'Etat indiquait sa volonté de poursuivre ses engagements, le premier ministre, Manuel Valls, soulignait, quelques jours plus tard, que « *l'Europe doit dire qu'elle ne peut plus accueillir autant de migrants* ».

On est loin de l'émotion suscitée par la mort d'Aylan Kurdi, ce garçon syrien dont la photo a fait le tour du monde début septembre. Le fait que des terroristes du 13 novembre ont emprunté des routes de l'exil syrien a brouillé les cartes. Quant au choix de l'extrême droite par plus de 6,8 millions d'électeurs aux scrutins régionaux des 6 et 13 décembre, il complique encore la donne pour l'exécutif déstabilisé et n'incite pas les migrants à opter pour la France.

L'Union européenne impuissante face au rétrécissement de Schengen

LE MONDE | 07.01.2016 à 11h49 • Mis à jour le 07.01.2016 à 18h20 | Par [Cécile Ducourtieux](#) (Bruxelles, bureau européen) et [Frédéric Lemaître](#) (Berlin, correspondant)

L'espace Schengen de libre circulation a encore rétréci de manière préoccupante en ce tout début d'année 2016, alors que le nombre de migrants arrivant en Europe reste important malgré l'hiver et que, pour y faire face, l'Europe n'a toujours pas trouvé de réponse collective opérationnelle. Réunis en urgence à Bruxelles, mercredi 6 janvier, des représentants des gouvernements danois, suédois et allemand ont confirmé les décisions, prises l'avant-veille par Copenhague et Stockholm, de renforcer encore les contrôles aux frontières entre la Suède et le Danemark et d'introduire un contrôle systématique entre le Danemark et l'Allemagne. A des points de passage commerciaux et économiques pourtant névralgiques.

Dimitris Avramopoulos, le commissaire européen aux migrations, a tenté de rassurer: *«Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut sauvegarder Schengen, et qu'il faut retourner à la situation antérieure le plus vite possible.»* Mais ses interlocuteurs ont été clairs: pas question de rouvrir en grand les frontières si la situation ne change pas notablement.

«Nous ne voulons pas être la destination finale de dizaines de milliers de migrants», a avoué la ministre de l'immigration danoise Inger Stojberg, qui appartient à un gouvernement de droite. *«Nous avons déjà accueilli 160000 réfugiés en 2015 et ne voulons pas revenir à l'automne dernier, où, en quatre mois, on a vu arriver jusqu'à 26000 mineurs d'un coup!»*, a ajouté le social-démocrate Morgan Johansson, ministre de la justice suédois. *«Nous n'avons pas un système de surveillance des frontières extérieures de l'Union fonctionnel, spécialement entre la Grèce et la Turquie, et la relocalisation des réfugiés dans l'Union ne fonctionne pas»*, a déploré le secrétaire d'Etat allemand Ole Schröder, résumant le sentiment général à Bruxelles et dans les autres capitales européennes.

3200 réfugiés par jour en Allemagne

Déjà cinq pays ont réintroduit les contrôles aux frontières intérieures: la France, après les attentats du 13 novembre, l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, et la Norvège. Le Danemark vient donc de rejoindre la liste... Berlin et Vienne avaient invoqué, mi-septembre dernier, des *«circonstances exceptionnelles»* auprès de Bruxelles, pour réintroduire des contrôles, d'abord pendant deux mois, puis ils ont réclamé une rallonge de six mois. La Suède s'engage dans la même voie: ayant réintroduit les contrôles pendant deux mois mi-novembre, elle devrait dans les jours qui viennent, selon nos informations, solliciter six mois de plus.

Selon le *Corriere della Sera*, Rome serait tentée de contrôler sa courte frontière avec la Slovénie, par laquelle passeraient 400 personnes par semaine. *«Je ne pense pas que c'est dans leur intention»*, a cependant réagi M. Avramopoulos, mercredi.

Que faudrait-il pour un retour rapide à la normale? Que les flux de migrants diminuent, et que des solutions efficaces pour «gérer» la crise soient trouvées. Pour l'instant, on en est loin. Malgré l'hiver, 2000 migrants sont encore arrivés chaque jour en Grèce, entre le 1er et le 4 janvier, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. *«Nous avons enregistré l'arrivée de 3200 réfugiés par jour en Allemagne [en tout 1,1 million en 2015], et le nombre n'a pas diminué ces derniers jours»*, a précisé M. Schröder.

Seulement 272 migrants relocalisés

L'accord signé fin novembre avec Ankara pour limiter ces chiffres? Si la Turquie joue le jeu, ses effets ne se feront sentir qu'à la fin de l'hiver, le temps que la lutte contre les passeurs produise ses effets, estiment les plus optimistes des diplomates européens. Quant au système de relocalisation de 160000 réfugiés dans l'Union, son bilan est ridicule: 272 migrants, au 5 janvier, avaient participé à ce programme lancé à l'automne. La Commission a bien proposé, mi-décembre, un nouveau système de gardes-côtes européen pour venir en aide à la Grèce, mais il mettra des mois avant d'être avalisé.

De plus en plus de partenaires de l'Allemagne attendent aussi qu'à Berlin Angela Merkel accepte enfin d'instaurer des «quotas» de migrants pour son pays, pour mettre fin à l'«appel d'air» vers l'Europe. Mais elle s'y refuse toujours. Mercredi, la chancelière a réaffirmé sa position devant les dirigeants de la CSU bavaroise, en évitant de faire l'amalgame avec les violences de la Saint-Sylvestre commises contre plusieurs dizaines de femmes, notamment à Cologne, par des hommes apparemment issus de l'immigration, et qui continuent de provoquer de multiples réactions.

Angela Merkel a réaffirmé qu'elle était favorable à une *«réduction significative du nombre de réfugiés dans un cadre européen»*, mais elle a opposé une fin de non-recevoir aux chrétiens-sociaux bavarois qui veulent limiter à 200000 le nombre de réfugiés que l'Allemagne serait prête à accueillir en un an.

Pour sauver ce qui peut encore l'être de Schengen, et éviter le retour de l'idée d'un «mini-Schengen» de l'Europe du Nord, chère aux Pays-Bas, les Vingt-Huit devraient réexaminer les propositions évoquées lors d'une réunion des ministres de l'intérieur et de la justice: prolonger au-delà de six mois et jusqu'à deux ans la possibilité de réinstaurer des contrôles aux frontières intérieures. Des aménagements qui risquent de faire perdre son âme à cet acquis communautaire considéré comme essentiel.

Réfugiés : l'Europe passe à côté de l'Histoire

LE MONDE | 31.12.2015 à 12h21 • Mis à jour le 31.12.2015 à 13h34

Partager (2 485) Twitter

Editorial du « [Monde](#) ».

En 2015, la question de l'immigration a confirmé le pire de l'Union européenne : son incapacité congénitale à l'action collective. Mais quand on évoque l'[Union européenne](#) (UE), c'est un peu comme si l'on disait « l'ONU ». L'UE n'est, in fine, que ce qu'en décident [ses](#) membres – les vingt-huit Etats qui la composent (en attendant un prochain élargissement). L'UE n'a pas en soi de volonté propre. Et ce depuis plus de quinze ans. Aucune initiative, ou presque, ne part plus des institutions communautaires. L'Union ne fonctionne plus que comme une machine inter-étatique. Chacune de ses décisions se résume au plus petit dénominateur commun aux Vingt-Huit. C'est par abus de langage ou par paresse intellectuelle que la presse, sur les autres continents, parle de « l'[Europe](#) » quand il s'agit de questions autres que celles liées à l'économie.

[Lire aussi : Crise des migrants : l'Europe impuissante et plus divisée que jamais](#)

Et sur l'immigration, comme sur tant d'autres sujets, les Vingt-Huit ne sont pas d'accord. Ils ont des excuses. Pour l'essentiel, la question de l'immigration extracommunautaire ne fait pas partie des compétences de l'UE. Il n'y a pas d'unification du droit d'asile : chacun des Vingt-Huit a sa propre législation. Il n'y a pas de [politique](#) commune face à l'immigration économique, celle qui n'est liée ni à la guerre ni aux persécutions politico-religieuses. Il y a bien une [politique](#) commune sur la question du contrôle des frontières extérieures de l'UE, décidée lors de l'adoption des accords sur la libre circulation au sein de l'Union. Mais elle n'a jamais été appliquée jusqu'ici : les Etats viennent seulement de [doter](#) l'agence chargée de cette mission, Frontex, des moyens adéquats.

Pas de volonté commune

Alors, [cette plus forte poussée migratoire que l'Europe ait connue depuis 1945](#), produit des guerres du Grand Moyen-Orient, cette marée de misère humaine à nos portes, en 2015, c'était un test, comme peut l'être la guerre. Y avait-il, au-delà des traités, une volonté européenne commune, un désir communautaire partagé d'agir face à la tragédie ? Eprouverait-on le besoin de [manifester](#) que cette communauté de 500 millions d'habitants, plutôt riche, plutôt démocratique, plutôt organisée, allait [répondre](#) à l'urgence humanitaire ?

Après tout, au-delà de la solidarité humaine, l'affaire est aussi stratégique. Il s'agit pour l'UE de son voisinage immédiat et qui va le rester : le Moyen-Orient est notre bordure sud. Les guerres, là-bas, vont [durer](#), sur fond de terrorisme, chez eux et chez nous. Mais on connaît la réponse aux questions posées ci-dessus. Non, il n'y a pas eu de volonté commune des Européens de répondre à l'[Histoire](#). A ce défi posé, qui questionne au plus profond l'existence même d'un sentiment européen partagé par les Vingt-Huit, la réponse a été celle de chacun pour soi.

[UN SEUL PAYS A SAUVÉ L'HONNEUR : L'ALLEMAGNE, QUI, À ELLE SEULE, A PRIS 80 % DU FARDEAU](#)

Un seul pays a sauvé l'honneur : l'Allemagne d'Angela Merkel. La chancelière a peut-être été maladroite, trop spontanée ou trop « politique », elle est peut-être critiquée au sein même de son parti, tout ce qu'on voudra, mais elle a incarné ce qui aurait dû [être](#) une réponse européenne. Ces dizaines de milliers de malheureux, fuyant la mort et les ruines de leurs [villes](#) et villages, familles entières échappées à ces pays maudits que sont l'[Afghanistan](#), l'[Irak](#) et la [Syrie](#), bref, cette grande tragédie de l'époque, il fallait au moins [tenter](#) d'en [soulager](#) une part. Berlin l'a fait.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes – deux chiffres. Recevant plus d'un million de réfugiés en quête d'asile politique en douze mois, l'Allemagne, à elle seule, a pris 80 % du fardeau. Cependant, l'UE décidait, elle, de [répartir](#) en deux ans 160 000 réfugiés entre les Vingt-Huit, en proportion des moyens de chacun. A ce jour, sur ces 160 000, moins de 200 personnes ont été prises en charge...

Rien n'est facile dans cette affaire, ni l'intégration en période de croissance atone ni les craintes d'infiltration terroriste, notamment. Mais en 2015, l'Europe a raté l'Histoire ou cru [pouvoir](#) y [échapper](#). L'année 2016 la sollicitera à nouveau, exactement de la même manière : un flux migratoire de pareille ampleur sur fond de guerres non éteintes. Il n'est jamais trop tard pour [agir](#).

136,10

Berlin menace de sanctions juridiques certains pays de l'UE qui refusent d'accueillir des réfugiés

Le Monde.fr avec AFP | 19.12.2015 à 12h01 • Mis à jour le 19.12.2015 à 13h02

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Classer

Le ministre des [affaires étrangères](#) allemand, Frank-Walter Steinmeier, a menacé, samedi 19 décembre, de sanctions juridiques les pays de l'[Union européenne](#) qui refusent d'accueillir des réfugiés dans le cadre d'un programme de quotas de répartition.

« L'[Europe](#) est une communauté de droit, a avancé le chef de la [diplomatie](#), dans un entretien à l'hebdomadaire *Der Spiegel*. La parole donnée compte. » Et « si on ne peut pas [faire](#) autrement, les choses seront réglées par les voies juridiques prévues à cet effet », a-t-il ajouté.

M. Steinmeier vise notamment la [Slovaquie](#) et la [Hongrie](#) qui ont porté plainte auprès de la [justice](#) européenne contre les quotas de répartition de réfugiés entre les Etats membres de l'UE adoptés en septembre. « La solidarité européenne n'est pas une voie à sens unique », a martelé M. Steinmeier. « Ceux qui refusent [d'accueillir ces réfugiés] doivent [savoir](#) ce qui est également en jeu pour eux : des frontières ouvertes en Europe », a-t-il souligné.

Un plan européen qui a du mal à se concrétiser

Frank-Walter Steinmeier n'est pas le premier à [proférer](#) des menaces contre les pays récalcitrants, qui accueillent peu de réfugiés sur leur sol. Le chancelier autrichien, Werner Faymann, a estimé que ces pays, qui reçoivent plus d'argent de l'UE qu'ils n'en versent au budget, pourraient [voir](#) la donne financière modifiée s'ils persistent dans leur refus.

La Slovaquie, qui s'est distinguée par son souhait de ne [recevoir](#) sur son territoire que des migrants chrétiens, ne compte [accueillir](#), à [titre](#) volontaire, que vingt-cinq familles, soit au [total](#) 149 réfugiés chrétiens d'[Irak](#). Dans le cadre d'une relocalisation de 160 000 réfugiés dans différents pays de l'UE, la Slovaquie doit recevoir près de 2 300 personnes. Mais le plan européen adopté en septembre a bien du mal à se [concrétiser](#).

Lors d'un sommet européen jeudi et vendredi, les Etats membres ont fait front commun pour [rappeler](#) l'urgence de mieux [protéger](#) les frontières extérieures de l'UE. Pour ce faire, l'[Allemagne](#) devrait [envoyer](#) quelque 100 policiers, ainsi que des hélicoptères et des bateaux, pour [soutenir](#) la mission de l'agence européenne Frontex, chargée de la surveillance de [ses](#) frontières, en [Grèce](#), rapporte également *Der Spiegel*. Sous la direction de la Grèce, Frontex doit, avec environ 850 hommes, [permettre](#) de [reprendre](#) le contrôle de la frontière entre la [Turquie](#) et les îles grecques de la mer Egée, où sont passés des centaines de milliers de réfugiés en quête d'Europe.

Crise des migrants : l'Europe impuissante et plus divisée que jamais

LE MONDE | 18.12.2015 à 10h55 • Mis à jour le 18.12.2015 à 11h37 | Par Cécile Ducourtieux (Bruxelles, bureau européen) et Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)

Après leur ultime Conseil de 2015, jeudi 17 et vendredi 18 décembre, à Bruxelles, les Européens n'ont toujours pas trouvé de vraie solution à la crise des migrants, et ils semblent même plus divisés que jamais. Ils ont donc adopté des conclusions qui mettent surtout en lumière leurs difficultés à traduire en actes de précédentes décisions.

Le texte rappelle tout ce qui devrait être réalisé pour sauver l'espace Schengen de libre circulation et offrir une réponse minimale à l'arrivée de plus de 800 000 personnes sur le sol européen depuis le début de l'année. Le seul aspect vraiment positif est que les appels aux dons pour les agences humanitaires ont dépassé de 500 millions d'euros les montants espérés.

L'Europe refera un bilan en février, en espérant que la situation ne se détériore pas davantage avec l'hypothèse de voir, notamment, des dizaines de milliers d'Afghans quitter l'Iran, où ils perdent leur emploi dans l'industrie pétrolière, en raison de l'effondrement des cours.

La relocalisation est en panne

Sur les 22 000 réfugiés que l'UE s'était engagée auprès des Nations unies à accueillir en juillet, seulement 600 ont fait l'objet d'une « réinstallation ». Sur le plan adopté en octobre de « relocalisation » de 160 000 réfugiés, seulement 184 personnes étaient concernées au 16 décembre...

Le problème concerne les pays d'arrivée, les pays d'accueil, mais aussi les demandeurs eux-mêmes, qui refusent de s'enregistrer pour être envoyés vers une destination dont ils ne veulent pas. « Ces chiffres nous ridiculisent », avoue un diplomate.

Au sein des Vingt-Huit, après la Hongrie et la Slovaquie, qui avaient voté contre le schéma de relocalisation, c'est la Suède qui a demandé à ne plus y participer. Elle est la deuxième destination européenne pour les migrants, mais arrive à saturation. Elle a donc obtenu de ne plus accueillir, durant un an, de nouveaux réfugiés envoyés de Grèce ou d'Italie.

Quant à cette dernière, qui devait bénéficier au premier chef, avec la Grèce, de ce complexe système de quotas, elle ne voit pratiquement plus arriver sur ses côtes que des migrants « économiques ». Les réfugiés syriens et irakiens passent par la Grèce, puis la route des Balkans, pour rejoindre l'Allemagne.

Les « hot spots » tardent à se mettre en place

L'ouverture de onze centres d'enregistrement et de « tri » des migrants était prévue, en Grèce et en Italie depuis plusieurs mois. Pour l'instant, seuls deux sont opérationnels. Sachant que, dans le même temps, l'agence Frontex, l'agence européenne chargée de la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, est toujours en demande des personnels promis par les Etats membres.

Pas de décision sur la création d'un corps européen de gardes-frontières

La proposition de la Commission la semaine dernière de créer d'un corps européen de gardes-frontières, susceptible d'être déployé en cas de crise grave et de se substituer aux services d'un Etat défaillant ou en difficulté, ne devait faire l'objet que d'une première discussion. La décision sur son instauration a été reportée.

« Impossible d'évaluer à temps un document de cent cinquante pages », avaient affirmé les services du président du Conseil européen, Donald Tusk. Une atteinte éventuelle au principe de souveraineté nationale pose de gros problèmes à diverses délégations. Des pays, telle la **France**, qui soutiennent le principe d'un corps européen, s'interrogent cependant sur le processus décisionnel qui devrait **conduire** au déploiement. Le dossier est renvoyé à plus tard.

Les efforts de la **Turquie** pour **gérer** l'afflux de migrants restent limités

La Turquie avait été appelée à **contrôler** les flux de migrants vers la Grèce. On recense encore 4 000 arrivées par jour en Grèce, pour 5 000 à 6 000 en novembre.

Le **projet** d'installer des réfugiés directement en Europe depuis la Turquie à l'étude

Impossible, en tout cas, pour les Vingt-Huit, de **changer** radicalement de **politique**. A l'instar de la chancelière allemande, Angela Merkel, une partie des dirigeants européens veut donc encore **croire** que les plans adoptés vont **fonctionner**. « On a amorcé la pompe, le débit est lent, mais il faut être patient », expliquait un diplomate jeudi soir.

Conscients, toutefois, de l'impasse actuelle, des pays qui sont parmi les plus concernés par la crise (l'Allemagne, l'**Autriche**, la Suède, la **Finlande**) continuent à **plaider** pour des solutions alternatives.

La réunion la plus importante de la journée, à Bruxelles, jeudi, a été le mini-sommet organisé à l'ambassade d'Autriche et auquel participait le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu.

Alors que les pays d'Europe centrale et orientale estiment qu'ils ne sont pas concernés et que la Slovaquie, la Hongrie et la **Pologne** refusent l'arrivée de musulmans sur leur sol, l'Allemagne, l'Autriche et la **Belgique** tentent de **fédérer** des pays « de bonne volonté ». Notamment pour faire **avancer** au plus vite le plan d'action signé avec la Turquie le 29 novembre, en espérant que ce pays arrête les candidats au passage vers les côtes grecques.

Le but de cette deuxième réunion du genre était surtout d'évoquer une demande turque, poussée par Berlin, de « réinstaller » directement en Europe des réfugiés syriens depuis la Turquie. M. Davutoglu a assuré que son gouvernement travaillait intensément à la réduction des flux de migrants.

Les **Pays-Bas**, qui assumeront la présidence tournante de l'Union à **partir** du 1er janvier, ont accepté, du bout des lèvres, de **commencer** à **travailler** sur la mise en place du plan de « réinstallation » humanitaire imaginé par la Commission et Berlin. Mais pas question de **lancer** ce nouveau processus tant que les flux de migrants illégaux depuis la Turquie « n'auront pas été réduits à presque zéro », insiste-t-on côté néerlandais...

En tout cas, la réinstallation concernerait, au maximum, 50 000 ou 80 000 personnes. Ankara évoque plusieurs centaines de milliers. Un troisième mini-sommet sera organisé en février et sera ouvert à tous.



Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, bureau européen)
Journaliste au Monde

„Auf die Suizidalen lasse ich nichts kommen“

Martin Walsers neuer Roman, „Ein sterbender Mann“ handelt von Freundschaft und Verrat. Im Interview spricht der Schriftsteller über erste Sätze, vorletzte Dinge und Marcel Reich-Ranicki.

08.01.2016, von **JULIA ENCKE**



© FRANK RÖTH Martin Walser am Ufer des Bodensees. Der Schriftsteller hat ein Haus in Nußdorf.

„Sie sehen mich zum Äußersten entschlossen“: Martin Walser im Gespräch zu seinem neuen Roman

Er sitzt schon da, im Gasthaus „Iberl's“ in Solln, am Stadtrand von München. Ein paar Straßenzüge weiter beginnt der Wald. Sein neuer Roman, der am 8. Januar erscheint, spielt in weiten Teilen in dieser Gegend: „Ein sterbender Mann“. Es ist die Geschichte eines Verrats unter Freunden. Und darüber, dass einem das Leben, je näher man dem Tod ist, umso schöner erscheint. **Martin Walser**, 88 Jahre alt, guckt mit freundlicher Distanz unter seinen wirklich enorm dichten Augenbrauen hervor.



Autorin: Julia Encke, Redakteurin im Feuilleton der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung. Folgen:

Sie haben Ihrem neuen Roman einen handschriftlichen Brief beigelegt: „An die, die damit zu tun haben“. Da schreiben Sie, dass einen Roman fertig zu haben so sei, wie hoch oben in den Bergen zu sein.

Man fühlt sich leichter denn je.

Das hat mich erstaunt. Ich habe immer gedacht, dass es der heikelste Moment ist, weil das Werk sich von einem ablöst und man tatsächlich plötzlich nicht sicher sein könnte, ob es gut ist oder schlecht.

Ich weiß nicht, ob man es zeitlich auseinanderhalten kann. Was Sie sagen, stimmt. Nur stellt es sich in mir anders dar. Da ich ja nicht imstande bin, einen Roman souverän zu planen und nach Plan zu schreiben, schon am Anfang wissend, wie es aufhören wird ...

Das wissen Sie nie?

Niemals. Nein, dann müsste ich ihn ja auch nicht schreiben. Dann wäre ich ja der Erfüllungsgehilfe eines Plans auf dem Papier. Der Anfang ist das Unbestimmteste überhaupt. Man kennt noch nicht einmal den Namen. Man hat letztlich nur das bestimmte Bedürfnis, einen Roman zu schreiben, weiß aber nichts, und man hat noch keinen Ton. Man probiert. Das geht manchmal sehr schnell, wie bei diesem Roman jetzt. Hier war es auch ganz klar, wie es anfangen soll. Mit einem Brief an einen Schriftsteller, der den Satz „Mehr als schön ist nichts“ geschrieben oder gesagt haben soll. Meine eigene Zeile.

Mit dem Satz, der in „Ein sterbender Mann“ der erste Satz ist, zitieren Sie sich also selbst?

Ja. Aber ich habe ihn nur zitiert, um gegen ihn anzutreten.

Wo haben Sie ihn denn schon mal geschrieben?

Er ist auf das Unschuldigste entstanden. Ich bin vor zwei Jahren von der Zeitschrift „Cicero“ nach Berlin eingeladen worden, und Frank A. Meyer, der Journalist, der mich da eingeladen hat, hat gesagt, ich dürfe mit **Peter Sloterdijk** diskutieren, worüber ich wolle. Da habe ich ihm diesen Satz geschrieben: „Mehr als schön ist nichts“. So fängt der Roman an, und für den Autor ist es dann wirklich spannend, wie es weitergeht. Es kann für keinen Leser so spannend sein wie für den Autor. Am meisten ist man auf den Schluss gespannt, der vom Roman provoziert wird. Und wenn man ihn dann hat, ist man erleichtert, dass der Roman überhaupt einen Schluss gefunden hat.



Im Roman wird die Hauptfigur, Theo Schadt, durch einen Freund verraten, verliert in der Folge dieses Verrats seinen Job in der Finanzwelt und will mit allem Schluss machen. Er meldet sich in einem Suizidforum im Internet an. Haben Sie sich da für die Recherche auch angemeldet?

Ich habe in den Foren alles Mögliche gelesen, aber angemeldet habe ich mich nicht. Ich imitiere einiges davon, was ich dort gefunden habe.

Es heißt Suizidforum, Sie schildern es eher wie eine Art Überlebensforum.

Absolut. Wenn man sich da hineinliest, das ist ungeheuer. Die korrespondieren miteinander: kritisch, bewundernd, das ist eine eigene Lebenswelt. Dann und wann macht wieder einer oder eine Ernst – und alle sind traurig und zünden Kerzen an. Auf die Suizidalen lasse ich nichts kommen. Die habe ich kennengelernt.

Im Buch kommt aber der Moment, wo Theo Schadt gar nicht mehr sterben will. Er begegnet einer Frau, einer Tango-Tänzerin, und ist hin und weg. „Statt Wirklichkeit Tango“, heißt es an einer Stelle. Warum gerade Tango?

Wenn ich einen Roman schreibe, wird die ganze Welt eine Zulieferung. Vielleicht haben Sie gesehen, dass ich zu Beginn des Buchs Thekla Chabbi danke für ihre schöpferische Mitwirkung an dem Buch. Sie ist eine Sinologin, und von ihr stammt unter anderem die Tango-Leidenschaft, die ich für meinen Roman verwendet habe.

Insgesamt geht es in „Ein sterbender Mann“ um die Frage, ob das Leben eine nicht zu gewinnende Partie ist. Ihre Antwort sieht ziemlich hoffnungslos aus.

In mir wehrt sich etwas. Zu Recht empfinden Sie es, wie Sie es empfinden. Sie haben das Wort „hoffnungslos“ gebraucht. Ich habe einmal behauptet, dass Romane am Schluss immer einen weißen Schatten werfen. Die furchtbarsten Dostojewskij-Szenen verschlinge ich gern als Leser und bin immer glücklich, dass das so erzählt wird. Auch das Schlimmste, wenn es Sprache geworden, wenn es erzählt ist, wenn es in dieser Frequenz zu Ihnen kommt und nicht als bare Ohrfeige. Drum sage ich auch: Ein Roman kann ausgehen, wie er will. Er ist nie trostlos oder hoffnungslos, wie Sie sagen.

Ist Schreiben Trost?

Es gibt ein Moment des Trosts, aber nicht beim Schreiben. Bei den Briefen von Lesern, die ich bekomme, stellt er sich manchmal ein.

Weil es so viele sind?

Nein, nicht die Zahl, sondern die Intensität. Diese Briefe geben dir eine Bedeutung, die du nicht hast. Die lesen nicht mein Buch, sondern ihr Buch. Als Leser sind sie offenbar so mit sich beschäftigt wie sonst offenbar nirgends. Sie begegnen sich als Leser, und alles, was sie dabei erleben, das schreiben sie dann mir. Und das ist – ich kann es nicht anders sagen – ungeheuerlich. Was das Tollste dabei ist, ist, dass sie eine Wirklichkeit schaffen, die auch ich von Anfang an als Kind erlebt habe. Warum habe ich als Neun- oder Zehnjähriger siebzig Bände **Karl May** gelesen? Warum mit zwölf Jahren Hölderlin? Um mir eine Parallelwelt in der Lektüre zu erschaffen.

Allen Ernstes mit zwölf?

Ja. Mein Vater war tot, er ist früh gestorben. Und meine Mutter musste das Geschäft retten und hat seine Bücher auf den Dachboden gebracht in einer großen Schachtel, und ich bin als Kind auf den Dachboden gegangen und habe geschaut, was da war. Da waren die Taschenbücher der Jahrhundertwende, Lenau, Gottfried Keller, und ein Band war so zerlesen, dass kein Titelblatt mehr da war. Das waren Gedichte. Später habe ich gesehen, dass sie von Hölderlin waren. Von Hölderlin bin ich dann naseweis zu **Stefan George** gekommen, als ich selber noch glaubte, Lyriker zu sein. Und dann alle anderen, Kafka, Faulkner. Ich habe Amerika durch Faulkners „Licht im August“ entdeckt. Frankreich ist Flaubert. Deswegen konnte ich dann auch immer sagen, wenn ich diese politischen Taumler sehe, wie sie versuchen, Europa zu einer erlebbaren politischen Form zu verhelfen: Wir, die von der Literaturwelt, wir waren immer schon in Europa. Ich versteh' das gar nicht. Als sie da Griechenland abkoppeln wollten, habe ich geschrieben: Europa ohne Griechenland ist ein hässliches Fragment.

Aber die Welt ist nicht bloß Literaturwelt. Auch in Ihrem Roman nicht. Theo Schadt schreibt zwar nebenbei, ist aber in der Wirtschaft zu Hause.

Allerdings. Und ich muss sagen, dass mich Finanzieren und alles, was mit Wirtschaft zu tun hat, immer genauso interessiert hat wie die Literatur. Heute lese ich den Wirtschaftsteil der Zeitung immer länger und vor dem Feuilleton. Das hängt auch mit meiner Biographie zusammen. Mein Vater war ein verhinderter Dichter, weltfremd. Er hätte die Gastwirtschaft und das Kohलगeschäft, die wir besaßen, ruiniert, wenn die Mutter, die außer der Bibel nichts gelesen hatte, es nicht gerettet hätte. Ich habe einerseits gelesen und andererseits im Geschäft geholfen, habe Kohlen ausgefahren und Rechnungen geschrieben. Von meinem Vater blieben diese fabelhaften breiten Wareneingangsbücher, in die ich meine ersten Manuskripte geschrieben habe. Ich wollte nie ein Wirtschaftender werden, aber ich wollte das Wirtschaften verstehen.

In Ihrem Roman „Angstblüte“ gibt es doch auch eine Figur, die Geld anlegt, oder?

Ja. Und da habe ich lange Passagen drin über die Schönheit der Geldvermehrung, was für eine Leidenschaft das ist, wenn es noch mehr Geld und noch mehr Geld wird. Der Protagonist imitiert einen Spekulationsvorgang des Weltmeisters der Spekulation **George Soros**. Er macht das genau nach. In „Angstblüte“ habe ich meiner Wirtschaftsleidenschaft noch deutlicher nachgegeben als im „Sterbenden Mann“. Im Tagebuch habe ich einmal geschrieben: „Mir tut die Commerzbank leid, weil ich mein Konto bei ihr gekündigt habe.“

Im vergangenen Jahr sind Ihre Tagebücher aus den Jahren 1979 bis 1981 erschienen. Viele der Kritiken fielen nicht unbedingt freundlich aus. Hatten Sie das Gefühl, dass, anders als im Roman, nicht Ihr Werk, sondern Ihre Person rezensiert wurde?

Zuerst einmal: Ihr Eindruck, viele Tagebuch-Kritiken seien nicht unbedingt freundlich gewesen, stimmt nicht. Die „Süddeutsche“ und die „Zeit“ zum Beispiel waren nichts als lobend. Die F.A.S. und die F.A.Z. waren böse, willkürlich böse. Aber eine Kritik, die mehr Polemik als Kritik ist, tut nicht dem Autor weh, sondern dem Autor als Zeitgenossen. Ich habe ja jetzt schon vier Tagebuch-Bände veröffentlicht und die Erfahrung gemacht: Wer mich mag, der mag auch meine Tagebücher. Und wer mich nicht mag, der findet etwas Schlimmes in meinen Tagebüchern. Aber es stimmt nicht, dass du es im Tagebuch bist und im Roman ist es Fiktion. Auch das Tagebuch ist geschrieben. Mein Lieblingstagebuchsatz ist: „Ich bin die Asche einer Glut, die ich nie war.“

Hm. Es geht um Sehnsucht.

Ja, genau. Man möchte gewesen sein, was man nicht war.

Sie haben offenbar ein besonderes Gedächtnis für die Sätze, die Sie geschrieben haben.

Wenn Sie mir einen Satz von mir nennen würden, den ich nicht erkenne, müsste ich mich sofort erschießen.

Ist das Ihr Ernst?

Sie erinnern mich jetzt an **Hans Magnus Enzensberger**.

Was? Das will ich aber nicht.

Als wir noch mehr miteinander zu tun hatten, haben wir auch so dahergeredet. Und dann hat er gesagt: „Du kennst also alle Personen in deinem Werk?“ Ich habe „Ja“ gesagt, und wir haben gewettet. Jetzt sehen Sie mal, wie raffiniert der ist. Er sagte: Agnes Müller oder so. Und ich musste zugeben: „Du hast die Wette gewonnen. Woher ist der Name?“

Hatte er wahrscheinlich schnell erfunden.

Nein, viel gemeiner. In „Halbzeit“ ist der Held im Krankenhaus und muss am Morgen seinen Urin im Gang auf ein Fensterbrett stellen in einem Krug. Da sind noch andere Patienten. Und eine Patientin hat da auch ihren Urin hingestellt, und die heißt Agnes Müller.

Und das hat Enzensberger sich gemerkt.

Fleißig, oder?

Was haben Sie verloren?

Das weiß ich nicht mehr. Ich habe noch nie im Leben eine Wette gewonnen. Deshalb sollte ich auch keine mehr machen.

In den von Ihnen veröffentlichten Tagebüchern geht es obsessiv um die Literaturkritik. Wenn Sie heute einen Roman veröffentlichen, regen Sie sich immer noch genauso auf wie damals?

Jeder Autor ist sich natürlich mehr oder weniger des Risikos bewusst, das er eingeht, wenn er etwas publiziert. Aber jedes Mal ist man im Zustand höchster Erwartung. Das wird sich nie ändern. Es gibt keine Routine, die davon erlöst.

Ist die Literaturkritik in Ihrer Wahrnehmung heute eine andere als früher, als Marcel Reich-Ranicki noch lebte? Einfach, weil die Zeit, in der sie stattfindet, eine andere ist?

Nein. Es gibt heute genauso tolle, erfüllungshafte Antworten von der Literaturkritik wie schnöde, böse, herabsetzende Verrisse. Das hat es immer gegeben. Die Leute heißen heute nur anders.

Haben Sie schon mal einen Verriss gelesen, dem Sie etwas abgewinnen konnten? Oder ist man da einfach nur gekränkt?

Gekränkt ist gar nicht das Wort. Für mich ist der exemplarische Verriss immer noch der von Reich-Ranicki, der 1976 versucht hat, mich aus der Literatur hinauszuerwerfen. Mein Buch hieß: „Jenseits der Liebe“, seine Kritik hieß: „Jenseits der Literatur“. Ich darf damit nicht mehr anfangen, sonst ...

Es regt Sie noch immer auf? Sie haben sich anlässlich Ihres Romans „Tod eines Kritikers“ 2002 mit Reich-Ranicki überworfen, der, wie viele andere, Ihnen und Ihrem Roman Antisemitismus vorwarf. Haben Sie sich vor Marcel Reich-Ranickis Tod mit ihm versöhnt?

Nein. Man hat mir das angeboten. Dann habe ich gesagt: „Er soll zu mir kommen, dann komme ich auch.“ Und er hat dasselbe gesagt. Übrigens hat er gesagt, „Tod eines Kritikers“ sei ein schlechter Roman, aber nicht antisemitisch.

Schreiben Sie immer noch Tagebuch?

Nein, das geht nicht immer weiter. Ich werde nicht wieder so viel schreiben wie zwischen 1979 und 1981. Heute Morgen habe ich versucht, den Anfang eines neuen Romans zu schreiben. Ich bin ganz sicher, dass es ein anderer Ton sein wird, als er je bei mir war. Das hat natürlich mit meinen Jahreszahlen zu tun, aber ich kann, habe es vielleicht noch nie gekonnt, keinen sich naiv stellenden Erzähler mehr beschäftigen.

Weil Sie zu viel wissen.

Wissen tue ich überhaupt nichts. Nur weiß ich, was ich überhaupt nicht mehr ertragen könnte: eine Art von Harmlosigkeit. Sie sehen mich zum Äußersten entschlossen.

Ist das der erste Satz?

Nein, das ist mein Blick auf meinen nächsten Roman, der „Der Fall Schall“ heißen wird. Und jetzt sage ich Ihnen die ersten Sätze: „Sein Name sei Schall. Rauch hätte ich ihn nicht nennen können. Schall schon.“

Martin Walser: „Ein sterbender Mann“. Roman. Rowohlt, 288 Seiten, 19,95 Euro.

Scolarité, religion, racisme, sentiment d'appartenance : le visage de l'immigration française

HOME ACTUALITE SOCIÉTÉ

Par Agnès Leclair Publié le 08/01/2016 à 11:00

C'est le point final à une série exceptionnelle d'études qui dresse un portrait très fouillé des immigrés et de leurs descendants dans la société française contemporaine, leurs parcours, leurs modes de vie et leur expérience de la discrimination. Un document rare dans le paysage de la recherche en France où les statistiques ethniques ne sont autorisées que par dérogation. L'Ined (Institut national d'études démographiques) et l'Insee présentent vendredi l'ouvrage «Trajectoires et origines, une enquête sur la diversité des populations en France» qui rassemble toutes ces études réalisées sur des données collectées entre 2008 et 2009 auprès de 22.000 personnes.

L'un des apports majeurs de cet ouvrage, selon ses auteurs, est «de combiner une approche à la fois objective et subjective de la discrimination en étudiant, pour la première fois, l'expérience du racisme subi, et en ouvrant des perspectives méthodologiques sur l'étude de préjudices vécus du fait de l'origine, de la religion ou de la couleur de peau». Voici six chiffres marquants de cette enquête fleuve.

DOUBLE NATIONALITÉ

Les binationaux représentent 5 % de la population de France, soit 3,3 millions de personnes

Alors que **le débat politique s'enflamme autour de la question de la déchéance de nationalité des binationaux** condamnés pour acte de terrorisme, seule l'enquête TeO est en mesure de donner une idée du nombre de Français avec une double nationalité, ces derniers n'étant pas enregistrés dans le recensement. «90 % d'entre eux sont immigrés ou descendants d'immigrés. Près de la moitié des immigrés ayant acquis la nationalité française ont conservé leur nationalité d'origine. Les binationaux sont très rares chez les originaires d'Asie du Sud-Est (moins de 10 %), tandis que plus des deux-tiers des immigrés du Maghreb, 55 % des immigrés de Turquie et 43 % de ceux du Portugal combinent la nationalité française et celle de leur pays d'origine», nous apprend l'enquête.

RACISME

55 % des immigrés issus d'Afrique sub-saharienne disent avoir été confrontés au racisme

Des pourcentages qui en font le groupe le plus touché par cette situation. **Les enfants d'immigrés sont en général nettement plus nombreux que leurs parents à déclarer avoir fait l'expérience du racisme** au cours de leur vie, note l'Ined. 37 % des immigrés venus des pays du Sud-est asiatique se disent pour leur part avoir vécu une situation raciste. Un chiffre qui grimpe à 54 % pour leurs enfants nés en France. La prévalence du racisme est à peine moins élevée pour les personnes ayant un lien, direct ou par leurs parents, avec les pays du Maghreb: 35 à 39 % des immigrés et 50 % pour leurs enfants nés en France, détaillent les auteurs de l'enquête.

L'ouvrage chiffre également le racisme anti-blanc subi déclaré par les «majoritaires» à 15 %, ce qui en fait un «un phénomène minoritaire et surtout de nature différente». «Non seulement, le racisme vécu par la population majoritaire est bien moins fréquent, mais il se produit essentiellement dans la rue et non dans les autres sphères de vie comme le travail, l'école ou les administrations», écrivent les chercheurs.

IDENTITÉ

93 % des enfants d'immigrés se sentent Français

Le sentiment d'appartenance à la nation française s'affirme régulièrement au fil des générations puisque 93 % des enfants d'immigrés se sentent Français, contre 52 % des immigrés venus adultes. Pour les auteurs de l'étude, «les immigrés et

descendants d'immigrés adhèrent massivement à l'identité française. Aux propositions “Je me sens chez moi en France” ou “Je me sens Français”, une immense majorité répond “d'accord” ou “tout à fait d'accord”, dans tous les groupes d'origine.»

RELIGION

La proportion d'athées et d'agnostiques passe de 19 % parmi les immigrés à 23 % parmi les enfants de deux parents immigrés et 48 % pour les enfants d'un seul parent immigré

L'enquête en conclut une sécularisation progressive au fil des générations. Mais ce constat est à nuancer en fonction de la religion. «Il est incontestable que le sentiment religieux a progressé chez les musulmans», indique l'enquête. 85 % des musulmans âgés de 17 à 25 ans déclarent que la religion joue un rôle important dans leur vie, contre seulement 22 % du même groupe d'âge de catholiques.

ÉDUCATION

Les filles ont de meilleurs parcours scolaires que les garçons et quittent moins souvent le système scolaire sans diplôme du secondaire (1,4 fois moins en moyenne).

Alors que les femmes de la première génération d'immigrés sont nettement moins souvent diplômées du supérieur que les hommes, leurs filles progressent de manière spectaculaire. A contrario, les fils d'immigrés rencontrent des difficultés à la fois plus prononcées que la population totale des garçons et que les filles d'immigrés. Ils ont, dès l'école primaire, plus de chances de redoubler et de sortir du système scolaire sans diplôme.

DISCRIMINATION

44 % des enfants de deux parents immigrés disent avoir été confronté au moins une fois à une situation de discrimination

Selon les auteurs de l'enquête, qui ont à la fois posé des questions sur le sentiment général d'avoir été discriminé et sur des situations précises sur la recherche d'emploi, de logement, «il est rare de déclarer que l'on a subi des discriminations - en général - sans avoir déclaré des traitements injustes dans des circonstances précises». Et d'en conclure une tendance au sous-enregistrement des discriminations auto-déclarées.

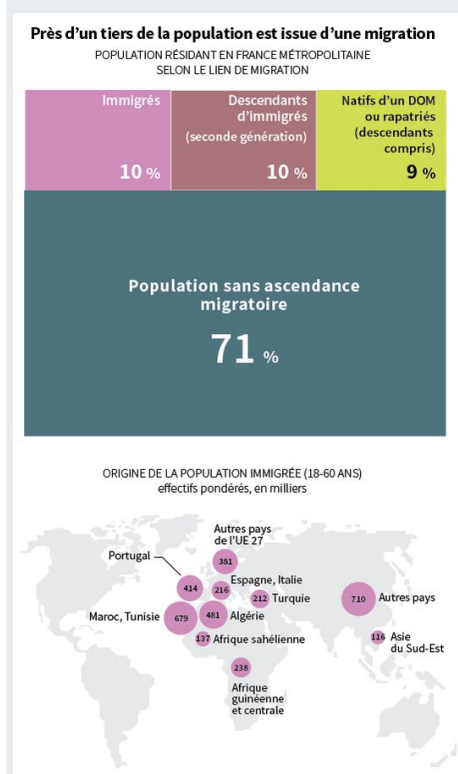
136,18

Emploi, école : les réussites et les blocages de l'intégration en France

LE MONDE | 08.01.2016 à 11h03 • Mis à jour le 08.01.2016 à 14h05 | Par [Maryline Baumard](#)

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Classifier

Du premier pied posé en [France](#) par un immigré à l'installation dans la vie adulte de [ses](#) enfants s'écrit une [histoire](#) d'intégration. Pour [comprendre](#) ce processus, qui transforme en Français un nouveau venu et sa descendance, mais aussi pour en [repérer](#) les blocages, une équipe de 22 chercheurs de l'Institut national d'études démographiques (INED) et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ont scruté les vies de 8 300 immigrés issus de sept vagues d'entrées successives. Ils les ont comparées à celles de 8 200 de leurs descendants et à des Français sans ascendance étrangère.

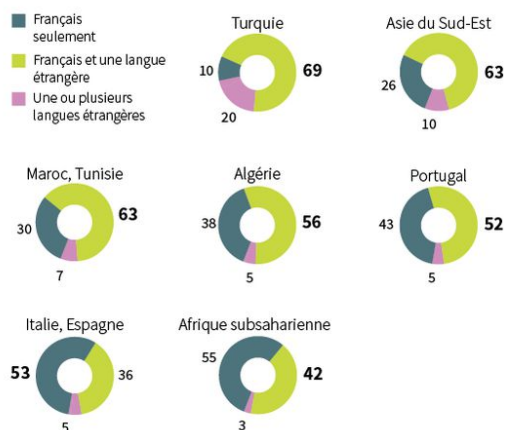


Près d'un tiers de la population est issue d'une migration LE MONDE

Les 600 pages d'[analyses](#), intitulées « [Trajectoires et origines](#) », rendues publiques vendredi 8 janvier, se lisent comme le roman scientifique de la construction de la France contemporaine. Il raconte une société qui, en dépit de ses doutes, sait [intégrer](#). Face aux hésitations sur notre capacité à [recevoir](#) les réfugiés de [Syrie](#) ou d'ailleurs, la science apporte donc sa pierre. Elle réfute le repli communautaire de la deuxième génération, qui n'apparaît pas dans les résultats de cette vaste [enquête](#) réalisée en 2008-2009. Celle-ci confirme toutefois un phénomène de ghettoïsation des fils d'immigrés venus du Maghreb, d'[Afrique](#) subsaharienne ou de [Turquie](#). Il y perce d'ailleurs plutôt l'idée que, malgré les difficultés, l'« *attachement à la France est fort* », comme le rappelle le sociodémographe Patrick Simon, un des trois coordonnateurs des travaux.

Ces travaux, qui auront duré pas loin de dix ans, présentent une intégration « asymétrique ». Certes, les enfants d'immigrés obtiennent des diplômes, trouvent des conjoints et des amis sans ascendance migratoire, ont souvent mis entre parenthèses la langue de leurs parents... Pourtant, ils restent plus longtemps victimes du chômage que la [population](#) majoritaire et se sentent discriminés. « *L'intégration socio-économique est difficile pour eux, alors que leur intégration sociale est en marche* », résume Cris Beauchemin, le deuxième coordonnateur du [projet](#).

Langues parlées
PRATIQUES LINGUISTIQUES DES IMMIGRÉS
AVEC LEURS ENFANTS, EN %



Langues parlées LE MONDE

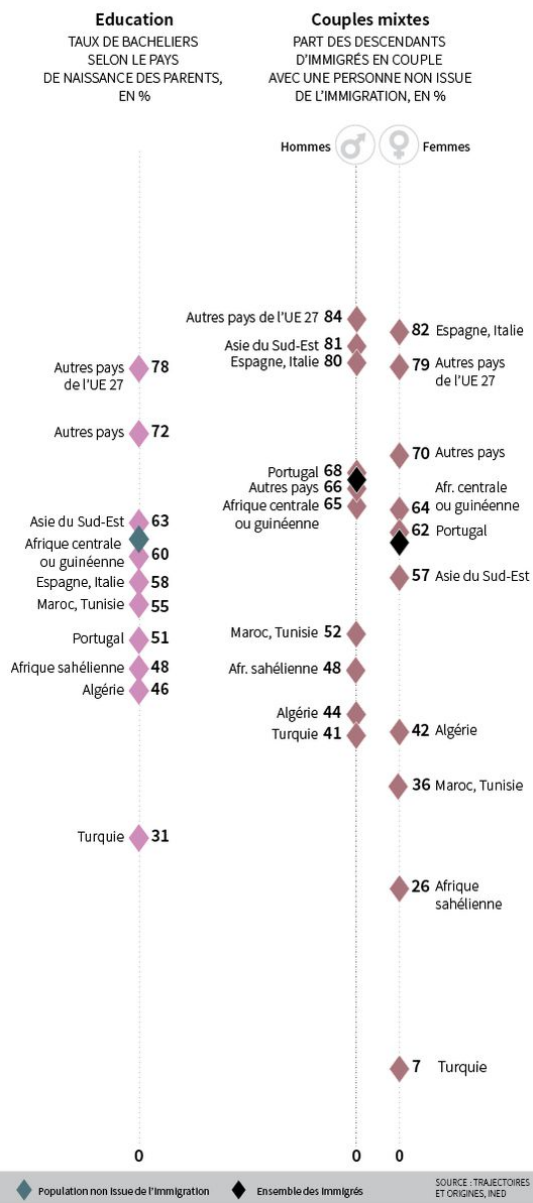
Ecole : les filles réussissent bien voire mieux, les garçons moins bien

Si l'on considère la deuxième génération, les 18-35 ans qui ont suivi toute leur scolarité en France, on constate que les filles sont tout autant bachelières que les jeunes femmes de la population générale, et parfois même plus nombreuses selon leur pays d'origine. « Alors que 65 % des filles de la population majoritaire obtiennent un bac, près de 80 % des filles de Chinois, 70 % des jeunes filles ayant des parents cambodgiens, laotiens ou du vietnamiens décrochent un [bac](#) ; comme 69 % des filles de parents originaires de [Guinée](#) », se réjouit M. Beauchemin. Toutefois, la part des bachelières est bien plus faible parmi celles dont les parents sont venus de Turquie (38 %) ou d'[Algérie](#) (51 %).

De manière générale, les résultats sont nettement moins bons pour les garçons. Si 59 % des garçons de la population majoritaire sont bacheliers, seuls 48 % des enfants d'immigrés réussissent ce diplôme – 26 % seulement pour les parents originaires de Turquie, 40 % pour l'Afrique sahélienne ou 41 % pour l'Algérie.

Globalement, 55 % des descendants d'immigrés (ou immigrés arrivés avant 6 ans) qui sont aujourd'hui bacheliers. Ce qui place les deuxième génération, filles et garçons confondus, à 7 points des adolescents du groupe majoritaire, pour l'obtention de ce diplôme tellement symbolique. D'autres preuves du parcours d'intégration peuvent se [lire](#) ailleurs, comme dans les mariages mixtes qui concernent 67 % des fils de migrants et 62 % des filles, ou encore dans la descendance des deuxième génération, équivalente à celle des femmes de la population majoritaire à 40 ans.

Des signes positifs mais contrastés d'intégration



Des signes positifs mais contrastés d'intégration LE MONDE

Emploi : l'ascension sociale ne protège plus des discriminations

Mais des indicateurs plus inquiétants viennent pondérer ces résultats. En effet, l'intégration économique des deuxième génération ne suit pas leur insertion sociale ; l'« asymétrie » se situe là. D'abord, un diplôme n'a pas le même rendement pour un enfant de migrant et pour un Français de lignée. Même si leur niveau scolaire n'a rien à voir, M^{me} Hamel, la troisième coordinatrice, observe que « la répartition des emplois des descendants d'immigrés s'approche de manière estompée de celle des emplois occupés par les immigrés de même origine » ; preuve du déclasserment manifeste des personnes de seconde génération.

« Ayant plus de mal à s'insérer dans le monde du travail, ils acceptent plus souvent des postes déqualifiés et ensuite y progressent moins vite que leurs collègues qui ne sont pas issus de l'immigration », regrette la sociologue. « Les enfants d'immigrés sont partout confrontés à des discriminations. Ce qui est vrai dans la recherche d'un emploi l'est aussi pour le logement ou l'accès aux loisirs », insiste-t-elle. « En fait, eux font le travail d'intégration. Mais quand la dynamique doit venir de la société française, là, les blocages apparaissent », regrette Patrick Simon.

La seconde génération souffre plus que la première des discriminations et cette expérience est d'autant plus systématique qu'ils font partie des minorités visibles. Maghrébins, Turcs et Subsahariens en sont le plus souvent victimes. Et rien ne les protège : ni le mariage mixte ni l'ascension professionnelle. Au contraire. « Alors que le couple mixte est souvent conçu comme un indicateur d'intégration, les migrants et leurs enfants qui ont fait le choix de vivre en couple avec une personne de la population majoritaire subissent dans leur quotidien davantage de

racisme », précisent les chercheurs, qui ajoutent que « *les cadres immigrés sont significativement plus confrontés au racisme que toutes les autres catégories socioprofessionnelles* ».

Le phénomène est assez prégnant pour qu'entre 5 % et 9 % des descendants d'Africains et de Maghrébins déclarent [avoir](#) subi dans les cinq dernières années du racisme et des discriminations sur leur lieu de travail. Chez les enfants d'immigrés européens, ils sont 1 % comme chez les descendants de l'Asie du Sud-Est. Ce qui explique peut-être que l'émergence de cadres soit un processus lent au sein de certaines communautés. Dans la population générale, 1 actif sur 5 a ce statut ; chez les enfants de migrants européens installés en France, 1 sur 3 peut s'en [prévaloir](#), contre seulement 8 % des Maghrébins.

Zones urbaines sensibles : les hommes relégués dans des quartiers fuis par d'autres

Si pour l'ensemble des sept vagues migratoires considérées en bloc, l'intégration économique n'est pas à la hauteur d'une intégration sociale, qui, elle, fonctionne, l'étude de l'INED pointe un groupe, très masculin, qui, lui, n'a même pas réussi son insertion sociale. Les fils de Maghrébins, les jeunes ayant des parents venus d'Afrique subsaharienne ou de Turquie cumulent les indicateurs d'[exclusion](#) à cause de leur échec scolaire massif. Plus d'un tiers d'entre eux n'ont aucun diplôme, pas même le diplôme national du brevet. A leur niveau d'éducation trop faible pour [entrer](#) sur un marché du travail s'ajoute leur relégation dans des quartiers fuis par les autres.

Quand plus d'un habitant de ZUS sur deux est migrant ou fils de migrant, ils se retrouvent vite ghettoïsés et victimes de ce que le premier ministre, [Manuel Valls](#), qualifiait en janvier 2015 d'« *apartheid territorial, [social](#), [ethnique](#)* ». « *Nous souhaitons [attirer](#) l'attention sur ce groupe* », insiste M. Beauchemin, pour qui leur présence aux marges de la société, désormais scientifiquement établie, est « *un fait social majeur* ». Pour eux et pour les autres, Christelle Hamel, Patrick Simon et Cris Beauchemin plaident à l'unisson pour la mise en place de politiques de lutte contre le racisme et les discriminations, afin de ne pas « *stopper ce processus d'intégration, en marche, par ces assignations aux origines de leurs parents* ».

Méthodologie

« Trajectoires et origines » est la première enquête d'envergure (22 000 personnes interrogées) autorisée en France à recueillir le pays de naissance et la nationalité des personnes venues au fil des sept grandes vagues migratoires de la seconde moitié du XX^e siècle.

Lancé en 2004 par l'INED (Institut national d'études démographiques) et coréalisé avec l'Insee, ce travail, terminé en 2015, s'appuie sur des enquêtes menées en 2008-2009 pour interroger l'intégration de 8 300 migrants, de 8 200 de leurs descendants, et la mettre en relation avec les modes de vie de Français sans ascendance étrangère.

Pour réaliser ce travail, l'Insee a dû recopier des milliers d'actes de naissance, après autorisation des juges d'instance, afin de constituer le panel. Une méthode assez innovante dans un pays opposé aux statistiques ethniques pour que SOS racisme crie à la discrimination et lance une pétition qui fera long feu.



[Maryline Baumard](#)

Journaliste

Lügenzahl vom Oktoberfest

Im Netz kursiert eine Zahl, die das Geschehen an Silvester in Köln relativieren soll: die vermeintliche Dunkelziffer von Vergewaltigungen auf dem Oktoberfest. Man hört sie auch bei ARD und ZDF. Wieso überprüft das dort keiner?

08.01.2016, von RAINER MEYER



© DPAJunge Frauen feiern 2015 auf dem Münchner Oktoberfest

Gottfried Schicht von der Pressestelle des Polizeipräsidiums München verneint. Er verneint deutlich. Er verneint, was seit Tagen im Zusammenhang mit den gewalttätigen Übergriffen von Köln im Netz verbreitet wird: Dass es auf dem **Oktoberfest** jedes Jahr zehn Vergewaltigungen gäbe, und die Dunkelziffer bei zweihundert Taten liege. Das Netz hat die Zahlen aus einem Artikel der „taz“ des Jahres 2009, der keine Quellen angibt, und nicht aus der Statistik der Polizei. 2008 kam es den Behörden zufolge zu vier Vergewaltigungen, 2009 zu sechs, vorletztes Jahr zu zwei und dieses Jahr zum Glück nur zu einer versuchten Tat. Nein, sagt Schicht, das könne er wirklich ausschließen, die Zahlen zehn und zweihundert seien definitiv falsch.

Allerdings sind sie zu diesem Zeitpunkt schon weit über das Netz hinaus verbreitet worden: **Die Berliner Feministin Anne Wizorek saß am Vortag im Morgenmagazin des ZDF und wurde, nachdem der Sender schon Fehler bei der Berichterstattung zu Köln einräumen musste, von Moderator Mitri Sirin gebeten, ihre Sicht der Dinge darzustellen.** Obwohl im Netz längst mit den öffentlich verfügbaren Zahlen der **Polizei** diskutiert wurde, **betonte Wizorek, dass sie Sexismus und sexualisierte Gewalt als gesamtgesellschaftliches Phänomen betrachte. Und sagte dann, dass es jedes Jahr auf dem Oktoberfest zehn angezeigte Vergewaltigungen gäbe, und eine Dunkelziffer von zweihundert Vergewaltigungen. Keine schlechte Beschwichtigungsleistung für den Kölner Exzess im ZDF.** Allerdings ist der Sender nicht allein betroffen: **Wizorek setzte ihre Zahlen in Interviews mit dem „Kölner Stadtanzeiger“ und der „Frankfurter Rundschau“ in die Welt, und schreibt es selbst im Internetmagazin „Vice“.**

Mutter aller Kölnrelativierungen

Nirgendwo scheint man es nötig zu haben, die vermeintlichen Zahlen aus München vor Ort zu hinterfragen, offizielle Dunkelziffern, sagt Gottfried Schicht im Präsidium, gibt es auch nicht. Es seien einige Dutzend angezeigte Straftaten aus diesem Bereich – **dass auf der Wiesn zweihundert Vergewaltigungen stattfinden könnten, hält er für undenkbar.** Und gäbe es eine „offizielle Dunkelziffer“, wäre es ja keine, erklärt Schicht.

Das sieht die ARD allerdings anders. Dort arbeitet die Social-Media-Redakteurin Anna-Mareike Krause mit demselben **Narrativ wie Anne Wizorek.** Sexismus und Gewalt würden nicht importiert, sie seien längst da. Plakatives Beispiel für die Relativierung ist auch hier das Oktoberfest: **„Polizei und Hilfsvereine schätzen die Dunkelziffer auf bis zu zweihundert Sexualstraftaten jährlich – allein auf der Wiesn“, behauptet die ARD-Mitarbeiterin.** Wie die Polizei denn wissen sollte, dass es „bis zu zweihundert Sexualstraftaten“ gäbe, wird wohl Krauses Geheimnis bleiben. Wer eine Dunkelziffer schätzt, kann kaum eine Grenze derselben angeben. Auch zusammen mit „Hilfsvereinen“ stellt die Polizei keine derartigen Vermutungen an.

In ihrem Privataccount bei Twitter hat Anna-Mareike Krause allerdings schon lange vor den Beiträgen über Auswüchse beim Oktoberfest getwittert, um die Straftaten von Köln in einen deutschen Rahmen zu setzen, und im Netz damit große Resonanz gefunden. Der Tweet ist so etwas die Mutter aller Kölnrelativierungen mit der Wiesn. **In Köln sind mittlerweile rund zweihundert Anzeigen eingegangen, die sich auf Täter aus einer Gruppe von rund tausend Männern beziehen und nicht auf 5,9 Millionen Besucher, wie auf dem Oktoberfest, bei dem es letztes Jahr zwanzig Anzeigen zu Sexualstraftaten gab.**

<http://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/kriminalitaet/30-jaehrige-schwangere-frau-vermutlich-von-ihren-bruedern-getoetet-14004631.html>

136,23

Familiendrama

Brüder sollen ihre schwangere Schwester erstochen haben

In Hanau wurde eine 30 Jahre alte Frau in ihrer Wohnung erstochen. Die Polizei hat die Tatverdächtigen nun bei einer Straßensperre festgenommen: es sind die Brüder der Getöteten.

08.01.2016

Eine 30 Jahre alte schwangere Frau ist im hessischen Hanau erstochen worden, mutmaßlich von ihren Brüdern. Nach der Bluttat am Donnerstagabend wurden die beiden unter dringendem Tatverdacht stehenden Männer im Alter von 21 und 26 Jahren am Freitag in der Nähe von Trier in Rheinland-Pfalz festgenommen. Das teilten die Polizei in Offenbach und die Staatsanwaltschaft in Hanau mit. Spezialkräfte griffen sie an einer Straßensperre in einem Taxi auf. Bei ihrer Festnahme leisteten sie keinen Widerstand.

Opfer und Täter stammen aus Syrien. Jürgen Heinze von der Staatsanwaltschaft Hanau hatte einen kulturellen Hintergrund als Motiv für möglich gehalten: „Es könnte in diese Richtung gehen.“ Zwischenzeitlich hat sich den Angaben zufolge bestätigt, dass die Getötete im vierten oder fünften Monat schwanger war. Ermittelt wird wegen Totschlags.

„Wir müssen noch ermitteln, warum der Streit eskalierte und wie der Tatablauf war“, sagte Polizeisprecher Rudi Neu. Die 30-Jährige wurde nach Angaben der Staatsanwaltschaft von sieben Messerstichen getroffen. Zwei der Stiche gingen in den Hals, zwei in den Brustbereich. Die Ergebnisse der Obduktion werden in der kommenden Woche erwartet.

Ein Nachbar hatte die Polizei am Donnerstagabend gerufen, weil er lautstarken Streit in dem Mehrfamilienhaus gehört hatte. Die Bluttat geschah nach ersten Erkenntnissen in der Wohnung und im Treppenhaus. Im Treppenhaus wurde die Frau noch lebend gefunden, sie starb wenig später. Wie die Staatsanwaltschaft mitteilte, erlitt der Ehemann des Opfers bei der Auseinandersetzung leichte Verletzungen. Das syrische Paar lebte seit Sommer 2015 in der Wohnung, wie Heinze sagte.

Vor den Festnahmen in Rheinland-Pfalz hatte ein Spezialeinsatzkommando (SEK) auf der Suche nach den Tatverdächtigen eine Flüchtlingsunterkunft in Gelnhausen in Hessen durchsucht, wo der 26-Jährige untergebracht war. Auch die Wohnung des 21-Jährigen in Hanau in der Nähe des Tatorts war gestürmt worden.

<http://www.faz.net/aktuell/politik/inland/ehrenmord-von-darmstadt-was-fuer-eine-kultur-13942994.html>

136,23

Ehrenmord von Darmstadt

Was für eine Kultur?

Lebenslang - mit Recht halten die staatlichen Gerichte religiöse „Ehrenmorde“ für Tötungen „aus niedrigen Beweggründen“. Ein vernichtendes Urteil über den Glauben, der dahintersteht.

02.12.2015, von REINHARD MÜLLER

Nur wer schuldig ist, kann bestraft werden. Wer im Rausch handelt, wer nicht weiß, was er tut, dem kann man eine Tat nicht vorwerfen – so dass keine Haftstrafe, wohl aber die Einweisung in eine psychiatrische Anstalt in Betracht kommt. Die strenggläubigen muslimischen Eltern der 19 Jahre alten Lareeb wussten, was sie taten, als der Vater im Beisein seiner Frau die gemeinsame Tochter erwürgte. Sie wussten auch, dass es Unrecht war, hierzulande. Aber wo auf dieser Welt und nach welchem Glauben kann es rechtens sein, die eigene Tochter zu töten – was auch immer sie getan hat?

Dass es immer noch Weltgegenden und Parallelwelten gibt, in denen Morde aus „Ehre“ geradezu erwartet werden, ist eine Herausforderung für jeden, der das Wort Menschenrechte ernsthaft im Munde führt. Hier gibt es eine Pflicht zur Einmischung – und in Deutschland keinen Rabatt. Natürlich muss auch in solchen Fällen die individuelle Verantwortlichkeit des Täters unter die Lupe genommen werden. So können es die Umstände des Falles rechtfertigen (wozu auch die kulturellen Hintergründe gehören), dass zusätzlich zur lebenslangen Freiheitsstrafe nicht noch eine „besondere Schwere der Schuld“ festgestellt wird.

Aber was ist das für eine mörderische Kultur, in der Mädchen, die nicht nach tradierten Vorstellungen leben wollen, den Tod durch die eigenen Eltern oder Brüder fürchten müssen? Was für ein Frauenbild wird dort gelebt, wo das Wohlergehen der Söhne mehr zählt als das Leben der Töchter? Die Eltern von Lareeb lebten schon lange im Land des Grundgesetzes. Aber das ist eben auch nur ein Text wie die grundlegenden Menschenrechtsverträge, die auch Pakistan unterschrieben hat – das Herkunftsland der Täter von Darmstadt.

Es stimmt zuversichtlich, dass die Religionsgemeinschaft der Eltern, die zu den Reformkräften im Islam zählt, sich vor dem Mord um Vermittlung und Deeskalation bemüht hat. Aber in Deutschland hat jeder Einzelne das Recht zu leben, wie er will. Das darf nicht von der Gnade einer Familie, einer Religion oder irgendeiner anderen sozialen Gruppe abhängen. Der Staat muss Leben, Würde, Freiheit schützen. Mit Recht halten die staatlichen Gerichte religiöse „Ehrenmorde“ für Tötungen „aus niedrigen Beweggründen“. Ein vernichtendes Urteil über den Glauben, der dahintersteht.

Das Menetekel von Köln

Die Mauer, die von der deutschen Politik um die Flüchtlingsfrage herum gebaut wurde, bröckelt: Sicherheit und Zukunft Deutschlands hängen selbstverständlich davon ab, wen wir bei uns willkommen heißen. Ein Kommentar.

09.01.2016, von BERTHOLD KOHLER

LEITARTIKEL

Ob nach den islamistischen Terroranschlägen von Paris oder nach den sexuellen Übergriffen auf Frauen in Köln – jedes Mal wurde in Deutschland als Erstes an einer Mauer chinesischen Ausmaßes gebaut. Ihr Zweck war nicht die Abriegelung des Landes: Sie sollte eine Verbindung der jeweiligen Diskussion mit der Flüchtlingsfrage verhindern.



Autor: Berthold Kohler, Herausgeber.

Denn kommt es dazu, das fürchten viele Politiker mit Recht, dann droht der Bruch der von ihnen mühsam errichteten, vom Hochwasser des Unmuts im Volk aber schon weitgehend durchweichten Dämme.

Das ganze Ausmaß der Gewalt rund um den Kölner Dom war noch nicht bekannt, da drängte es die Oberbürgermeisterin schon zu der Äußerung, es gebe keinen Hinweis, dass es sich bei den Tätern um Flüchtlinge handele.

Angst vor dem Umschlagen der Willkommenskultur

Auch nach den Attentaten in Paris schien deutschen Politikern die Feststellung vordringlich zu sein, die Terroristen seien nicht als Flüchtlinge nach Frankreich gekommen. Schon damals fürchteten sie das Umschlagen der ohnehin angezählten Willkommenskultur in Ablehnung oder gar Hass und eine Radikalisierung der politischen Debatte.

Der Schreck fährt der großen Koalition daher immer in die Glieder, **wenn jemand das Verbindungsverbot missachtet.** So wie der Chef der Deutschen Polizeigewerkschaft, der im Streit darüber, wer in Köln am meisten versagt habe, von einer Unterbesetzung der Bundespolizei sprach, weil deren Beamte „zweckentfremdet“ nach Bayern zur Grenzsicherung abkommandiert worden seien.

Das Bundesinnenministerium wies diese Darstellung sofort zurück. Denn sie bedeutete schließlich, dass der Staat in einer Großstadt nicht mehr seiner obersten Aufgabe nachkommen konnte – für die Sicherheit seiner Bürger zu sorgen –, weil er seine Polizisten an die Grenzen schicken musste, damit dort wenigstens etwas Ordnung in den Flüchtlingsansturm kommt.

Die Vorgänge von Köln haben viele Deutsche nachhaltig erschüttert, weil sich der Staat in jener Nacht nicht nur an seinen Grenzen, sondern auch in seinem Inneren als schwach und unentschlossen erwiesen hat. Zudem ist abermals der das Vertrauen der Bürger in den Staat unterminierende Eindruck entstanden, dass Politik und Behörden Tatsachen unterdrückten, weil sie, wie es ein leitender Polizist nannte, „politisch heikel“ seien.

Politisch gewollte Schweigespirale

Diese Schweigespirale, die Innenminister de Maizière jetzt durchbrechen will, war politisch gewollt, und zwar schon seit Jahrzehnten. **Alle demokratischen Parteien sind sich darin einig, dass eine Stärkung der radikalen Kräfte vermieden werden muss.**

Doch die aus dieser löblichen Absicht hervorgegangene Politik des Schönredens, Bestreitens und Gesundbetens auf dem Feld der Ausländer- und Einwanderungspolitik hat genau den gegenteiligen Effekt: Sie treibt aufrechte Demokraten ins Nichtwählerlager und auf die Barrikaden. Dort fühlen sie sich mit einem Äußerungsverbot belegt, als „Ausländerfeinde“ diffamiert und in „die rechte Ecke gestellt“, in der manche dann auch landen.

Köln ist ein schwerer Schlag für Merkels Politik der Willkommenskultur. Das zeigte auch ihre schnelle Forderung, der Rechtsstaat müsse mit aller Härte reagieren. **Ansonsten gilt weiter das Prinzip Hoffnung: Hoffentlich waren unter**

den Tätern keine Flüchtlinge! Doch wenn die Politik den Rest ihrer Glaubwürdigkeit retten will, dann helfen ihr jetzt nur noch Wahrheit und Klarheit.

Nachhaltig verstörende Wirkung

Wäre denn die Feststellung, die Täter und ihre Kumpane seien schon lange in Deutschland, vielleicht auch deutsche Staatsangehörige, beruhigender? Dann läge ein weiterer Beweis für massenhaft gescheiterte Integration vor. Belege für solches Scheitern und die Existenz von Parallelwelten, deren Regeln mit den Werten der deutschen Gesellschaft unvereinbar sind, gibt es unzählige. Sie lassen sich nicht nur in Großstädten finden.

Von Köln geht eine so nachhaltig verstörende Wirkung aus, weil sich die dortigen Vorgänge sowohl als Bestätigung alter Befürchtungen verstehen lassen wie auch als Menetekel für eine deutsche Zukunft, die niemand erleben will.

Denn nur wenn sich Naivität mit Allmachtsphantasien paart, kann man ernsthaft glauben, die Einwanderung Abertausender junger, muslimischer Männer aus den Kriegs- und Krisengebieten Asiens und Afrikas werde die bestehenden Probleme mit Migranten in Deutschland nicht vergrößern.

Vollmundige Ankündigungen werden nicht reichen

Viele junge Syrer, Afghanen oder Marokkaner werden fleißige Arbeiter und brave Steuerzahler werden. Andere „Flüchtlinge“ aber werden trotz liebevoller Betreuung weiter die von oben gebremsten Polizisten für Weicheier, Frauen für Freiwild und Demokraten für Schwachsinnige halten. Sie werden sich den Clans und organisierten Banden anschließen und die Zuhörerschaft islamistischer Rekrutierer vergrößern.

Deutschland wird der vielen mit der Masseneinwanderung verbundenen Probleme nicht mit vollmundigen Ankündigungen von einer härteren Abschiebungspraxis Herr werden. Zu der war die deutsche Politik aus vielen Gründen bisher weder willens noch fähig.

Die Entscheidung, wer nach Deutschland kommen und hier bleiben darf, muss viel früher getroffen werden. Denn Sicherheit und Zukunft dieser Republik hängen selbstverständlich davon ab, wen wir bei uns willkommen heißen.

Frankfurter Allgemeine
ZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND

Samstag, 3. Januar 2014, Nr. 10141
HERAUSGEBEN VON WERNER DINKA, SIMON KAHN, BERTHOLD KOHLER, HEINER STEINER
1294 0 2014 - F.A.Z. im Internet: faz.net

Halbte aller Taschendiebe aus Nordafrika
In Berlin, 2. Januar. Ein Anwalt hat die Hälfte aller Taschendiebe, von denen er fünf Fälle verfolgen konnte, als Nordafrikaner identifiziert. Die Täter sind im Durchschnitt 25 bis 30 Jahre alt, kommen aus Marokko, Algerien, Libyen und Tunesien. Sie sind in der Regel ohne Aufenthaltsgenehmigung in Deutschland und arbeiten in der Regel als Schwarzarbeiter in der Baubranche. Ein Anwalt hat die Hälfte aller Taschendiebe, von denen er fünf Fälle verfolgen konnte, als Nordafrikaner identifiziert. Die Täter sind im Durchschnitt 25 bis 30 Jahre alt, kommen aus Marokko, Algerien, Libyen und Tunesien. Sie sind in der Regel ohne Aufenthaltsgenehmigung in Deutschland und arbeiten in der Regel als Schwarzarbeiter in der Baubranche.

De Maizières: Herkunft von Straftätern nicht verschweigen
„Es darf keine Schweigenpolitik geben, schon gar nicht darf sie von der Polizei ausgehen“
Der Innenminister Wolfgang Schäfer hat am Freitag in Berlin die Herkunft von Straftätern nicht verschweigen zu lassen. Er hat die Polizei aufgefordert, die Herkunft von Straftätern nicht verschweigen zu lassen. Er hat die Polizei aufgefordert, die Herkunft von Straftätern nicht verschweigen zu lassen.

Das Böse – kommentiert
Kritik an der Politik, die die Herkunft von Straftätern nicht verschweigen zu lassen. Er hat die Polizei aufgefordert, die Herkunft von Straftätern nicht verschweigen zu lassen.

Das Menetekel von Köln
Kritik an der Politik, die die Herkunft von Straftätern nicht verschweigen zu lassen. Er hat die Polizei aufgefordert, die Herkunft von Straftätern nicht verschweigen zu lassen.

Heute
Zusätzliche Informationen zu den aktuellen Ereignissen.

Katholiken in Venezuela
Die katholische Kirche in Venezuela hat sich für die Rechte der Menschenrechte ausgesprochen.

Der Aker ist gebrochen
Die norwegische Ölplattform Aker hat sich gebrochen.

Halbte alle Taschendiebe
Ein Bericht über die Identifizierung von Taschendieben.

Teuer Fränkische
Die Preise für Fränkische Produkte sind gestiegen.

Aker über dem Meeresspiegel
Die norwegische Ölplattform Aker ist über dem Meeresspiegel.

Angabe von „Mein Kampf“ vorgelegt
Die Angaben von „Mein Kampf“ sind vorgelegt.

IS-Terrorist soll eigene Mutter ermorden haben
Ein IS-Terrorist soll seine eigene Mutter ermordet haben.

„El Chapo“ Guzmín wieder festgenommen
Der Drogenbaron El Chapo Guzmín ist wieder festgenommen.

F.A.Z. FRANKFURT, 3. Januar. Ein Bericht über die Identifizierung von Taschendieben.



DIE WELT

KUNDENSERVICE 0900/933 85 37

FREITAG, 8. JANUAR 2016

2,90 EURO | Nr. 6

Zippert zapft

Der Anteil von Frauen in Führungspositionen von Top-Unternehmen ist zwar höher geworden. Die Zahlen bewegen sich aber nur langsam vorwärts. Wie es dazu kommen konnte, wird hier noch genauer betrachtet. Wie es dazu kommen konnte, wird hier noch genauer betrachtet. Wie es dazu kommen konnte, wird hier noch genauer betrachtet.



Rückkehr der Angst in Paris

Ein Polizist steht mit abwärtschweren Werten und grüblerischem Blick auf der Straße, seine Kollegen stehen die Köpfe hinter ihm. Ein Fahrzeug des Antriebs auf die Straßenseite. Charles Fikler berichtet in Paris wieder über seine Mission in Paris wieder über seine Mission in Paris wieder über seine Mission.

KOMMENTAR

Null Toleranz

Der ersten Silvesterfeier laden die Nationaltempore ein. Es folgt von vielen schweren Straftaten. Die Polizei ist nicht nur für die Sicherheit der Feier, sondern auch für die Sicherheit der Feier, sondern auch für die Sicherheit der Feier.

THEMEN



„Viele Verdächtige sind Asylbewerber“

Köln: Polizisten kontrollieren etwa 100 Personen nach den Übergriffen und widersprechen ihrem Präsidenten. Merkel: Widerwärtige Taten

Wenigstens Aussagen der Kölner Polizisten, die am Samstag Übergriffe in der Altstadt verurteilten, sind ein wenig beruhigend. Die meisten waren Flüchtlinge, die in der Nacht zum Samstag in der Altstadt verurteilten, sind ein wenig beruhigend. Die meisten waren Flüchtlinge, die in der Nacht zum Samstag in der Altstadt verurteilten, sind ein wenig beruhigend.

Soros: „China wächst sich zur Krise aus“

Handel nach hohen Verlusten abgebrochen

Ein erneuter Börsensturz in China verunsichert die globalen Finanzmärkte. Schon am Montag fiel in dieser Woche auch in Shanghai und Shenzhen die Handelsgewinn. Die Kurse sanken nach dem Protest gegen die Handelspolitik der USA.

PANORAMA

Karl Lagerfeld über seinen Ärgers mit dem Finanzmarkt

SPORT

Die Bayern nehmen 15-jährigen Torwart mit ins Team

WISSEN

Gletschererisch Ötzi vor Imagerisch

FEUILLETON

Zum 69. Geburtstag schenkt sich David Bowie ein Album

DAZ

Im Minus

Erdbeschütterung

Gefragter Ratgeber

Buch mit Tipps für kriminelle Staatsberäuber ist der Renner in der UN-Bibliothek sind „Annamite von Staatsberäubern und erwarthen Offizieren im Bezug auf internationalen Verbrechen“.

Advertisement for 'welt-bietet.de' featuring a laptop and various items.

Entscheidende Woche

[Jacques Schuster](#) Leitartikel

9 January 2016

[Die Welt](#)

Von Jacques Schuster

Wer wissen will, wie sehr sich die Stimmung im Land zu drehen beginnt, der möge sich an den November erinnern.

Am 23.11. veröffentlichten wir ein Gespräch mit dem Zentralratsvorsitzenden der Juden. Nachdenklich, ruhig, nach Worten tastend, erzählte Josef Schuster, wie nötig es sei, in Not geratenen Menschen Zuflucht zu gewähren. Gleichzeitig wies er darauf hin, der Tag werde kommen, über Formen der Begrenzung nachzudenken. Auf Dauer könne man nicht alle Flüchtlinge aufnehmen; zumal Menschen aus Kulturen darunter seien, deren Verständnis von der Gleichberechtigung der Frau, deren Umgang mit Homosexuellen und deren Blick auf die Juden unseren Werten widersprächen - um es höflich auszudrücken.

Schuster sagte nichts, was sittenwidrig oder anstößig gewesen wäre. Dennoch erlebte er in den folgenden Wochen einen Spießrutenlauf, den noch kein Zentralratsvorsitzender zu überstehen hatte. Politiker aus den verschiedenen Parteien schickten sich an, den an sich selbstverständlichen, fast banalen Einwurf des Zentralratsvorsitzenden als Entgleisung zu verunglimpfen. Einer von ihnen bezeichnete Schuster sogar als einen Brandstifter. Und während eine bekannte Talkmasterin plante, ihn in ihrer Sendung regelrecht vorzuführen, erreichte ein Kommentator den Tiefpunkt der Debatte mit der Forderung, den Zentralrat der Juden künftig nur noch als "Zentralrat der rassistischen Juden" zu bezeichnen. Wie ein ausgehungertes Wolfsrudel stürzte sich fast die gesamte deutsche Öffentlichkeit auf Josef Schuster, der klug in der Deckung blieb. Wie wäre ihm wohl mitgespielt worden, wäre er kein Jude?

Und heute? Plötzlich gibt es kaum noch einen Politiker der Volksparteien und immer weniger Kommentatoren, die Schuster widersprechen würden. Mehr als das: Sozialdemokraten werfen nun Vorschläge über eine schnelle Abschiebung in die Debatte, obwohl sie noch vor wenigen Tagen genau das Gegenteil für richtig und diejenigen für rechtsradikal gehalten hatten, welche über ebendies zaghaft, aber laut nachdachten. Jählings ist man bereit, die Herkunft der Ausländer zu benennen, die mutmaßlich Straftaten begangen haben - ein viele Jahre altes Tabu der Kriminalitätsstatistik. Worte wie "mit aller Härte durchgreifen" (Katarina Barley, SPD), "alle Möglichkeiten des internationalen Rechts" ausloten und "Haft im Heimatland" (Sigmar Gabriel, SPD) wehen durch die Diskussion. Zum Glück! Längst ist der Satz des SPD-Chefs vergessen, Aussagen wie die von ihm nun getroffenen seien Wasser auf die Mühlen der AfD.

Nebenher: Es ist immer falsch, Bedenken, Ängste und Vorschläge im öffentlichen Raum zu unterdrücken, weil sie irgendwelchen Narren in den Schmuddelecken dieser Republik in die Hände spielen könnten. Umgekehrt wird Politik daraus: Man darf kein Thema der radikalen Rechten oder Linken überlassen. Sonst verselbstständigt es sich und gerät in Bahnen, die der Demokratie gefährlich werden. Sogar linksliberalen Blättern scheint diese Einsicht zu dämmern. In einigen ihrer Kommentare kann man heute lesen, was gestern für sie noch Teufelszeug war: die Sozialleistungen für Menschen vom Balkan zu beschränken.

Man mag sich über diesen Schwenk lustig machen, die Fähnchen im Wind beschimpfen oder sich über den beginnenden Gesinnungswandel freuen - eines ist seit dieser Woche klar: Der 6. Januar, der Tag, an dem der Polizeibericht über die wahren Begebenheiten der Silvesternacht am Dom zu Köln bekannt

wurde, wird in die Geschichte der Bundesrepublik eingehen. Mit ihm begann die Wende in der Flüchtlings- und Einwanderungspolitik. Seit diesem Tag nämlich beginnen mehr und mehr Zeitgenossen, auf die Vorzüge und die Gefahren der Masseneinwanderung aus vornehmlich muslimischen Ländern hinzuweisen und die bisherigen Tabus als das zu übergehen, was sie sind: Denkverbote, deren Herrschaft stets zu einer verklemmten Debattenkultur und häufig zu gesellschaftlichen Missständen führen kann. Und noch etwas zeichnet sich ab: Zum ersten Mal scheint die Mehrheit der Politiker nicht nur über den eigenen Wertekanon zu palavern und ihn großzügig zu übergehen, wenn es um die Flüchtlinge geht. Sie scheint nun bereit, ihn notfalls mit Druck und Gewalt durchzufechten - so, wie es der wehrhaften Demokratie von jeher angestanden hätte!

Vor Jahrzehnten bezeichnete der sozialdemokratische Vordenker Peter Glotz die Volksparteien als Tanker. Im Unterschied zu den Segelschiffen der kleinen Parteien seien sie weniger beweglich und nur langsam zur Wende in der Lage. Gleiches gilt für die Demokratie der Bundesrepublik. Sie mag nur schwer vom Fleck wegkommen und mitunter jahrelang im Stillstand verharren. Doch nur sie - die Demokratie - besitzt die Gabe zur Selbstkritik und ist fähig, Fehlentwicklungen zu beheben. Das sei vor allem denjenigen gesagt, die besonders in Dresden und den ostdeutschen Bundesländern Missstände beklagen, doch sich im Grunde ein autoritäres Regime wünschen, in dem das Ideal der Gesellschaft dem der Gemeinschaft zu weichen hat. Diese Gesellschaft und ihre Politiker werden es schaffen, die notwendigen Korrekturen der Flüchtlings- und Einwanderungspolitik vorzunehmen, ohne in das Extrem der Abschottung zu verfallen. Seit dem 6. Januar ist dies klar. Endlich.

Man darf kein Thema der radikalen Rechten oder Linken überlassen

Scharfmacher und Verschweiger

Von CHRISTIAN BOMMARIUS

Der Ruf nach schärferen Gesetzen ist so peinlich, wie er folgenlos bleiben wird. Realitätsverweigerung aus Angst, die Wahrheit sei „politisch heikel“, führt aber ebenso wenig weiter.

So viel ist offenbar klar: Das Abschiebungsrecht muss verschärft werden. Noch ist nicht vollständig ermittelt, wer sich wie an den widerwärtigen Ausschreitungen von Köln am Silvesterabend beteiligt hat, aber fest steht, dass das Recht versagt hat und deshalb ganz dringend reformiert werden muss. Auch weiß noch niemand, ob es sich um eine einmalige Aktion alkoholisierter junger Männer mit Migrationshintergrund gehandelt hat oder um die brutale Manifestation organisierter Kriminalität. Noch ist nicht aufgeklärt, wie viele mitgemacht und warum so wenige Polizisten so wenig dagegen unternommen haben. **Aber Konsens ist offenbar, dass straffällige Ausländer schneller abgeschoben beziehungsweise ausgewiesen werden müssen.**

Der nach Exzessen wie in Köln **übliche Überbietungswettbewerb – wessen Ruf nach der Härte des Rechtsstaats der lauteste und wessen Härte des Rechtsstaats die härteste sei – ist ebenso peinlich, wie er hoffentlich folgenlos bleiben wird.** Er **ist peinlich**, weil das Gesetz bereits heute in gravierenden Fällen – zum Beispiel sexuelle Nötigung –, Ausweisungen zulässt. **Fachleute erinnern zutreffend daran, dass das geltende Recht schon derart rigide ist, dass eine weitere Verschärfung sinnlos wäre.**

Peinlich sind die Forderungen auch, weil selbst eine noch so sehr verschärfte Ausweisungspraxis ihre Grenzen in Artikel 3 der Genfer Menschenrechtskonvention findet, wonach für Staaten, in denen einem Asylbewerber Folter oder unmenschliche Behandlung droht, ein Abschiebeverbot besteht. Schon deshalb ist zu hoffen, dass die peinliche Debatte ergebnislos bleiben wird – **in der Neujahrsnacht hat am Kölner Hauptbahnhof nicht das Recht versagt. Versagt haben andere.**

Wer? Die Debatte darüber ist noch verwirrender als die Diskussion um ein verschärftes Abschiebungsrecht. Der Bundesinnenminister meint, die Landespolizei Nordrhein-Westfalens und die Einsatzleitung hätten versagt. Das weist der Chef der Deutschen Polizeigewerkschaft als „unanständig“ zurück und stellt im Gegenzug die Frage, wo eigentlich die vielen Bundespolizisten gewesen seien, „die am Kölner Hauptbahnhof eigentlich auf dem Dienstplan stehen“.

Für den Bund Deutscher Kriminalbeamter haben weder die Bundespolizei noch die Landespolizei versagt, sondern vor allem die Justiz: „Köln stand in der Vergangenheit nicht im Verdacht, mit atemberaubend hohen Strafen abschreckend auf Straftäter gewirkt zu haben. Zu viele Verfahren werden aus den unterschiedlichsten Gründen einfach eingestellt.“

Derjenige wiederum, von dem eigentlich alle sagen, dass er zweifellos versagt habe, der Kölner Polizeipräsident, beteuert, überhaupt niemand habe versagt: „Wir waren nicht überfordert.“ **Wer das Chaos der Silvesternacht betrachtet, fragt sich dann natürlich besorgt, wie es den Kölnern wohl ergeht, wenn ihre Polizei tatsächlich einmal überfordert ist.**

In den Rufen über ein verschärftes Abschiebungsrecht und in den gegenseitigen Schuldzuweisungen und Exkulpationsversuchen droht ausgerechnet die Debatte unterzugehen, die in der Republik jetzt dringend geführt werden müsste. Wie konnte es geschehen, dass Verantwortliche der Kölner Polizei die Herkunft der Tatverdächtigen zunächst verheimlicht haben?

Ihnen war schon in der Silvesternacht klar, dass viele der rund 100 kontrollierten jungen Männer als Flüchtlinge aus Syrien, Irak und Afghanistan kamen und erst jüngst nach Deutschland gelangt waren. Aber in der ersten polizeiinternen Abschlussmeldung des Einsatzes hat der verantwortliche

Dienstgruppenleiter die Herkunft der Verdächtigen verschwiegen, angeblich, weil er die Angaben für „politisch heikel“ gehalten habe.

Wenn das so stimmt, dann haben die Verantwortlichen nicht nur naiv gehandelt – denn es war klar, dass sich die Herkunft auf Dauer nicht verschweigen lassen würde –, **und sie haben nicht nur die Öffentlichkeit belogen. Vielmehr haben sie der politischen Kultur damit einen Bärendienst erwiesen: Sie haben nicht nur ein wenig Wasser, sondern einen ganzen Strom auf die Mühlen der Rechtspopulisten und -extremisten geleitet, die behaupten, die Wahrheit werde in diesem Land von der politischen Korrektheit systematisch unterdrückt.**

Am 2. November 2004 wurde der islamfeindliche niederländische Regisseur **Theo van Gogh in** Amsterdam auf offener Straße ermordet. Ein islamistischer Fundamentalist schoss auf ihn, schnitt ihm die Kehle durch und heftete ihm mit einem Messer eine Morddrohung an die islamkritische Politikerin Ayaan Hirsi Ali an den Brustkorb. Als die ersten Beschreibungen des Täters bekannt wurden, hieß es, es handele sich um einen jungen Mann mit Sonnenbrille. **Später kam heraus, dass ein Zeuge das marokkanische Gewand des Täters verschwiegen hatte. Warum? Er wollte nicht, dass man ihm ausländerfeindliche Motive unterstellt. Der Philosoph Otto Kallscheuer sprach damals von einem Fall „sich selbst zensierender Toleranz“. Das ist nur ein anderes Wort für: Realitätsverweigerung.**

AUTOR

Christian Bommarius

Politik-Autor

Au-delà du terrorisme, nos sociétés semblent empreintes d'une forme de peur, d'un sentiment d'insécurité, créés justement par ces bouleversements multiples que vous évoquiez...

Notre époque est pleine de dangers, mais elle est aussi faite d'opportunités incroyables. J'aime à faire le **parallèle avec la Renaissance**, dont nous avons aujourd'hui une vision historique positive car **cela a été un moment d'intense modernisation et de progrès social, mais n'oublions pas que ce fut aussi l'époque des guerres de religion.** Aujourd'hui, rappelons quelques évidences : toute la population de la planète a accès gratuitement ou presque à des moyens de communication. C'était impensable il y a seulement vingt-cinq ans. L'écrit n'est plus, pour la première fois dans l'histoire moderne, la clef unique d'acquisition du savoir. L'accès à l'enseignement, mais aussi à l'énergie, à l'eau n'a jamais été autant possible. **C'est une vue de sociétés apeurées, conservatrices et peu confiantes dans leur avenir de considérer que cet univers n'est peuplé que de menaces.**

Bref, il est faux de penser que « c'était mieux avant » ?

Ah, la nostalgie de l'âge d'or ! C'est vieux comme l'humanité ! Cessons de nous flageller et admirons l'inventivité qui existe aujourd'hui, dans nos sociétés, et en France. **Elle n'est menaçante que pour ceux dont l'état d'esprit est celui de rentiers, assis sur leurs situations acquises. Mais elle est formidablement motivante pour ceux qui croient vraiment à notre devise républicaine, c'est-à-dire à la liberté des individus et à l'égalité des chances.**

Le politique a sa part de responsabilité...

Le sentiment d'insécurité découle de fait d'un manque de leadership et de courage. Les opinions attendent, non pas qu'on les suive, mais qu'on les éclaire et qu'on les convainque. C'est cela la noblesse du politique. **Retrouvons ce qui est le coeur de nos démocraties européennes, ancrées dans nos racines judéo-chrétiennes qu'il ne faut pas nier : la liberté individuelle dans le respect de l'autre.** Posons-nous alors la question : **quel prix sommes-nous prêts à mettre pour défendre ces valeurs** ? Et parce que nous partageons ces valeurs fondamentales, **je pense que le cadre de réponse pertinent est européen. Le patriotisme aujourd'hui est européen.** Ce n'est pas l'addition du protectionnisme et de la xénophobie.

Mais l'Europe justement est en crise : crise de la zone euro, crise des réfugiés, votes populistes, tentations sécessionnistes...

La crise des réfugiés a été un marqueur de 2015. J'ai pour ma part un respect infini pour Angela Merkel qui a eu le courage de rappeler justement ces valeurs fondamentales de l'Europe et la nécessité pour y être fidèles d'accueillir ces réfugiés. Mais il est vrai que l'Europe est en crise. Ce qui n'est pas une surprise. Ne soyons pas étonnés d'un problème que nous avons soigneusement organisé. **Les dysfonctionnements européens créés par l'élargissement trop rapide, la rédaction catastrophique du traité de Nice, l'abandon de l'agenda de Lisbonne... Trop longtemps, les pays d'Europe du Sud, France en tête, n'ont pas fait les réformes qu'ils devaient faire. Comment voulez-vous que l'on prenne au sérieux les règles d'un club que ses membres eux-mêmes ne respectent pas ?** Nous avons eu une utilisation tactique de l'Europe, blâmée à des fins de politique intérieure de tous nos maux. **Mais il y a encore de l'espoir. La violence de la menace externe doit nous amener à resserrer les rangs européens.** Les opinions y sont prêtes, pour peu qu'on articule une vision du monde et qu'on leur explique les enjeux. **Que pèserait une France seule et revenue au franc** ? Le même raisonnement vaut pour les autres pays européens. L'histoire nous a déjà montré à quoi aboutissait la balkanisation de l'Europe : la puissance dominante finit par tout balayer. **L'Europe doit reprendre la main, avec trois priorités : la sécurité, l'éducation et la compétitivité.**

Et en France, quels sont les défis ?

Lors de la COP21, le président de la République et son équipe ont su déplacer des montagnes et accomplir le tour de force d'amener le monde entier à signer un accord ambitieux sur le climat : c'est la France à son meilleur! **Mais quand il s'agit de nous-mêmes, nous semblons incapables d'accomplir ces réformes indispensables que tous nos partenaires ont mis ou sont en train de mettre en oeuvre. Quel paradoxe ! Par manque de courage et de vision politiques, notre pays n'avance pas sur les chantiers du droit du travail, de la dépense publique, de la fiscalité, de la protection sociale, de l'éducation... et décroche par rapport aux nations les plus compétitives.**

Les choses ne sont-elles pas tout de même en train de changer ? On attend des annonces contre le chômage et la réforme du droit du travail...

Il ne suffit pas aujourd'hui d'annoncer la réforme pour que le pays se modernise. **Ni de mettre Emmanuel Macron en vitrine si ce sont les immobilistes qui sont en cuisine.** On ne peut pas dire que l'on va réformer le droit du travail... et publier comme cela vient d'être fait ces décrets absurdes sur la pénibilité, au détriment de l'emploi en France. La même incohérence vaut concernant l'apprentissage : on nous annonce sa relance. Mais disons clairement que le désastre sur ce front est le produit de la réforme de 2013, décidée par dogmatisme ! Et j'attends de voir ce que donneront les négociations à venir sur l'indemnisation du chômage. **Au nom de la préservation d'un « système solidaire », on finance l'indemnisation du chômage aux frais de la dette publique et donc des générations futures. Que l'État cesse donc de garantir la dette future de l'Unedic! Cela permettrait d'économiser plus de 4 milliards d'euros par an et mettrait les partenaires sociaux, syndicats comme patronat, devant leurs responsabilités, avec de vrais débats sur les conditions d'acquisition des droits à l'indemnisation, la mise en place d'un système d'indemnisation dégressif, ou l'instauration réelle d'un écart entre rémunération nette du travail et revenus de l'aide sociale pour sortir de la situation actuelle qui ne valorise pas suffisamment la recherche d'un emploi.**

Plus précisément, que faut-il faire contre le chômage, en particulier des jeunes ?

Depuis vingt-cinq ans, la concentration des aides sur les emplois à bas salaires et la surimposition fiscale et sociale des emplois qualifiés ont créé une économie d'emplois sous-qualifiés. La réponse à cette situation, ce n'est ni le smic jeune, ni, surtout, les emplois aidés dans le secteur non marchand qui ont fait la preuve de leur inefficacité, **mais la prise en charge dégressive du premier emploi donné à un jeune non qualifié dans le secteur marchand.**

Et en matière fiscale ?

Le premier sujet, c'est celui de la dépense publique. Pour baisser les impôts, il faut d'abord baisser les dépenses. On nous dit que l'on fait des efforts d'économies, mais je constate que l'État continue de dépenser plus, année après année. La responsabilité du politique, c'est aussi de mettre fin à ce qui devient du **harcèlement fiscal**. D'abord dans la production législative, devenue folle au point de justifier un degré de censure incroyablement élevé par le Conseil constitutionnel. Ensuite dans la mise en oeuvre. Le politique a déjà abdiqué des pans entiers de sa responsabilité transférés à des autorités administratives indépendantes. Et en matière de contrôle fiscal, qu'il s'agisse de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés, un ministre qui renonce a priori à contrôler l'opportunité des décisions de ses services manque gravement à l'une de ses responsabilités essentielles : celle du contrôle démocratique sur les décisions d'une administration qui n'est en rien une juridiction.

La France est-elle prête pour les réformes profondes que vous souhaitez ?

Oui ! Cessons de ne pas faire sous prétexte que ce serait impossible. Necker constatait en 1786 ce « trait commun des hommes médiocres qui est de donner des airs insurmontables à tout ce qui les dépasse ». **La France est peut-être le pays du principe de précaution, mais il est aussi celui de Pasteur, c'est-à-dire du Progrès !** L'opinion évolue et, sur le terrain, les choses changent. Uber a bousculé avec autant d'aplomb que de facilité le monopole des taxis auquel personne n'avait osé toucher depuis sans doute la bataille de la Marne...

Faute de réformes, quels risques la France court-elle ?

Celui de passer à côté de la reprise, qui chez nous ne tient aujourd'hui malheureusement qu'à la consommation, pas à l'investissement. Avec le niveau actuel des taux d'intérêt, la baisse de l'euro et le prix du pétrole, nous devrions avoir au moins 3 % de croissance en 2016 ! Nous ne les aurons pas. Ce que je redoute, c'est que nous ne profitions pas de la fenêtre d'opportunité que nous procure cette conjoncture et que le chômage hors emplois artificiels ne régresse pas. **Faute de réorganisation de l'État et de réduction de la dépense publique, la France fera face à de très graves problèmes quand le prix du brut et surtout les taux d'intérêt remonteront. Nous ne pouvons pas compter indéfiniment sur la politique ultra-complaisante de la Banque centrale européenne, qui soutient un patient qui reste anémié.**

Il ne suffit pas aujourd'hui d'annoncer la réforme pour que le pays se modernise. Ni de mettre Emmanuel Macron en vitrine si ce sont les immobilistes qui sont en cuisine.

Muslims and the Police

New York City ignores the lessons of its antiterror success.

Jan. 8, 2016 7:04 p.m. ET

Terror attacks in Paris and San Bernardino have shown the danger of homegrown Islamist radicals. **Naturally, then, progressives want to shame and punish the police who first warned about the threat.**

That's the essence of the settlement disclosed this week between New York City and the American Civil Liberties Union over the police department's Muslim intelligence program. The deal confirms that the cops have been right all along in saying they did nothing wrong. **But it nonetheless embarrasses the cops with a new civilian monitor and castigates them for being right about radicalization.**

The settlement proposes changes to the Handschu Guidelines on surveillance that police have followed since they were laid out in a 1986 settlement of a federal lawsuit. In 2003 a judge modified the guidelines to give police the greater investigative freedom to meet the threat from Islamist terrorism.

As part of this effort, the police set out to identify places in New York where a terrorist might turn for shelter, a job, a meal, access to an Internet cafe and so on. Such intelligence might have come in handy, for example, if the Tsarnaev brothers had succeeded in their plan to make New York their next target after they exploded their pressure-cooker bombs at the 2013 Boston marathon.

Enter the Associated Press, which portrayed these tactics as illegal, followed by new Mayor Bill de Blasio, who campaigned by portraying police as the city's enemy. Mr. de Blasio is close to the activists who sued and -- unlike predecessor Mike Bloomberg -- seems incapable of standing up for cops. Mr. de Blasio's police commissioner, Bill Bratton, has already killed the Muslim mapping program.

The settlement also includes two telling provisions. First, another independent monitor will be imposed to second-guess police decisions. This will surely have an inhibiting effect on antiterror practices. Second, the department will take down from its website a 2007 report called "Radicalization in the West: The Homegrown Threat."

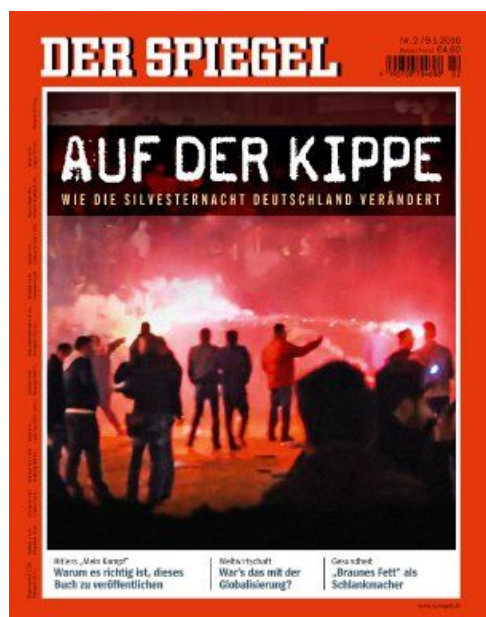
Together these amount to a huge victory for political correctness. As an ACLU spokesman crowed, "this agreement with the country's largest police force sends a forceful message that bias-based policing is unlawful, harmful, and unnecessary."

In other words, the settlement reinforces false claims that a bigoted New York police force was engaged in wholesale spying on Muslims. This is the same police force that under Commissioner Ray Kelly drove the murder rate to record lows and saved countless lives by helping to break up multiple terrorist plots after 9/11. Preventing attacks helps law-abiding Muslims, who could become scapegoats if there are more jihadist attacks.

As for the now-censored 2007 report on radicalization: The authors deserve an award for prescience. This week a 30-year old man confessed he ambushed and shot a Philadelphia police officer in the name of Islamic State. The alleged gunman, Edward Archer, is from a Philly suburb, not Syria. **Meanwhile, authorities this week arrested an Iraqi refugee in Sacramento and another in Texas on terror-related charges. Far from removing the 2007 report, the city should update it with what we've learned about Islamic State's radicalization tactics.**

Mr. Bratton and his intelligence chief, John Miller, insist they retain the tools they need to prevent terrorism. We hope so, because otherwise this settlement will come back to haunt them and the American people.

136,35



Chaos and Violence: How New Year's Eve in Cologne Has Changed Germany



Quelle: Facebook

New Year's Eve in Cologne rapidly descended into a chaotic free-for-all involving sexual assault and theft, most of it apparently committed by foreigners. It has launched a bitter debate over immigration and refugees in Germany -- one that could change the country. By SPIEGEL Staff

A lot happened on New Year's Eve in Cologne, much of it contradictory, much of it real, much of it imagined. Some was happenstance, some was exaggerated and much of it was horrifying. In its entirety, the events of Cologne on New Year's Eve and in the days that followed adhered to a script that many had feared would come true even before it actually did. The fears of both immigration supporters and virulent xenophobes came true. The fears of Pegida people and refugee helpers; the fears of unknown women and of Chancellor Angela Merkel. Even Donald Trump, the brash Republican presidential candidate in the US, felt it necessary to comment. Germany, he trumpeted, "is going through massive attacks to its people by the migrants allowed to enter the country."

For some, the events finally bring to light what they have always been saying: that too many foreigners in the country bring too many problems along with them. For the others, that which happened is what they have been afraid of from the very beginning: that ugly images of ugly behavior by migrants would endanger what has been a generally positive mood in Germany with respect to the refugees.

As inexact and unclear as the facts from Cologne may be, they carry a clear message: Difficult days are ahead. And they beg a couple of clear questions: Is Germany really sure that it can handle the influx of refugees? And: Does Germany really have the courage and the desire to become the country in Europe with the greatest number of immigrants?

The first week of 2016 was a hectic one. Tempers flared and hysteria spread. It should be noted that an attack would have triggered similar national emotions, or the murder of a child in a park or any other crime that touched on our deepest fears and serviced our long-held stereotypes -- any crime in which a foreigner was involved. On New Year's Eve in Cologne, it was -- according to numerous witness reports -- drunk young men from North Africa who formed gangs to go after defenseless individuals. They humiliated and robbed -- and they sexually assaulted women.

Their behavior, and the subsequent discussion of their behavior in the halls of political power in Berlin, in the media and on the Internet, could easily trigger a radical shift in Germany's refugee and immigration policies. The pressure built up by the images and stories from Cologne make it virtually impossible to continue on as before. That, too, is a paradox: The pressure would be no less intense even if not a single one of the refugees and migrants who arrived in 2015 were among the perpetrators.

Powerless in the Face of Chaos and Crime

Refugees, asylum seekers, migrants, foreigners, friendly or evil, new or long-time residents: It doesn't matter. It seems as though the time has come for a broad debate over Germany's future -- and Merkel's mantra "We can do it," is no longer enough to suppress it.

New Year's Eve marks a shift because it crystallized a widespread unease with state inaction. The happenings on the square between the Cologne Cathedral and the main train station was as symbolic as they were real: symbolic of the state's powerlessness in the face of chaos and crime.

Two months after the attacks in Paris, one can have one's doubts as to whether Cologne represents a "completely new dimension of violence," as has been repeated by both police officials and politicians. What is clear, however, is that the police were unprepared and that they failed. The officers on site were reduced by the circumstances they faced to playing a pitiable role.

Some of the reactions coming from politicians this week were also a bit pathetic. Instead of offering a vision for how national and state politicians intend to integrate hundreds of thousands of foreigners or for how the state intends to finance and organize this new immigration society, many political leaders preferred to merely repeat tired demands for harsh judiciary action and other self-evident legal responses.

The chancellor too joined the legions of phrasemongers and, as has been her wont since last summer, did not have much to offer aside from her fundamental confidence. It is a political path that won't take her very far anymore. It has felt this week as though voters, if they don't feel like their concerns are being taken seriously by Merkel's conservatives or her Social Democratic coalition partners, will search for answers from other, more radical groups. As such, Cologne will be a test for Berlin.

But this hectic, fervid and, at times, hysteric, week has also been about much more: Namely it has been about all of the issues that the right-wing populist party Alternative for Germany (AfD) and the xenophobic movement Pegida have been shouting about for months. It was about Merkel's refugee policies and the upper limit for refugees demanded by her conservative Bavarian allies. Added to that was the perpetual problem of violence against women. It was about the integration of foreigners, the danger of a societal split over the refugee question and a shift to the right in Germany. But it was also about the quality of the work done by the police and about a state being unequal to the task facing it. It is a lot to think about. The role of the "lying press" can't be forgotten either. And yet, it still isn't entirely clear what actually happened on New Year's Eve in Cologne.

'Largely Peaceful'

On Thursday, it was said that 16 suspects had been identified and that some 200 complaints, most of them from women saying they had been victims of sexual assault, had been received. But how did the events unfold?

At 8:57 a.m. on the morning of January 1, the Cologne police department's press department released a statement under the heading: "Festive Atmosphere -- Celebrations Largely Peaceful." But that isn't how Cologne police officer Hermann Wohlfahrt had experienced the previous evening.

Wohlfahrt has been a police officer for almost 20 years and has seen a lot: hooligan battles and melees between neo-Nazis and anarchists, for example. When speaking with SPIEGEL about New Year's Eve, he asked that his real name not be used. Wohlfahrt is a pseudonym.

His street shift began at 10 p.m. and he had been assigned the area around the cathedral and some of the main streets nearby. Some 80 riot police from the 14th Company were on duty that night, which was twice as many as had been patrolling the streets the previous year -- an increase that was largely due to fears of terrorist attacks. The Cologne police station had requested the full complement of 124 riot police, but the state police headquarters denied the request.

In the preparatory meeting at 9 p.m., just prior to his deployment, Wohlfahrt learned that there was an unexpected situation at the main train station. In a statement issued later, the police summarized the situation as: "400 to 500 apparently intoxicated persons engaging in conspicuously aggressive behavior. The majority are male and they are firing off firecrackers and rockets in an uncontrolled manner." In an internal report from Jan. 2, these men were surprisingly quickly, and without any confirmation whatsoever, described as "refugees." Shortly before 11 p.m., the police began speaking of more than 1,000 people, mostly men and mostly of "North African or Arab origin."

At the taxi stand on the square, two young women climbed into Lucia Keller's vehicle and asked her to take them to Breslauer Square, located on the other side of the train station. Keller had been waiting for a fare for an hour and didn't know what was going on in the area, so she asked the two women why they didn't just walk through the train station to the other side. "We don't want to go through there," was the response. They had already seen what was going on inside.

Hermann Wohlfahrt arrived in front of the train station at around 10:50 p.m. His estimate for the number of men in the square in front of the station and on the stairs leading up to the cathedral is between 1,000 and 1,500. He watched as some of them aimed fireworks at others. And he was surprised that the men seemed completely unimpressed by the police presence.

A Policewoman Under Attack

Wohlfahrt doesn't know where the men were from. He recalls that some of them kept shouting the French phrase "Pas de problème!", which means "no problem," and then continued lighting off their fireworks. "We had no effect on the atmosphere whatsoever," Wohlfahrt says. Colleagues of his reported seeing two Moroccans trying to take a mobile phone from an Iranian refugee, but it is impossible to confirm that story. It is neither clear that the attackers were from Morocco nor that their victim was from Iran, much less a refugee from Iran.

Wohlfahrt first heard reports of sexual assaults over his police radio. He also heard that a female colleague had become a victim of violence. She had been together with two other officers dressed in civilian clothes in order to track down pickpockets and petty thieves when she was surrounded and indecently touched while others tried to steal her bag. From a police report, Wohlfahrt later learned that, because of the "complexity of the situation as a whole," the "deployment of uniformed officers" to protect the policewoman "had not been possible."

By a quarter past 11, all officers belonging to the 14th Company had arrived at the main train station and began clearing the square shortly thereafter, with federal police officers blocking the entrances and exits to the main train station. The operation lasted 40 minutes, whereupon parts of the 14th Company were ordered to deploy to other parts of the Cologne city center. Around 40 officers remained behind at the cathedral and they watched as the area once again began to fill with people. The police established two corridors: One on the narrow area between the top of the stairs and the cathedral, and the other at the entrance to the train station. Several people asked police for an escort, including, as the police report makes clear, many who themselves had "immigration backgrounds."

One of them stopped Hermann Wohlfahrt not long after midnight and asked him if such events are typical for New Year's celebrations in Germany.

It took four days before an officer with the federal police force put into writing what, from Wohlfahrt's perspective, really happened that night. The author makes it clear that the escalation that took place prior to the clearing of the square was caused by "persons with migration backgrounds." Later on in the "deployment report," it says that an identification of the perpetrators "was unfortunately not possible."

'Serious Injuries or Even Deaths'

His report reads like the protocol of a massacre. "Upon arrival," it begins, "we were informed of the conditions in and around the station by agitated citizens with crying and shocked children." Many "upset passersby" ran to the arriving police to tell them about fights, thefts and sexual attacks against women.

Regarding the situation on the square in front of the train station: "Women, accompanied or not, had to run a literal 'gauntlet' of heavily intoxicated masses of men of a kind that is impossible to describe." There were fears that "the situation we were confronted with (chaos) could have led to serious injuries or even to deaths."

The report mentions deliberate attempts to provoke the police. One example is of someone who "tore up a residency permit with a smile on his face, saying: 'You can't touch me. I'll just go back tomorrow and get a new one.'" Another example mentioned in the report was an unidentified man saying: "I'm a Syrian! You have to treat me kindly! Ms. Merkel invited me."

By morning, the riot police unit had banned 10 people from the square, taken 11 people into custody and arrested four others. There were 32 criminal complaints and the documents of 71 people were checked. The report indicates that the "majority" of those people whose documents were controlled were only able to produce "a registration document as an asylum seeker" issued by the Federal Office for Migration and Refugees. The "number of persons from the North Africa/Arab region," the report notes, was "very surprising" to the officers.

The public, though, was initially left in the dark. An early indication that sexual predators had been on the prowl between the train station and the cathedral appeared around 1 p.m. on New Year's Day on the Facebook page of a group called Nett-Werk Köln.

There are around 140,000 members of the group and the postings are usually rather run-of-the-mill. It is a local platform for Cologne residents looking for a party space or a cheap car repair shop, for people who have lost their phone or who have picked up a stray cat. The site is operated on a volunteer basis by Phil Daub and a few others. The 47-year-old Daub worked as a moderator in the 1990s for the music broadcaster Viva. Today, he does voice-overs for advertisements and is a voice for the broadcaster Sat.1.

The New Germany?

The Jan. 1 entry on Nett-Werk Köln spoke of "horrific scenes in the Cologne train station." The author wrote of "crying women after multiple sexual attacks in the crowd." He wrote that he had been in the middle of the throng "hand-in-hand with my girlfriend, which unfortunately didn't prevent her from being repeatedly grabbed under her dress." The author combined his narration with a mention of his own efforts on behalf of the refugees who have poured into the country in the last year. "Is it for this that I donated half of the contents of my wardrobe? Is this the new Cologne? Is this the new Germany?"

The entry posted on New Year's Day can no longer be found on the Nett-Werk site. One of the group's administrators thought it was the work of a troll and immediately deleted it.

But the short text was nevertheless quickly shared. It was taken over by the kind of people who decorate their Facebook pages with the German flag, demand the resignation of Chancellor Merkel or who are firmly rooted in the right-wing extremist scene.

The tone on Nett-Werk Köln has also become much coarser since the New Year -- so course, in fact, that Daub felt it necessary to post a long contribution on Wednesday distancing himself from the content of his own forum. "The fact is," Daub wrote, "that Nett-Werk is currently a battlefield of verbal violence, mutual accusations of guilt, calls for vigilante justice, insults, abuse, incitement and racism."

The Facebook site of public broadcaster ZDF has also become a kind of battlefield. There is talk of the "lying press," conspiracy and state-control. "We are being overwhelmed with hate and anger," says Elmar Theveßen, ZDF's deputy editor-in-chief. "The mistrust that we are being confronted with is worrisome."

Something did, in fact, go wrong at ZDF. Initially, the most important news story of the new year went uncovered by the public broadcaster. Other media had already reported on the events in Cologne over the weekend, including the Cologne tabloid *Express*, the website of the Munich-based paper *Süddeutsche Zeitung* and the German news agency DPA. Following the press conference given by Cologne police on Monday afternoon, SPIEGEL ONLINE jumped on the story, as did private broadcaster RTL and Germany's other public broadcaster ARD. But ZDF remained silent.

Calming the Doubters

On Tuesday, the station issued a public apology for the lack of coverage. "It was a lapse in judgement that the 7 p.m. evening news show didn't at least mention the incident," Theveßen wrote on Facebook. Such an open admission of error by a senior manager at a public station in Germany is rare, but Theveßen's act of repentance did little to calm the doubters.

All established media have been confronted with the same phenomenon. In Germany, there is a stable minority that is convinced that the country's broadcasters, newspapers and magazines are controlled by dark powers and have agreed to suppress bad news about foreigners so as not to endanger the political project of welcoming refugees.

More than 2,000 users have thus far commented on Theveßen's post, with most of the missives of a horrifying nature -- a collection of conspiracy theories characteristic of the far-right. One user named Johannes Normann, formerly a regional leader for AfD, wrote: "Does 'our' news have to be first cleared by our trans-Atlantic 'friends'? After all, they 'ordered' the 'Islamic mass-immigration.'"

Another user, Julien F. Weikinnes, wrote: "What would have happened if 100 Pegida followers had raped 300 Muslims? There would probably have been a breaking news alert and a live story from the Cologne train station."

Those, of course, are just the voices of individuals. Yet according to a survey conducted by Allensbach, 41 percent of Germans believe that critical voices are suppressed when it comes to the refugee issue. On the right wing of the political spectrum, that belief has become a certainty.

Aroused Right Wing

Right-wing populists and extremists are positively celebrating what happened in Cologne as confirmation of their long-held beliefs about foreigners and their allies with the "lying press." Whether PI-News (PI stands for "Politically Incorrect") or Pegida, whether AfD or the neo-Nazi party NPD, whether the right-wing party ProNRW or the newly converted far-right snobs: All of those who wrote about Cologne reveled in the incident.

"Templer" wrote in PI-News: "The crazy chancellor has allowed millions of male, sexually starved, asocial illegals from the Middle East and Africa to come to Germany. Blond German women are, according to the Koran, 'prey-women' who can be abused according to your whims or enslaved."

"Eurabier" wrote, likewise in PI-News: "The lefty-green lying press ... would have liked to have kept this group rape under wraps."

"eule54" wrote in PI-News: "All of it was predictable from Merkel's niggers, gypsies and Arabs, who she waved in illegally."

"Hans-Werner Link" wrote in Facebook: "Where were the girls screaming welcome this time? Those whores would certainly have loved to have their crotches or tits grabbed by countless hands."

"Stephan Tautz" wrote in Facebook: "Put them on a ship and sink them in the Atlantic."

There are even worse entries than these ones. But there are also missives with similar messages, yet delivered in a more genteel manner. Thomas Schmidt, in a blog belonging to the new right-wing magazine *Sezession*, writes of an "ongoing population exchange." On the website of the magazine *Blaue Narzisse*, also a right-wing publication, Felix Menzel writes of the need to "throw out non-integrated foreigners, cease paying social benefits to new arrivals and open asylum centers in North Africa and the Middle East."

And of course Björn Höcke of the AfD shouldn't be ignored. On Facebook, he wrote: "The events at the Cologne train station on New Year's Eve gave our country a taste of the looming collapse of culture and civilization. Hundreds of women were victims of a group of 1,000 (!) North African young men."

No matter how often such nonsense is repeated, it doesn't make it any more true. Yet the inaccurate, exaggerated numbers have found their way into the global press.

Constellation and Magnitude

Who should one ask to better understand what happened in Cologne? Wilhelm Heitmeyer is one of Germany's best known social researchers. For almost 20 years, he has led the Institute for Interdisciplinary Research on Conflict and Violence at the University of Bielefeld. His focus is on violence and brutalization, forces that drive society apart.

The fact that women were physically attacked, Heitmeyer says, is nothing new. "That has always happened. What's new is the constellation and the magnitude."

He says that the interaction of several factors is likely what made the large number of attacks possible. "The police could have handled 20 men. It follows, then, that there must have been a critical mass of perpetrators with the same idea in mind," he says. He notes that normal New Year's Eve happenings also played a role. "On New Year's, many people tend to collect in small spaces, it is loud and screams can easily be misinterpreted. In addition, large crowds make it more difficult to identify individual perpetrators."

Heitmeyer believes it is incorrect to speak of organized crime, as German Justice Minister Heiko Maas did this week. "Organized crime has a stable structure with targeted and obscured courses of events. But in Cologne, we are looking at the absence of structure. I assume that the perpetrators coordinated using modern communication devices and social networks. We are familiar with that from violence-prone football fans."

Because words can generate reality, Heitmeyer warns against speaking of sexual attacks. "That trivializes the phenomenon," he says. "It's about violence. And violence is a demonstration of power -- in this instance, women's right to self-determination, in order to express their inequality."

The search for the perpetrators initially led the Cologne investigators to a criminal milieu, one that has plagued Cologne for years, especially in nightlife districts or around the train station. It's typically groups of young pickpockets who use perfidious tricks to snatch wallets, phones and other valuables off unsuspecting pedestrians. The perpetrators dance up to their victims in a pretend celebratory mood, rub up against them and rob them. Those who try to defend themselves are insulted, threatened or even hurt.

No Deterrent Effect

In Cologne alone, more than 11,000 people have been robbed in this way in the last three years. According to police, all of the perpetrators have been male and in the majority of cases, they have come from North African countries such as Morocco and Algeria. The authorities are also investigating groups of men from central Africa and Kosovo. One person involved in these investigations has said most of the men have been in Germany for quite some time but only have a "tolerated" immigrant status, meaning officials could not confirm their country of origin due to missing travel documents. This milieu has little to do with the refugees who have arrived in Germany recently after fleeing places like Syria, Iraq or Afghanistan.

The perpetrators -- among whom are also some Germans -- tend to be between 16 and 25 years old and they usually operate in small groups. On any given day in Cologne, there are about 20 of them on the streets. Conviction rates are low, and when they are made, the result is usually just a fine. Thus far, such penalties have not had a deterrent effect.

But all that may now change -- now that the criminals have moved on from mere thefts and threats. New Year's Eve may have marked a dramatic turning point. Sexual assaults were perpetrated en masse in several cities, as if coordinated by some invisible hand. Two of the alleged attacks in Cologne ended in rape. These are serious offenses that can hardly be mentioned in the same sentence as the tricks of the pickpockets.

In one rather explosive development, however, authorities in Cologne were able to locate some of the mobile phones that were stolen on New Year's Eve. In a number of cases, the trail has led to refugee shelters or their immediate neighborhood.

The stories of Lara, Jeanette and Paul, three university students from Bonn, paint a vivid picture of what so many women experienced on New Year's Eve. The trio had traveled to Cologne with two other female friends because the parties there are simply better than they are in Bonn. They arrived at the square in front of the train station just as the police were clearing it. They didn't know what was going on -- all they saw was police officers in helmets pushing people back. They continued on to the banks of the Rhine River, a vantage point from which they could view the fireworks, when Jeanette realized that her money, ID and entry ticket for that night's club had been stolen.

Just the Beginning

At midnight, they shared a bottle of cheap champagne out of plastic cups and then headed back to the central train station. In front of the stairs leading from the cathedral down to the train station, they had to squeeze past a large group of men. They locked hands, letting Jeanette take the lead because she knew judo. Paul tried to provide some cover for the girls. At one point, Lara cried out: "Someone just grabbed my crotch!" That was just the beginning.

Hands seemed to come from every direction to grab the women's bodies. They always went for between the legs. Paul's attempts to protect the women were futile. Providing cover for one left another to fend for herself. "It was one hand after another," Jeanette says. She was able to throw one attacker "really violently to the side" with a judo grip.

None of the three students can say for sure who attacked them. They are, however, all in agreement that all of the men surrounding them were speaking the same language, and that it sounded a lot like Arabic.

What Lara, Jeanette and Paul experienced in Cologne wasn't unique to that city. Police reports indicate that a large group of men also gathered along the famous street in Hamburg's St. Pauli district known as Grosse Freiheit, most of whom were probably of North African descent. These men committed a series of "property thefts with sexual components."

In Stuttgart, a 20-year-old Iraqi has been in custody since the morning of Jan. 1 for allegedly groping two women at the city's Schlossplatz square. Police in Frankfurt am Main have reported similar incidents.

Jeanette and Lara, the two students from Bonn, went to the police six days after New Year's to file complaints for sexual assault. "We want this to be documented," Lara says. It makes them furious to read in the newspaper that what happened in Cologne came from the pickpocket milieu. The way Lara sees it: "We were systematically sexually harassed."

By the time Jeanette, Lara and Paul boarded the delayed train that would take them back to Bonn on New Year's, it was 2 a.m. During the ride, they met a young Syrian who told them about his flight from Damascus through Lebanon and Turkey and eventually by boat to Greece. From there, he continued on foot through the Balkans and on to Germany. Afterwards, they told him about their night in Cologne. He was horrified, they say.

'War in the Middle of Cologne'

Society should be grateful for witnesses such as Jeanette, Lara and Paul: people who experience horrible things, but who still refrain from resorting to prejudice.

Cologne's central train station isn't far from the tower where the office of one of Germany's leading feminists, Alice Schwarzer, is located. It is from there that she broadcasts her commentaries on current events out into the world. When it comes to the sexual assaults on New Year's Eve in Cologne, Schwarzer speaks of "war" and "terror."

"Young men of Arab or North African descent are playing war in the middle of Cologne," she writes, describing a "gang-bang party and 1,000 men who were acting as if they were at Tahrir Square in Cairo, dreaming of being heroes like their brothers in the civil wars of North Africa and the Middle East." They are a product, Schwarzer says, of misplaced tolerance in this country.

Schwarzer is speaking the language of all the people who see the events of New Year's Eve as proof that sexual violence is an imported problem -- a result of failed immigration. Young German feminists see it differently.

They argue that sexual violence is not a migrant phenomenon at all, but a long-standing, societal problem. Young feminists like Anne Wizorek criticize that Schwarzer -- along with many others -- is using the New Year's violence to fuel racist sentiment. They also criticize that broad swathes of society are acting as though there wasn't any sexual violence in Germany before the refugees arrived.

Every year during Oktoberfest, for instance, there are a number of sexual assaults, even rapes. Men grab women inappropriately at clubs across the country. At public viewing sites, where people gather to watch soccer, or Karneval, the boundaries between playful flirting and malicious badgering are quick to blur. Nearly 60 percent of German women say they have been sexually harassed, according to a 2004 study. Sixty percent! It's impossible that such a staggering number of women were only harassed by men from North Africa.

Young feminists are being asked why they haven't been showing their outrage over the latest attacks as strongly as they did three years ago with the hashtag "#aufschrei," German for "outcry." At the time, a politician with the FDP party named Rainer Brüderle made a lewd comment to a female journalist and set off a wave of criticism on Twitter. Is it because many of the attackers this time around were migrants? Is that what they call political correctness?

Empty Words

When emotions are running high, nuanced opinions tend to be drowned out by the hysteria. A black-and-white view of the world takes hold and politicians promise swift, conclusive "solutions," as if such a thing were possible.

In this environment, reports of everyday sexism are hardly even registered in the public sphere because they don't match some people's perception of everyday life. But in some areas, everyday life has been in such disarray for such a long time that many speeches about the need for a strong integration policy sound like empty words.

Ercan Yasaroglu, a social worker from Berlin, was appalled when he heard about the attacks in Cologne. He was furious and dismayed, but he wasn't surprised. "What happened in Cologne has been happening here in Berlin for a year, but on a smaller scale," he says.

Yasaroglu works in the Kreuzberg district of Berlin. In recent months, he has seen how, time and again, women are verbally harassed, then groped, then robbed. "This is not some sudden loss of inhibition, but calculated action by criminals." Thieves intentionally distract women with sexual assaults, he says, and many of those responsible are from countries in North Africa. Some of them have had their applications for asylum rejected, leaving them with a "tolerated" immigration status and a miserable life.

From his office at Kottbusser Tor in the heart of Kreuzberg, Yasaroglu gazes out at snowy streets. He has lived here since fleeing Turkey 30 years ago. To him, Kreuzberg seemed like a German melting pot of sorts, a place where people from around the world can live together more or less peacefully. But the atmosphere has changed in the last year or two. It's gotten rougher, more hostile.

A dozen gangs, roughly 10 to 15 people in size, have divided the neighborhood up amongst themselves and are increasingly terrorizing residents and tourists. The number of registered drug-related crimes has increased by 90 percent in the last year, the number of pickpocket thefts by 30 percent. Numerous business owners in the area complained in a letter to the city government of the new level of aggressiveness at Kottbusser Tor. The square is dominated by criminals.

What's the best way to deal with such problems? A year ago, Yasaroglu wrote a letter to Berlin politicians requesting they make integration work a higher priority. But he also asked for a greater police presence in Kreuzberg. "If we can't -- or don't want to -- integrate these people, then we need to at least monitor them."

'Tough Response by the State'

Integration, integration policy, repression, immigration policy, caps on immigration: The events in Cologne have profoundly changed the dynamics of Berlin politics. Chancellor Merkel and her confidants fear that it will only get more difficult to enforce their current refugee policy.

Merkel doesn't usually comment on events until she has the full story. The fact that she has already responded to the violence in Cologne by saying that it deserved a "tough response by the state" shows how seriously she takes the matter.

Her fears are shared at the highest levels of her governing coalition. The parliamentary group leader of her Christian Democratic party, Volker Kauder, says he is concerned that what happened in Cologne will inflame already negative attitudes toward refugees. Kauder says the hate mail he receives has gotten more aggressive since New Year's.

Many members of German parliament report having similar experiences as Kauder. Gunther Krichbaum, chairman of the Committee on the Affairs of the European Union and a supporter of Merkel's refugee policy, says: "Cologne has the quality of changing the entire debate over refugees."

In fact, that's already happening. Merkel is suddenly calling for a "tough response," Interior Minister Thomas de Maizière says it must be easier in the future to deport delinquent asylum seekers. Justice Minister Heiko Maas, who is otherwise rather reserved, has said it may be possible to deport offenders.

Top Christian Democratic and Social Democratic leaders have until now avoided using such sharp language. But they are worried that right-wing movements like Pegida or populist parties like the AfD could become even more popular if the federal government is seen as being too soft on foreigners who commit crimes.

The Christian Democrat's new party line can be found in the so-called "Mainz Declaration," which the party's federal-level leadership intends to adopt this weekend. In the case of offenses like the one in Cologne, the declaration foresees "potential perpetrators being immediately ordered into custody" if there is sufficient suspicion against them. In the case of violence against police officers and other emergency personnel, a new designation will be created that will come with "significantly higher prison sentences." And anyone who is sentenced to imprisonment without parole will forego his or her right to being classified as a refugee or asylum seeker.

Running Out of Patience

The leader of the Social Democrats, Sigmar Gabriel, presented his party's new stance on the issue during a breakfast with other Social Democratic cabinet members at the Economy Ministry on Wednesday. "The time for understanding is over," he said. "Something must now be done -- otherwise the people won't understand us at all anymore." Parliamentary group leader Thomas Oppermann tweeted after the meeting in a manner that would usually be ascribed to members of the right-wing AfD: "No pardon for sex attackers. Investigate, arrest, punish harshly. And deport them if possible. To protect the victims and the refugees."

Even Merkel's style of communication has changed.

In a speech at the annual convention of the Christian Social Union (CSU), the Bavarian sister party of Merkel's Christian Democrats, she stressed several times that the number of refugees must be reduced. "I sometimes hear people say that I like the fact that so many refugees are coming to Germany," she said. "That's absolute nonsense." It was the first time party members had heard Merkel talk about refugees in that tone.

The chancellor still doesn't want to deviate from her political path. She has rejected demands from Horst Seehofer, the head of the CSU, for an upper limit of 200,000 refugees per year. Merkel is concerned that, were Germany to begin turning people back at its borders, the Schengen system of border-free travel in Europe would collapse. She hopes to be able to reduce the number of refugees using other methods. She is depending on Europe, with the help of Turkey, being able to secure its external border and hoping to establish a system whereby a predetermined number of refugees are distributed fairly among all EU member states. "I would ask that I am given the time to try these things out," she said at the CSU's annual convention this week.

But she is demanding a patience that many politicians and German citizens are running out of. And Merkel knows it. "Those who were already afraid see Cologne as confirmation," says a Merkel confidant. "And those who are fundamentally open to refugees are now saying: It can't go on like this."

What should be done? An attempt at complete honesty would be a good start. Germans are not children who need to be protected from the truth for well-intended reasons. And part of the truth is the fact that politicians like to talk about integration but have not yet given any indication that they understand the magnitude of the challenge facing them. Another part of the truth is this: German society is becoming increasingly divided.

By Maik Baumgärtner, Markus Brauck, Jürgen Dahlkamp, Jörg Diehl, Ullrich Fichtner, Jan Friedmann, Matthias Geyer, Hubert Gude, Horand Knaup, Alexander Kühn, Dialika Neufeld, Ralf Neukirch, Ann-Kathrin Nezik, Miriam Olbrisch, Maximilian Popp, Gordon Repinski, Sven Röbel, Barbara Schmid, Fidelius Schmid, Andreas Ulrich and Antje Windmann

136,41

Staatsfinanzen

Schäuble kann auf hohes Plus in der Kasse hoffen

Vorläufige Berechnungen des Finanzministeriums haben angeblich ergeben, dass der Haushaltsüberschuss fast doppelt so hoch ausfällt, wie noch im Herbst 2015 unterstellt. Das wäre ein komfortabler Finanzpuffer für die Kosten, die aus der Flüchtlingszuwanderung entstehen.

09.01.2016



© DPA Wolfgang Schäuble kann mit einem komfortablen Finanzpuffer hantieren.

Vorläufige Berechnungen: Schäuble erwirtschaftete 2015 anscheinend einen Milliarden-Überschuss

Der Bund hat im vergangenen Jahr aufgrund der guten Konjunktur nach Angaben des Nachrichtenmagazins „Der Spiegel“ einen Haushaltsüberschuss von deutlich mehr als zehn Milliarden Euro erwirtschaftet. Dies hätten vorläufige Berechnungen des **Bundesfinanzministeriums** ergeben. Das Plus in der Kasse fiel damit fast doppelt so hoch aus wie noch im Herbst 2015 unterstellt.

Im Finanzministerium hieß es am Freitag in Berlin, der Haushaltsabschluss 2015 werde noch erstellt und stehe noch nicht fest. Endgültige Zahlen werden kommenden Woche erwartet.

Keine neuen Schulden - das wird wahrscheinlicher

Mit den Überschüssen füllt Finanzminister **Wolfgang Schäuble** (CDU) eine Rücklage auf, mit der er von diesem Jahr an die Kosten der Flüchtlingszuwanderung bewältigen will. Weil der Finanzpuffer nun deutlich höher ausfällt als zunächst geplant, steigt die Wahrscheinlichkeit, dass Schäuble in diesem Jahr sein Ziel halten kann, keine neuen Schulden für den Bund aufzunehmen.

"90 Prozent haben keine ausreichende Qualifikation"

Integration gelinge nur über Arbeit, sagt Bayerns Wirtschaftsministerin Ilse Aigner. In ihren Augen aber sind neun von zehn Flüchtlingen für den deutschen Arbeitsmarkt nicht ausreichend qualifiziert.



Foto: pa/dpa Zum Abschluss der CSU-Klausur in Wildbad Kreuth mahnt Bayerns Wirtschaftsministerin Ilse Aigner die Wirtschaft zur Integration von

Flüchtlingen

Bayerns Wirtschaftsministerin Ilse Aigner möchte die Koalitionsvereinbarung auf Bundesebene zur Reform der Werk- und Zeitverträge auch vor dem Hintergrund der Flüchtlingskrise kippen.

"Inzwischen wissen wir, dass fast 90 Prozent der Flüchtlinge keine ausreichende Qualifikation mitbringen, um direkt in den deutschen Arbeitsmarkt integriert zu werden", sagte die CSU-Politikerin der "Rheinischen Post".

Die Integration gelinge aber nur über Arbeit. Deshalb sei auch die Wirtschaft gefordert. Sie dürfe aber nicht mit mehr Bürokratie und weniger Flexibilität belastet werden. "Die Verabredung zu den Werk- und Zeitverträgen stammen aus einer Zeit, in der die neuen Herausforderungen nicht absehbar waren", argumentierte Aigner.

Im Koalitionsvertrag hatten Union und SPD festgelegt, Leiharbeit gesetzlich auf 18 Monate zu begrenzen und den Missbrauch von Werkverträgen zu verhindern.

2016 sollen eine Million Flüchtlinge nach Europa kommen

Im Zusammenhang mit der Flüchtlingsproblematik **rechnet das Bundesinnenministerium laut "Spiegel" damit, dass sich in diesem Jahr rund eine Million Flüchtlinge aus der Türkei auf den Weg nach Europa machen könnten.**

Das Magazin berichtete, diese Zahlen habe der Parlamentarische Staatssekretär Ole Schröder in Brüssel bei einem Treffen genannt, an dem etwa EU-Flüchtlingskommissar Dimitris Avramopoulos teilgenommen habe.

Demnach geht das Ressort von Thomas de Maizière davon aus, dass die Türkei höchstens 200.000 der Migranten zurückhalten und selbst unterbringen könne. Ein Ministeriumssprecher kommentierte den Bericht zunächst nicht.

Die Türkei soll nach den Vorstellungen von Kanzlerin Angela Merkel beim Kampf gegen die illegale Einwanderung eine zentrale Rolle spielen. Die EU und die Regierung in Ankara haben dafür eine Vereinbarung geschlossen. Vorgesehen sind im Gegenzug Milliardenhilfen für die Türkei und Visumerleichterungen.

Die EU-Kommission hatte sich in dieser Woche aber unzufrieden gezeigt. Vizepräsident Frans Timmermans will das Thema am Montag bei einem Besuch in Ankara ansprechen. Merkel hatte zuletzt am Freitag bei einem CDU-Treffen die Zusammenarbeit mit der Türkei verteidigt.

136,43

Notre-Dame-des-Landes : les agriculteurs refusent d'évacuer le périphérique de Nantes

Le Monde.fr | 09.01.2016 à 11h12 • Mis à jour le 09.01.2016 à 16h50 | Par [Rémi Barroux](#)

Alors que la manifestation s'était jusqu'à présent déroulée dans le calme, réunissant entre 20 000 (selon les organisateurs) et 7 200 personnes (selon la [police](#)), les agriculteurs hostiles au [projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes](#) ont refusé, samedi 9 janvier, d'évacuer le périphérique de [Nantes](#).

Les organisateurs avaient prévu d'appeler à [partir](#) de 15 h 30 à la dispersion de la manifestation, mais COPAIN44, un collectif d'organisations agricoles – dont fait partie la Confédération paysanne – a annoncé au mégaphone [poursuivre](#) une occupation illimitée du grand pont de Cheviré, qui traverse la Loire, tant que [François Hollande](#) ne renoncerait pas à l'expulsion des habitants du site prévu pour le futur aéroport nantais.

Les opposants au projet d'aéroport entendent ainsi [protester](#) contre d'éventuels arrêtés d'expulsion, qui pourraient [être](#) prononcés par le tribunal de grande instance de Nantes, le 13 janvier et concerneraient les opposants historiques, onze maisons et quatre fermes, représentant plus de 400 hectares de terres agricoles sur les quelque 1 220 ha que couvre le projet d'aéroport.

Plus d'une trentaine de rassemblements

Les opposants manifestaient aussi à [Paris](#), [Bordeaux](#), [Toulouse](#), [Marseille](#), [Strasbourg](#), Albi, [Rennes](#), [Lille](#), Chambéry... ou encore au cap Sizun. En tout, plus d'une trentaine de rassemblements étaient annoncés, preuve du symbole national que représente la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, un combat historique pour un dossier ancien d'une cinquantaine d'années.

C'est en effet au milieu des années 1960 que les autorités choisissent cette zone, située à une quinzaine de kilomètres au nord de Nantes, entre les villages de Notre-Dame-des-Landes et de Vigneux-de-[Bretagne](#), pour [construire](#) un nouvel aéroport, destiné à [accueillir](#) le Concorde, emblème national de la [politique](#) aéronautique en ce temps-là. Mais ce projet est devenu symbole de discord et d'une méthode de lutte contre des projets jugés « inutiles ».

A l'été 2009, lors du premier « camp action [climat](#) » se tenant en [France](#), l'occupation de la zone d'aménagement différé, devenue zone à [défendre](#), commence. La ZAD est née, devenant un modèle repris dans de nombreuses autres luttes environnementales, à Sivens (Tarn), contre un projet de barrage, ou à Roybon (Isère), contre un Center Parcs. Le bocage nantais, pittoresque patchwork de prés et de bois, de taillis et de petits chemins, est aujourd'hui parsemé de dizaines de cabanes, de caravanes, de fermes et de maisons réoccupées par des militants écologistes, « antisystème », des agriculteurs.

Les « pour » et les « contre »

Dans l'attente d'une éventuelle confrontation, les deux camps fourbissent leurs arguments. Les pro-aéroport sont très largement majoritaires chez les élus de la région Pays de la Loire, à la mairie de Nantes ou au conseil départemental. L'ancien président socialiste de région Jacques Auxiette, comme le nouveau, Bruno Retailleau ([Les Républicains](#)), partagent la même position. L'ex-premier ministre (2012-2014), et ancien maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, a aussi toujours défendu la nécessité d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, ce qui a valu à cette infrastructure d'être rebaptisée l'« Ayraultport » par [ses](#) opposants.

Droite et [Parti socialiste](#) se retrouvent sur ce dossier, tout comme le [Parti communiste](#) ou encore les élus locaux de l'Union démocratique bretonne (UDB) — qui refusent la centralisation du trafic aérien par les plates-formes parisiennes. Favorable au projet, l'association Des ailes pour l'Ouest regroupe un certain nombre de chefs d'entreprise, avançant « 154 décisions de [justice](#) favorables au projet, le soutien de 3 Présidents de la République, 6 premiers ministres, 2 régions, 4 agglomérations ».

Le camp adverse n'est pas composé des seuls « zadistes », décrits par M. Retailleau comme une « *minorité bornée, bruyante et ultraviolente* », dans un entretien au *Point*, le 8 janvier. Les écologistes, une partie du [Front de gauche](#), l'extrême gauche, des associations de [défense](#) de l'[environnement](#), mais aussi des syndicats comme la [CGT](#) régionale, la FSU (les enseignants) ou Solidaires sont résolument opposés au projet.

Du côté des agriculteurs, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) refuse l'artificialisation de terres agricoles qu'entraînerait le futur aéroport, mais rejette toute manifestation aux côtés des zadistes, alors que la Confédération paysanne milite activement au côté des opposants. Des groupes chrétiens du diocèse de Nantes, dans l'esprit de l'encyclique du pape François [Laudato si'](#) « *sur la sauvegarde de la maison commune* », en mai 2015, ont exprimé au début de janvier leur souhait

que soient « réexaminés l'ensemble du projet et ses alternatives, avec une procédure transparente et démocratique », et que soit arrêtée « toute procédure d'expulsion des habitants de la zone concernée ».

Le Front national a aussi fait état de son hostilité au transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes. Le parti d'extrême droite réclame dans le même temps l'évacuation de la ZAD. Une pétition de riverains, qui serait signée par plus d'un millier de personnes, sans prendre position sur le projet lui-même, réclame aussi le départ des zadistes.

Au niveau gouvernemental, enfin, Manuel Valls a exprimé son souhait de voir l'aéroport se construire et le premier ministre entend évacuer la ZAD et restaurer l'autorité de l'Etat. Seule la ministre de l'écologie, Ségolène Royal, a exprimé des doutes sur la pertinence d'ouvrir ce chantier, et préfère en appeler à de nouvelles expertises indépendantes afin d'envisager de possibles autres solutions. Ce point avait fait l'objet d'un accord pour le deuxième tour des élections régionales entre le PS et les écologistes, malgré leur opposition sur le fond du dossier.

Démocratie et transparence



JEAN-SEBASTIEN EVRARD / AFP

Parmi les nombreux arguments avancés d'un côté comme de l'autre, la question de la démocratie est souvent évoquée. Pour les pro-aéroport, cela signifie le respect des décisions prises, notamment le décret d'utilité publique de février 2008, et les conclusions des diverses enquêtes d'utilité publique. L'unanimité n'était pourtant pas de mise. Ainsi que le rappelle la Commission nationale du débat public, « *la Communauté de communes d'Erdre et Gesvres, rassemblant les communes les plus directement intéressées par le projet, s'est prononcée à une assez nette majorité en faveur de la création d'un nouvel aéroport dans l'Ouest, mais a formulé un avis négatif à l'issue d'un vote assez serré quant à son implantation sur le site de Notre-Dame-des-Landes* ».

Aujourd'hui, les opposants, regroupés entre autres dans l'Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport (Acipa), dénoncent le manque de transparence et l'absence de démocratie. Dans une lettre publique du 21 décembre 2015, ils accusent les autorités de « *réétention d'informations capitales* », notamment sur le cahier des charges initial de l'appel d'offres, sur des données comme « *le gain de temps pour les passagers* », qui aurait justifié la nécessité du transfert de l'actuel aéroport, le coût de sa rénovation « *majoré de façon abusive* » ou encore sur l'étude des zones de bruit. Selon l'Acipa, auteure du courrier, alors que l'intérêt général vers Notre-Dame-des-Landes serait justifié par « *les nuisances sonores et la santé publique* », l'Etat « *a renoncé au transfert de l'aéroport de Toulouse alors que les logements inclus dans le Plan de gêne sonore y sont au nombre de 20 453 contre 1 751 à Nantes* ».

S'appuyant sur leurs propres expertises, en opposition à celles présentées par l'Etat, la région ou la direction générale de l'aviation civile, ils dénoncent « *un projet inutile, coûteux et destructeur* » et demandent l'ouverture d'un débat sur la possible « *optimisation* » de l'actuel aéroport. Les « *pro* » évoquent l'augmentation du trafic aérien, la saturation prochaine de Nantes-Atlantique et défendent le transfert pour des raisons environnementales. Vinci Airport, concessionnaire du futur aéroport du Grand Ouest, annonce des bâtiments basse consommation et une plate-forme certifiée « *haute qualité environnementale* ». Le transfert permettrait d'éviter le survol de l'agglomération nantaise et l'existence de deux pistes, au lieu d'une actuellement, réduirait les nuisances sonores et améliorerait la sécurité. Un collectif de deux cents pilotes, s'opposant au transfert, conteste cette analyse.

Sur la biodiversité et les espèces protégées, sur la préservation des zones humides, la possibilité de compenser leur destruction et la méthode de calcul pour y parvenir, les contestations sont aussi nombreuses. Le futur plan de transport régional, avec la construction de lignes à grande vitesse vers l'ouest, l'existence de nombreux aéroports dans la région (Saint-Nazaire, Rennes...), comme le coût global de l'opération constituent aussi des points d'affrontement. Autant de raisons, selon les opposants, de rouvrir le dossier.

Ultime argument, si les contestations ont toutes été rejetées par la justice, les dernières en juillet 2015, certaines procédures (en appel notamment) sont encore en cours. Julien Durand, porte-parole de l'Acipa, n'a de cesse de rappeler l'engagement du chef de l'Etat à ce qu'aucune intervention des forces de l'ordre n'ait lieu avant l'épuisement de tous les recours juridiques. Une promesse qui devrait éviter, selon lui, de prochains affrontements autour du paisible bourg de Notre-Dame-des-Landes.

Rémi Barroux

Journaliste au Monde

Angreifer von Paris wohnte in Asylunterkunft in Recklinghausen

Der Mann, der in Paris mit einem Beil auf Polizisten losging und daraufhin erschossen wurde, lebte in einer Flüchtlingsunterkunft in Recklinghausen. Er soll dort mit einer Fahne des Islamischen Staat posiert haben.

09.01.2016

Der am Donnerstag **beim Angriff auf Pariser Polizisten erschossene Mann** hat nach offiziellen Angaben in einer Asylbewerberunterkunft in Nordrhein-Westfalen gewohnt. Er lebte in einer Wohnung auf dem Gelände einer Unterkunft in Recklinghausen, wie das nordrhein-westfälische Landeskriminalamt (**LKA**) am späten Samstagabend mitteilte.

Einsatzkräfte der Polizei hätten die Wohnung am Samstag unter LKA-Leitung untersucht. Vorausgegangen seien Hinweise französischer Sicherheitsbehörden. Der Mitteilung zufolge ergaben sich nach bisherigen Erkenntnissen keine Hinweise auf weitere mögliche Anschläge.

Bekennnis zum Islamischen Staat

Der Mann war am Donnerstag – dem ersten Jahrestag des Anschlags auf das Satiremagazin „Charlie Hebdo“ – auf zwei Polizisten zugefallen, hatte „Allah ist groß“ gerufen und ein Schlachterbeil gezogen. Die Beamten erschossen ihn. Ermittler fanden bei ihm ein Bekenntnis zur Terrormiliz Islamischer Staat (IS) und in seinem Handy eine deutsche Sim-Karte. Die Staatsanwaltschaft ermittelt wegen Mordversuchs und Terrorismus.

Wie die **„Welt am Sonntag“** unter Berufung auf deutsche Sicherheitskreise schreibt, **war der Mann in der Bundesrepublik unter vier verschiedenen Namen registriert, Asyl habe er unter dem Namen Walid Salihi beantragt. In einer Flüchtlingsunterkunft in Recklinghausen habe er im September 2015 das Zeichen des IS an die Wand gemalt. Die in Deutschland angegebenen Staatsangehörigkeiten waren der Zeitung zufolge mal syrisch, mal marokkanisch, mal georgisch.** Der Mann sei dort zudem mehrfach polizeilich in Erscheinung getreten.

In Frankreich hatte sich der Mann laut Staatsanwalt bei einer früheren Kontrolle als Marokkaner ausgegeben. In einem bei ihm gefundenen Schreiben nannte er dagegen einen anderen Namen und bezeichnete sich als Tunesier - als dieser soll er französischen Medien zufolge auch von seinem Umfeld erkannt worden sein. **Seine tatsächliche Identität ist aber noch nicht offiziell bestätigt.**

Nach Informationen des Nachrichtenportals **„Spiegel Online“** posierte der Mann in seiner nordrhein-westfälischen Flüchtlingsunterkunft mit einer IS-Fahne. Die Landesbehörden stuften ihn demnach als Verdachtsfall ein, doch im Dezember 2015 verschwand er spurlos aus Recklinghausen.

http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2016/01/10/1-assailant-du-commissariat-de-barbes-aurait-transite-par-un-camp-de-refugies-outre-rhin_4844580_1653578.html

L'assailant du commissariat de Barbès aurait transité par un camp de réfugiés outre-Rhin

Le Monde.fr avec AFP | 10.01.2016 à 00h37 • Mis à jour le 10.01.2016 à 07h39

L'homme, **tué jeudi alors qu'il tentait d'attaquer un commissariat du 18^e arrondissement de Paris**, a vécu **« dans un foyer de demandeurs d'asile »** à Recklinghausen en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, a affirmé, samedi 9 janvier, la **police** judiciaire régionale allemande.

Le site, situé dans l'ouest du pays, a été perquisitionné, selon un communiqué des forces de l'ordre. **« Aucun indice de possibles autres agressions »** n'y a été trouvé. Précisant **avoir** procédé à ces fouilles sur information des autorités françaises, la PJ assure que **« les enquêtes se poursuivent »**.

On ignore pour l'heure si l'homme, dont l'identification était toujours en cours, mais qui a été reconnu par ses proches comme un Tunisien de 24 ans nommé Tarek Belgacem, était enregistré comme demandeur d'asile outre-Rhin. Une source proche du dossier a affirmé à l'Agence France-Presse que c'était effectivement le cas.

Puce allemande

Le 7 janvier, un an jour pour jour après l'attentat meurtrier contre le journal satirique *Charlie Hebdo*, l'homme est arrivé en courant vers les policiers en faction devant le commissariat du quartier populaire de la Goutte-d'**Or**, en brandissant un hachoir de **boucher**, et muni d'un dispositif explosif factice. Il n'a pas répondu aux injonctions de s'arrêter des forces de l'ordre, qui ont alors ouvert le feu.

Une revendication djihadiste incluant une profession de foi en faveur de l'organisation **Etat islamique** a été retrouvée sur son cadavre. Le téléphone du jeune homme, retrouvé sur lui, contenait une puce allemande – attestant du passage de son propriétaire outre-Rhin – des applications en arabe et il avait reçu des SMS d'**Allemagne**.

„Erst zehn Prozent der Fluchtwelle ist bei uns angekommen“

Der Höhepunkt der Flüchtlingskrise steht Deutschland laut Entwicklungsminister Müller noch bevor. **Acht bis zehn Millionen Menschen seien unterwegs.**
10.01.2016

Entwicklungsminister Gerd Müller warnt vor noch größeren Fluchtbewegungen nach Deutschland und Europa. „Erst zehn Prozent der in Syrien und Irak ausgelösten Fluchtwelle ist bei uns angekommen. Acht bis zehn Millionen sind noch unterwegs“, **sagte Müller der „Bild am Sonntag“.**

Der CSU-Politiker verwies auf die Situation in Afrika: **„Die größten Fluchtbewegungen stehen uns noch bevor: Afrikas Bevölkerung wird sich in den nächsten Jahrzehnten verdoppeln.“** Müller fügte hinzu: **„In der Sahara sollen bis zu einer Million Menschen auf der Flucht gestorben sein. Das zeigt die ganze Dramatik.“** **Es brauche deshalb eine „vollkommen neue Dimension der internationalen Zusammenarbeit“.**

„Wohlstand auf dem Rücken der Entwicklungsländer aufgebaut“

In einer Abschottung sieht der Minister keine Lösung: „Wir können keine Zäune um Deutschland und Europa bauen.“ Angesprochen auf eine feste Obergrenze, wie sie CSU-Chef **Horst Seehofer** fordert, sagte Müller: **„Wir brauchen eine Reduzierung. Eine Million wie im vergangenen Jahr können wir nicht erfolgreich integrieren.“** Gleichzeitig müsse Europa seine Verantwortung in der Welt „in einer anderen Dimension wahrnehmen, als wir das bisher tun“, forderte der Minister. **„Wir haben unseren Wohlstand auf dem Rücken der Entwicklungsländer aufgebaut. Das wird nicht mehr lange gut gehen.** Diese Spannungen entladen sich. Dann ist egal, was wir hier festlegen. **Die Menschen werden uns nicht fragen, ob sie kommen können.“**

Das Bundesamt für Migration und Flüchtlinge geht einem Zeitungsbericht zufolge für das laufende Jahr von 500.000 Flüchtlingen als Arbeitsgrundlage aus. Dies habe Behörden-Chef Frank-Jürgen Weise am Mittwoch bei der Klausurtagung der grünen Bundestagsfraktion in Weimar erklärt, **berichtete die „Mitteldeutsche Zeitung“** in ihrer Online-Ausgabe unter Berufung auf Parlamentarier. **2015 wurden bundesweit insgesamt 1,09 Millionen Migranten im Datensystem Easy registriert.**

Quelle: peer./KNA/Re

L'aveu de Macron

[DOMINIQUE SEUX](#) / DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA RÉDACTION | LE 08/01 À 07:00

- image: http://www.lesechos.fr/medias/auteurs/1415370250_dominique_seux-web.jpg

EDITO Par Dominique Seux

La salle de cinéma des Finances, à Bercy, projette-t-elle en boucle le film « L'Aveu » de Costa-Gavras ? C'est la réflexion que l'on s'est faite en découvrant **les propos d'Emmanuel Macron sur l'emploi** dans son interview à notre confrère « Le Monde », daté de jeudi.

« Depuis douze mois, 24 des 28 pays européens ont baissé le chômage. Nous sommes dans les quatre pays européens qui n'ont pas réussi à le faire ».

Il est rare qu'un ministre de l'Economie se livre à ce genre d'autocritique (collective), en clair donne des verges pour se faire battre ! Rare, mais pas inédit. Cette sortie ministérielle en a rappelé une autre, celle de Pierre Moscovici à la fin de l'été 2013. L'actuel commissaire européen, quand il occupait le même poste à Bercy, s'était dit « *très sensible au ras-le-bol fiscal des Français* », alors même qu'il avait décidé tous les tours de vis fiscaux. Chacun a en tête le succès de la formule. Dans les deux cas, voilà donc des ministres qui mettent en oeuvre des politiques économiques et qui s'émeuvent publiquement de leurs résultats...

La première réaction est de saluer cette franchise - en quelque sorte cette sortie du déni. La seconde est plus politique : il ne fait aucun doute qu'Emmanuel Macron met tout son poids dans la balance pour que le plan sur l'emploi que présentera François Hollande dans dix jours soit consistant. On ne peut que l'approuver. La troisième réaction est quand même de trouver étrange que le ministre de l'Economie, qui brille par ailleurs par son énergie et son talent à lancer des débats utiles, se sente à l'aise dans une équipe qui afficherait des résultats aussi désastreux. Ouf, ce jeudi, Eurostat a publié de nouvelles données pour le mois de novembre qui montrent qu'au sens européen, le chômage recule y compris en France !

http://www.nytimes.com/2016/01/10/opinion/sunday/germany-on-the-brink.html?action=click&pgtype=Homepage&clickSource=story-heading&module=opinion-c-col-right-region®ion=opinion-c-col-right-region&WT.nav=opinion-c-col-right-region&_r=0&mtrref=www.nytimes.com&gwh=397B62D190340F7413992B3DC8DD0EB2&gwt=pay&assetType=opinion

136,48

OP-ED COLUMNIST

ABOUT ROSS DOUTHAT

Ross Douthat joined The New York Times as an Op-Ed columnist in April 2009. Previously, he was a senior editor at the Atlantic and a blogger for theatlantic.com. He is the author of "Privilege: Harvard and the Education of the Ruling Class" (Hyperion, 2005) and the co-author, with Reihan Salam, of "Grand New Party: How Republicans Can Win the Working Class and Save the American Dream" (Doubleday, 2008). He is the film critic for National Review.

Sunday Review Desk; SECTSR

Germany on the Brink

By ROSS DOUTHAT

10 January 2016

[The New York Times](http://www.nytimes.com)

ON New Year's Eve, in the shadow of Cologne's cathedral, crowds of North African and Middle Eastern men accosted women out for the night's festivities. They surrounded them, groped them, robbed them. Two women were reportedly raped.

Though there were similar incidents from Hamburg to Helsinki, **the authorities at first played down the assaults, lest they prove inconvenient for [Angela Merkel](#)'s policy of mass asylum for refugees.**

That delay has now cost Cologne's police chief his job. **But the [German government](#) still seems more concerned about policing restless natives -- most recently through a deal with [Facebook](#) and [Google](#) to restrict anti-immigrant postings -- than with policing migration. **Just last week Merkel rejected a proposal to cap refugee admissions (which topped one million last year) at 200,000 in 2016.****

The underlying controversy here is not a new one. **For decades conservatives on both sides of the Atlantic have warned that Europe's generous immigration policies, often pursued in defiance of ordinary Europeans' wishes, threaten to destabilize the continent.**

The conservatives have made important points about the difficulty of assimilation, the threat of radicalization, and the likelihood of Paris-style and Cologne-style violence in European cities.

But they have also trafficked in more apocalyptic predictions -- fears of a "Eurabia," of mass Islamification -- that were somewhat harder to credit. Until recently, Europe's assimilation challenge looked unpleasant but not insurmountable, and the likelihood of Yugoslavian-style balkanization relatively remote.

With the current migration, though, we're in uncharted territory. The issue isn't just that immigrants are arriving in the hundreds of thousands rather than the tens of thousands. It's that a huge proportion of them are teenage and twentysomething men.

In **Sweden**, for instance, which like Germany has had an open door, **71 percent of all asylum applicants in 2015 were men.** Among the mostly-late-teenage category of "unaccompanied minors," as Valerie Hudson

points out in **an important essay for Politico**," the ratios were even more skewed: **"11.3 boys for every one girl."**

As Hudson notes, these trends have immediate implications for civil order -- young men are, well, **young men; societies with skewed sex ratios tend to be unstable**; and many of these men carry assumptions about women's roles that are diametrically opposed to the values of contemporary Europe.

But there's also a longer term issue, beyond the need to persuade new arrivals that -- **to quote from a Norwegian curriculum for migrants -- in Europe "to force someone into sex is not permitted."**

When immigration proceeds at a steady but modest clip, deep change comes slowly, and there's time for assimilation to do its work. That's why the Muslim population in Europe has been growing only at one percentage point a decade; **it's why many of the Turkish and North African immigrants who arrived in Germany and France decades ago are reasonably Europeanized today.** ??????????????????????

But if you add a million (or millions) of people, most of them young men, in one short period, you get a very different kind of shift.

In the German case the important number here isn't the country's total population, currently **82 million**. **It's the twentysomething population, which was less than 10 million in 2013 (and of course already included many immigrants).** **In that cohort and every cohort afterward, the current influx could have a transformative effect.**

How transformative depends on **whether these men eventually find a way to bring brides and families to Europe as well**. In terms of immediate civil peace, family formation or unification offers promise, since men with wives and children are less likely to grope revelers or graffiti synagogues or seek the solidarity of radicalism.

But it could also double or treble this migration's demographic impact, pushing Germany toward a possible future in which half the under-40 population would consist of Middle Eastern and North African immigrants and their children.

If you believe that an aging, secularized, heretofore-mostly-homogeneous society is likely to peacefully absorb a migration of that size and scale of cultural difference, then you have a bright future as a spokesman for the current German government.

You're also a fool. Such a transformation promises increasing polarization among natives and new arrivals alike. It threatens not just a spike in terrorism but a rebirth of 1930s-style political violence. The still-imaginary France **Michel Houellebecq conjured up in his novel "Submission,"** in which nativists and Islamists brawl in the streets, **would have a very good chance of being realized in the German future.**

This need not happen. **But prudence requires doing everything possible to prevent it. That means closing Germany's borders to new arrivals for the time being.** It means beginning an orderly deportation process for able-bodied young men. **It means giving up the fond illusion that Germany's past sins can be absolved with a reckless humanitarianism in the present.**

It means that Angela Merkel must go -- so that her country, and the continent it bestrides, **can avoid paying too high a price for her high-minded folly.**

136,50

Foreign Desk; SECT

French Proposal to Strip Citizenship Over Terrorism Sets Off Alarms

By ADAM NOSSITER; Adam Liptak contributed reporting from Washington.

9 January 2016

PARIS -- The French police have carried out thousands of heavy-handed searches since the Nov. 13 Paris attacks, and a raft of new laws is poised to permanently concentrate even more power in the hands of the Interior Ministry.

Yet among civil libertarians, no government proposal has raised as much alarm as a recent one to strip citizenship from French-born dual nationals convicted of terrorism.

The idea, promoted by Prime Minister Manuel Valls, a Socialist with a conservative twitch, has struck at the core of France's ideals of the rights of citizens, while underscoring **the quandary the government faces as it confronts a widening threat from terrorists born and raised in France.**

While the proposal to strip them of citizenship -- known here as "déchéance," or "forfeiture" -- **is backed by the right and much of the public**, it has provoked furious debate and **outraged the left**, including many of Mr. Valls's colleagues in the Socialist Party.

Mr. Valls has described the measure as "highly symbolic." But critics fear that it would deepen fissures in French society by creating **two classes of citizens.**

Socialists are usually extremely reluctant to distinguish between French citizens, said Patrick Weil, the country's leading historian on immigration. **"The principle of equality is one of the pillars of French identity,"** he said. **"That he wants to distinguish between French citizens is creating a tsunami. It's a terrible break with the fundamental principles of the French republic."** ????????? (some have got two nationalities, some have not...) ??????

At the same time, opponents of the plan point out that such a change in the law would hardly deter would-be terrorists. **No one has been able to envision a situation in which a binational French suicide bomber might not press the button for fear of losing citizenship.**

Most of the terrorists who killed 130 people in a string of attacks in and around Paris on Nov. 13 were French and not among the country's 3.3 million or so dual nationals.

But eager to show toughness, the Socialist government under Mr. Valls and President François Hollande **has tiptoed to the right in the wake of the attacks**, conscious of **the need to reassure a nervous public**, the building presidential election campaign and the **lingering political threat from the far right.**

Mr. Valls insisted in a television interview Wednesday night **that "you are French because you adhere to a community."**

"This strict measure applies to terrorists who have been convicted of especially grave crimes, and it is **because they have broken the contract,**" Mr. Valls said, adding that **"it is a way of consolidating the national pact."**

A constitutional reform measure including the "forfeiture" proposal is now scheduled for debate in Parliament early next month.

As the date approaches, politicians, editorial writers and academics have filled newspapers and airwaves with scathing denunciations, **calling the proposal un-French.**

Some have even described it as an echo of the dark days of the Vichy regime, which collaborated with Germany during World War II and stripped thousands of naturalized French Jews of citizenship, making them stateless and more vulnerable.

The mayor of Paris, **Anne Hidalgo**, a Socialist, said the idea "enraged" and "unhinged" her. **Jean-Luc Mélenchon**, a leader on the far left, said it made him "nauseous." **Thomas Piketty**, the economist and best-selling author, was quoted as saying in the newspaper *Libération* that the government had added "infamy" to "incompetence."

Two Socialist lawmakers -- nominally on the government's side -- called it "profoundly inegalitarian" in Thursday's editions of the newspaper *Le Monde*. Mr. Hollande's forfeiture idea "dissipated his moral authority," Gérard Grunberg, a leading historian of the Socialists, said in the same newspaper.

The reaction of the public has been far less heated, with polls suggesting that a large majority supports the idea of taking citizenship away from French-born terrorists, even if nobody considers it the antiterrorism silver bullet.

The right-wing opposition and **the far-right National Front have sullenly accepted the government proposal, grumbling that it was their idea.**

Indeed, much of the antipathy on the left appears to be based on **the fact that the idea originated on France's far right**, as many Socialists, with unwitting candor, have acknowledged.

The government insists it will not back down, perhaps more accurately reading the mood of the frightened public than Socialist Party notables and the intellectuals who object.

Mr. Valls, in the interview Wednesday night, tried to dampen the furor, saying that the proposal was aimed only at "Frenchmen who had undertaken to destroy our values."

The French proposal follows a similar step by Britain, which in 2014 passed legislation allowing the government to strip terrorism suspects of their citizenship, even if it renders them stateless.

In the United States, punitive citizenship stripping "would face a clear constitutional bar," Peter J. Spiro, a constitutional law expert at [Temple University](#), said in an email.

As France continues in its semi-lockdown mode -- personal searches are now routine at shopping centers and public events like plays and concerts -- it is the citizenship proposal that is grabbing headlines.

Civil libertarians and others contend **that the debate over citizenship forfeiture has obscured other antiterrorism proposals of potentially far greater consequence.**

Judges' unions, law experts and French news analysts say many of the steps Parliament is expected to pass **would permanently invest broad power in the hands of officials under the Interior Ministry** -- the police, prosecutors and prefects -- **at the expense of the independent judiciary.**

For instance, night searches of homes -- subject to strict judicial controls in the past -- would become easier to order under the new proposals for antiterrorism investigations.

Searches of vehicles and luggage could be authorized by prefects, working under the authority of the Interior Ministry, instead of by prosecutors, and the police would be able to hold and question suspects for four hours even if they had identity papers -- a practice that is currently not followed.

House arrests ordered by the Interior Ministry would be easier to carry out against those suspected of having taken part in terrorism abroad.

"We are edging away from a state where there is a rule of law, to a police state," said Céline Parisot of the Union Syndicale des Magistrats, a judges' union. "It's very disturbing."

The Middle East's Cold War

Bernard Haykel is Professor of Near Eastern Studies at Princeton University.

PRINCETON – The breach in diplomatic relations between Iran and Saudi Arabia is a dangerous watershed in an already unstable, war-torn region. The trigger was the execution by Saudi Arabia of Nimr al-Nimr, a firebrand Shia sheikh who had called for the end of the country's monarchy. But the rupture has its roots in a strategic rivalry that stretches across the Middle East.

The tensions between the two countries go back many decades, but they became especially acute after Iran's Islamic Revolution in 1979. The revolution's leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, did not hide his contempt for the Saudi royal family; he quickly positioned Iran as a champion of "the oppressed" against "the forces of arrogance" – the United States and its local allies, Saudi Arabia and Israel.

But while the rivalry has sectarian and ideological components, it is, above all, a pragmatic dispute over regional interests. Because Iran views the political order in the Arab world as serving its enemies' interests, it has continuously sought to upend it, promoting terrorist groups and deploying proxies in order to establish and expand its influence in the region. The non-state actors Iran has supported include rioting pilgrims in Mecca, suicide bombers in Lebanon, and Hezbollah militants, who have launched attacks on Israel and, more recently, battled Saudi-backed rebel groups in Syria.

Until the turn of the century, Saudi Arabia's response was tepid; it sought to establish its Islamic legitimacy through strict enforcement of the religion's dictates at home and support for Muslim liberation causes abroad, most notably in Afghanistan and Bosnia. But in recent decades, the cold war between the two regional powers has heated up.

After the 2003 invasion of Iraq led to the formation of a Shia-dominated government in Baghdad, Saudi Arabia's rulers watched in alarm as Iran extended its influence across the Middle East. In 2006, Hezbollah fought Israel to a standstill in Lebanon. Then, in 2014, Shia Houthi rebels – another Iranian proxy group – [conquered the capital of Yemen](#). In the royal palaces in Riyadh, the prospect of Iranian-backed uprisings in Bahrain – or in Saudi Arabia itself – began to look alarmingly plausible.

Things came to a head in 2015, when the US and the other five permanent members of the UN Security Council (plus Germany) reached a [nuclear accord](#) with Iran, agreeing to lift economic sanctions while allowing the country to maintain its regional influence. With [Iranian allies or proxies](#) operating in Syria, Iraq, Lebanon, and Yemen, Saudi Arabia's leaders have felt increasingly surrounded. Since Salman bin Abdulaziz Al Saud's accession to the throne in January 2015, the kingdom's principal strategic aim has been to roll back Iran's influence – with or without US help.

The rivalry's principal battlegrounds are Syria and Yemen. In Syria, Saudi Arabia has dedicated itself to the overthrow of President Bashar al-Assad, a key Iranian ally, and has worked to unite the woefully disorganized opposition groups. Iran, for its part, continues to back Assad, with the help of Russia.

The war has turned into a quagmire. With no side able to gain the upper hand, the violence is likely to continue. A recent US-led effort to broker a peace deal in Lebanon, carried out in the hope that this could lead to a breakthrough in Syria, fell victim to the distrust between the two countries. The proposed power-sharing agreement would have replaced Assad with one of his allies and installed a long-time Saudi client as Prime Minister. But while the Saudis appeared willing to accept the deal, Iran rejected it after Hezbollah balked at both candidates.

In Yemen, Saudi Arabia and its Sunni allies launched a military campaign in March 2015 that quickly ground down into another stalemate. Pro-Iranian Houthi fighters and forces loyal to former President Ali Saleh have fought off a force of southern Yemenis backed by Saudi and Emirati air power and special forces. Negotiations to resolve the conflict have collapsed. In the absence of a full-scale invasion – which is not likely, given the potential for large-scale casualties – the war will almost certainly drag on.

Saudi Arabia's execution of al-Nimr was part of a broader crackdown on domestic opposition; the sheikh was one of 47 people executed on charges of terrorism, all but four of them Sunni militants accused of supporting Al Qaeda. The reaction of Iran and its supporters – with violent anti-Saudi protests not only in Tehran, where the kingdom's embassy was sacked, but also in Iraq and Bahrain – merely revealed the full depth of the underlying bilateral enmity.

In the short term, Iran's response has benefited Saudi Arabia's rulers, rallying Sunnis both within the kingdom and abroad and silencing their jihadi opponents. But without some external intervention to bring the two countries to the bargaining table, their rivalry will derail efforts to stabilize the Middle East and could lead to spillover and escalation, making a bad regional environment much worse.

Das Phänomen "taharrush gamea" ist in Deutschland angekommen

Das BKA plant neue Maßnahmen gegen gemeinschaftlich begangene sexuelle Belästigung von Frauen. Das Phänomen ist in arabischen Ländern schon lange ein Problem und als "taharrush gamea" bekannt.

Von [Martin Lutz](#) Reporter Investigative Recherche



Das Bundeskriminalamt (BKA) will nach der [Silvesternacht von Köln](#) das Phänomen der gemeinschaftlich begangenen sexuellen Belästigung von Frauen aufhellen und bekämpfen. "Dazu werden kurzfristig die Fakten zu gleich gelagerten Vorfällen aus allen Bundesländern zusammentragen, um ein genaues Bild der Lage zu ermöglichen", teilte das BKA auf Anfrage der "Welt am Sonntag" mit. Das sei gemeinsam mit den Leitern der Kriminalpolizeien der Länder beschlossen worden. Auf dieser Basis sollen dann bundesweit "Bekämpfungsansätze" umgesetzt werden.

Mit dieser Ankündigung nimmt das BKA erstmals öffentlich Stellung zu den Vorfällen am Kölner Hauptbahnhof. Die von Holger Münch geleitete Behörde erklärte, sie nehme "die Ereignisse der Silvesternacht wie auch die damit verbundene Verunsicherung in der Bevölkerung sehr ernst". **Das BKA kenne aus einigen arabischen Ländern das Phänomen der gemeinschaftlich begangenen sexuellen Belästigung von Frauen in der Öffentlichkeit. Diese Form der Kriminalität werde dort als "taharrush gamea" (gemeinschaftliche sexuelle Belästigung) bezeichnet.**

"Solche von Gruppen junger Männer begangenen Delikte stellen die Polizeibehörden der betroffenen Staaten **zumeist während großer Menschenansammlungen, etwa bei Kundgebungen oder Demonstrationen, fest. Die Übergriffe reichen von der sexuellen Belästigung bis zur Vergewaltigung**", betont das BKA. **Ein vergleichbares Phänomen sei in Deutschland bislang nicht bekannt.**

Schon länger registriert das BKA das sogenannte Antanzen von Opfern. Diese Methode diene dazu, Taschen- und Trickdiebstähle zu verüben, bei denen Bargeld, Smartphones und andere Wertgegenstände gestohlen würden. **"Bei den polizeilich bekannt gewordenen Tätern handelt es sich bisher mehrheitlich um junge nordafrikanische Männer"**, so das BKA. Nach Erkenntnissen des Wiesbadener Amtes gehen die Straftäter hierbei zumeist in kleinen Gruppen vor.

Thierry Baudet : «La nation est le meilleur cadre pour traiter la crise migratoire»

Par [Eléonore de Vulpillières](#)

Publié le 08/01/2016 à 20:22



FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - La crise des migrants ébranle l'Europe. En Allemagne, Angela Merkel affronte une opinion publique de plus en plus hostile. L'analyse de l'intellectuel néerlandais Thierry Baudet.

Intellectuel néerlandais, Thierry Baudet enseigne le droit public à l'Université de Leyde. Il est l'auteur de Indispensables frontières. Pourquoi le supranationalisme et le multiculturalisme détruisent la démocratie aux éditions du Toucan.

LE FIGARO. - Dans votre livre *Indispensables frontières* vous estimiez qu'un des problèmes majeurs de l'Europe résidait dans son absence de frontières intérieures. Alors que la crise migratoire n'a toujours pas trouvé de solution, il faudrait revenir aux frontières intérieures?

Thierry BAUDET. - Absolument. Et pas seulement pour des raisons pratiques. Je pense que c'est un droit moral inaliénable pour les nations que de pouvoir décider seules de ceux qu'elles veulent accueillir et de ceux qu'elles ne veulent pas laisser entrer chez elles. Aucun aréopage bureaucratique supranational ne peut réclamer cette prérogative.

La Convention de Schengen est entrée en vigueur en 1995. Plus de vingt ans plus tard, comment se fait-il que l'espace Schengen soit constamment comparé à une passoire?

Parce que Schengen est une passoire depuis l'origine. **Non seulement des frontières ouvertes n'ont jamais résolu le moindre problème mais elles n'ont même pas été conçues pour résoudre un problème: comme l'euro, c'était une non-solution à un non-problème, le seul but, inavoué, étant de forcer les peuples européens à constituer des États-Unis d'Europe.**

La nation est-elle le cadre le plus adapté pour gérer la crise migratoire? Est-il envisageable que les 28 États de l'UE décident, d'un commun accord, de confier davantage de pouvoirs à la Commission en la matière?

Je pense que la nation est, en effet, le meilleur et même le seul cadre dans lequel la crise migratoire peut être traitée, tout simplement car c'est uniquement au niveau national que les responsables politiques ont autorité pour agir. En fait, la Commission européenne ne fonctionne que lorsqu'elle gère des dossiers non controversés, essentiellement non politiques. Chaque pays souhaite en réalité adopter une politique migratoire différente. Si l'Allemagne menace d'attirer à nouveau l'Europe dans l'abîme en raison de son complexe de supériorité (cette fois, supériorité de l'universalisme illimité et de l'humanitarisme), les autres pays devront se prémunir contre elle par l'élaboration de leurs propres politiques d'immigration et la défense de leurs frontières. Ce qui a d'ailleurs déjà commencé.

Non seulement des frontières ouvertes n'ont jamais résolu le moindre problème mais elles n'ont même pas été conçues pour résoudre un problème : comme l'euro, c'était une non-solution à un non-problème, le seul but, inavoué, étant de forcer les peuples européens à constituer des États-Unis d'Europe.

La Suède et le Danemark ont rétabli un contrôle à leurs frontières, mettant un terme à soixante ans de libre circulation dans les pays nordiques. La Pologne ou la Hongrie subissent les critiques de Bruxelles visant l'autoritarisme de leurs gouvernements. Le rêve fédéraliste européen est mort?

Oui, heureusement ce rêve, ou plutôt ce cauchemar, est terminé. La vraie force de l'Europe a toujours été sa diversité politique et culturelle. Nous pouvons coopérer librement, nous pouvons avoir des règles de délivrance des visas très libérales, mais nous devons défendre la démocratie nationale et la primauté du droit, et ceux-ci ne peuvent exister qu'à l'échelon national, celui des peuples.

Alors qu'une logique d'abolition des frontières pour faciliter la libre circulation des capitaux, des marchandises et des hommes anime la Commission européenne, que pensez-vous de la construction depuis 2014, financée en grande partie par l'Union européenne, d'un mur entre l'Ukraine et la Russie?

Je pense que la manière dont l'Union européenne (et les Américains) essaient de pousser la Russie le plus loin possible de l'Europe, est imprudent, peu judicieux et ne sert les intérêts de personne. Nous nous croyons toujours coincés dans l'ancien cadre de la guerre froide. Mais les temps ont changé, et la Russie peut être un allié important. Pourquoi essayons-nous de faire entrer la Turquie en Europe alors que nous bannissons la Russie? Je ne vois aucune logique.

En ce qui concerne l'Ukraine, notons que ce pays est profondément divisé, et que l'UE est bloquée sur l'idée incroyablement naïve que le nouveau gouvernement - qui a pris le pouvoir de façon illégitime par un coup d'Etat - incarne une sorte de Mai 1968 et que Porochenko s'inspirerait de John F. Kennedy. En réalité, nous sommes en partie responsables d'une guerre civile pure et simple, mauvaise pour l'Europe, mauvaise pour la Russie et pour l'Ukraine elle-même. Je ne vois vraiment pas de stratégie cohérente derrière tout cela.

Doit-on à l'Union européenne le bénéfice de la paix qui existe en Europe depuis 1945? Sa gestion des questions économiques, diplomatiques et migratoires est-elle plus efficace et plus démocratique que celle des Etats-nations?

Le fait que des «leaders» européens puissent prétendre être responsables en quoi que ce soit de la paix européenne témoigne de leur orgueil et de leur exceptionnelle arrogance.

Tout d'abord, je pense qu'il est important de rappeler que ce discours sur l'Union européenne apporteuse de la paix est une absurdité totale. La paix après 1945 a été le résultat de plusieurs facteurs, au premier rang desquels il faut placer la guerre froide et la solidité protectrice de l'OTAN, la naissance d'une Allemagne démocratique puissante, ainsi que les développements technologiques et démographiques. Le fait que des «leaders» européens puissent prétendre être responsables en quoi que ce soit de la paix européenne témoigne de leur orgueil et de leur exceptionnelle arrogance.

Deuxièmement, je ne pense pas que la démocratie puisse jamais exister à l'échelle continentale en Europe. Les cultures, les langues, les traditions politiques, les visions de la vie, tout est si incroyablement diversifié dans notre beau continent et c'est l'une de nos forces. Il est faux de dire que nous serions plus forts, économiquement et diplomatiquement si nous étions «un». Les gestionnaires disent toujours cela et c'est la raison pour laquelle ils veulent toujours plus de fusions d'entreprises, d'hôpitaux, de municipalités, d'écoles, et ... de pays. Mais ces fusions ne marchent jamais. Si la puissance était systématiquement liée à la taille, Singapour ne serait pas plus riche que l'Indonésie, la Corée du Sud plus riche que la Chine et la Suisse plus riche que la plupart des pays de l'UE! De telles absurdités sont symptomatiques de la propagande de l'UE et c'est un vrai scandale que tant de gens continuent à les prendre au sérieux.

Il est ainsi impossible de réformer fondamentalement l'UE. Et le projet continuera donc jusqu'à ce que les nations soient assez courageuses ou exaspérées pour en sortir entièrement.

Alors que se profile un référendum sur le Brexit, la sortie du Royaume-Uni de l'UE, David Cameron parcourt l'Europe en quête de soutien des quatre séries de réformes qu'il exige de l'UE pour y maintenir le Royaume-Uni. Si les 27 autres Etats de l'UE consentent à modifier les traités européens pour satisfaire Londres, est-il imaginable que chacun essaie par la suite de les aménager suivant ses intérêts?

Je ne le pense pas. Et la raison se trouve dans l'histoire de l'Empire romain. Les sénateurs décidèrent de plébisciter non pas un représentant mais onze. Ceux-ci ne furent bien sûr jamais d'accord, de sorte que les sénateurs purent continuer à gouverner à leur guise. Jean Monnet, le cerveau du système européen, était bien conscient de cette vieille loi de la division pour mieux régner. Les différentes ambitions des différents Etats européens en vue d'éventuelles modifications

des traités de l'UE vont se neutraliser. Il est ainsi impossible de réformer fondamentalement l'UE. Et le projet continuera donc jusqu'à ce que les nations soient assez courageuses ou exaspérées pour en sortir entièrement. Comme, je l'espère, la Grande-Bretagne le fera à la suite de son référendum et les Pays-Bas pourraient bien suivre.

Le ministre des Affaires Etrangères Paolo Gentiloni a estimé le 8 janvier dans *La Stampa* que «L'Europe ressemble à un immeuble où les voisins se disputent entre eux. Sur le thème des accords de Dublin [texte juridique communautaire concernant les demandeurs d'asile], nous risquons de faire sauter Schengen». Que pensez-vous de cette analyse?

Je pense que comparer nos grandes nations européennes, avec leurs grandes réalisations, leurs langues merveilleuses, leurs cultures, leurs traditions culinaires, leurs révolutions à de simples voisins d'immeuble est insultant et ridicule. Cela montre par ailleurs une profonde haine de soi, un phénomène dominant dans les élites culturelles et intellectuelles européennes, que j'ai appelé dans un de mes livres, *Oikophobia*, peur pathologique, ou aversion, de notre propre culture et de notre identité. L'Union européenne est le vecteur principal de cette pathologie, de cette carence auto-immune qui détruit l'Europe. **L'UE détruit ce qui rend l'Europe unique et merveilleuse, à savoir sa diversité culturelle, ses démocraties, son organisation politique à échelle humaine et la fructueuse concurrence entre ses pays. Dès lors, l'ouverture des frontières est la manifestation de cette maladie mortelle.**

Das Fanal von Recklinghausen

Der mutmaßliche Islamist, der in Paris erschossen wurde, lebte in einem Flüchtlingsheim in Recklinghausen. In Deutschland und anderen Ländern war er jedoch auch unter anderen Identitäten polizeilich bekannt.

10.01.2016, von REINER BURGER, DÜSSELDORF



© AFP In diesem Flüchtlingsheim in Recklinghausen lebte der Angreifer von Paris.

Das nordrhein-westfälische Landeskriminalamt (LKA) verbreitete noch um 22.11 Uhr am Samstagabend eine Meldung. **„Der Mann, der am 7. Januar 2016 vor einer Polizeistation in Frankreich erschossen wurde, wohnte in einer Wohnung auf dem Gelände einer Asylbewerberunterkunft in Recklinghausen“, lautete ihr erster Satz.** Am Sonntagnachmittag teilt LKA-Direktor Uwe Jacob dann weitere Details der mehr als 60 Beamte umfassenden Sonderermittlungsgruppe seiner Behörde mit. Demnach handelt es sich bei dem im Juni 1997 im syrischen Homs geborenen Mann um Walid Salihi. „Ob das auch seine tatsächliche Identität ist, wissen wir nicht“, sagt Jacob. Denn der Mann, der im Sommer in Recklinghausen einen Aufenthaltstitel als Asylbewerber bekam, trat mit mehr als einem halben Dutzend Aliasidentitäten auf. In Luxemburg und Frankreich nutzte er ebenfalls wechselnde Identitäten. In Frankreich hielt er sich mehrere Jahre lang illegal auf. **Die französische Schwerpunktstaatsanwaltschaft in Paris führt ihn als Tarek Belgacem.**

Fest steht: Der Mann hat ein langes Strafregister. Er erschlich staatliche Leistungen, fiel mehrfach mit Beleidigungs-, Bedrohungs- und Körperverletzungsdelikten, Diebstahl und drei Mal als Rauschgifthändler auf. So schlug und trat er einen Obdachlosen und übergoss ihn mit Wein und Schnaps. In einer Kölner Diskothek fiel er im Februar 2014 mit einem Sexualdelikt auf: Er hatte sich mit einem Mitternachtsfrauen genähert und ihnen ans Gesäß gefasst. Im Asylbewerberheim in Recklinghausen ging Walid Salihi mit einem Messer auf einen anderen Flüchtling los und verletzte ihn schwer am Knie. Auch saß der Mann im vergangenen Jahr in den Justizvollzugsanstalten Heinsberg, Iserlohn und Bochum Freiheitstrafen ab. Schweden, wo er ebenfalls straffällig wurde, lieferte ihn einmal nach Deutschland aus.

„Recklinghausen“ dürfte nach „Köln“ zu einem weiteren Wendepunkt in der Flüchtlingsdebatte werden. Nicht nur dürfte sich die Diskussion über den Umgang mit straffällig gewordenen Asylbewerbern noch einmal verstärken. Zudem dürfte das offensichtliche Registrierungschaos der deutschen Behörden in den Fokus rücken, das sich Personen mit kriminellen oder gar wie im Recklinghäuser Fall scheinbar sogar terroristischen Absichten ohne Schwierigkeiten zunutze machen können.

Walid Salihi oder wie auch immer der junge Mann hieß, **der am Jahrestag des Terroranschlags auf das französische Satiremagazin „Charlie Hebdo“ in ein Polizeikommissariat im 18. Pariser Arrondissement einzudringen versuchte**, lebte bis zu seinem plötzlichen Verschwinden im Dezember als Asylbewerber im nördlichen Ruhrgebiet. Am 7. Januar gegen 11.30 Uhr zog der Mann dann vor zwei Polizisten vor der Pariser Wache ein Schlachterbeil und rief dabei nach Augenzeugenberichten „Allahu akbar“. Als die Beamten ihn aufforderten, zu verschwinden, soll der Mann zwar die Hände gehoben haben, doch sei er weiter auf die Wache zugelaufen. Die Polizisten schossen auf ihn.

Keine Hinweise auf weitere Anschläge

Die Ermittler fanden bei dem mutmaßlichen Attentäter eine Sprengstoffgürtel-Attrappe, ein auf Arabisch verfasstes Selbstbeichtigungsschreiben mit einer Fahne der Terrororganisation „Islamischer Staat“ (IS). Darin verwendete er den Namen eines französischen Dschihadisten, der am selben Tag (also am 7. Januar 2016) durch ein Pariser Strafgericht zu 15 Jahren Haft verurteilt wurde. Der Asylbewerber aus Recklinghausen bekundete in dem Schreiben zudem, im Auftrag des militärischen Anführers des IS, Abu Bakr al Bagdadi, Rache für die französischen Angriffe auf syrische Ziele nehmen zu wollen.



© DPA Laut Landeskriminalamt Nordrhein-Westfalen zeigt dieses Bild den Attentäter von Paris.

Bei dem Erschossenen fand die **Polizei** zudem ein Mobiltelefon mit einer deutschen SIM-Karte. Sie konnten feststellen, dass es auf deutschem Boden benutzt worden war. Mit dem Telefon waren auch SMS-Mitteilungen in deutscher und arabischer Sprache gesendet und empfangen worden. Mit diesen schon ziemlich konkreten Hinweisen wandten sich die französischen Ermittler an ihre deutschen Kollegen, die dann unter der Leitung des nordrhein-westfälischen LKA das Zimmer Nummer 9 in der Flüchtlingsunterkunft in Recklinghausen durchsuchten, in dem der Mann zuletzt gelebt hatte. Die Beamten fanden dort zwei Küchenmesser. Hinweise auf weitere mögliche Anschläge, gebe es nicht sagt LKA-Direktor Jacob. Die deutschen Behörden teilten zudem die Einschätzung des französischen Innenministers Bernard Cazeneuve, der kurz zuvor gesagt hatte, der junge Mann habe als Einzeltäter gehandelt, so Jacob.

Doch das Puzzle, das die Ermittler nach und nach zusammenfügen, ist überaus beunruhigend. Nach bisherigen Erkenntnissen soll der Mann in der Flüchtlingsunterkunft in Recklinghausen eine Fahne des IS an die Wand gemalt haben, weshalb ihn die nordrhein-westfälischen Behörden als Verdachtsfall einstufen. Asyl hatte der Mann unter dem Namen Walid Salihi beantragt und am 31. August 2015 in Recklinghausen eine Aufenthaltsgestattung bekommen. Insgesamt war der Tunesier in Deutschland unter gut einem halben Dutzend verschiedener Namen registriert.

Kaum Datenaustausch möglich

Mal gab er sich zudem als Syrer, mal als Marokkaner und mal als Georgier aus. Im Ausländerzentralregister war er verzeichnet als Walid Esalihi, der 1995 in Marokko geboren und erstmals am 1. Dezember 2013 einreiste. Polizeilich trat er in Deutschland unter diesem Namen dann erstmals am 23. Mai 2014 und zuletzt am 30. November 2015 in Erscheinung. Als Asylbewerber hatte sich der Mann unter dem Namen Salihi registrieren lassen.

Dass nicht rechtzeitig auffiel, dass sich der Mann unter zahlreichen Identitäten anmeldete, dürfte auch mit den Registrierungsproblemen zu tun haben, die den Behörden in Deutschland seit Monaten zu schaffen machen. Viele Flüchtlinge werden bis zu einem halben Dutzend Mal in kommunalen Tabellen, landesspezifischen Dateisystemen und Datenbanken des Bundes erfasst, weil die Systeme nicht mit einander vernetzt waren. Ein Datenabgleich mit den Datenbanken des Bundeskriminalamts (BKA) und den Landeskriminalämtern sowie der europäischen Datenbank zur Speicherung von Fingerabdrücken (Eurodac) war schwierig.

Spezialeinsatzkommando an Ermittlungen beteiligt

Allem Anschein nach wussten die deutschen Behörden auch nicht, dass Tarek Belgacems Fingerabdrücke mit jenen eines Autodiebs übereinstimmten, der 2013 von der französischen Polizei an der Côte d'Azur festgenommen wurde. Damals hatte der Mann – wie dann später auch in Deutschland – angegeben, 1995 in Casablanca in Marokko geboren worden zu sein.

Eine Sprecherin der Stadt Recklinghausen sagte am Sonntag, der junge Mann habe in einer der beiden „klassischen Unterkünfte“ der Kommune mit mehr als 100 Flüchtlingen gelebt. Bürgermeister Christoph Tesche (CDU) äußerte „Bestürzung und große Betroffenheit“. Es bleibe die humanitäre und rechtliche Pflicht, Menschen, die in Angst um ihre Leben aus ihrer Heimat fliehen, ein Dach über den Kopf zu geben. „Es ist aber auch – besonders gegenüber unseren Bürgerinnen und Bürgern – unsere Pflicht, gemeinsam mit allen zuständigen Behörden sehr intensiv daran zu arbeiten, dass sich Menschen mit solchen Absichten in unseren Einrichtungen nicht verstecken können.“ Unterdessen liefen die Ermittlungen der nordrhein-westfälischen Behörden auf Hochtouren. Den gesamten Sonntag über war auch ein Spezialeinsatzkommando an den Ermittlungen beteiligt.

136,59

Stuttgart

Hier brummt der Integrationsmotor

Stuttgart hat einen sehr hohen Ausländeranteil. Von Problemen hört man in diesem Zusammenhang aber dennoch selten. Die Stadt gilt in Sachen Integration inzwischen als Vorzeigekommune - was läuft hier besser als in anderen deutschen Großstädten?

10.01.2016, von RÜDIGER SOLDT, STUTTGART



© RAINER WOHLFAHRT/Ergun Lümali, Betriebsratsvorsitzender bei Daimler

Im Vordergrund sieht man das Hinweisschild zur Moschee, im Hintergrund leuchtet in sattem Rot der Schriftzug [Bosch](#) auf einem mehrstöckigen gläsernen Bürogebäude. In der Mauserstraße in Stuttgart-Feuerbach kommen sich das Urschwäbische, das ein Unternehmen wie Bosch ausstrahlt, und die Kultur der türkischen Einwanderer ganz nahe.



Autor: Rüdiger Soldt, Politischer Korrespondent in Baden-Württemberg.Folgen:

Auf dem ehemaligen Fabrikgelände ist vor vielen Jahren eine türkische Shoppingmall entstanden - mit der Bäckerei „Metropole“, dem „Diamant“-Kleidungsgeschäft, das Kopftücher für zwölf Euro verkauft, einem Fischstand, einem Supermarkt, Friseuren und verschiedenen Restaurants. Manche Produkte sind eher billig als gut.

Es gibt aber auch alteingesessene Einzelhandelsgeschäfte wie das Juweliergeschäft der Familie Aralan. Der Vater kam als Goldschmied nach Deutschland, der heute 30 Jahre alte Sohn arbeitet bei [Daimler](#) im Controlling - Bilderbuchbildungskarrieren von Einwanderern, wie sie in Stuttgart nicht selten sind.

Die sechstgrößte Stadt Deutschlands mit dem nach Frankfurt zweithöchsten Ausländeranteil gilt in Sachen Integration als Vorzeigekommune. Zumindest aber als Stadt, die ihre Integrationsprobleme besser gemanagt hat als Hamburg oder Berlin. Das liegt daran, dass Stuttgart überschaubarer ist und dass man Integrationspolitik schon seit 2001 als politische Querschnittsaufgabe begreift. Um Integration sollen sich hier alle Fachämter kümmern.

Vierzig Prozent Einwanderer

Frühe Hilfen, Gesundheitslotsen, [Jobcenter](#), Wirtschaftsförderer, Stadtplaner überall gibt es „Kümmerer“, die sich mit dem Thema beschäftigen. Nicht zu unterschätzen sind auch die privaten sowie öffentlichen Stiftungen, die sich für Integrationsarbeit engagieren, und die vielen Ehrenamtlichen, die sich als Lesepaten um Einwandererkinder bemühen. Allein 1500 Bildungspaten gibt es in Stuttgart.

Schon Manfred Rommel, von 1974 bis 1996 Stuttgarter Oberbürgermeister, erkannte die Bedeutung dieser politischen Aufgabe, sein Nachfolger [Wolfgang Schuster](#) (ebenfalls CDU), 2013 aus dem Amt geschieden, sprach gern von der „interkulturellen Stadtgesellschaft“ und erklärte: „Jeder, der in Stuttgart lebt, ist ein Stuttgarter.“ Heute stammen siebzig Prozent der Kinder in den städtischen Kindergärten aus Einwandererfamilien. Vierzig

Prozent der Stuttgarter sind Einwanderer. Aber die Arbeitslosigkeit unter Jugendlichen mit Migrationshintergrund ist mit vier Prozent nur minimal höher als unter Jugendlichen aus deutschen Familien.

Beim Gang über die wichtigste Einkaufsstraße Stuttgarts, die Königstraße, muss man lange hinhören, bis man ein schwäbisch schwätzendes Paar vernimmt. Dafür haben „Woischt?“ und „Jetzedle“ in alle möglichen Sprachen Eingang gefunden. Die Maultasche gibt es in Stuttgart schon lange in der Variante „Oriental“ mit scharfer Joghurtsauce, die beste schwäbische Hausmannskost kochen die Sabanoglous am Wilhelmsplatz.

Prosperität ermöglichte viele Aufsteigerkarrieren

Die erste Generation schaffte am Band bei Daimler oder in der Gießerei bei Bosch, ihre Kinder haben nicht selten studiert und schauen im Management derselben Unternehmen auf Zahlen oder Konstruktionszeichnungen. Jeder dritte Existenzgründer in der baden-württembergischen Landeshauptstadt kommt aus einer Einwandererfamilie - und es sind keineswegs nur Gemüsehändler. Gerade in den wissensbasierten Zukunftsbranchen macht sich diese Entwicklung bemerkbar.

Natürlich hat die Stadt auch Integrationsprobleme: Das zeigte im vergangenen Jahr der Prozess gegen arabischstämmige Jugendliche aus dem Vorort Wangen, die für den „Islamischen Staat“ mit der Jagdausrüstung von Frankonia in den Dschihad ziehen wollten. Oder der salafistische Moschee-Verein „Mesdschid Sahabe“, der erst vor wenigen Wochen verboten wurde. Oder die Tatsache, dass noch immer deutlich mehr Jugendliche aus Einwandererfamilien auf der Hauptschule landen als auf dem Gymnasium.

Unschön ist auch, dass sich fünf Prozent der organisierten Muslime, also eine kleine Minderheit, in äußerst konservativen Vereinen organisieren. Aber die wirtschaftliche Prosperität der Region ermöglichte viele Aufsteigerkarrieren, die oft um ein Vielfaches dynamischer sind als diejenigen alteingesessener deutscher Unterschichtsfamilien.

In Deutschland fingen alle bei null an

Vor allem Kinder aus türkischen Einwandererfamilien sind heute dort angekommen, wo sie als Schüler gern hinwollten, sie arbeiten als Anwälte, Ärzte, Unternehmer, Ingenieure und auch Politiker. Die grüne Politikerin Muhterem Aras, der Betriebsratsvorsitzende Ergun Lümali, der Akustikingenieur Abidin Uygun und der Obsthändler Riad Al Salman haben eines gemeinsam: Sie kamen nicht mit den besten Voraussetzungen nach Deutschland, sie kämpften sich nach oben, schafften einen rasanten Bildungs- und Sozialaufstieg und sind heute Teil des südwestdeutschen Wirtschaftswunders.

Muhterem Aras spricht die Begrüßung bei einer Diskussion des grünen Kreisverbands zum Thema Heimat. Sie steht im Paul-Lechler-Saal des Hospitalhofs, des größten evangelischen Bildungshauses der Stadt. Und sie tut etwas, das eine gebürtige Schwäbin niemals tun würde: Sie spricht ein Selbstlob aus, sie lobt Stuttgart. In der Kultur sei ihre Heimatstadt ja nun mal „Weltspitze“, sagt die türkischstämmige Abgeordnete. 2011 wurde die Steuerberaterin Aras mit 42,5 Prozent und damit mit dem besten Ergebnis aller grünen Abgeordneten in Baden-Württemberg in den Landtag gewählt.



© RAINER WOHLFAHRT  Für die Grünen im Landtag von Baden-Württemberg: Muhterem Aras

1978 war sie aus Ostanatolien nach Deutschland gekommen. Die Mutter war Analphabetin, der Vater Schafzüchter. Die Familie war tief in den feudal-archaischen Verhältnissen der Türkei verwurzelt. In

Deutschland fingen alle bei null an, die Mutter ging putzen, der Vater arbeitete bei einer Aufzugfirma, Muhterem Aras bekam ihr erstes Buch von den Nachbarn, einer schwäbischen Bauernfamilie auf den Fildern, in die Hand gedrückt: „Pucki auf dem Reiterhof“.

„Offenheit auf beiden Seiten gehört dazu“

Hauptschulabschluss, mittlere Reife, Wirtschaftsgymnasium, Studium in Hohenheim, Sachbearbeiterin, Steuerberater-Prüfung, kurz darauf Gründung eines eigenen Steuerberatungsbüros mit 60.000 Mark Startkapital. Heute beschäftigt Muhterem Aras zehn Mitarbeiter, und ihre Kunden sind längst nicht nur Deutschtürken. „Ich war die erste selbständige türkischstämmige Steuerberaterin in Baden-Württemberg, das war eine Marktlücke“, sagt Aras. Sie habe schnell erkannt, dass die deutsche Gesellschaft und das Grundgesetz „toll“ seien, es keine bessere Rechtsordnung gebe.

Aber wie lassen sich neue Einwanderer und Flüchtlinge hiervon am besten überzeugen? „Das ist eine Frage der Haltung und des Vorlebens. Rede ich von Stuttgartern, oder rede ich von Ausländern?“ In Stuttgart habe es sich bewährt, den Ausländerbeauftragten durch einen Integrationsbeauftragten und den Ausländerausschuss durch einen Internationalen Ausschuss mit ausgewählten Mitgliedern ersetzt zu haben.

Ohne bezahlbaren Wohnraum, ohne ehrenamtliches Engagement, ohne Jobs, ohne das schnelle Erlernen der Sprache könnten Integration und Bildungsaufstieg natürlich nicht gelingen. „Damit Integration funktioniert, gehört Offenheit auf beiden Seiten dazu. Und ich möchte mir nicht ausmalen, wie es wäre, wenn Stuttgart von einer hohen Arbeitslosigkeit gebeutelt wäre.“

Lümalı spricht Honoratiorenschwäbisch

Ergun Lümalı wirft einen Blick auf die Kunststoffverkleidungen, die am Rand des Montagebandes in Halle 46 stehen. Die Karosserie einer weißen S-Klasse dreht sich in einem gelben Hängedrehförderer. Zwei Arbeiter beginnen, den Fahrzeugboden von unten auszukleiden. Es geht leise und unaufgeregt zu am Band im Sindelfinger Daimler-Werk. Sauberer Boden, leise Maschinen. Anfang der neunziger Jahre stand Ergun Lümalı auch noch am Band.

Jetzt ist er seit März 2014 Betriebsratsvorsitzender des Mercedes-Benz-Standorts Sindelfingen, des mit etwa 36.000 Mitarbeitern größten in Deutschland. „Habt ihr noch Probleme mit der Ergonomie?“, fragt Lümalı die Kollegen am Band. Werner Töppler und Almedina Begicevic schütteln die Köpfe. Mitarbeiter aus etwa 150 Nationen arbeiten im Werk und in der Entwicklung. Viele sind türkischstämmig. Lümalı ist Deutschtürke in zweiter Generation, er spricht mit leichtem schwäbischem Akzent - Honoratiorenschwäbisch.

Sein Vater kam 1968 nach Deutschland, arbeitete 35 Jahre am Band in der Automobilproduktion. Immer neue E-Klasse- und S-Klasse-Modelle liefen hier in den letzten Jahrzehnten vom Band. Die Innovationsfortschritte im Automobilbau waren rasant, und dank des Wohlstands kam auch die Integration der zweiten und dritten Generation der türkischen Einwanderer voran.

Positive Mitgliederentwicklung auch dank Einwanderern

Die IG Metall in Deutschland hat heute 400.000 Mitglieder mit Migrationshintergrund, bei 2,27 Millionen Mitgliedern. Sie ist vielleicht die größte Migrantenorganisation Deutschlands, da ist es förderlich, einen Mann wie Lümalı an der Spitze eines so wichtigen Werks zu haben. Die positive Mitgliederentwicklung der Gewerkschaft in den vergangenen Jahren hat sie auch den Einwanderern zu verdanken, auch dem Gemeinschaftsgefühl, das viele Türken, Griechen und Italiener zurück in die Massenorganisation brachten. Manche 1.-Mai-Kundgebung wäre ohne Einwanderer glatt ins Wasser gefallen.

Wie viele Arbeiter mit Migrationshintergrund im Sindelfinger Werk arbeiten, erfasst keine Statistik. Aber man findet sie in den unterschiedlichsten Hierarchieebenen. Es gibt Teamleiter, Abteilungsleiter, Centerleiter. E4,

E3 und E2 in der Daimlersprache. Angestellte, Führungskräfte und Akademiker bei Daimler organisieren sich schon seit Beginn der neunziger Jahre bei „Daimler-Türk“, einem betriebsinternen Karrierenetzwerk, das Kontakte zu Hochschulen, Professoren und Studentenorganisationen herstellt.

Für Lümali und viele seiner Kollegen war es ein langer Weg bis an die Spitze des Betriebsrats. Seine Eltern holten ihn 1970 nach Deutschland. „So begann die Migrationsgeschichte von Lümali.“ Er hatte in der Schule in der Türkei Schreiben und Lesen gelernt. In der ersten Klasse fiel er damit positiv auf, in der zweiten Klasse machten ihm die geringen Deutschkenntnisse sehr zu schaffen.

„Wir wurden eine Daimler-Familie“

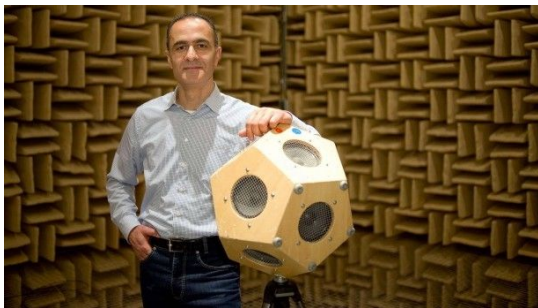
Doch Lümali hatte Glück, die Eltern wollten schnell dazugehören, sie zogen nicht in eine Arbeitersiedlung zu anderen türkischen Gastarbeiterfamilien, sondern nach Gechingen bei Calw in eine betuliche schwäbische Siedlung, in der die deutschen Familien am Sonntag gewöhnlich Rostbraten mit Spätzle auftischten. „Meine Eltern wollten ein gutes Umfeld, wir wurden dann eine Daimler-Familie.“ Lümali macht den Hauptschulabschluss, lernt Konstruktionsmechaniker, arbeitet am Band, wird Nacharbeiter, Vorarbeiter, Meisterstellvertreter. 1994 wird er zum [Betriebsrat](#) gewählt und freigestellt.

„In der ersten Generation haperte es häufig an der Sprache, wir haben bis 1996 noch sprachbezogene Betriebsversammlungen gemacht, auf Türkisch, Jugoslawisch und Italienisch.“ In der zweiten Generation hätten dann die besseren Sprachkenntnisse und der Fachkräftemangel den Aufstieg und die Integration beschleunigt. „Aus meiner persönlichen Lebenserfahrung kann ich nur raten, die Flüchtlinge sollten hier auf keinen Fall abgekapselt leben. Und sie müssen sich natürlich auch integrieren wollen.“

Daimler hat für vierzig Flüchtlinge gerade ein Brückenpraktikum als Pilotversuch geschaffen. Flüchtlinge mit Vorqualifikationen, ausgesucht vom Arbeitsamt, bekommen für 14 Wochen einen Einblick in die Daimlerwerke. „Wir sagen unseren Leiharbeitern ganz klar, dass es da nicht um Einstellung geht, dass sie um ihren Job nicht fürchten müssen. Es gibt aber kaum Kollegen, die solche Ängste haben.“

„Viele begriffen das System gar nicht“

Lümali schaut noch in der Endkontrolle der Fahrzeuge vorbei. Zwei schwarze S-Klasse-Limousinen, Typ Maybach, werden unter grellem Neonlicht geprüft, bevor sie die ersten Meter selbst fahren. Lümali will Vielfalt nicht verordnen, er will auch nicht, dass Einwanderer bevorzugt werden, „Chancengleichheit“ sei der richtige Begriff. „Es gehört Glück und Engagement dazu, bis man sich als Einwanderer in Deutschland eine sichere Existenz aufgebaut hat. Wer es aber in der Arbeitswelt nicht schafft, wird niemals richtig Fuß fassen können.“



© RAINER WOHLFAHRT  Abidin Uygun, Bauakustiker am Institut für Bauphysik, Fraunhofer-Institutszentrum Stuttgart

Abidin Uygun baut einen Kugellautsprecher auf einem Stativ im Hallraum des Fraunhofer-Instituts für Bauphysik auf. Er stellt eine Deckenplatte, die seine Firma produziert, auf. Dann erzeugt er ein breitbandiges Rauschen und misst mit sechs Mikrofonen, wie stark die Deckenplatte den Schall absorbiert. Der 45 Jahre alte Bauphysiker hatte zahlreiche Hürden zu überwinden, bis er es zum Diplomingenieur gebracht hatte. „Von meinen früheren Schulfreunden schafften es nur wenige, eine akademische Ausbildung zu machen. Viele begriffen das System gar nicht. Sie wollten nur Geld verdienen und unterschätzten das Thema Bildung.“

Uygun stammt aus einer türkisch-aserbaidzhanischen Familie. Der Vater war Hilfsarbeiter bei Daimler; die Mutter ist Hausfrau. Er wird in Deutschland geboren, doch bei den Hausaufgaben können ihm die Eltern nie helfen, auf Elternabenden ist er es, der die Sätze seiner Lehrer übersetzt. Zwar macht er einen guten Hauptschulabschluss, doch Anfang der achtziger Jahre bekommt er keine Lehrstelle.

Verpacker, Gärtner, Eisverkäufer

Die Eltern schicken ihn nach Istanbul auf ein Gymnasium. Uygun macht das Abitur in der Türkei. Dann kehrt er zurück nach Deutschland, wird aber an den deutschen Universitäten nicht zugelassen. Er arbeitet als Verpacker, Gärtner, Eisverkäufer im Freibad und in der Küche bei McDonald's. Schließlich nimmt ihn ein technisches Gymnasium auf, so dass er das deutsche Abitur nachmachen kann. „Wäre ich richtig gefördert worden, hätte ich es früher aufs Gymnasium geschafft, so gab es viele Höhen und Tiefen.“

Nach dem deutschen Abitur beginnt er zunächst, Bauingenieurwesen zu studieren. Doch an der Massenuniversität findet er sich nicht zurecht und bricht ab. Er will an der Fachhochschule Bauphysik studieren, wird aber mit Verweis auf eine Warteliste abgewiesen.

Uygun nervt eine Sekretärin so lange, bis man ihn immatrikuliert. Als er das Studium endlich aufnehmen kann, bekommt er bei einem Gemeinschaftsprojekt eine schlechtere Note als sein deutscher Kommilitone. Der Professor sagt: „Sie sind Türke, Sie müssen bessere Leistungen bringen.“ Der Professor will ihn motivieren, aber Uygun ist nur frustriert. Später wird sich der Professor bei ihm entschuldigen.

„Storyteller“ in Schulklassen

Um andere Einwanderer zu motivieren, um sie zu guten Bildungsleistungen anzuregen, ist der Ingenieur heute mindestens fünfmal im Jahr in Schulklassen als „Storyteller“ unterwegs. Er erzählt dann seinen mühsamen Weg vom Hauptschüler mit schlechten Deutschkenntnissen zum Bauphysiker. Würde er von seinen Erfahrungen auch im Flüchtlingsheim berichten? „Ja, natürlich kann ich mir vorstellen, da Mentor zu sein. Allerdings gibt es dann ein Sprachproblem, ich spreche kein Arabisch, sondern nur Türkisch.“

Riad Al Salman nimmt die große Bioland-Papiertüte. „Wollen Sie auch noch eine Gold-Kiwi?“ Die Kundin prüft die reife Frucht mit dem Daumen. „Ja, diese drei. Ich nehme aber auch noch Schwarzwurzeln, die muss ich net schälen. Bei Ihnen ist die Qualität am besten“, sagt die Schwäbin. Al Salman packt die Schwarzwurzeln, zwei Vollkornbrote und die Kiwis in die Tüte - macht 17,30 Euro. Qualität hat ihren Preis.



© RAINER WOHLFAHRT  Riad al Salman in seinem Bio-Laden in Ostfildern-Kemnat (nahe Stuttgart)

„Riadieschen“ hat der 50 Jahre alte Syrer seinen Bio-Feinkostladen genannt. Aus dem Ortskern von Kemnat, einer Vorortgemeinde mit etwa 5000 Einwohnern auf der Filderhochfläche südlich von Stuttgart, ist der Laden jedenfalls nicht mehr wegzudenken. Was früher der Tante-Emma-Laden war, ist heute Al Salmans Bioladen. Pastinaken, Bingenheimer Demeter-Saatgut, Naturknacker, Dinkel-Weißbrot, Andechser-Joghurt.

Einen Deutschkurs hat er nie besucht

Seit 1991 lebt Al Salman, der aus einer christlichen syrischen Familie stammt, in Deutschland. Seit 2003 führt er den Bioladen, fährt frühmorgens in den Großmarkt nach Stuttgart, schafft bis spätabends in seinem Geschäft.

Einen Deutschkurs hat er eigentlich nie besucht, dafür hatte er keine Zeit. Seine Frau ist Schwäbin, stammt aus Bad Urach. „Ich habe die Sprache einfach auf der Straße gelernt.“

Als er kam, war er 27 Jahre alt, er fand schnell Arbeit als Monteur für ein Küchenstudio. Nach drei Jahren erkannte man seine Ausbildung als Autoschlosser an, Al Salman arbeitete in verschiedenen Kfz-Werkstätten und verdiente schließlich gut am Montageband bei Porsche. Es war die Zeit, als der Autobauer begann, den Cayenne-Motor in Zuffenhausen zu produzieren.

Irgendwann bekam Al Salman von der Überkopfmontage starke Nackenschmerzen, er stieg aus und baute den Gemüseladen auf. „Ich habe bei Porsche mehr verdient, aber mein Leben war mir wichtiger.“ Drei seiner Neffen sind kürzlich auch aus Syrien geflüchtet. In der Flüchtlingsunterkunft in Plieningen hilft er als Übersetzer aus. Dennoch ist er skeptisch, was die Flüchtlingskrise angeht: „Die Deutschen können nicht die Welt retten. Dreißig Prozent von denen, die sagen, sie seien Syrer, sind es doch gar nicht. Und wir sollten den Muslimen auch nicht unsere besten Teppiche ausrollen.“

„Fast alle hatten nach drei Monaten Arbeit“

Die Integration der Flüchtlinge ins Arbeitsleben bereitet Al Salman weniger Sorgen. „Es kommen ja viele mit Abitur. Fast alle, die ich kenne, hatten nach drei Monaten Arbeit und eine Wohnung.“ Dann eilt er zurück an die Theke, ein Kunde will wissen, welche deutsche Apfelsorte am süßesten schmeckt.

Etwa 5000 Zuwanderer kommen jedes Jahr „netto“ nach Stuttgart, die meisten aus den südlichen Staaten der Europäischen Union. Im vergangenen Jahr hat die Stadt zusätzlich etwa 4000 Flüchtlinge aufgenommen. Kann Stuttgart das verkraften? Lassen sich diese Menschen, größtenteils aus muslimischen Krisenländern, genauso gut integrieren wie Muhterem Aras oder einst Ergun Lümali? Gari Pavkovic sitzt bei Kaffee und Keksen in seinem kargen Büro im Stuttgarter Tagblatt-Turm.

„Interkulturelles Verständnis von Integration“

Seit 2001 leitet der Diplompsychologe die damals neu geschaffene Stabsstelle für Integration. „Integration ist immer etwas Gefühls. Entscheidend ist nicht allein die Realität, sondern vielmehr die Wahrnehmung und die Meinung über die Realität. Integration ist auch etwas anderes als Folklore, wir erwarten von den Einwanderern, dass sie sich für Stuttgart engagieren.“ Wer Integrationserfolge wolle, so Pavkovic, der brauche die Wirtschaft als „Integrationsmotor“ und eine ausgeprägte „Ehrenamtskultur“.

Den Ansatz der multikulturellen Gesellschaft hält er für überholt, es könne nicht darum gehen, bestimmten Einwanderergruppen Geld zu geben, damit die ihr eigenes Leben in „Little Italy“ oder „Chinatown“ organisierten. „Wir haben ein interkulturelles Verständnis von Integration, wir betonen das gemeinsame Wir. Das heißt, die Einwanderer gehören dazu und engagieren sich in der Mehrheitsgesellschaft.“ Die Flüchtlinge würden im „schaffigen“ Schwaben auf Akzeptanz stoßen, wenn es einen „Ausgleich von Geben und Nehmen“ gäbe. Seine Mitarbeiter würden die Flüchtlinge deshalb um Engagement bitten.

3000 bis 4000 Flüchtlinge, sagt Pavkovic, seien nur 0,5 Prozent der Stadtbevölkerung. Anerkannt würden Syrer, Iraker und Iraner, die vielfach aus ihren Herkunftsländern gute Bildungsabschlüsse und Berufserfahrung mitbrächten. Etwa ein Drittel der Flüchtlinge seien Kinder und Jugendliche, die den deutschen Schulabschluss machen würden. „In dieser Gesamtbetrachtung wird die Integration der Flüchtlinge in einer wirtschaftsstarke Region wie Stuttgart gut zu schaffen sein.“

Quelle: F.A.Z.

136,65

Andrea Nahles

Wir schaffen das – im Alltag nicht

Andrea Nahles äußert sich zu den Flüchtlingen viel kritischer als die Kanzlerin. Sie warnt vor schlechten Jobchancen und denkt über weniger Sozialleistungen nach. Warum bloß kommt so etwas ausgerechnet von einer SPD-Ministerin?

10.01.2016, von RALPH BOLLMANN



© JENS GYARMATY Ein beträchtlicher Teil der Flüchtlinge bleibt erst einmal arbeitslos, warnt Bundesarbeitsministerin Andrea Nahles.

Es kommt nicht oft vor, dass die Kanzlerin einem Vorschlag ihrer Arbeitsministerin spontan zustimmt. An diesem Donnerstag hat sie es getan. Vor der blauen Wand im Kanzleramt stand [Angela Merkel](#) gemeinsam mit dem **rumänischen Ministerpräsidenten, aus dessen Land viele Einwanderer nach Deutschland kommen, darunter auch einige, die sofort Sozialhilfe beantragen**. Vor kurzem war das ein großes Streitthema, in der Zeit, als man noch nicht über Flüchtlinge aus Syrien sprach.



Autor: Ralph Bollmann, Korrespondent für Wirtschaftspolitik der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung in Berlin.

Jetzt soll es im ersten Jahr kein Geld mehr geben. „Ich glaube, dass es richtig ist, dass die Bundesarbeitsministerin darüber nachdenkt“, sagte Merkel beim Besuch des Rumänen. Die Sozialdemokratin [Andrea Nahles](#) war während der Weihnachtspause mit dem Vorschlag vorgeprescht. **„Wir müssen die Kommunen davor bewahren, unbegrenzt für mittellose EU-Ausländer sorgen zu müssen“**, sagte sie. Der Hamburger Bürgermeister Olaf Scholz stimmte sofort zu.

„Nicht alle, die da kommen, sind hochqualifiziert“

Die jüngste Episode fügt sich in ein Muster: **Wenn es um den Umgang mit Einwanderern geht, leistet sich ausgerechnet die Arbeitsministerin so viel Skepsis wie kaum ein anderes Kabinettsmitglied. Das gilt vor allem für die Flüchtlingsfrage.** Nahles zeigte sich nicht medienwirksam in Aufnahmelagern, sie hielt sich bei dem Thema ohnehin auffallend zurück. **Zwar bekannte sie sich allgemein zu den Chancen der Integration, im Konkreten warnte sie aber stets vor allzu großer Euphorie in Bezug auf die Jobchancen der Neubürger.**

Keine 24 Stunden waren **im Spätsommer** nach Merkels „Wir schaffen das“ vergangen, da äußerte sich Nahles schon skeptisch. Die Ministerin hatte die monatlichen Arbeitslosenzahlen zu verkünden. Sie nutzte die Gelegenheit, der Kanzlerin sogleich die Kosten ihrer Flüchtlingspolitik vorzurechnen. **Ein beträchtlicher Teil der Flüchtlinge werde erst einmal arbeitslos bleiben, sagte sie voraus. Bis zum Jahr 2019 werde die Zahl der Hartz-IV-Empfänger durch die Flüchtlinge um eine Million steigen. Nötig seien dafür zusätzliche Mittel von bis zu sieben Milliarden Euro jährlich.** Mit dem Finanzminister habe sie über diese Summen schon gesprochen. Schließlich muss ihr Ressort für die Kosten am Ende aufkommen.

Kurz darauf fiel Merkel ihre historische Entscheidung, die Grenzen nicht zu schließen und die Flüchtlinge aus Ungarn ins Land zu lassen. Nahles antwortete im Bundestag wiederum mit Skepsis, zu einem Zeitpunkt, als die meisten Wirtschaftsverbände die Jobchancen der Neuankömmlinge sehr positiv beurteilten. „Ich will auch klar darauf hinweisen: Nicht alle, die da kommen, sind hochqualifiziert“, sagte sie. „Der syrische Arzt ist nicht der Normalfall.“ Sie zitierte die Zahlen aus einem [Pilotprojekt der Bundesagentur, wonach nur jeder zehnte Flüchtling direkt in Arbeit oder Ausbildung kommt.](#)

Sie bezieht sich auf Zahlen, die ihr die [Arbeitsagentur](#) und deren [Forscher liefern. Demnach dauert es viele Jahre, bis der Anteil der Erwerbstätigen unter Flüchtlingen so hoch ist wie unter anderen Einwanderern.](#) Erst dann zahlen

sich Investitionen in Sprachkurse und Fortbildungen aus. Das kann man als Chance sehen oder als Risiko. **Außerdem gibt es mit Syrern wenig Erfahrungen, auch das lässt Spielraum für Interpretationen.**

„Wir schaffen das – im Alltag nicht“

Nahles setzt **dabei andere Schwerpunkte als Frank-Jürgen Weise, der Chef der Arbeitsagentur.** Weise betont stets die Chancen der unverhofften Einwanderung. **Selbst Analphabeten, sagte er jüngst vor Arbeitgebern, seien durchaus integrierbar:** Wenn ein Flüchtling in Syrien nicht die Schule besuchen konnte, weil dort Bürgerkrieg herrschte, deutete das noch nicht auf mangelnde Intelligenz oder Motivation.

Die Ministerin trennt hingegen zwischen humanitärer Hilfe, zu der sie sich bei ihren Auftritten bekennt, und dem wirtschaftlichen Aspekt, den sie zurückhaltend beurteilt. Damit bedient sie beide Stimmungen. Der Ton ist stets ein anderer als bei der Kanzlerin. „Wir schaffen das – im Alltag nicht“: So oder ähnlich wurden Nahles' Auftritte im Merkel-Lager teils verstanden. **Jedenfalls hat es die Ministerin vermieden, sich offensiv an die Seite der Kanzlerin zu stellen und deren Optimismus zu teilen – so, wie es selbst oppositionelle Grüne taten. Die Flüchtlinge sind auch eine Gefahr für Nahles' eigene Agenda. Ökonomen raten zu einer Lockerung des Mindestlohns, um geringqualifizierten Neuankömmlingen leichter Arbeit zu verschaffen. Das will Nahles aus politischen Gründen nicht machen.** Aber auch auf den Plan aus dem Koalitionsvertrag, Leih- und Zeitarbeit einzuschränken, will sie gerade wegen der veränderten Zeitumstände nicht verzichten – auch wenn die Union das Projekt wegen der Flüchtlinge vorerst blockiert.

Nahles denkt in der Flüchtlingsfrage nicht so sehr an internationalistisch gestimmte Lehrer oder Kirchentagsbesucher. Wenn sie den Mindestlohn oder die Rente mit 63 durchsetzt, **hat sie eine andere Klientel im Sinn: Gewerkschafter, Arbeiter, sozial Benachteiligte. Viele von ihnen sehen die Neubürger vor allem als Konkurrenten um Arbeitsplätze, Wohnungen, Sozialleistungen.** Deshalb lassen sich Sozialdemokraten, wenn es um Konsequenzen aus den Kölner Übergriffen geht, beim Ruf nach schärferen Gesetzen ungern überbieten. Vom fernen Kuba aus verlangte Parteichef Sigmar Gabriel „Haft im Heimatland“.

Deutsche Arbeitsplätze vor Konkurrenz schützen

Die Sorge, dass die Flüchtlingspolitik auf keinen Fall die eigenen Wähler etwas kosten darf, treibt auch ihn um. Das Motiv für Nahles' Warnungen sei nicht Skepsis, sondern „Realismus“, heißt es in seinem Umfeld. **Deshalb verteidigt die SPD die Regel, dass Flüchtlinge einen Job nur annehmen dürfen, wenn dafür kein Einheimischer zur Verfügung steht.** „Es gibt noch immer 240.000 junge Leute, die nicht ins Arbeitsleben finden, und eine Million Langzeitarbeitslose“, warnte Nahles gleich zu Beginn der Debatte. „Die dürfen wir nicht vergessen.“ **Es geht auch darum, deutsche Arbeitsplätze vor Konkurrenz zu schützen.**

Das ist auch das Denken vieler Beamter in Nahles' Ministerium. Integrationspolitik gehört nicht zu den klassischen Aufgaben des Hauses. Als die Flüchtlingskrise begann, war von den rund tausend Beamten nur eine Handvoll mit Eingliederungsfragen befasst. Erst als Merkel das Thema im Herbst an sich zog, reagierte die Arbeitsministerin mit einem eigenen Stab. Auch kam sie nicht auf die Idee, für den vakanten Posten bei der Migrationsbehörde BAMF den Chef ihrer Arbeitsagentur ins Gespräch zu bringen, das CDU-Mitglied Weise. Der Vorschlag kam von Merkel.

Mit ihren skeptischen Prognosen baut die Ministerin vor. Werden Asylanträge demnächst rascher bearbeitet, finden sich die Flüchtlinge schneller in Nahles' Statistik wieder. Das ist gefährlich. Steigende Arbeitslosenzahlen, steigende Kosten für Hartz IV, schlechte Vermittlungserfolge: Das alles wäre nicht nur schwierig für die Flüchtlinge, die Gesellschaft und die ganze Regierung. Es wäre vor allem ein Problem für die zuständige Ministerin. **Womöglich würde auch ihre Gesetzgebung zum Mindestlohn dafür verantwortlich gemacht.** Deshalb warnte sie schon im Herbst: **Wer jetzt die Aufnahme der Flüchtlinge befürwortet, der solle sich „daran noch in einem Jahr erinnern“.** Steigende Arbeitslosenzahlen seien dann „kein Zeichen gescheiterter Arbeitsmarktpolitik, sondern ein Zeichen dafür, dass wir eine große, eine andauernde Aufgabe bewältigen müssen“. Und nicht das Problem von Andrea Nahles.

"Jedes Jahr eine Million – das funktioniert nicht"

Die Wirtschaftsweise Isabel Schnabel sorgt sich angesichts der Flüchtlingskrise um den Zusammenhalt in Europa. Das liege auch an der Kanzlerin. Sie habe sich in eine ungünstige Position manövriert.

Von [Anja Ettl](#)Wirtschafts-Korrespondentin

Die Welt: Frau Schnabel, es ist immer noch die Zeit der Vorsätze. Was sollte die Bundesregierung für 2016 umsetzen?

Isabel Schnabel: Sie sollte wieder mehr dafür tun, dass die Wirtschaftskraft Deutschlands auch in Zukunft erhalten bleibt. **Die Regierung ruht sich zu sehr auf den Erfolgen der vergangenen Jahre aus und macht teilweise das genaue Gegenteil dessen, was nötig wäre. Die Rente mit 63, der Mindestlohn und die Mietpreisbremse sind keine Maßnahmen, mit denen die Zukunftsfähigkeit des Landes gestärkt wird. Durch den gewaltigen Zuzug der Flüchtlinge haben sich die Herausforderungen noch erhöht.**

Die Welt: Also teilen Sie nicht die Ansicht, die über eine Million Flüchtlinge im Jahr 2015 waren "das Beste, was Deutschland passieren konnte", wie es der Chefökonom der Deutschen Bank formuliert hat?

Schnabel: Nein, ich halte das für übertrieben. **Natürlich bietet die Zuwanderung auch Chancen. Aber dass daraus jetzt ein gutes Geschäft für uns wird, das sehe ich nicht. Die meisten Flüchtlinge, die zu uns kommen, sind nicht so gut qualifiziert, dass sich mit ihnen der Fachkräftemangel beheben ließe. Und selbst bei intensivster Förderung wird sich nicht aus jedem Flüchtling ein Facharbeiter machen lassen.**



Foto: Frederick von Erichsen/dpa/picture allianceDie Wirtschaftswissenschaftlerin Isabel Schnabel

Die Welt: Dann sind solche Aussagen komplett unrealistisch?

Schnabel: **Wir nehmen die Flüchtlinge ja nicht aus ökonomischen Gründen auf, sondern aus humanitären. Doch es gibt sicherlich ein Potenzial, das wir ausschöpfen müssen.** Dazu gehört, dass wir Personen, die zu uns kommen, so gut wie möglich integrieren und qualifizieren. **Diesen Zuzug nun als eine Art wirtschaftliches Sanierungsprogramm für Deutschland darzustellen, halte ich für einen Fehler. Das weckt Erwartungen, die nicht erfüllt werden können.**

Die Welt: Wie viel Zuwanderung durch Flüchtlinge kann Deutschland verkraften?

Schnabel: Eine unbegrenzte Zuwanderung ist sicher nicht zu tragen. **Die Lasten sind verkraftbar, wenn es gelingt, die Zuwanderung in Grenzen zu halten.**

Die Welt: Was heißt das konkret?

Schnabel: **Jedes Jahr eine Million Flüchtlinge hier aufzunehmen, das wird nicht funktionieren. Allerdings wird Deutschland viel früher an seine politischen Grenzen stoßen als an die ökonomischen. Erste Anzeichen dafür gibt es ja bereits.**

Die Welt: Insbesondere seit den sexuellen Übergriffen durch Flüchtlinge in der Silvesternacht in Köln und anderen Städten kippt die Stimmung. Ist die Herausforderung wirklich zu stemmen, wenn die Willkommenskultur auf diese Weise missbraucht wird?

Schnabel: Das ist eine politische Frage, die ich als Ökonomin nur schwer beantworten kann, zumal die Fakten noch nicht geklärt sind. Auch unabhängig von den jüngsten Ereignissen **ist es wichtig, das Signal zu senden, dass Deutschland keine unbegrenzte Zuwanderung zulassen kann.**

Die Welt: Sie meinen in Form einer **Obergrenze**, wie das etwa CSU-Chef Horst Seehofer fordert?

Schnabel: **Nein, eine solche konkrete Zahl für Deutschland ist unrealistisch. Wenn man überhaupt eine Obergrenze festlegen will, dann muss das eine europäische sein, aber selbst dann kann diese Zahl niemals fix sein.**

Die Welt: Sondern?

Schnabel: Statt eine Zahl wie 200.000 Flüchtlinge in den Raum zu stellen – und der 200.001. hat dann leider Pech gehabt –, sollte man die Zuwanderung **über eine Anpassung der Kriterien steuern**. Um es konkret zu sagen: Wenn man sich der Grenze der Belastbarkeit nähert, **muss die Politik über eine Verschärfung der Kriterien für die Gewährung von Asyl nachdenken**. Und zwar **europaweit, denn es geht hier um ein europäisches Problem, nicht um ein deutsches**.

Die Welt: Die europäischen Partner sind allerdings nicht bereit, Zugeständnisse zu machen – und verweisen darauf, dass der Satz "Wir schaffen das" von Kanzlerin Merkel eine Art deutsche Einladung war – keine europäische.

Schnabel: Das ist tatsächlich ein Problem, denn die Bundeskanzlerin hat sich dadurch in eine ungünstige Verhandlungsposition **manövriert**. Die anderen Länder können nun bequem auf Deutschland verweisen. Wenn Frau Merkel nun trotzdem Unterstützung möchte, wird sie dafür einen **politischen Preis** bezahlen müssen.

Die Welt: Viele Bürger befürchten allerdings, dass die Kosten der Flüchtlingskrise schon jetzt zu hoch sind.

Schnabel: Zumindest die direkten Kosten halten sich bisher im Rahmen. Wir haben im Sachverständigenrat **errechnet, dass die Flüchtlingskrise die öffentlichen Haushalte für 2015 etwa acht und für 2016 etwa 14 Milliarden Euro kosten dürfte**. Das kann ein Land wie Deutschland durchaus verkraften. Und wir sollten nicht alles schlechtreden. Gerade bei der Organisation von Unterbringung, Verpflegung und Schulbesuch leisten Behörden und Ehrenamtliche jeden Tag Großartiges.

Die Welt: Andere Ökonomen haben das Doppelte errechnet – und das sind nur die direkten Kosten.

Schnabel: Natürlich sind all diese Berechnungen mit großer Unsicherheit behaftet. Je nachdem, welche Annahmen man trifft, können die Kosten auch höher ausfallen. Eine große Unbekannte in der Rechnung ist zum Beispiel der Familiennachzug ...

Die Welt: ... den einige Politiker deshalb gerne ausschließen möchten.

Schnabel: Ein vollständiger Ausschluss des Familiennachzugs wäre die falsche Strategie. Ein gewisser Familiennachzug ist sogar sinnvoll, denn er dürfte stabilisierend wirken. Deutschland kann doch nicht nur junge, alleinstehende Männer aufnehmen, die bisher einen Großteil der Flüchtlinge ausmachen.

Die Welt: Einige Politiker haben auch die Idee eines "Flüchtlingssoli" ins Spiel gebracht, um die Kosten aufzufangen.

Schnabel: Wenn man den Bürgern jetzt **zusätzliche Steuern aufbürdet, um die Flüchtlinge zu finanzieren**, wäre das politisch ein **falsches Signal**. Dadurch schafft man erst recht Animositäten. Abgesehen davon gibt es angesichts der derzeit guten fiskalischen Lage keine Notwendigkeit, über Steuererhöhungen nachzudenken.

Die Welt: Haben Sie denn den Eindruck, dass die Regierung die richtigen Maßnahmen ergreift?

Schnabel: Bei der Erstaufnahme sind wir auf einem guten Weg. Wenn es darum geht, die Flüchtlinge langfristig zu integrieren, gibt es noch Nachbesserungsbedarf, insbesondere auf dem Arbeitsmarkt. Dort verhindert der vor einem Jahr eingeführte Mindestlohn, dass die Löhne von Geringqualifizierten fallen. Genau das wäre jedoch nötig, um auf das gestiegene Angebot an ungelernten Arbeitskräften reagieren zu können.

Die Welt: Momentan wird eher darüber diskutiert, **den Mindestlohn noch zu erhöhen**.

Schnabel: Das wäre genau die falsche Maßnahme, ebenso wie eine Verschärfung der Regeln für die Leiharbeit. Beides erschwert den Einstieg in den Arbeitsmarkt für Geringqualifizierte, aber genau der ist wichtig, um die Menschen zu integrieren. Wir haben im Sachverständigenrat stattdessen **vorgeschlagen, die Flüchtlinge von Beginn an als Langzeitarbeitslose anzuerkennen, für die es Ausnahmen vom Mindestlohn gibt**.

Die Welt: Manche Kritiker sehen darin die Gefahr, dass manche Unternehmer die Flüchtlinge dann als Billigstarbeitskräfte ausnutzen könnten.

Schnabel: Davon kann keine Rede sein. Es geht doch darum, es den Menschen zu ermöglichen, nach einer Übergangszeit auf eigenen Beinen zu stehen und nicht mehr abhängig von staatlichen Leistungen zu sein. Den Menschen zu ermöglichen, sich in die Gesellschaft zu integrieren, ist das komplette Gegenteil von Ausnutzung.

Die Welt: Die Flüchtlingskrise strapaziert auch den Zusammenhalt in Europa. War der gemeinsame Wirtschaftsraum je so gefährdet wie jetzt?

Schnabel: Die Fliehkräfte nehmen jedenfalls zu. Bei der Frage, wie die Flüchtlinge verteilt werden sollen, ist sich jedes Land selbst am nächsten. **Dass mittlerweile selbst eine der größten Errungenschaften, das Schengener Abkommen, bedroht ist, ist besorgniserregend.** Die europäischen Regierungen müssen dringend eine gemeinsame Lösung finden, um die europäische Idee zu bewahren.

Die Welt: Großbritannien ist bereits auf dem Absprung ...

Schnabel: **Sollte es tatsächlich zum Brexit kommen, wäre das ein echter Rückschritt in der europäischen Integration.** Auch **ökonomisch könnte ein Austritt** angesichts der großen Bedeutung der britischen Volkswirtschaft und des Finanzplatzes London **für Europa mit erheblichen Nachteilen verbunden sein.**

Die Welt: Rechnen Sie denn damit, dass die **europäische Solidarität noch ausreichen wird, um wenigstens ein weiteres Aufflackern der Griechenland-Krise zu stemmen?**

Schnabel: **Griechenlands Schuldendienst ist zwar enorm reduziert und gestreckt worden, doch dadurch verschiebt sich das Problem nur in die Zukunft.** Eine weitere Griechenland-Krise wäre für die Euro-Zone aber keine Überlebensfrage. Das würde nicht zum Zerschlagen der Euro-Zone führen. **Viel problematischer wäre, wenn sich große Länder wie Spanien vom Reformkurs abwenden würden. Die Währungsunion ist für diesen Fall nicht gut gerüstet, denn die Konstruktionsfehler des Euro sind nach wie vor nicht behoben. Zudem hat die extrem lockere Geldpolitik viele Probleme nur überdeckt, nicht gelöst.**

Die Welt: **Sie kritisieren die EZB schon lange für ihren Kurs.** Aber kann Europa wirklich schon ein Ende der Politik des billigen Geldes verkraften?

Schnabel: Es besteht die Gefahr, dass die EZB den rechtzeitigen Ausstieg aus der lockeren Geldpolitik verpasst. **Durch die Niedrigzinsen sinkt der Reformdruck auf die Mitgliedsländer, gleichzeitig bauen sich im Finanzsystem massive Risiken auf, weil es selbst für riskante Anlagen kaum noch Rendite gibt. Ich habe die Sorge, dass schlimmstenfalls eine neue Finanzkrise heraufbeschworen wird.** Zwar ist das Bankensystem inzwischen besser reguliert. **Jedoch verschieben sich die Risiken gleichzeitig stärker hin zu den Schattenbanken, zum Beispiel zu wenig regulierten Investmentfonds.** Diese verfolgen oft ähnliche Strategien, was in Krisen zu enormen Preisbewegungen führt – und **die Gefahr erhöht, dass im Fall einer Krise die vermeintlich üppige Marktliquidität schlagartig weg ist.**

Die Welt: Seit einigen Tagen erschüttert das Börsenbeben in China die Finanzwelt. Welche Folgen wird das für Deutschland haben?

Schnabel: Eine wirtschaftliche **Abkühlung in China träfe eine Exportnation wie Deutschland besonders stark.** Wir rechnen im Sachverständigenrat bisher aber nicht mit einer harten Landung der chinesischen Konjunktur. Wenn es in China allerdings wirklich zu einer deutlichen Abschwächung des Wachstums kommt, wird das Auswirkungen auf das deutsche Wirtschaftswachstum haben. Dann müssten wir unsere Prognose von 1,6 Prozent Wachstum in diesem Jahr überdenken. Derzeit gibt es dafür allerdings noch keine Veranlassung. Wir sehen allerdings, dass sich die Wachstumstreiber der Weltwirtschaft weiter verschieben: weg von den Schwellenländern und wieder stärker hin zu den entwickelten Ländern, vor allem den USA und Großbritannien.

Die Welt: Sie sind jetzt seit eineinhalb Jahren im Rat. Was hat sich für Sie persönlich am meisten verändert?

Schnabel: Ich habe seitdem viel mehr Arbeit. Ich war auch früher nicht untätig, aber in den vergangenen Monaten war es schon sehr anstrengend, selbst wenn mein Mann mich gerade in der heißen Phase des Jahresgutachtens sehr entlastet hat. Die zweite große Veränderung ist die öffentliche Aufmerksamkeit. Ich finde das sehr positiv, jetzt stärker Einfluss nehmen zu können – auch wenn man dabei nicht zu viel erwarten darf.

Die Welt: Haben Sie auch schon Reformwürdiges an der Arbeit im Rat entdeckt?

Schnabel: Ich war erstaunt, wie intensiv die Sitzungsphase während des Gutachtens ist. Zeitweise habe ich meine Ratskollegen öfter gesehen als meinen Mann! (lacht). **Was ich mir allerdings wünschen würde, ist, dass wir öfter mit einer Stimme sprechen. Die Minderheitsvoten werden meist über Gebühr wahrgenommen, das schwächt unsere Position. In der Flüchtlingsfrage zum Beispiel waren wir uns weitgehend einig. Das ist leider völlig untergegangen.**

New Year's Eve Assaults Put Heat on Germany's Angela Merkel

German chancellor's open-door migrant policy draws fire at home and abroad

By [ANTON TROIANOVSKI](#)

Jan. 10, 2016 8:04 p.m. ET

COLOGNE, Germany—The aftershocks spreading from allegations of New Year's Eve assaults by migrants in German cities have provoked the biggest challenge to Chancellor [Angela Merkel](#) since she threw open Germany's borders to refugees last summer.

On Sunday, German officials disclosed that the man French authorities say tried to attack a Paris police station in an [Islamic State](#)-inspired assault last week had been [living at a German refugee shelter](#)—adding **more fuel to a debate that has exploded over the security threats tied to the arrival of more than 1 million asylum seekers in Germany over the past year.**

Meanwhile, a growing number of people, largely women, have reported being robbed and sexually assaulted on New Year's Eve by mobs of what many described as largely North African or Arab-looking men. In Cologne, where most of the assaults have been reported, police said **516 complaints had been filed by Sunday—40% of them for sexual offenses**, including at least **two rape allegations—and that many of the suspected attackers were migrants.**

The assaults and fresh evidence of other security risks linked to migrants **bring [new difficulties to Ms. Merkel's efforts to preserve her open-door refugee policy and get other \[European Union\]\(#\) countries to agree on a common response to the migration crisis.](#)** **The chancellor—Western Europe's most influential political leader—has warned that without a united strategy, the [EU's](#) cherished principle of open internal borders will fall.**

At home and abroad, **[politicians skeptical](#)** of Ms. Merkel's migrant policy pointed to the assaults as a turning point, **[casting the events as confirmation of their warnings of a violent culture clash resulting from the mass migration.](#)**

Conservative Polish Prime Minister Beata Szydlo said the incidents “should shake up public opinion at last.” UK Independence Party leader [Nigel Farage](#), who advocates much stricter immigration policies and wants his country to leave the [European Union](#), warned the events in Cologne were “not far removed from us” in Britain, adding, **“[Whilst these men may not have \[EU\]\(#\) passports, they soon will.](#)”**

The German chancellor reacted to the public outrage over the assaults with what has become her trademark strategy after 10 years in power: She sought to channel the public mood without substantially changing course.

She used tough language after a meeting of senior party officials on Saturday, pledging to more aggressively deport migrants convicted of crimes. But **she gave no indication that she would back away from her refusal to cap the number of refugees Germany accepts or from her insistence that Europe come up with a joint solution to the crisis.**

Ms. Merkel described the New Year's Eve assaults as “repugnant, criminal offenses” that required a decisive response. “When crimes are committed, and people place themselves outside the law then there must be consequences for asylum claims,” she said.

[Whether this response will suffice to quell the public's concerns is uncertain.](#) A poll published by the Sunday edition of the influential tabloid Bild showed 49% of Germans feared a repeat of the Cologne events in their hometowns. Similar New Year's Eve assaults were reported on a smaller scale in the cities of Hamburg and Stuttgart.

[Authorities, who have described the violence in Cologne as unprecedented in the country, have also said that most potential suspects had applied for asylum in Germany or were in the country illegally.](#) Cologne's police chief was forced out Friday amid criticism over the police's failure to prevent the attacks and its apparent hesitation to acknowledge that the attackers may have been asylum applicants. The police chief, Wolfgang Albers, denied trying to cover up the backgrounds of suspected attackers.

The attacks have also provoked an emotional debate in Germany on how to deal with sexual violence. Cologne Mayor Henriette Reker drew heavy criticism after saying that women should keep an arm's length distance from men in situations that could escalate. She later apologized, saying she didn't mean to set a code of conduct for women and that the attackers were the ones responsible in cases of sexual violence.

While 19 people had been identified as possible suspects, the police continued to analyze video footage and witness statements to determine whether those people could be tied to specific crimes. In addition, a 19-year-old Moroccan man who was known to authorities since 2013 and had served jail time in the past was arrested on Saturday in connection with the allegations, the police said.

"For all who have supported Merkel's immigration policies, New Year's Eve is the worst-case scenario," German news magazine Der Spiegel said in its lead editorial over the weekend.

Even supporters of keeping Germany's doors open to refugees described the Cologne events as a wake-up call. They underlined the importance of a stronger police force and the need to work harder at conveying Western values to the new arrivals. Germany's Willkommenskultur—or the “welcome culture” of showing a friendly face to migrants—now appeared under siege, they said.

"I have no illusions: the debate over refugees and over integration will not be the same after this New Year's Eve," said Christian Joisten, a city councilman in Cologne for the left-of-center Social Democrats. “This will lead to people moving away from the Willkommenskultur.”

Some German lawmakers and pollsters say the Cologne attacks won't necessarily change public sentiment, given the country's stable political culture and Ms. Merkel's continuing popularity.

The Paris terror attacks, for example, weren't followed by a drop in domestic support for Ms. Merkel—despite evidence that at least two of the attackers had used the migrant route to enter Europe. An Infratest Dimap poll conducted early last week, as initial reports of the assaults emerged, put her approval rating at 58%, up nine percentage points from early November.

“For months people have been saying, ‘The mood is about to swing,’ and it hasn't swung. The mood has stayed stable,” said Manfred Güllner, a prominent German pollster.

Still, the tensions on display in Cologne over the weekend, though, showed how deeply the reports of mass sexual assaults have rattled Germany.

Mesic Ismeta, a 47-year-old who said she herself came from Bosnia to Germany as a refugee in the 1990s, said that she was having second thoughts about supporting an open-door migrant policy.

"I was always in favor and now I'm wondering whether what I thought was right," she said, standing on the train station square where the New Year's Eve assaults were alleged to have occurred. **"I think every woman is afraid to walk around here."**

On the other side of the train station Saturday, a rally by the German anti-immigration movement Pegida **drew some 1,700 people, according to the city police.** Most of them appeared to be men. One large banner played on the English-language “Refugees Welcome” stickers that have become common across Germany in recent months: “Rapefugees Not Welcome,” it said.

“I'm here to protest against the events of New Year's Eve—that asylum-seekers can't do whatever they want here,” said one protester, Theo Düren. “We all follow the law, after all.”

The state police deployed some 1,700 officers, in part to keep the anti-migrant protesters separate from a counter-rally nearby in which people protested against sexual violence and in support of refugees. Police said the counter-protest drew 1,300 people.

After the anti-migrant demonstrators started throwing fireworks and bottles at the police, the authorities ordered an early end to the rally and at one point used a water cannon to disperse the crowd.

“The fronts are becoming clearer,” said Lisa Werner, a 32-year-old left-wing activist at the counter-rally, acknowledging that the New Year's Eve assaults were having an impact on Germany's migration debate. “Society must increasingly decide: ‘What side am I on?’ ”

A British Exit From the EU Would Have Global Consequences

There are powerful reasons to believe Britons will ultimately vote to stay in the EU, but the alternative can't be dismissed as a minor risk.

By [SIMON NIXON](#)

Updated Jan. 10, 2016 3:16 p.m. ET

A British referendum on whether to remain a member of the European Union is the single biggest “known unknown” hanging over the European economy. The vote now seems almost certain to take place this year. **Prime Minister David Cameron hopes to achieve a deal at a summit in February on the changes to the relationship that he thinks are necessary to persuade Britons to back continued membership.** EU officials say the parameters of the deal are already hammered out. That should pave the way for a referendum either just before or immediately after the summer.

As things stand, bookmakers put the odds on Britons voting to leave the EU at 36%. That is roughly the same probability implicitly assumed by institutional investors, according to a survey by Absolute Strategy Research. There may be powerful reasons to believe that Britons will ultimately vote to remain, particularly when urged to do so by Mr. Cameron. **But the possibility of a “Brexit” can hardly be dismissed as a minor risk.** Investors should prepare themselves for the consequences.

Of course, the greatest impact would be on the United Kingdom itself. This would be felt via three main channels. The first is the risk of serious **political instability**. Although Mr. Cameron would likely try to stay on as prime minister even if defeated in the referendum—he said as much in a TV interview on Sunday—it is unlikely he could cling on for long, not least since he has already announced he won't seek a third term. Those who had campaigned for Brexit are unlikely to trust Mr. Cameron with the task of negotiating a complex and politically fraught divorce settlement.

Any political instability arising from a rupture within the Conservative party would likely be compounded by wider instability within the U.K. **A Brexit vote would raise doubts about the long-term viability of the political union among England, Scotland, Wales and Northern Ireland.** It is bound to **trigger demands for a fresh vote on Scottish independence.** Polls suggest Scots overwhelmingly back continued membership of the EU, and leading figures from both sides of 2014's bitter independence referendum will be campaigning to keep Britain in the EU.

A Brexit vote also risks profoundly destabilizing the peace process in Northern Ireland. The Irish government has repeatedly argued that EU membership has played a significant role in bringing peace to the province, providing a neutral space where the two sides could meet as equals. The prospect of establishing a new external EU border—potentially introducing new restrictions on the freedom of movement of goods and people—along one of the most volatile political fault lines in Europe could stoke new tensions in the province.

A third areas of concern for investors is the future relationship between the U.K. and EU. As things stand, those campaigning for Brexit are unable even to agree among themselves what kind of future trading arrangement the U.K. should demand, **let alone what kind of arrangement the EU might be willing to concede.**

What is clear is that an EU-lite arrangement similar to those currently enjoyed by Norway and Switzerland is out of the question, and Mr. Cameron has already explicitly ruled them out. That is not least because **such an arrangement would require the U.K. to continue to accept the right of EU citizens to live and work in the U.K., the very issue that is most likely to have swung voters against continued membership.** That therefore ensures there will be significant uncertainty over the conditions under which British-based firms will continue to be able to trade with the EU.

Many economists agree that the combined impact of all this uncertainty is bound to damage confidence and investment, damaging growth and weakening sterling. **But the economic consequences of a Brexit would be felt well beyond the U.K.** Hardest hit would be **Ireland**, which would likely suffer lower wages, higher prices and serious trade losses, according to the Economic and Social Research Institute, a leading think tank.

Meanwhile a Brexit would throw the wider European project into disarray, absorbing precious political space that is badly needed to focus on steps to bind the eurozone closer together, including completing its banking union and developing new mechanisms to help the currency bloc respond to economic shocks.

Inevitably, a Brexit would raise questions about whether other non-eurozone countries would follow the U.K. out of the door, sapping the EU of the cohesion it needs to address other common challenges including the migration crisis, deepening of the single market, and relations with Russia, leaving the continent more vulnerable to economic shocks

That could undermine corporate confidence just as the eurozone urgently needs increased business investment to help broaden a cynical recovery currently over-reliant on consumer spending. A Brexit-induced resurgence in the euro crisis would have global consequences. That much is a known known.

<http://www.politico.eu/article/angela-merkel-domestic-security-crisis-cologne-refugees-debate-criminals-protests/>

136,74

Angela Merkel's domestic security crisis

Cologne attacks 'changed everything' in German perceptions of migrants.

1/10/16, 11:18 PM CET

BERLIN — For months, many Germans have worried that the exodus of refugees into their country would upend their comfortable existence, straining state coffers and public services. Now, they worry something even more dear is at stake: their safety.

In the wake of the [New Year's Eve attacks](#) on hundreds of women by foreigners in Cologne and other cities, Angela Merkel's greatest challenge has shifted from convincing Germans they can shoulder the burden of more than 1 million newcomers to reassuring her citizens she can keep them safe.

That won't be easy. Since the [attacks](#), hundreds of women, many of whom say they were assaulted on the square in front of the main train station, have come forward to file criminal charges. By Sunday, police had registered more than 500 complaints, 150 alleging sexual molestation.

Most of the attackers were described as being of "Northern African" or Arab descent. Authorities have said [some of the suspects were refugees](#) but the details remain unclear. Justice Minister Heiko Maas said over the weekend that authorities believed that the New Year's Eve attacks may have been coordinated over social media in advance.

Germany's national media, initially slow to report on the attacks, is now full of breathless first-hand reports of the night's events and soul-searching over whether it's acceptable to discuss criminality among refugees.

The cover of the weekly [Der Spiegel](#), which hit newsstands on Saturday, carried a fuzzy picture of the chaos on the square under the headline: **"Germany on the Brink."**

"Simultaneously, the fears of both pro- and anti-foreigners were realized," the magazine concluded.

While security is important to the public in every country, maintaining strict public order in Germany, in big ways and small, borders on obsession.

[Focus](#), another glossy weekly, ran a cover picture of a naked white woman with black handprints on her body, an image some said was as misogynistic as it was racist.

In one television interview, a woman who said she was assaulted at the train station even displayed the underwear ripped from under her dress.

Less than 40 percent of Germans now believe the police can ensure their safety, according to a poll conducted after the attacks for the Sunday edition of the newspaper [Bild](#). About half of those polled worry that an attack like the one in Cologne could occur in their own area.

"The events in Cologne have left many Germans deeply shaken because it became clear that night that the state hasn't just reached its limits but is internally weak and indecisive," said Berthold Kohler, a publisher of the daily [Frankfurter Allgemeine Zeitung](#) and a prominent conservative voice.

German law and disorder

While security is important to the public in every country, maintaining strict public order in Germany, in big ways and small, borders on obsession.

Pedestrians famously obey red lights at crosswalks, even if no cars are approaching. Households devote assiduous attention to separating trash into a panoply of recycling bins. Public transportation operates on the honor system. Street demonstrations are coordinated with authorities down to the last detail.

In short, Germans expect stability and order in every facet of life.

That yearning, like much else in contemporary German life, is rooted in the country's tumultuous modern history. For decades, Merkel's Christian Democrats, which have run the country for most of the postwar period, have been regarded as the guarantors of that sense of security.

Personified by leaders like [Wolfgang Schäuble](#), a former interior minister and the current finance minister, the party stands for law and order.

While the public has yet to panic, tension is building, both on the street and online. Police in Cologne [clashed with anti-Islam](#) protestors on Saturday, breaking up their march with water cannons after it turned violent.

Online forums, meanwhile, have exploded in vitriol since the attacks. What has shocked many observers is that radical comments previously found on extremist websites are making it into more mainstream platforms.

The operator of a popular Cologne-based Facebook forum called Nett-Werk Köln, meant for users to share local tips, decided to suspend the group after a rash of extremist comments. The site had almost turned into "a warzone of verbal violence," Phil Daub, the man behind the site, complained.

Attacks changed 'everything'

At a meeting of the CDU's executive board in Mainz over the weekend, Merkel and other party leaders were told the mood among the party base over the refugee crisis had hit a new low. The attacks changed "everything," said Volker Bouffier, CDU chief in the state of Hesse.

The party leadership responded with a pledge to get tough, including by making it easier to revoke residency rights of criminal foreigners and to deport rejected asylum applicants.

The public "expects us to follow through with our political will and what we want as a country of laws," Merkel said at a press conference in Mainz.

That's easier said than done. German courts have made it clear the government cannot deport foreigners to countries where they could face torture or the death penalty. Given that virtually all of the recent refugees hail from such countries, the likelihood that Germany will deport any foreign convicts is slim.

At this rate, another 1.5 million refugees will arrive in Germany by end of 2016.

"With this initiative, the CDU is trying to mask both its own failure to deal with these challenges and the internal dispute within the party over the future refugee strategy," said Roger Lewentz, a regional leader of the Social Democrats.

Merkel's refusal to place a limit on the number of the refugees entering the country is becoming increasingly difficult to sell to her party. Her strategy of relying on the European Union and Turkey to help stem the flow has yet to bear fruit.

If anything, the events in Cologne, together with the recent terrorist attacks in France, have made it even less likely other EU countries will take in large numbers of refugees.

Turkey, which agreed in November to take steps to prevent Syrian refugees from leaving the country, has yet to follow through, despite an EU pledge for at least €3 billion in aid.

Over the weekend, Merkel again urged her party colleagues to give her more time. But with the CDU's Bavarian sister party pressuring her to limit the number of refugees allowed to come in 2016 and public confidence waning, her position has become increasingly tenuous.

Further violence involving refugees, in particular a terrorist attack, would make her strategy untenable.

So far this year, German authorities have registered 3,000 to 4,000 new refugees per day, a rate that if sustained would see another 1.5 million refugees arrive by the end of 2016. On Sunday, the country's minister for international development raised alarms by warning that only about 10 percent of the refugees who had left Syria and Iraq had arrived in the EU.

"Eight to 10 million are still on their way," the minister, Gerd Müller, told Bild.

This article was updated to correct spelling of Berthold Kohler.

MAIN FOCUS

Will Cologne change Germany's refugee policy?

In the wake of the mass sexual assaults on women on New Year's Eve, the coalition government in Berlin is discussing consequences such as tighter deportation regulations for criminal foreigners this Monday. Some commentators advise the German government to stick to its level-headed migration policy. Others accuse Merkel of sparking an invasion and jeopardising European cohesion."

Jutarnji list - Croatia

Mrs Merkel: yes you can!

Angela Merkel must not give up yet, urges the liberal daily Jutarnji list: "The attack in Cologne puts an end to the back-and-forthing with which Merkel saved the other member states in the refugee crisis. France is paralysed with fear in view of the presidential elections in 2017. And no one seriously counts on the British any more. In the East the neoconservative anti-immigrant coalition is gaining ground from the Adriatic to the Baltic. In the Czech Republic, Slovakia and Estonia, no one wants the refugees. And on top of all that there's the new alliance between Orbán and Kaczyński. And now Sweden, Denmark and Norway, which have always shown a huge awareness of human rights and solidarity, are closing their borders to the victims of war in the Middle East. The German chancellor did a great job in 2015. Can she do the same in 2016? Mrs Merkel: yes you can!" (11/01/2016)

La Repubblica - Italy

Germany's calm reaction good for Europe

Following the sexual assaults in Cologne and other German cities Chancellor Angela Merkel has announced plans to examine the introduction of more stringent regulations for the deportation of criminal foreigners. Fortunately Germany is reacting calmly rather than suddenly sealing off its borders, the centre-left daily La Repubblica comments: "The clear yet at the same time carefully reflected resolve of the German leadership is based on the conviction that the motives behind the chancellor's refugee policy are still valid. ... For demographic and geopolitical reasons Germany (and Europe) have no economic future without immigration. And the refugees are a phenomenon of global dimensions which no European nation, not even 'powerful Germany', can tackle alone. Unless one succumbs to the illusion that salvation lies in building new but unstable walls." (11/01/2016)

Kristeligt Dagbladet - Denmark

Fatal blow for culture of welcoming?

The mass assaults on women on New Year's Eve in Cologne could end up changing Germany's migration policy, comments the Christian daily Kristeligt Dagbladet: "**Naturally we can't tar all Muslim men with the same brush, but it would be wrong to close our eyes to the deep cultural and religious differences that make integration so difficult. There must be an open discussion about this in Germany, which is often so hysterically politically correct, and also here in Denmark. German Chancellor Angela Merkel was absolutely right to insist in her New Year's address on 'our values, our laws and our rules apply to everyone who wants to live here'. But it's unclear how she plans to make those who have difficulties integrating accept those values and rules too. What is clear is that the New Year's Eve attacks have confronted the chancellor's 'Yes, we can' assurance with reality and perhaps even dealt it a fatal blow.**" (08/01/2016)

The Guardian - United Kingdom

Right-wing populists exploiting Cologne victims

Following the attacks on women on New Year's Eve in Cologne and other cities, the German government announced on the weekend that it would tighten asylum laws and reinforce the police and judiciary: The incidents must not be allowed to destroy Germany's "Willkommenskultur" (welcome culture), Doris Akrap writes in the centre-left daily The Guardian: "Nobody ever said that the refugees, even when they were wrapped in insulation blankets after arriving over the Mediterranean, were all angels. But my fear is that Willkommenskultur could end up as nothing more than a slogan. The people who always wanted it to fail, who believe in a Germans-only state, are abusing the fears and insecurities we all have over the background of the new arrivals. And more than that, they are abusing the dozens of women who were victims of assault on New Year's Eve." (10/01/2016)

» full article (external link, English)

e-vestnik - Bulgaria

Merkel has Europe on her conscience

Angela Merkel has put European cohesion at risk with her refugee policy, the oppositional website e-vestnik comments: "Merkel will probably have to step down this year. But what about Europe? A few European countries have already suspended the Schengen Agreement. They justify this by pointing to the wave of refugees from Greece. But how is Greece supposed to defend its 13,000 kilometres of coastline when Merkel is inviting the refugees to come? Before she did that the flow of refugees was constant but controllable. But by forcing the entire EU to take in more refugees Merkel has triggered a full-blown invasion. The EU is collapsing, the UK wants to leave and there is the threat of unpredictable conflicts between the member states." (09/01/2016)

Stop the music

Every six months the Council of the European Union gets a new president. This is a recipe for dysfunction

Jan 9th 2016 | [From the print edition](#)



MOBUTU SESE SEKO, the late dictator of Zaire, used to reshuffle his cabinet every six months or so to show ministers who was boss. (To reinforce the point, he sometimes also slept with their wives.) Brussels is no Kinshasa. Yet it shares Mobutu's love of musical chairs. The presidency of the Council of the European Union, the forum where national governments discuss and negotiate EU laws, rotates every six months. On January 1st the Netherlands took the chair from Luxembourg (see [Charlemagne](#)). Brussels creates a song and dance about each handover, but the system makes no more sense than Mobutu's.

Each country that assumes the presidency sends lots of civil servants to Brussels, plus various nationally flavoured goodies and trinkets. (The Cypriots gave away 650kg of halloumi cheese.) But the greater cost is to the quality of EU lawmaking. Some countries that take up the presidency lack the diplomatic experience and political clout to broker agreements. And the six-month term is typically too brief for the tortuous process of European consensus-building.

Worse, a recalcitrant president can slow down or derail talks. During its presidency Luxembourg, eager to protect its financial-services industry, shelved critical moves to implement regulations on Europe's shadow banking that had been drawn up by the G20 group of big economies. Spain delayed discussions on banking supervision to avoid exposing the flaws of its national supervisor; it was only after Belgium took over that a deal was quickly sealed. The Dutch, who want to grapple with the refugee crisis, will have precious little time to do so. After them come the Slovaks, whose prime minister, Robert Fico, opposes any Europe-wide deal on migrants.

Defenders of the status quo make a couple of arguments. National governments, they say, gain a greater sense of responsibility for EU affairs when they are periodically placed in charge of them. Their civil servants get a chance to become familiar with the machinery of Brussels. These points were valid when the EU had just six members. They no longer hold in a union of 28 where each country must wait 14 years to take the reins. Enlargement has made the old system unworkable.

The EU's Lisbon treaty, which came into force in 2009, recognises this. It has sensibly taken away some of the tasks that used to be handled by the rotating presidency. The European Council, the gathering of the EU's national leaders, now elects its own president (currently Donald Tusk). It also appoints the EU's foreign-policy chief. Still, from home affairs to finance, energy, telecommunications and the budget, plenty of areas are left to the rotating presidency's wheel of dysfunction.

Cure the hangover

The rotating presidency is one of several stubborn relics of the EU's past. Like the European Parliament's wasteful second chamber in Strasbourg, scrapping it would require a treaty change. Some new member states have yet to enjoy presidential status, but by 2020 only Croatia will remain, and it should get a turn soon enough. Europeans are sure to tweak the treaties again; they do so every five years, on average. Ending this self-defeating system will then be possible.

A better alternative would be for each council working group to elect its own chairman. The European Parliament's committees pick their heads this way, as does the Eurogroup of euro-zone finance ministers. Council bosses with mandates from their peers and direct lines to European capitals would have greater clout, and be more accountable. The inevitable horse-trading might mean that the best candidate would not always win. But, although Mobutu was no fan of elections, they work better than any plausible alternative

Mezza mezza

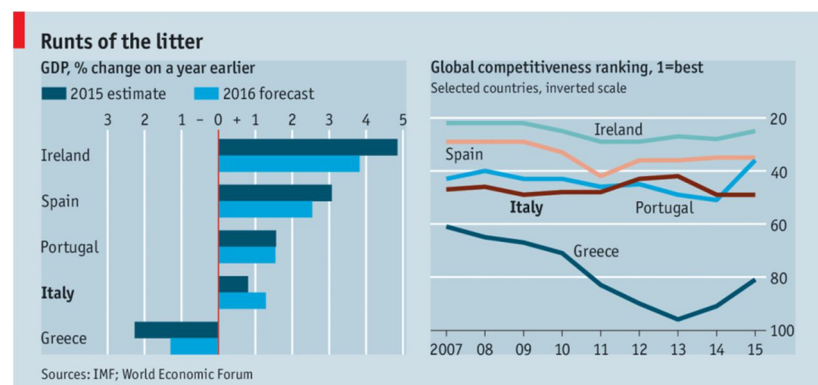
As other peripheral economies take off, Italy's is just so-so

Jan 9th 2016 | ROME | [From the print edition](#)

IT SEEMS that some PIIGS can fly. During the euro crisis Portugal, Ireland, Italy, Greece and Spain looked wobbly and, because of their initials, earned an unflattering porcine label. Yet three of the five grew robustly in 2015 (see chart). The laggard was Greece, still labouring under the terms of its bail-out.

Italy, too, performed disappointingly. In December the bosses' association Confindustria downgraded its estimate of growth in 2015 to 0.8%. No one is expecting a big surge in 2016. The EU expects Italian GDP to rise 1.5%, but last year's quarter-on-quarter figures suggested growth was slowing (from 0.3% in the first two quarters to 0.2% in the third). "There is a recovery," the finance minister, Pier Carlo Padoan, told business leaders in December. "But it is weak." Advisers to the prime minister, Matteo Renzi, worry that the world economy will enter a cyclical downturn before Italy regains the ground it lost in the financial and euro crises.

Confindustria's researchers called Italy's lacklustre recovery "a real puzzle". The prime minister is energetic and reform-minded. His left-right coalition has done good things. It has begun to reform the civil-justice system and the bureaucracy; the sluggishness of the first and the complexity of the second are long-standing obstacles to investment. It has overhauled labour laws, offsetting easier dismissal with gradually enhanced job security and welfare entitlements for newly hired workers. Francesco Giavazzi, a professor at the Bocconi University in Milan who has fiercely criticised previous governments on free-market grounds, calls it "the most important reform in this country in the past 50 years". Unemployment has shrunk encouragingly since June. There has also been a modest improvement in private consumption.



Traditionally, however, it has been surging exports that have pulled Italy out of recessions. Despite a weak euro, export growth this time has been disappointing. That is due in part to the slowdown in emerging markets and the mediocre performance of German industry, which absorbs more than a sixth of Italy's exports. But it is also consistent with low competitiveness. On that score, Italy's performance since the euro crisis has been unimpressive when compared with that of other former porkers (see chart).

So far, the government's main response has been to insert tax breaks in the budget for 2016, aimed at encouraging corporate investment. The budget also includes €3.6 billion (\$3.9 billion) of cuts to taxes on primary homes. These are more likely to win votes than to stimulate growth. And Mr Renzi's largesse may be short-lived. The budget deficit, though shrinking, is still forecast to be around 2.4% of GDP, prompting a warning from European fiscal authorities in Brussels, who had expected a faster decline.

Luigi Zingales, an Italian economist at Chicago's Booth business school, notes that slow growth plagued Italy long before the euro crisis. He fears the latest slowdown may show how little the economy has responded to the challenges it faced when it joined the euro and lost the ability to boost exports by devaluing its currency. "When I go to a young entrepreneurs' group in America, I meet young entrepreneurs," he says. "In Italy, I primarily meet trust-fund kids who are there thanks to their parents, not their accomplishments. We need a change of mentality."

Early adopters

In their coolness towards the EU and multiculturalism, the Dutch were ahead of Europe's curve

Jan 9th 2016 | [From the print edition](#)



CALL them the hipsters of European neurosis. Take any of the anxieties that have lately beset Europe's politics and you find the Dutch got there first. Concerns over fiscal waywardness in the euro zone? They were fuming at German and French profligacy over a decade ago. Asylum and immigration? The Dutch were agonising over multiculturalism while Angela Merkel was still plotting her ascent to the *Bundeskanzleramt*. The threat from anti-European populists? The Dutch have seen several come and go.

Such worries have now gone mainstream across Europe. So it is an interesting time for the Netherlands to take over the rotating six-month presidency of the Council of the European Union (the forum for national ministers). As one of the six founding EU members the Dutch are practised at steering the machinery, even if the presidency is not the force it once was (see [article](#)). But they are taking charge at a tricky moment. The EU was supposed to be a "fair-weather union", says Bert Koenders, the foreign minister. Now it must prove itself in a storm.

The refugee crisis and the Paris attacks have threatened the EU's passport-free Schengen area. Migration and security will therefore be at the top of the Dutch in-tray. Mark Rutte, the competent if plodding prime minister, should make a decent fist of the job, so far as Europe's squabbling governments allow. But he has his own difficulties at home. The first is a bizarre referendum in April on an EU association agreement with Ukraine. The vote, triggered by a satirical website that gathered the necessary signatures, will inevitably turn into a simple test of the voters' mood.

That could mean trouble for Mr Rutte, for like many of his EU peers he has a populist problem. Geert Wilders, a Dutch Donald Trump (with equally striking hair), is way ahead in opinion polls. His anti-Islam, anti-EU PVV outfit has dragged every party rightward on immigration. Some figures in Mr Rutte's liberal VVD now take an eye-wateringly tough line; their coalition partner, the centre-left Labour Party, frets about refugees undermining support for the welfare state. The PVV has not always translated its poll numbers into votes. But the Netherlands' complex party system could leave future governments with an awkward choice: bring Mr Wilders into office (or rely on his support), or form an unwieldy coalition designed solely to keep him out of it.

This dilemma is hardly unique to the Netherlands. But Dutch Euroscepticism has certain peculiarities. Small and highly dependent on trade (exports contribute 32% to GDP), the Netherlands does not have the luxury of British-style Euro-contempt, as is apparent at any of its hundreds of land border crossings. Indeed, when the political winds have been favourable the Dutch have been among the more enthusiastic members. Two EU treaties—Amsterdam and Maastricht—bear the names of the Dutch cities in which they were signed. The uppermost ranks of EU policymaking are dotted with Dutchmen, from Jeroen Dijsselbloem, head of the Eurogroup of finance ministers, to Frans Timmermans, first vice-president of the European Commission.

But two things seem to have turned the Dutch. The first was a growing gap over Europe between ordinary voters and the cosy elites who have traditionally run the show: in 2005 many politicians were shocked when over 60% of voters rejected a proposed EU constitution in a referendum. (Mr Wilders continues to mine this anti-elitist seam.) The second was the discovery that not every European country can uphold its duties as responsibly as the Dutch—and that in an increasingly integrated club, a failure to behave in a Dutch fashion has painful consequences for others.

Dutch patience has been tested on two counts. First, badly run economies in the euro-zone's periphery have obliged the Netherlands to pay for half a dozen bail-outs (for which they have insisted on extremely tough conditions). Second, over 50,000 asylum-seekers made their way to the Netherlands in 2015, waved through by negligent Mediterranean countries that fail to register migrants properly. This influx, noteworthy if much smaller than the ones that reached Germany or Sweden, has even led some Dutch politicians to call for a revision of the 1951 Refugee Convention, the cornerstone of global asylum law.

The Dutch approach should not be mistaken for an ideological reluctance to integrate. It is rather the frustration of the small, rich country that follows the rules and cannot abide those that don't. Rather than walk away from the club, the Dutch want it to work better. From here spring ideas like a shrunken "neuro", a currency shared by responsible northern Europeans shorn of southern fecklessness, or a "mini-Schengen", an idea floated by Mr Dijsselbloem in which the current 26 members are reduced to a rump of five: the three Benelux countries plus Germany and Austria. Neither proposal was ever likely to pass. The hope was that they might spook other countries into shaping up.

Euroscepticism with Dutch characteristics

Two lessons can be drawn from the Dutch experience. The first is that the nasty brand of populism represented by Mr Wilders is here to stay, and not only in the Netherlands. It will poison public debate, complicate efforts to manage the migrant crisis and cause headaches for politicians trying to assemble governments. Such is the tortured terrain of European politics these days.

But there is a second lesson that may act as a mild corrective to Euro-gloom. As border controls pop up across Europe, Schengen looks gravely imperilled. Yet the wealth and dynamism of the Dutch economy show the value of an open-border regime in an integrated continental club. The Netherlands will not be alone in battling for its future. Today's border checks are troublesome but manageable. But Europeans will not tolerate complete border closures or 50-mile traffic jams. Charlemagne therefore ventures a prediction: forecasts of Schengen's imminent collapse will prove no more accurate than those of the demise of the euro zone so often heard in 2011-12.

[From the print edition: Europe](#)

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/01/11/97001-20160111FILWWW00170-juif-agresse-a-marseille-enquete-pour-tentative-d-assassinat.php>

136,81

Juif agressé à Marseille: enquête pour «tentative d'assassinat»

Par Lefigaro.fr avec AFP

Publié le 11/01/2016 à 13:34

Une enquête pour "tentative d'assassinat à raison de la religion" et "apologie du terrorisme" a été ouverte par le parquet de Marseille [après l'agression d'un enseignant juif par un adolescent de 15 ans, armé d'une machette, ce matin à Marseille.](#)

"Nous savons que c'est un acte clairement antisémite, un acte grave commis à quelques dizaines de mètres" d'une école juive, a déclaré de son côté le préfet de police des Bouches du-Rhône Laurent Nunez.

Le mineur, vraisemblablement déséquilibré, a blessé légèrement avec une machette un homme qui portait une kippa ce matin à Marseille, en pleine rue, avant d'être interpellé par la police. Le jeune homme, né en 2000, a porté des coups à la victime devant la mairie du 9e arrondissement de Marseille, devant des témoins, et a laissé l'arme sur place. La victime a été légèrement blessée au dos et à la main.

The Threat That Will Save Europe

Daniel Gros is Director of the Brussels-based Center for European Policy Studies. He has worked for the International Monetary Fund, and served as an economic adviser to the European Commission, the European Parliament, and the French prime minister and finance minister. He is the editor of *Economie Internationale* and *International Finance*.

Brussels - For the European Union, **2015** was another year of fundamental challenges. **Two key elements of European integration – the euro and border-free travel within the Schengen Area – were placed under severe strain.** And neither is in the clear. Nonetheless, one development in 2015 offers reason to hope that EU leaders will move beyond “muddling through” to implement bolder solutions in 2016: **The threat of expulsion gained credibility.**

The global economic crisis that began in 2008 exposed the deep flaws in Europe’s monetary union, though it took the near-death experience of the euro crisis of 2010-2012 to force Europe’s leaders to act, by creating a large fund to help struggling countries and establishing a banking union. Even so, more than three years later, that union – which entails supervision by the European Central Bank and the beginnings of a fund for restructuring failing banks, but lacks a common system for deposit insurance – is far from perfect.

Despite its flaws, the banking union helped to keep financial markets calm in the first half of 2015, even as Greece’s new government, led by Prime Minister Alexis Tsipras, challenged a basic feature of Europe’s approach to national financial crises: that recipients of support must engage in belt-tightening. In a July referendum, Greek voters delivered the outcome for which Tsipras campaigned, soundly rejecting the conditions – including strict austerity – which Greece’s creditors had demanded in exchange for a new bailout.

A few weeks later, everything changed. Tsipras accepted a bailout program that was, in some ways, even tougher than the one that voters had rejected. An overwhelming majority of voters and members of parliament supported the move.

What triggered this about-face is obvious: After the referendum, **German Finance Minister Wolfgang Schäuble** suggested that Greece should be offered a “holiday” from the euro – a thinly veiled warning that **exclusion from the eurozone was on the table. Clearly, the threat worked.**

The potential implications of this threat are disputed. **Some interpret it to mean that the eurozone has *de facto* become a fixed exchange-rate system, where exit might actually be preferable for a struggling country and its more competitive partners. If this is the case, the eurozone’s days are numbered.**

It might be more accurate, however, to view this Greek episode as proof of the eurozone’s resilience, underpinned by its still-powerful allure. Even in the face of a GDP contraction larger than that of the United States during the Great Depression of the 1930s, Greece preferred continued membership in the eurozone to a return to the drachma, which would have freed up some additional tools for regaining competitiveness and imposed a substantial haircut on creditors.

If the latter interpretation is correct, Europe’s monetary union, though still deeply flawed, has become more cohesive. If eurozone membership cannot be taken for granted, if countries that do not abide by the common rules can simply be kicked out, countries will try harder to hold onto it.

????? France, Italy?????

The problems within the Schengen Area illustrate a similar evolution. Like the eurozone, the Schengen Area is an incomplete structure, because it abolished internal borders without creating a common mechanism for policing the external border.

Until recently, this failing did not pose an acute problem, because dictatorial regimes in the Middle East and Africa controlled the migratory pressure resulting from wars and failing economies. **But the recent surge in migration to Europe, driven largely by Syria's intensifying civil war, has brought Schengen's shortcomings to the fore.** By last summer, countries along the Balkan route – first Greece, then Hungary and Slovenia – buckled under the pressure of hundreds of thousands of refugees attempting to make their way to safety.

Europe's initial response was incoherent, with different EU member states taking radically different approaches to the influx. Still, checks are being reinstated at an increasing number of internal borders – most recently, on Denmark's border with Germany. **To many, Schengen appears to be in tatters.**

But the reinstatement of some border controls is merely a temporary measure. Like the capital controls in Greece (and, until recently, in Cyprus), the purpose is to stem the crisis while better mechanisms are implemented. Moreover, internal border controls remain the exception, not the rule.

The Schengen countries know that reviving full controls across all internal borders would be extremely costly, forcing them to divert significant resources away from the primary objective of fighting crime and terrorism. That is why their leaders remain committed to preserving open internal borders, while maintaining a stronger external border – even if that means, as has been made clear to Greece, revoking the Schengen membership of a country deemed incapable of doing its part.

Both the eurozone and the Schengen Area have survived the tough tests they have faced for one reason: They bring practical, tangible benefits to their members. Economists call this “revealed preference.” The value added from European integration now extends beyond EU membership to include participation in sub-groups like the eurozone or the Schengen Area that have a more direct and tangible impact on daily life and key policy choices.

In the real world, declarations of lofty principles mean a lot less than concrete actions. **And the concrete actions of the last year – notably, the warning that countries that do not follow the rules will be left out – suggest that 2016 will bring more progress, however piecemeal, toward a stronger eurozone and a real political union.**

Sie hassen uns

Die giftige Mischung aus nordafrikanisch-arabischer Kultur und Religion, die sich in der Kölner Silvesternacht Bahn brach, wird in Deutschland noch immer beschönigt oder beschwiegen. Islamkritik ist überfällig. Ein Gastbeitrag.

11.01.2016, von SAMUEL SCHIRMBECK




© REUTERS/Frauen in Nordafrika sollten sich vollverschleiern, um den Zudringlichkeiten der Männer zu entgehen.

Was in der Silvesternacht in Köln passierte, passiert jetzt, in diesem Moment und wie selbstverständlich, am helllichten Tag hunderttausendfach in Nordafrika und in der arabischen Welt: Frauen werden sexuell belästigt, gedemütigt und, so sie es wagen, sich den Übergriffen zu widersetzen, als „Schlampen“ oder „Huren“ beschimpft.



ARD über Algerien.

© CYRILSCHIRMBECK.COM  Samuel Schirmbeck ist Autor und Filmemacher. Er berichtete bis 2001 als Korrespondent der

Die ägyptische Schriftstellerin und Feministin Mona Eltahawy hat dieses Phänomen und seine Ursachen am 2. Mai 2012 in der französischen Zeitung „Le Monde“ beschrieben: „Ja: sie (die Männer der arabischen Welt) hassen uns. Es muss endlich gesagt werden . . . Die Frauen der ganzen Welt haben Probleme; stimmt, die Vereinigten Staaten haben noch keine Frau zur Präsidentin gewählt; und richtig, in vielen ‚westlichen‘ Ländern (ich lebe in einem von ihnen) werden Frauen weiterhin wie Objekte behandelt. Das ist im Allgemeinen der Punkt, an dem das Gespräch beendet wird, wenn Sie versuchen, über die Gründe zu diskutieren, aus denen die arabischen Gesellschaften die Frauen hassen . . . Nennen Sie mir den Namen arabischer Länder, und ich werde Ihnen eine Litanei an Beispielen für den schlimmen Umgang – er ist tausendmal schlimmer, als Sie denken – mit Frauen rezitieren, der von einer giftigen Mischung aus Kultur und Religion angefacht wird, mit der sich anscheinend nur wenige auseinandersetzen wollen, aus Angst, der Blasphemie beschuldigt zu werden oder zu schockieren.“

Der Gewaltausbruch von Köln war jedoch derart heftig, dass sich die „giftige Mischung aus Kultur und Religion“, die Mona Eltahawy in ihrem Buch „Foulards et Hymens. Pourquoi le Moyen Orient doit faire sa révolution sexuelle“ („Schleier und Jungfernhütchen. Warum es im Nahen Osten eine sexuelle Revolution geben muss“) detailliert darlegt, nicht länger leugnen oder verdrängen lässt, auch wenn das von linker und muslimischer Seite auch jetzt wieder versucht wird. So sprach die „taz“ angesichts der Empörung über die Übergriffe von der „Reproduktion des rassistischen Bildes der unschuldigen weißen Frau, die vor dem aggressiven muslimischen Mann geschützt werden muss“.

Es war allerdings eine nicht „weiß“, sondern asiatisch aussehende junge Frau, die ausführlich schilderte, wie sie von Dutzenden Händen überall begrabscht wurde: „Ich fand, sie (die Männer) hatten nicht den Eindruck, dass sie was Falsches tun.“ Bei Mona Eltahawy könnte die „taz“ erfahren, warum die jungen [Muslime](#) kein Unrechtsbewusstsein zu haben schienen.

Frauen können sich nicht entziehen

Doch ist zu befürchten, dass auch sie, obwohl Muslimin und Ägypterin, dann als „rassistisch“ eingestuft würde. Schon warnte der Beauftragte der türkischen Religionsbehörde (Ditib) für interreligiösen Dialog in Deutschland, Bekir Alboga, vor einer „Kulturalisierung von Verbrechen“, und die Islamwissenschaftlerin Lamya Kaddor befand: „Beim Oktoberfest in München und beim Kölner Karneval kommt es gehäuft vor, dass stark alkoholisierte Männer Frauen sexuell bedrängen und belästigen. Das wird dann gern als Kollateralschaden dieser Veranstaltungen abgetan. Es gibt keinen Unterschied zwischen der einen sexuellen Gewalt und der anderen.“

Wirklich nicht? Der Unterschied liegt darin, dass die sexuelle Gewalt in Nordafrika und im Nahen Osten zum Alltag gehört und dass in dieser Hinsicht dort permanent „Oktoberfest“ und „Karneval“ ist, denen sich keine Frau entziehen kann, indem sie diese Veranstaltungen meidet. Die Gewalt beginnt vor der Haustür auf der Straße. Nawel, eine algerische Mitarbeiterin, berichtete mir von regelmäßigen Übergriffen im Bus. Obwohl sie eigentlich die Verschleierung ablehnte, verhüllte sie sich für die Fahrt mit einem Hijab (Kopftuch). Das hielt Männer im Gedränge nicht davon ab, sich durch Reibung an Nawels Körper Befriedigung zu verschaffen.

Rachida, eine marokkanische Mitarbeiterin, musste ich eines Tages von meinem Grundstückswächter per Fahrrad abholen und heimbringen lassen. Sie hatte beschlossen, die Djellaba (langes Gewand) abzulegen, und war daraufhin von jungen Männern mit Messern verfolgt worden. Nun wurde sie, mit wippendem Haar und in Jeans auf der Fahrradstange sitzend, an ihren Peinigern vorbeigefahren.

Todesdrohungen der Fundamentalisten

Sexuelle Übergriffe sind in islamischen Ländern die Regel und nicht Ausnahmen. Eine Muslimin kann in Deutschland den Bus nehmen, ohne befürchten zu müssen, begrabscht zu werden, eine Europäerin in Nordafrika kann das nicht. Davon konnte ich mich während meines zehnjährigen Aufenthaltes in Algerien und Marokko überzeugen. Eine Muslimin kann in Deutschland auf den Markt gehen, ohne plötzlich Männerhände am Hintern zu spüren, eine Europäerin kann das in Nordafrika nicht. Westliche Frauen gelten bei vielen jungen Nordafrikanern als halbe Huren, weil „sie es ja schon vor der Ehe mit vielen Männern tun“. Selbst wenn sie mit ihrem siebenjährigen Sohn an der Hand – als Mutter sozusagen eine „heilige Kuh“ – weitab von allen Menschenmengen einen Spaziergang über eine Wiese machen sollte, dauert es nicht lange, bis junge Männer auftauchen, sich an sie drängen, nicht von ihr ablassen und ihr vulgäre Worte ins Ohr raunen. Die islamische Grundeinteilung der Welt in „Gläubige“ und „Ungläubige“ ermutigt den Übergriff auf „westliche“, gleich „ungläubige“ Frauen. Da hilft nur schnellste Umkehr und Verzicht auf jeden weiteren Spaziergang.

In den zehn Jahren Nordafrika habe ich zugleich viele Musliminnen und Muslime kennengelernt, die diese Sicht auf die „westliche“ Frau abscheulich fanden. Sie hielten großen Abstand zu den Predigern, die die Welt auf letztlich menschenfeindliche Art in „Gläubige“ und „Ungläubige“ einteilten, setzten sich für eine humane, weltoffene Auslegung des Korans ein, schrieben mutig und ungeschützt gegen religiösen Obskurantismus und legten sich mit den mächtigsten Männern ihrer diktatorischen Staaten an, Frauen und Männer, Intellektuelle, Künstler, aber auch unzählige sogenannte „einfache Leute“. Nicht zuletzt ihretwegen blieb ich trotz Todesdrohungen seitens der Fundamentalisten in Alger. Das Problem ist aber, dass die meisten maßgeblichen Islam-Instanzen in den muslimischen wie den nicht-muslimischen Ländern den theologischen Diskurs darüber verweigern, wie man die fatale „Gläubig/Ungläubig“-Dichotomie überwinden und das Verhalten undogmatischer Muslime in den [Islam](#) integrieren könnte. Auch die Wortführer der muslimischen Verbände sollten über diese „Ausgrenzung“ von Muslimen endlich offen diskutieren.

Meine Freunde und Gesprächspartner in Nordafrika riskierten so viel mehr, als es meine politischen Weggefährten aus der 68er-Zeit jemals riskiert hatten: Ermordung, Folter, Gefängnis. Man erinnere sich an den Oktoberaufstand von 1988, die erste und hierzulande kaum zur Kenntnis genommene Arabellion, bei der Büros und Ministerien der algerischen Einheitspartei gestürmt und Polizeikommissariate attackiert wurden – ohne einen einzigen religiösen Slogan. Diese Leute haben meinen Blick auf Musliminnen und Muslime geprägt.

Muslimische Dissidenz wird als „islamophob“ verhöhnt

Um so schockierender fand ich nach meiner Rückkehr aus Nordafrika den Blick meiner alten Weggefährten sowie des linksliberalen Mainstreams einschließlich der [SPD](#) und der Grünen auf die muslimische Welt: Sie schienen keine Ahnung zu haben von dem, was dort vor sich ging, wie sehr Frauen dort unter religiösen Diktaten litten, nachdenkliche Menschen von Staat und Staatsislam gleichzeitig fertiggemacht wurden. Sie schienen völlig zu ignorieren, wie sehr Islam und Diktatur letztlich Hand in Hand arbeiteten, wenn es darum ging, ihre gemeinsamen Hauptfeinde zur Strecke zu bringen: die Demokratie, die Menschenrechte, die Religionsfreiheit, die Gleichberechtigung.

Die muslimische Dissidenz à la [Necla Kelek](#), Seyran Ates, Taslima Nasreen, Hirsi Ali et cetera wurde von Linken und Linksliberalen in Deutschland kaum ernst genommen, wenn nicht sogar verhöhnt oder als „islamophob“ diffamiert. Meinungsfreiheit und Demokratie, so war zu lesen, seien nicht unbedingt Lebensformen, nach denen sich die arabische Welt sehne. Das gesamte linke und linksliberale Spektrum baute jedoch eifrig an einem Multikulti-Schutzprotektorat für das Kopftuch samt dahinter steckendem Frauenbild, den Hass auf den „Westen“, die Verschonung des Islams vor jeder Kritik. In diesem intellekt- und kritikfeindlichen Dunst konnten die Parallelgesellschaften aufblühen. Dieses Nicht-wissen-Wollen war unfassbar.

Heute taucht diese Haltung im Zeichen der „Willkommenskultur“ und der „Der-Islam-gehört-zu-Deutschland“-Rhetorik wieder auf. Man erinnere sich nur an das Frohlocken der Grünen-Fraktionsvorsitzenden Katrin Göring-Eckardt auf allen Fernsehkanälen über den höchstrichterlich ermöglichten Einzug des Lehrerinnen-Kopftuches in deutsche Klassenzimmer. Warum aber schreien Millionen fundamentalistisch gesinnter Männer von Pakistan über Afghanistan, Iran, Saudi-Arabien, Nigeria, Mali, Algerien und Marokko nach dem Kopftuch, warum ist das Kopftuch dort am häufigsten zu sehen, wo es am fundamentalistischsten zugeht?

Der Umgang mit Muslimen ist neurotisch

Es ist zu hoffen, dass die Kölner Ereignisse endlich dem Diskurs über „die Muslime“, die man nicht „beleidigen“ darf, ein Ende setzen, dass man hinter den „Muslimen“ – ein Begriff, den die Fundamentalisten zum Oberbegriff für alle Islam-Gläubigen gemacht haben, während man früher eher von Ägyptern, Algeriern, Marokkanern et cetera sprach – Menschen erkennt, die man behandelt, wie man selbst behandelt werden möchte: als selbstverantwortlicher, lernfähiger, kritikoffener Erwachsener und nicht als Kleinkind, dem man sein Lieblingsspielzeug, in diesem Fall die Religion, nicht madig machen darf, weil es sonst aus Wut alles kurz und klein schlägt.

Das war bisher nicht der Fall. Der Umgang mit Muslimen war bisher eher neurotisch denn normal. Man sollte sich bei dieser Neuorientierung ein Beispiel an jenen muslimischen Intellektuellen in der arabischen Welt nehmen, die längst begriffen haben, dass Islamkritik nicht Angriff auf Muslime bedeutet, sondern Schutz vor seinen menschenverachtenden Auswüchsen, die sich gegen Frauen, Homosexuelle, eigenständig Denkende und sogenannte „Ungläubige“ richten, also auch gegen Millionen von Musliminnen und Muslimen.

Auch hier kann man sich ein Beispiel an muslimischen Schriftstellern wie Boualem Sansal, Abdellah Taia, Mona Eltahawy, Mohamed Choukri oder Kateb Yacine nehmen: „Haare aus glühendem brüchigen Eisen, auf dem die Sonne wirt sich häuft, wie eine Handvoll Wespen“ – dieser Satz aus „Nedschma“, dem weltberühmten Roman von Kateb Yacine, durfte einmal sein – vor den Kopftuch-Zeiten. Was für eine witzige, schöne, intelligente, zauberhafte muslimische Welt es selbst heute noch gibt und wieder neu geben könnte, würde der

elende Entschuldigungsdiskurs für deren zerstörerische Geister endlich ein Ende finden! Warum sich nicht Mut anlesen oder auch auf Tareq Oubrou hören, den Imam der Moschee von Bordeaux? Der fordert Muslime auf, es einmal mit etwas „diskreter Sichtbarkeit“ religiöser Insignien, sprich dem Kopftuch, zu versuchen, um auf eine weniger religiöse europäische Öffentlichkeit Rücksicht zu nehmen, zumal das Kopftuch für den Glauben „nebensächlich“ sei.

Männer nehmen sich aus dem Koran, was ihnen passt

Als ich einer marokkanischen Bekannten aus Rabat einmal die Kleinmarkthalle in Frankfurt zeigte, bemerkte sie zu meiner Überraschung: „Das ist der schönste Soukh, den ich je erlebt habe.“ „Unsere Kleinmarkthalle?“, erwiderte ich. „Ohne die Farben Marokkos, ohne das Karminrot und Safrangelb der Gewürzpyramiden?“ Ihre Antwort: „Ohne das Blau von Ellenbogen, die sich Ihnen ganz zufällig derart in die Brust rammen, dass Sie vor Schmerz aufschreien könnten. Ohne das Grün von Kniffen und Griffen sonst wohin. Stimmt, diese Farben Marokkos hat Ihre Kleinmarkthalle nicht.“

„In der Kleinmarkthalle haben die Frauen das Sagen und nicht der Koran“, entfuhr es mir. „Pardon, ich wollte den Koran nicht beleidigen. Ich weiß, dass im Koran steht, dass auch die Männer ihre Augen niederschlagen sollen, wenn sie einer Frau begegnen, und nicht nur die Frauen, wenn sie Männern begegnen.“ „Sie brauchen sich nicht zu entschuldigen“, erwiderte die Bekannte, „denn der Koran wird schon ewig von Männern ausgelegt. Die nehmen sich, was ihnen passt.“ Zum Beispiel Sure vier, Vers 34: „Die Männer stehen über den Frauen, weil Gott sie ausgezeichnet hat.“ Oder Sure zwei, Vers 228: „Die Männer stehen eine Stufe über ihnen. Gott ist mächtig und weise.“ Oder Sure zwei, Vers 223: „Eure Frauen sind euch ein Saatfeld. Geht zu eurem Saatfeld, wo immer ihr wollt . . .“ Das sitzt. Das gilt zwar nur für das, pardon, „Besäen“ von Ehefrauen, ist aber längst auf die unverheirateten Männer übergeschwappt, die es jeden Tag auch zum „Säen“ drängt, weil sie arm sind und ihnen das nötige Geld zum Heiraten fehlt. „Nicht meine Schuld, sagen die sich und gehen sich ihr täglich Stück Frau grabschen.“

„Klingt nicht gut“, sagte ich. „Was sollen junge Leute machen?“, fuhr die Besucherin aus Rabat fort, „Sex vor der Ehe ist bei uns gesetzlich verboten, denn er gilt im Islam als Unzucht. Einer unserer religiösen Scheichs hat neulich sogar öffentlich gezeigt, dass er sich des Problems bewusst ist. Scheich Abdelbari Zamzani hat per Fatwa den unverheirateten Marokkanerinnen die Karotte empfohlen! Als er daraufhin verspottet wurde, konnte er das nicht verstehen, er habe doch als Feminist gesprochen. Obendrein hat Zamzani sogar die Hymen-Reparatur erlaubt – nach einem Unfall! Wissen Sie, es ist dieser Mischmasch aus religiösen Geboten und heutiger Lebenswirklichkeit, der bei den Männern zu permanentem sexuellen Notstand führt – von den Frauen redet dabei übrigens niemand.“

Frauen mit kurzen Röcken werden als „Schlampen“ beschimpft

In den zehn Jahren meines Aufenthaltes in Nordafrika und auch bei den späteren Besuchen dort habe ich nicht eine einzige Frau getroffen, die nicht von sexuellen Belästigungen zu berichten gewusst hätte. Mit der zunehmenden Islamisierung Algeriens und Marokkos kann schon das Tragen eines Rockes zu Übergriffen führen. So geschehen in Inezgane bei Agadir: Im Juni 2015, einen Tag vor Beginn des Ramadans, gingen zwei junge Marokkanerinnen namens Sanaa und Siham im Soukh von Inezgane einkaufen. Die beiden Frauen trugen Röcke, die etwas oberhalb der Knie endeten. Als ein Händler die beiden erblickte, bemerkte er zu den Umstehenden, diese Art der Kleidung verletze das Schamgefühl aller Marokkaner, worauf sich sogleich eine Menschenmenge um die beiden Frauen scharte, sie als Schlampen beschimpfte, junge Männer sich an die beiden Mädchen drängten, sie anfassten und vulgäre Gesten machten.

Die von einem anderen Händler zum Schutz der Frauen herbeigerufenen Polizisten fanden die Kleidung Sanaas und Sihams gleichfalls schamlos. Sie nahmen die beiden Frauen fest und überstellten sie am nächsten Morgen dem Staatsanwalt. Im selben Soukh wurden wenige Tage später zwei für homosexuell gehaltene Männer zusammengeschlagen und gleichfalls festgenommen. Kein Ulema protestierte im einen wie im anderen Fall,

während im Touristenort Agadir Schilder mit der Aufschrift „Respect Ramadan. No Bikinis“ auftauchten, um Marokkanerinnen und Ausländerinnen daran zu hindern, sich am Strand zu bräunen.

Der marokkanische Schriftsteller Tahar Ben Jelloun schrieb Anfang August 2015 zu diesen Vorfällen: „Es wird Zeit, dass die Regierung auf diese neue Diktatur der Ignoranz, der Frustration und der Dummheit reagiert. Letzte Woche haben mit Säbeln und Dolchen bewaffnete Halunken am Strand von Tanger Jagd auf unverschleiert Badende gemacht. Vorsicht, das fängt mit einer Belästigung dieser Art an und endet mit einer Bombe in einem Schwimmbad oder in einem Café. Die Sicherheitsdienste müssen dieses gefährliche Treiben absolut ernst nehmen und die Sicherheit und Freiheit des Individuums garantieren, ob Mann oder Frau.“ Einen Monat zuvor hatte es das mörderische Attentat am Strand von Sousse in Tunesien gegeben, der Salafisten als „Bordell“ gilt.

Die Linke muss sich ändern

Gegen diese Entwicklung eines außer Rand und Band geratenen Islams, dessen Schizophrenie sich diesmal vor dem Kölner Hauptbahnhof ausgetobt hat, gibt es nur ein Mittel, soll die Entwicklung nicht in Richtung Regression weitergehen: Der Islam muss die gleiche Kritik aushalten lernen, wie das Christentum sie hat aushalten müssen. Doch die hiesige seriöse Islamkritik besteht bisher aus einer Handvoll Frauen und Männern, die von den Islamverbänden als „islamophob“ abgelehnt werden. Das muss sich ändern.

Ebenso muss der Resonanzboden für die liebedienerische Haltung des hiesigen linken Spektrums gegenüber jedwedem Obskurantismus verschwinden, sobald dieser nur das Etikett „muslimisch“ trägt. Diese Liebedienerei ist zwar verständlich, teilt die fundamentalistisch-muslimische Welt doch die anti-amerikanische, antiwestliche und antiisraelische Aggressivität, die das Lebenselixier der deutschen Linken ausmacht. Sie ist gemeingefährlich, weil sie in ihrer Verbundenheit mit dem fundamentalistisch festgefahrenen Islam unbesehen jenes „Ungeheuer“ in Kauf nimmt, das der muslimische Philosoph Abdennour Bidar sich aus diesem entwickeln sieht.

Seit fünfzehn Jahren drischt die deutsche Linke auf muslimische Aufklärerinnen und Aufklärer ein, beschuldigt sie, Wasser auf die Mühlen der Rechtspopulisten zu liefern. Wasser auf deren Mühlen aber liefert vor allem das Blut der Opfer des „Ungeheuers“, das muslimische Freunde verzweifelt bekämpfen, ohne dass die europäische Linke begriffe, was auf dem Spiel steht, auch für Nichtmuslime. Hauptsache, es geht gegen „den Westen“, der für den Niedergang der islamischen Welt verantwortlich sein soll – was keiner historischen Analyse standhält. So wie die Linke für das Scheitern des Sozialismus Sündenböcke findet, sucht sich die islamische Welt die ihren: Loser gesellt sich zu Loser, Underdog zu Underdog, gemeinsam sind wir stark, die Rachsucht brennt: Passt auf, wir werden es euch heimzahlen!

Der „sterile“ Islam setzt sich in den Köpfen fest

Die muslimische Intelligenz Nordafrikas hingegen hält Islamkritik für das sine qua non, sollen ihre Gesellschaften nicht dauerhaft einem Obskurantismus anheimfallen, der entsprechende Tendenzen via Immigration und Kommunikation auch in Deutschland noch verstärken würde. Rechtspopulismus machen die muslimischen Dissidenten nordafrikanischer Herkunft vor allem im frauen-, fremden- und aufklärungsfeindlichen „Theo-Populismus“ eines sich zunehmend „salafisierenden“ Islams aus, dem staatliche und religiöse Autoritäten keine stichhaltige Argumentation entgegensetzen, weil sie selbst die „westlichen“ Menschenrechte scheuen wie der Teufel das Weihwasser.

Die Einzigen, die sich um Aufklärung bemühen, sind die muslimischen „Freiheitssucher“, wie sie der tunesische Psychoanalytiker Fethi Benslama nennt. Gern sähen die Dissidenten der muslimischen Welt europäische Linke und Intellektuelle an ihrer Seite. Vergeblich, wie Fethi Benslama bereits 2004 in seiner „Nicht-Unterwerfungserklärung zum Gebrauch für Muslime und diejenigen, die es nicht sind“, feststellte: „Manche Nachfahren der Aufklärung sind blind für die Aufklärung der anderen.“

Von europäischer Aufklärung unbehelligt, kann sich auch hierzulande deshalb ein Islam im Bewusstsein der jungen muslimischen Generation festsetzen, den der 2015 verstorbene muslimische Philosoph und Islamologe tunesischer Herkunft Abdelwahab Meddeb folgendermaßen charakterisierte: „Eine Religion, die sich die letztendliche nennt, Trägerin der definitiven göttlichen Botschaft, die die prophetische Inspiration versiegelt, das, was vor ihr war, rekapituliert und rektifiziert, eine solche Religion, wortwörtlich genommen, annulliert jede Fragestellung, gründet eine absolute Wahrheit ohne möglichen Disput . . . Reduziert auf ein solches Skelett, zeigt der Islam sich religiös und politisch als austrocknende, sterile, das ‚akut Lebendige‘ zeitgemäßer Fragestellungen ignorierende Sicht auf die Welt, erhebt sich zu einem alles an sich reißen, aggressiven ‚Monologismus‘, taub für jeden Dialog, abgeschnitten von den Voraussetzungen, die die Beziehung zwischen Personen und Völkern, zwischen Bürgern und Nationen eröffnen.“ Gegen einen solchen Islam werden die neuerdings geforderten „Integrationszentren“ nicht viel ausrichten, wenn sie sich vor der Auseinandersetzung mit ihm drücken, um muslimische Einwanderer nicht zu „beleidigen“.

Muslime selbst lesen dem Islam die Leviten

In muslimischen Ländern gewinnt genau dieser taube Islam in den jeweiligen staatlichen Fernsehsendern seit Jahren an Einfluss, vor allem, wenn sie von Saudi-Arabien gesponsert werden. Ergebnis ist der sich ausbreitende „Theo-Populismus“. Erfinder dieses Begriffs ist der in Oran lebende Journalist und Schriftsteller Kamel Daoud. Im „Quotidien d’Oran“ schreibt er seit Jahren die Kolumne „Raika Raikoum“ („Unsere Meinung - Ihre Meinung“). Am 28. Mai 2015 stellte er dort die Frage: „Müssen wir gegen den Theo-Populismus in den Untergrund gehen?“, eine Anspielung auf den Untergrund während des Befreiungskrieges gegen Frankreich: „Zu kurzer Rock, abgewiesen in einer Fakultät von Algier, ein rückwärtsgewandter Rektor, der per Anstands-Fatwa seinen Wachmann gegen die Studentin unterstützt. Undenkbar vor einigen Jahrzehnten, denkbar geworden gestern und vorgestern, weil selbst ein Rektor in Algerien inzwischen binär in halal/haram (erlaubt/nicht erlaubt) denkt. Aber das ist nicht der einzige Fall des im Namen des einzigen Gottes einzig erlaubten Denkens ... Der behaarte Tumor (Daoud meint den Salafismus) ist in die algerischen Riten eingedrungen, die Kleidung, den Teint und die Zahnpflege. Zeit bedeutet inzwischen Gebet und nicht mehr Pünktlichkeit, Versprechen heißt inzwischen ‚inschallah‘ und nicht mehr Worthalten. Das Ziel des Lebens ist der Tod, nicht das Leben . . . Es ist das binäre halal/haram-Denken, das den ‚Theo-Populismus‘ ausmacht: ‚Kreuzzüglerisierung‘ des ‚anti-muslimischen‘ Westens, Obsession eines in allem überall gewitterten jüdischen Komplotts, Promotion des islamistischen Vorbildes in der Mode, den Riten, der Sexualität, dem Zölibat, der Ehe . . . Das Land: verschleiert, nikabisiert, gemobbt und in eine Frauenhintern-Überwachungsstation verwandelt, mittels beschämender und mittelalterlicher Predigten.“

Das ist das Nordafrika, aus dem auch einige der Kölner Täter kommen. Viele der Phänomene sind mehr oder weniger auch in den hiesigen muslimischen Gemeinschaften zu beobachten. Eines existiert schon lange: Das „Erwecken von Schuldgefühlen bei den progressiven Eliten und deren Denunzierung als ... Islamophobe“ (Daoud), insbesondere durch die Islamverbände, Linke und Grüne. Deshalb dürfen wir uns davon nicht mehr ins Bockshorn jagen lassen, denn es sind Muslime selbst, muslimische „Freiheitssucher“, die genauso wenig „islamophob“ sind wie wir, wenn sie einem frauen-, fremden- und gedankenfeindlichen Islam die Leviten lesen statt sich ihm zu unterwerfen.

Der Verfasser ist Autor und Filmemacher. 1991 baute er das ARD-Büro Nordafrika in Alger auf und berichtete bis zu seiner Rückkehr 2001 als Korrespondent der ARD über Algerien.

136,90

Suède : la police a caché une vague d'agressions sexuelles

D'après un journal, une centaine d'hommes auraient été arrêtés après une quinzaine d'agressions sexuelles lors d'un festival de musique, à Stockholm.

SOURCE AFP

Publié le 11/01/2016 à 15:10 | Le Point.fr



Selon un journal, la police suédoise a reconnu lundi avoir gardé pour elle les informations sur une quinzaine d'agressions sexuelles à un festival de musique qui avaient conduit à l'arrestation de près de 100 hommes, principalement des étrangers. Ces révélations ont été faites après le tollé soulevé par la lenteur avec laquelle la police de Cologne (ouest de l'Allemagne) a rendu publique l'ampleur des violences commises dans la nuit du nouvel an. Dans le cas suédois, les agressions ont été commises pendant les éditions 2014 et 2015 de We Are Sthlm, festival qui se déroule à Stockholm en août et se présente comme le plus grand d'Europe pour les adolescents.

Des demandeurs d'asile mineurs

« Nous aurions certainement dû révéler cette information, ça ne fait pas de doute. Pourquoi ça ne s'est pas fait ? Nous ne le savons tout simplement pas. Nous savons que près de cent hommes ont été à l'époque placés en garde à vue pour avoir agressé une quinzaine de jeunes filles », a déclaré à l'AFP un porte-parole de la police, Varg Gyllander. Après chacune de ces deux éditions du festival, la police avait affirmé qu'il y avait eu « relativement peu de délits et de personnes interpellées comparé au nombre des participants », a rappelé Varg Gyllander.

Aucune condamnation n'a été prononcée depuis, selon la police. **Le quotidien Dagens Nyheter, qui a le premier informé du scandale, a affirmé que les agresseurs présumés étaient en majorité des demandeurs d'asile mineurs non accompagnés.** « Je ressens une très forte colère en voyant que des jeunes femmes ne peuvent pas aller à un festival de musique sans se faire importuner, harceler sexuellement et attaquer », a réagi le Premier ministre Stefan Löfven devant la presse à Stockholm. **Le fait que la police n'ait pas informé le grand public est, selon lui, « un problème de démocratie pour notre pays ».**

136,91

L'agresseur de l'enseignant juif de Marseille se revendique de l'État islamique

Par [Mélanie Faure](#)

Mis à jour le 11/01/2016 à 18:53

Publié le 11/01/2016 à 17:25

VIDÉO - Le parquet a ouvert une enquête pour «tentative d'assassinat en raison de la religion» et «apologie du terrorisme» après l'agression d'un enseignant à la machette par un jeune Turc qui se serait radicalisé sur Internet. François Hollande évoque des actes «innommables et injustifiables».

Le parquet de Marseille a ouvert lundi une enquête pour «tentative d'assassinat en raison de la religion» et «apologie du terrorisme» après l'agression d'un enseignant juif d'une école hébraïque de Marseille. Le procureur de Marseille a affirmé lors d'une conférence de presse que l'agresseur de nationalité turque et d'origine kurde âgé de 16 ans s'est revendiqué de l'État islamique. «Il a dit avoir agi ainsi au nom d'Allah, de l'État islamique (EI), répétant avoir agi à plusieurs reprises au nom de Daech», a expliqué Brice Robin.

Après son interpellation par les forces de l'ordre, le jeune garçon s'est mis à évoquer Allah et a affirmé que, s'il sortait du commissariat, «il se procurerait une arme à feu et tuerait des policiers». L'adolescent, qui possède toutes ses facultés mentales selon le procureur, a ouvertement revendiqué après des policiers le caractère antisémite de son agression. Une perquisition a eu lieu aujourd'hui à son domicile situé à proximité du lieu de l'attaque. Inconnu des services de renseignement, ce lycéen est un bon élève sans antécédent judiciaire. Sa famille a confié aux services de police ne pas avoir remarqué sa radicalisation qui aurait eu lieu «via Internet». Le parquet de Marseille devrait requérir sa mise en examen.

La victime s'est protégée à l'aide de son livre religieux

La victime, enseignant à l'Institut franco-hébraïque de la Source, était coiffé d'une kippa et se regagnait l'établissement du IXe arrondissement vers 9 heures ce lundi matin quand l'agression a eu lieu. L'adolescent muni d'une machette à la lame émoussée a alors attaqué l'homme de dos au niveau de l'épaule puis à l'avant-bras. La victime s'est protégée à l'aide de son livre religieux.

C'est un des témoins présents sur les lieux qui a contacté la police. Cette dernière est parvenue à interpellier le jeune homme qui avait fui en laissant l'arme sur place. Un couteau en céramique avec une lame de 20 centimètres a également été retrouvé sur lui. «Il a affirmé que le couteau était réservé à agresser les policiers», explique Brice Robin. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) [a mis sur sa page Facebook](#) une photo de ce qui serait la machette retrouvée sur le lieu de l'agression. Le président du Crif, Roger Cukierman, s'est dit «choqué» et affirme: «On est atterrés de voir qu'il y a tant d'actes de cette nature gravissime».

Le chef de l'État a évoqué des actes «innommables et injustifiables». François Hollande a adressé tout son soutien à la victime et à ses proches et assuré la mobilisation des pouvoirs publics pour agir avec la plus grande fermeté contre l'antisémitisme et le racisme.

Le préfet des Bouches-du-Rhône Laurent Nuñez s'est rendu devant l'établissement afin d'afficher toute la «solidarité» de l'État et sa «détermination à assurer la protection des sites» notamment les écoles juives qui bénéficient déjà de gardes statiques à l'entrée et à la sortie des élèves.

Le premier ministre Manuel Valls s'est dit «révulsé» par l'agression à caractère antisémite et prône «l'intransigeance face à ceux qui s'en prennent à notre unité républicaine».

Germany's welcome for refugees has to survive the Cologne attacks

[Doris Akrap](#)

Well before New Year's Eve, tensions in Germany were rising. But those who truly support the victims that night should not give in to the fears and insecurities spread by the far right

.....
Sunday 10 January 2016 16.06 GMT Last modified on Sunday 10 January 2016 22.01 GMT

We still do not know exactly [what went on at Cologne's central station on New Year's Eve](#). Police have recorded [379 allegations of violence](#), 40% of them sexual assaults, with two reports of rape. They have identified 31 suspects, who include at least two Germans, a Serb, an American and 18 asylum seekers from the Middle East and north Africa.

After Cologne, the uneasy question: is cultural coexistence still possible?

[Will Hutton](#)

That's all we know for sure. But the public still hasn't recovered from the headlines last Monday saying that a crowd of [1,000 refugees had mobbed German women](#). Since then, some of us have been searching for a source whose testimony we can trust.

The police, whose [local chief was fired](#) on Friday, aren't exactly helping. An officer claimed a man [tore up the papers identifying him as an asylum seeker](#) in front of a policeman, shouting: "You can't do anything to me, I can get a new one tomorrow." The story went viral. Four days later, it turned out that [it couldn't have been an asylum seeker's papers, because these are plastic cards](#) and can't be torn. **It's just one of several examples highlighting a hysterical mood that is making a monster out of what was already a nightmare.**

One million migrants arriving in Germany in 2015, the Paris attacks, the far-right parties Pegida and AfD growing – in some ways, as tensions over immigration increased, it seemed everyone was waiting for a major incident. For the last six months, every little punch-up in a refugee camp has been news, an attempt to create a horror story about violence in the "other culture". However, despite the propaganda, German *Willkommenskultur* (welcome culture) survived largely unscathed, caring for refugees and teaching freedom and democracy.

But the shocking events in Cologne seem to have cracked what was always fragile. Unsurprisingly, rightwing commentators – who over the year have been talking of refugees as if they were terrorists – are reacting gleefully to the events. Have they won?

No. Not yet. It is completely normal to be appalled by what seems to have happened in Cologne. And it is completely normal to demand that every criminal has to be punished. It is also completely normal to discuss every fear caused by their behaviour. But I have another fear.

Too often in the past few days I have heard the *Willkommenskultur*-Germans saying they feel "exploited", "abused", "cheated". We know this behaviour. **It's like angry parents whose children have got into trouble: "I did everything for you and what do you do?"** As every parent, every German, has to learn: just like every child, every refugee is an individual. **Not every refugee will study hard and become a doctor. No, some refugees will get drunk on New Year's Eve and make a whole lot of mess.**

I don't want to trivialise sexual attacks. And I don't want to deny the possibility that some people from the Middle East may have greater problems with women and alcohol than others. Nobody ever said that the refugees, even when they were wrapped in insulation blankets after arriving over the Mediterranean, were all angels. **You're sure to find bigots, antisemites and criminal gangs among them, just as you'll find racists, rapists and arsonists among the German population (there were [more than 200 arson attacks](#) on refugee accommodation in Germany last year).** ??????????????????????????????

But my fear is that *Willkommenskultur* could end up as nothing more than a slogan. The people who always wanted it to fail, who believe in a Germans-only state, are abusing the fears and insecurities we all have over the background of the new arrivals. And more than that, they are abusing the dozens of women who were victims of assault on New Year's Eve.

Ehemaliger Bundesrichter plädiert für Schließung der Grenzen

Wenn die europäische Grenzsicherung nicht funktioniere, müsse die Bundesregierung die deutsche Grenze abriegeln. Das fordert der ehemalige Bundesrichter di Fabio in einem Gutachten. Die CSU könnte damit nach Karlsruhe ziehen.

12.01.2016



© DPA/Der ehemalige Bundesrichter Udo di Fabio liefert der CSU Gründe für eine Klage in Karlsruhe.

In einem Rechtsgutachten für die CSU plädiert der ehemalige Verfassungsrichter [Udo di Fabio](#) für die Einführung von Kontrollen an der deutschen Grenze. **„Der Bund ist verpflichtet, wirksame Kontrollen der Bundesgrenzen wieder aufzunehmen, wenn das gemeinsame europäische Grenzsicherungs- und Einwanderungssystem vorübergehend oder dauerhaft gestört ist“**, zitiert die „Bild“-Zeitung aus dem Gutachten.

Weiter soll es in dem Gutachten heißen, **das Grundgesetz garantiere eine „menschenwürdige Behandlung“ in Deutschland, jedoch sei es nicht dafür da, den Schutz aller Menschen weltweit „durch faktische oder rechtliche Einreiseerlaubnis“ zu sichern.**

Die bayerische Regierung wird das Gutachten am Dienstag in seiner ersten Sitzung dieses Jahres behandeln. Es solle zunächst **geprüft und danach entschieden werden, ob auf dessen Grundlage eine Klage in Karlsruhe erfolgversprechend sei**, berichtet „Bild“. **Die bayerische Landesregierung möchte erreichen, dass die deutschen Grenzen notfalls geschlossen werden, was die Bundesregierung von Kanzlerin Merkel jedoch strikt ablehnt.** Laut „Bild“-Informationen solle **ein mögliche Klage jedoch nicht vor den Landtagswahlen am 13. März in Baden-Württemberg, Rheinland-Pfalz und Sachsen-Anhalt eingereicht werden.**

Weitere Themen der bayerischen Kabinettsitzung sind Schlussfolgerungen aus den massiven Angriffen auf Frauen in der Silvesternacht in Köln und die Forderung nach Einstufung weiterer Länder als sichere Herkunftsstaaten. Dabei soll es sich um Marokko und Algerien handeln.

Le stockage de déchets radioactifs de Bure pourrait coûter près de 35 milliards d'euros

LE MONDE | 11.01.2016 à 19h19 • Mis à jour le 12.01.2016 à 08h01 | Par [Pierre Le Hir](#)

Combien coûtera l'enfouissement des déchets radioactifs français dans le sous-sol de la commune de Bure (Meuse) ? Depuis le début du [projet](#) de [Centre](#) industriel de stockage géologique (Cigéo), le chiffre final reste inconnu. Le chantier est pourtant majeur, puisqu'il s'agit d'enterrer, à 500 mètres de profondeur, les 80 000 m³ de résidus à haute activité et à vie longue (des centaines de milliers ou des millions d'années pour certains) produits par le parc électronucléaire hexagonal.

En 2005, la facture avait été estimée entre 13,5 et 16,5 milliards d'euros. En 2009, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), chargée de ce projet, l'avait réévaluée à 36 milliards d'euros. Mais ce montant était contesté par les producteurs de déchets : principalement [EDF](#), pour les réacteurs nucléaires, mais aussi [Areva](#), pour les usines de retraitement du combustible et le CEA, pour les centres de recherche.

Dans un dossier de chiffrage transmis au ministère de l'écologie en octobre 2014 – et jusqu'ici non accessible au public –, l'Andra estime désormais le coût du projet à environ 34,4 milliards d'euros, dont 19,8 milliards pour la construction, 8,8 milliards pour l'exploitation durant plus de cent ans et 4,1 milliards d'impôts et taxes, auxquels s'ajoute 1,7 milliard de dépenses diverses. Cela, aux conditions économiques de 2012.

Il revient à présent à la ministre de l'écologie de [fixer](#), par arrêté, le « *coût de référence* » du site. Ségolène Royal devrait [arbitrer](#) « *prochainement* », indique son cabinet. [Arbitrer](#) car, dans leurs observations, EDF, Areva et le CEA proposent de [retenir](#) un coût très inférieur, de seulement 20 milliards d'euros, modulé d'une « *marge pour risques à déterminer* ». Selon les trois producteurs de déchets nucléaires, appelés à [financer](#) l'installation, l'Andra n'aurait pas pris en compte toutes les « *optimisations* » possibles et certains de [ses](#) calculs s'écarteraient du « *retour d'expérience industriel* ».

Comment la ministre tranchera-t-elle ? Entre 20 et 34,4 milliards d'euros, l'écart est énorme. L'enjeu principal est celui de la sûreté. Précisément, l'Autorité de sûreté [nucléaire](#) (ASN) a publié, lundi 11 janvier, [son avis sur le dossier de chiffrage](#), rendu en février 2015 mais jusqu'ici non public. Il en ressort que « *certaines hypothèses retenues par l'Andra, d'ordre technique et économique, sont trop optimistes et de ce fait non conformes à l'impératif de prudence qui s'impose* ». En clair, le chiffrage de l'Andra serait lui-même sous-évalué.

En particulier, explique Jean-Christophe Niel, le directeur général de l'ASN, le dossier de l'Andra ne prend pas en compte la possibilité que le volume de déchets à [stocker](#) soit plus important que prévu, dans le cas d'un arrêt du retraitement du combustible. Et il mise sur des « *opportunités* » de réduction des coûts (galeries souterraines plus longues, alvéoles de stockage des fûts radioactifs plus grandes...) dont « *la démonstration de sûreté reste à faire* ».

En tout état de cause, le « *cimetière radioactif* » de Bure, comme l'appellent ses opposants, devra encore [franchir](#) plusieurs étapes : d'abord, une loi sur la réversibilité du stockage, puis, en 2018, une demande d'autorisation de création, avec une [enquête](#) publique, avant une éventuelle mise en service en 2025, pour une phase pilote de cinq à dix ans.



[Pierre Le Hir](#)

Journaliste au Monde

Accusations Against Migrants Stir Tensions in Sweden

Claims of harassment by migrants at Stockholm festival have prompted a review of police action

By **CHARLES DUXBURY**
Updated Jan. 11, 2016 7:53 p.m. ET

Like in Germany, where authorities are grappling with the aftershocks of alleged mass assaults by migrants in Cologne on New Year's Eve, **the review of police action could have deep repercussions for how Europeans perceive migrants: as an opportunity or as a threat.**

Swedish Prime Minister Stefan Löfven ordered police to investigate and disclose how they handled cases of alleged sexual harassment involving migrants at public events in the past two summers.

The instruction follows a report by Swedish daily newspaper Dagens Nyheter claiming that police had gathered information about refugees, some from Afghanistan, harassing teenage girls on the fringes of a festival in Stockholm in 2014, but failed to issue a warning ahead of the 2015 edition.

More cases of refugees groping young girls were recorded during last summer's festival, the newspaper said, but police withheld the information over concerns it might feed ethnic tensions.

A spokesman for the police, Varg Gyllander, said that about 10 reports of sexual harassment had been received after last year's festival.

"We have failed in our communication," Mr. Gyllander said. "We should absolutely have commented on this. I have no good explanation as to why we didn't at this time."

Mr. Lofven **said the incident was a double betrayal of victims because suspects haven't been brought to justice and the police haven't reported what has happened.**

"The police should absolutely not try to hide anything, we have a problem here and we need to get a grip on it," he told Swedish television.

The Swedish government has made a U-turn on migration policy in recent weeks. Sweden was the first country to grant permanent residency to all refugees arriving from war-torn Syria, and last year it took in more refugees than any other European state on a per capita basis.

Since Jan. 4, however, Sweden has imposed systematic controls on its border with Denmark, saying it had to reduce the number of new arrivals or public order would be threatened.

The refugee crisis has fueled tensions in the normally placid country **with a recent spike in arson assaults against the homes of asylum seekers.** In October, a student and a teacher were killed by a sword-wielding Nazi sympathizer in what police have described as a racist attack. The attacker was shot dead by police.

The far-right Sweden Democrats party has soared to nearly 20% in the polls and now competes for the position as the country's second-largest party on an anti-immigration platform. On Monday Sweden Democrat lawmaker Kent Ekeröth said he would request that police chiefs appear in front of Parliament's Justice Committee.

136,96

11. Januar 2016, 20:22 Uhr

Ermittlungen zu den Übergriffen in Köln

Kölner Polizei: Vor allem Marokkaner fallen auf

Die Ermittler haben bisher 19 Tatverdächtige identifiziert.

Neun Verdächtige halten sich illegal in Deutschland auf, zehn Personen sind Asylsuchende.

Von den 19 Verdächtigen kommen 14 aus nordafrikanischen Ländern, vor allem aus Marokko.

Den Statistiken der Kölner Ermittler zufolge werden 40 Prozent der nordafrikanischen Zuwanderer innerhalb eines Jahres straffällig.

Von Bernd Dörries

Die Täter von Köln sind bei Weitem noch nicht alle identifiziert oder gefasst. Es ergibt sich aber mittlerweile ein Bild, das die Flüchtlingsdebatte in Deutschland künftig deutlich differenzierter verlaufen lassen könnte.

Unter den bisher 19 Tatverdächtigen befinden sich **keine deutschen Staatsbürger**. **Neun Verdächtige halten sich illegal in Deutschland auf. Zehn Personen sind Asylsuchende, davon wurden neun nach dem September 2015 registriert.**

Von den 19 Verdächtigen kommen 14 aus nordafrikanischen Ländern, vor allem aus Marokko. Nur ein Syrer ist darunter. Schon seit einigen Monaten würden viel mehr Personen aus Nordafrika nach Deutschland kommen, sagte Innenminister Ralf Jäger. Nicht alle seien Straftäter.

40 Prozent der nordafrikanischen Zuwanderer werden straffällig

Die Ermittler in vielen deutschen Großstädten verzeichnen aber seit einiger Zeit einen dramatischen Anstieg von Tatverdächtigen aus Nordafrika. Die Kölner Polizei registrierte 2015 fast 2000 Tatverdächtige aus dieser Region.

Nach den Statistiken der Kölner Ermittler werden 40 Prozent der nordafrikanischen Zuwanderer innerhalb eines Jahres straffällig. Bei Syrern seien es nur 0,5 Prozent. Bei marokkanischen und tunesischen Familien werde oft der älteste Sohn ausgewählt, um nach Deutschland zu reisen, wo er innerhalb kurzer Zeit das Geld für die Schleuser verdienen müsse, sagte Innenminister Jäger. Viele würden deshalb kriminell.

Die Ermittler haben zudem Erkenntnisse, dass die in arabischen Ländern unter dem Begriff "taharrusch dschamai" bekannt gewordenen "überfallartigen Sexualdelikte" nun auch nach Deutschland importiert worden seien.

Hinweise, dass die Taten organisiert waren, gibt es nicht

Anders als Bundesjustizminister Heiko Maas (SPD) es behauptet, haben die Ermittler bisher aber keine Hinweise darauf, dass die Sexual- und Gewaltdelikte in Köln, Hamburg, Frankfurt, Stuttgart und anderen Städten koordinierte Aktionen oder organisierte Kriminalität waren - eine These, die Maas seit Silvester vielfach vertreten hat. "Ermittlungsergebnisse dazu, dass das Auftreten der Gesamtgruppe oder von Teilgruppen anlässlich der Silvesterfeierlichkeiten in Köln organisiert beziehungsweise gesteuert war, liegen bisher nicht vor", heißt es im Polizeibericht.

136,97

Teenager Attacks Jewish Teacher in Marseille With a Machete

By ALISSA J. RUBINJAN. 11, 2016

Photo



A soldier at a Jewish school in Marseille, France, on Monday after a teenager attacked a Jewish teacher. Credit: Jean-Paul Pelissier/Reuters

PARIS — A teenager attacked a Jewish teacher with a machete in the southern French city of Marseille on Monday, and afterward told the police that he had carried out the attack in the name of God and the Islamic State, according to the Marseille prosecutor.

The teacher's back and one of his hands were wounded, but not severely, according to Brice Robin, the prosecutor. The teacher fell after he was hit in the back and then protected himself with a Torah he was carrying while kicking at his assailant, Mr. Robin said. The assault took place near a Jewish school.

The teenager, who will soon turn 16, is of Turkish-Kurd origin, according to the prosecutor. The majority of Kurds oppose the Islamic State, so it was unclear what had motivated the teenager to carry out the attack.

The French intelligence services and the police did not have the teenager on a watch list, and he was doing well in school, Mr. Robin said.

Senior French officials condemned the attack, and President [François Hollande](#) released a statement calling it "abominable and unjustifiable."

Goodyear : la condamnation des ex-salariés fait réagir au sein du gouvernement

Par [Tristan Quinault Maupoil](#)

Publié le 12/01/2016 à 10:45

- **LE SCAN POLITIQUE - Huit salariés ont été condamnés mardi à neuf mois de prison ferme pour avoir séquestré leurs patrons. La secrétaire d'Etat Pascale Boistard critique cette décision.**

C'est suffisamment rare pour être souligné. La secrétaire d'Etat Pascale Boistard a bravé mardi l'usage qui impose à un membre du gouvernement de ne pas critiquer une décision de justice. Éluë d'Amiens (Somme), elle a publié un message sur Twitter pour réagir à la condamnation à neuf mois de prison ferme de huit ex-salariés de l'entreprise Goodyear, qui avaient séquestré leurs patrons en 2014. «Au-delà des fonctions et responsabilités, devant une si lourde condamnation, je ne peux qu'exprimer mon émotion fraternelle», a -t-elle écrit.

Ce n'est pas la seule à gauche à prendre la défense des ex-salariés. Le député PS Yann Galut s'est dit «très choqué» par la condamnation de ces derniers. «**J'aimerais la même sévérité à l'égard des patrons voyous**», a-t-il ajouté sur Twitter.

Entre le 6 et le 7 janvier 2014, le directeur des ressources humaines ainsi que le directeur de la production avaient été retenus dans les locaux de l'usine de pneumatiques, que plusieurs dizaines de salariés avaient occupée avant de les laisser partir. A la barre, tous les prévenus avaient évoqué «un coup de colère» face à une direction qui «n'apportait aucune réponse» à la «détresse sociale» dans laquelle se trouvaient les salariés de cette entreprise de 1.143 salariés, fermée quelques jours après.

<http://en.kiosko.net/fr/>



Papier rechnet mit deutscher Flüchtlingspolitik ab

Der ehemalige Präsident des Bundesverfassungsgerichts, Hans-Jürgen Papier, beobachtet die politische Lage mit allergrößten Bedenken. Die Stimmung im Land sei gekippt. Merkel müsse dringend handeln.

Es hagelt Kritik für [die Flüchtlingspolitik](#) der Bundeskanzlerin von allen Seiten. Für Hans-Jürgen Papier, dem ehemaligen Präsidenten des Bundesverfassungsgerichts, ist die Stimmung im Land nach den Übergriffen von Köln "wahrnehmbar gekippt". Die Geschehnisse "manifestierten ein partielles Versagen des Staates als Garant von Freiheit und Sicherheit gegenüber seinen Bürgern", so Papier in einem Interview mit dem "[Handelsblatt](#)". Sie seien "schrecklich und beschämend".

Schärfere Gesetze mit Blick auf kriminelle Ausländer und schnellere Abschiebungen von abgelehnten Asylbewerbern seien keine falschen Antworten darauf. Doch sie träfen nur die Symptome. Die Lage sei so nicht grundsätzlich in den Griff zu bekommen.

Papier äußert massive Bedenken am Umgang mit der Flüchtlingskrise: **Noch nie sei in der [rechtsstaatlichen Ordnung](#) der Bundesrepublik die Kluft zwischen Recht und Wirklichkeit so tief wie derzeit.** Das sei auf Dauer inakzeptabel, so der renommierte Verfassungsrechtler. Er spricht von einem "eklatanten Politikversagen".

Bedrohung der staatlichen Integrität

Er spreche etwas aus, was viele Leute womöglich auch so sähen, was in der Politik aber nicht gesagt werde, so Papier. Er warnt vor einer Bedrohung der staatlichen Integrität.

Die Bundesregierung habe Grenzen überschritten: "Die engen Leitplanken des deutschen und europäischen Asylrechts sind gesprengt worden. Bestehende Regelungen wurden an die Wand gefahren. Die Asyl- und Flüchtlingspolitik krankt seit Langem daran, dass man es versäumt hat, zwischen dem individuellen Schutz vor Verfolgung einerseits und der gesteuerten Migrationspolitik für Wirtschaftsflüchtlinge andererseits zu unterscheiden. Letzteres erfolge nicht aufgrund rechtlicher Verpflichtungen, sondern aufgrund politischer Ermessensentscheidungen, die aus humanitären Gründen oder einer vorsorgenden Zuwanderungspolitik getroffen werden könnten", so Papier.

Merkel muss reagieren

Ein umsteuern sei nun überfällig. Die Bundeskanzlerin müsse für eine deutliche Trennung von Asylgewährung und Migrationspolitik sorgen und die Außengrenzen des Landes sichern. Sie könne die Schengen-Regeln für vorübergehende Zeit außer Kraft setzen und müsse illegale Einreisen unterbinden. Notfalls müssten zeitweise an den Grenzen die Einreiseberechtigungen von Ausländern kontrolliert und illegale Einreisen unterbunden werden. "Wir haben rechtsfreie Räume bei der Sicherung der Außengrenzen, das darf nicht sein", erklärt Papier.

Was er von einer Obergrenze für Flüchtlinge halte? Die Frage "stelle sich nicht wirklich", wenn das Asylrecht strikt rechtskonform angewendet wird.

Hans-Jürgen Papier kann sich nur schwer vorstellen, "dass das Bundesverfassungsgericht dem Bund eine bestimmte Asyl- und Migrationspolitik vorschreiben wird". Die Aufgabe zur politischen Gestaltung müsse man selbst in die Hand nehmen und nicht den untauglichen Versuch unternehmen, dies an das Bundesverfassungsgericht zu delegieren.

La nouvelle alerte de la Cour des comptes sur les dépenses publiques

Par [Marie Visot](#)

Publié le 12/01/2016 à 17:32



Le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, a appelé, mardi, à maîtriser les dépenses publiques, lors de l'audience solennelle de rentrée de l'institution.

Pour Didier Migaud, les attentats en France ne doivent pas être un prétexte pour lâcher la bride sur les dépenses. Bien au contraire. «Les circonstances exceptionnelles que nous vivons ont révélé plus fortement encore qu'auparavant la nécessité pour notre pays de préserver sa capacité à anticiper les menaces et y faire face», a indiqué mardi le premier président de la Cour des comptes, lors de l'audience solennelle de rentrée de l'institution. Car pour avoir les moyens de recruter des policiers, et leur donner davantage de moyens, tout comme à la justice, il faut avoir des marges de manœuvre financières.

Or la France n'en a plus depuis de nombreuses années, son **déficit public étant bien trop élevé** pour être davantage creusé. «Si la réduction des déficits et de la dette publics se poursuit aujourd'hui, elle se poursuit à un rythme trop lent par rapport aux efforts consentis par nos partenaires européens», a insisté Didier Migaud, rappelant que les prévisions du gouvernement anticipaient un déficit public qui devrait «encore dépasser sensiblement les 3% du PIB fin 2016 et la dette continuer de s'alourdir, en se rapprochant encore des 100%».

«La réalité en face»

«Et dire cela, ce n'est pas incarner une machine à avoir des inquiétudes», a lâché le haut magistrat à l'attention du ministre des Finances, Michel Sapin, qui avait récemment utilisé cette expression en parlant de la Cour des comptes. «Dire cela, c'est regarder la réalité en face.» Et cette réalité, c'est le nécessaire besoin de maîtriser la dépense publique, selon un message que la Cour martèle depuis des années. D'où l'inquiétude de Didier Migaud. Alors que le gouvernement prévoit un léger regain d'activité, en prévoyant une croissance de 1,5% cette année, il rappelle que «notre pays s'est trop fréquemment reposé par le passé sur une embellie économique fugace pour relâcher l'effort».

L'action et l'argent publics doivent aller de pair avec «la vérification des résultats obtenus».

Garder le cap des économies, c'est la condition pour que la France puisse «exprimer des choix souverains sans devoir le faire sous contrainte des marchés financiers ou aux conditions définies par les partenaires de la zone euro», a-t-il insisté devant la ministre de la Justice, Christiane Taubira, et le secrétaire d'État au Budget, Christian Eckert.

Mais encore faut-il que les dépenses qui sont faites soient efficaces. Didier Migaud a cité une nouvelle fois cette étude de l'OCDE qui montre que la France est dans le peloton de tête des dépenses mais à la traîne sur les résultats. «Cessons de lier dépense publique et efficacité de l'action publique, ou encore niveau de dépense publique et croissance. Si tel était le cas, la France serait championne ou vice-championne du monde!», a-t-il lâché. En d'autres termes, l'action et l'argent publics doivent aller de pair avec «la vérification des résultats obtenus».

Au même moment, **[Manuel Valls, qui s'exprimait au Conseil économique, social et environnemental](#)** (Cese), apportait une sorte de réponse: le premier ministre annonçait la prochaine expérimentation d'une «saisine conjointe de la Cour des comptes et du Cese» pour évaluer les politiques publiques.

136,101

Vereinte Nationen

Seit 2000 sind 41 Prozent mehr Menschen auf der Flucht

Im vergangenen Jahr haben weltweit 244 Millionen Menschen Zuflucht in einem anderen Land gesucht – ein rasanter Anstieg um 41 Prozent gegenüber dem Jahr 2000. Rund ein Drittel der Flüchtlinge lebt in Europa, davon zwölf Millionen in Deutschland.

13.01.2016

Die Zahl der Flüchtlinge weltweit ist nach UN-Angaben im vergangenen Jahr auf 244 Millionen gestiegen. Das entspricht einem Anstieg von 41 Prozent gegenüber dem Jahr 2000, teilten die Vereinten Nationen in ihrem zweijährigen Bericht am Dienstag mit. Die Zahl der Menschen, die freiwillig oder gezwungenermaßen in ein anderes Land zogen, stieg seit 2000 um 71 Millionen. Die neue Gesamtzahl enthält auch 20 Millionen Flüchtlinge, die ihre Heimatländer wegen Konflikten verließen – die meisten von ihnen stammen aus Syrien, Afghanistan und Somalia.

Rund ein Drittel (etwa 76 Millionen) leben in Europa, darunter zwölf Millionen in Deutschland und neun Millionen in Großbritannien. Die Vereinigten Staaten beheimaten mit 47 Millionen Menschen die größte Flüchtlingsbevölkerung. In Russland leben zwölf, in Saudi-Arabien zehn Millionen im Ausland geborene Menschen.

Der stellvertretende UN-Generalsekretär Jan Eliasson sagte, die Länder müssten Flüchtlingspolitik zur sicheren und geordneten Bewegung über Grenzen umsetzen. Die Flüchtlingskrise habe bei den Bürgern Europas Angst verbreitet und Hass geschürt. Zudem seien humanitäre Hilfen notwendig, um Länder wie den Libanon, Jordanien und die Türkei zu entlasten.

"Merkels Alleingang war ein Akt der Selbstermächtigung"

Ex-Verfassungsrichter Bertrams übt scharfe Kritik am Vorgehen von Kanzlerin Merkel in der Flüchtlingspolitik. Er vermutet einen Verfassungsbruch und spricht von "selbtherrlicher Kanzler-Demokratie".



Foto: pa/dpa Wesentliche Entscheidungen lägen in der Bundesrepublik in den Händen des Parlaments, sagt Michael Bertrams, von 1994 bis 2013 Präsident des NRW-Verfassungsgerichtshofs

Der frühere Präsident des Verfassungsgerichtshofs für Nordrhein-Westfalen, Michael Bertrams, **hat Bundeskanzlerin Angela Merkel (CDU) in der Flüchtlingspolitik Kompetenzüberschreitung und möglichen Verfassungsbruchvorgeworfen.**

"Im Alleingang hat sie Hunderttausende Flüchtlinge ins Land gelassen. Das war zwar sehr mitfühlend, geschah **aber ohne erkennbaren Plan**", schreibt Bertrams in einem Beitrag für den "[Kölner Stadt-Anzeiger](#)".

Merkels Vorgehen werfe die verfassungsrechtliche Frage auf, ob sie dazu überhaupt legitimiert war. "In unserer repräsentativen Demokratie liegen alle wesentlichen Entscheidungen – gerade auch solche mit Auswirkung auf das Budget – in den Händen der vom Volk gewählten Abgeordneten" so Bertrams mit Hinweis auf Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts zum Parlamentsvorbehalt für den Einsatz bewaffneter deutscher Truppen im Ausland.

Ohne parlamentarische Zustimmung dürfe es solche Einsätze nicht geben. "Kann also schon die Entsendung einiger hundert Soldaten nach Mali nur mit Zustimmung des Bundestags erfolgen, dann ist diese erst recht erforderlich, wenn es um die Aufnahme Hunderttausender Flüchtlinge geht", so Bertrams.

"Merkels Alleingang war deshalb ein Akt der Selbstermächtigung", betonte er und sprach von einer **"selbtherrlichen Kanzler-Demokratie"**. Bertrams stand von 1994 bis 2013 an der Spitze des NRW-Verfassungsgerichtshofs in Münster.

Staatsrechtler fordert Grenzschutz

Ebenfalls scharfe Kritik an Bundeskanzlerin Merkel kommt **von dem Staatsrechtler Ulrich Battis**. "Die Bundesrepublik muss ihre Grenzen effektiv schützen, wenn ansonsten eine Überforderung durch die Aufnahme von Ausländern droht", forderte der Rechtswissenschaftler von der Humboldt-Universität Berlin der "[Nordwest-Zeitung](#)".

Das System des Dublin-Vertrags funktioniert nicht mehr. Damit ist die Bundesrepublik verpflichtet, sich vor ungeregelter Einwanderung zu schützen.

Ulrich Battis Staatsrechtler

"Ich habe noch die Neujahrsansprache der Kanzlerin im Ohr. Da hat sie gesagt, dass Einwanderung noch jedem Land gut getan hat. Es geht hier aber nicht um Einwanderung, sondern um Asylsuchende. Einwanderung und Asyl sind zwei unterschiedliche Paar Schuhe", sagte Battis. **"Das Asylverfahren ist kein Instrument der Einwanderungspolitik",** unterstrich der Staatsrechtler.

Wer aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen sicheren Herkunftsland einreise, könne sich laut Grundgesetz nicht auf das Asylrecht berufen, sagte Battis. **"Diese Regelung ist der Kern des Dublin-Vertrags. Dieses System funktioniert nicht mehr. Damit ist die Bundesrepublik verpflichtet, sich vor ungeregelter Einwanderung zu schützen. Ohne Grenzkontrollen wird auf Dauer nicht nur der Sozialstaat aus den Angeln gehoben, sondern auch der Rechtsstaat",** betonte der Staatsrechtler.

Die Entscheidung, ob in großem Stil Einwanderung nach Deutschland stattfinden soll oder nicht, müsse der Bundestag treffen, sagte auch Battis. **"Das kann die Bundesregierung nicht allein entscheiden."** Merkel setze auf eine europäische Lösung und den gemeinsamen Schutz der Außengrenzen. Das scheine aber nicht zu funktionieren. **"Wenn sich auf europäischer Ebene keine Lösung finden lässt, ist die Bundesregierung verpflichtet, für Rechtmäßigkeit und funktionierende Kontrollen an Deutschlands Grenzen zu sorgen",** forderte der Staatsrechtler.

epd/coh

136,104

POLITIK

GÜNER BALCI

13. Januar 08:16

"Das archaische Frauenbild bedroht uns alle"

Autorin Güner Balci kritisiert antiquierten Nationalstolz von Migranten. Frauenfeindlichkeit von Muslimen sei auch im Islam begründet. Die Deutschen warnt sie vor zu viel Integrationsoptimismus.

Von [Andrea Seibel](#) Ressortleiterin Meinung/Forum



Güner Balci, 40, ist Journalistin, Schriftstellerin und Filmschaffende. Sie ist in Berlin-Neukölln aufgewachsen. Dort lernte sie als Kind von einer Sinti-Familie und von Frau Arndt, einer Nachbarin, viel über die Deutschen. Sie hat unter anderem Bücher über Jugenrichterin Kirsten Heisig – die sich das Leben nahm – sowie über sexuelle Unterdrückung im Islam geschrieben. Ihr nächstes Buch "Das Mädchen und der Gotteskrieger" wird Mitte dieses Jahres erscheinenFoto: picture-alliance

Die Welt: Was haben Sie gedacht, als Sie von den schrecklichen [Geschehnissen in Köln](#) hörten?

Güner Balci: Alles erinnert mich an den Tahrir-Platz in Kairo, wo es ja auch im Laufe der Rebellion zu unglaublichen Übergriffen gegen Frauen gekommen war. Es klingt gemein, aber ich fühle mich eigentlich nur bestätigt in dem, was ich seit Jahren erzähle. Ich hätte nur nicht gedacht, dass das in so einem Ausmaß passieren könnte, denn vereinzelte Übergriffe gibt es schon lange. Die Polizei erzählt auch, dass sich die Gewalt nicht nur auf junge westliche Frauen beschränkt, sondern mittlerweile auch Mädchen mit Kopftuch betroffen sind.

Die Welt: Es gibt Vermutungen über die Täter, aber auch viele Gerüchte.

Balci: Das sind keinesfalls Männer, die als Gastarbeiter oder Gastarbeiterkinder hier sind. Sie sind wahrscheinlich noch nicht so lange hier. Und es sind Menschen, die wahrscheinlich irgendwann auch [Flüchtlinge](#) waren. Aber darum geht's gar nicht. Sondern, dass das einfach Männer sind, die ein extrem archaisches, frauenfeindliches Weltbild mit sich tragen und das auch in ihren Communitys weiter leben.

Die Welt: Und wie finden Sie die Äußerungen von Frau Reker, die ja in den sozialen Netzwerken für ziemliche Furore sorgt: Die jungen Frauen sollten Abstand wahren und bestimmte Plätze meiden. Wird dadurch nicht auch noch die Frau verantwortlich gemacht?

Balci: Das kann man so sehen, aber geht es nicht eher darum, sich vor solchen Situationen zu schützen? Was würden Sie denn Ihrer jungen Tochter raten, wenn die irgendwie auf eine Party gehen will? Ich würde ihr genau dasselbe raten, man muss mit der Realität umgehen. Natürlich wünschen wir uns alle eine Welt, in der Frauen ganz unproblematisch jederzeit an jedem Ort sein können, auch alleine und nachts und auch durchaus im Minirock, aber wir leben leider nicht in so einer Welt.

Das ist ja auch immer schon in der feministischen Bewegung ein Thema gewesen. Welche Orte sind die Orte, die besonders gefährlich für Frauen sind? Die sollen Frauen meiden, da sollen mehr Laternen aufgestellt werden. Da soll mehr Polizei kontrollieren. Ich finde das nicht verwerflich als Reaktion.

Die Welt: Die Deutschen sind weltoffener geworden, auch wenn sie wissen, dass die Bilanz der ersten Einwanderung durchwachsen ist. Doch nun haben wir auf einen Schlag [eine Million](#) an fremden Menschen im Land. Eigentlich sind sie Flüchtlinge, aber sie werden quasi schon als perfekte Einwanderer präsentiert. Kann das gut gehen?

Balci: Das kann kaum jemand bisher beurteilen. Aber was man auf jeden Fall sagen muss, ist, dass es ein Unterschied ist, ob man türkische Gastarbeiter hier hat einwandern lassen oder Menschen aus dem arabischen Raum. Auch wenn sich das Land heute unter [Erdogan](#) islamisiert, war die Türkei lange laizistisch geprägt. Die Präsenz von Frauen im öffentlichen Raum ist eine völlig andere als in der arabischen Welt. Von [Integration](#) reden wir noch lange nicht. Wir haben ja noch nicht einmal darüber gesprochen, was die angekommenen Flüchtlinge denken und wie sie ticken.

Die Welt: Wenn so viele neue Fremde kommen, sind uns die alten Migranten näher, und auch die fühlen sich deutscher.

Balci: Ich höre mich in diesen Milieus um, nicht nur in den türkisch-stämmigen, auch den arabischen. Ich würde mich nicht wundern, wenn irgendwann eine Bürgerwehr gegen kriminelle Flüchtlinge entstünde. Man hat auch extreme Vorbehalte gegen Flüchtlingsheime in den eigenen Wohngebieten.

Die Welt: Was nervt Sie am meisten an der migrantischen Existenz, wie sie sich in Deutschland entwickelt hat?

Balci: Was mich am meisten nervt, ist immer wieder diese Suche nach Identität in einer Herkunftskultur. Das betrifft fast alle, die hier einwandern. Sie glauben, eine bestimmte Kultur oder Religion hier konservieren zu können. Ein verkrampfter, antiquierter Nationalstolz. Das hindert viele, offen für Neues zu sein. Was man in einer so freien Gesellschaft wie der deutschen doch wunderbar kann.

Schade, aber offenbar brauchen Menschen viel zu sehr klare Grenzen und enge Räume, um sich sicher zu fühlen und Freiheit macht den meisten einfach Angst. Freiheit bedeutet auch wirklich, selbst mal auf die Idee zu kommen, was richtig für einen ist. Auch auf die Gefahr hin, alleine zu entscheiden und alleine dazustehen und sich nicht immer fallen lassen zu können in ein Netz, sei es Familie oder Clan.

Die Welt: Sie leben heute in Berlin-Mitte. Das ist sinnbildlich auch für die Mitte der Gesellschaft.

Balci: Von Köln ist es nicht weit bis Neukölln. In dem Milieu, in dem ich aufgewachsen bin, habe ich als Mädchen und junge Frau die Sexualisierung des Alltags sehr stark miterlebt. Es ist ein ganz großer Unterschied, ob man in Mitte in einem Café in einem luftigen Sommerkleid sitzt oder ob man das auf der Sonnenallee abends macht.

Und jeder, der diesen Unterschied nicht kennt, der kann das gerne mal als Experiment wagen. Das und die Alltäglichkeit von Gewalt, das war mir einfach widerlich. Widerlich, mit welcher Selbstverständlichkeit Kinder dort Gewalt erfahren und Gewalt weitergeben. Deswegen wollte ich da nicht mehr leben.

Gleichberechtigung muss zu einer Selbstverständlichkeit werden, die in keinster Weise, nirgendwo, weder in der Schule, noch sonstwo im öffentlichen Raum verhandelbar ist

Die Welt: Wie wurden Sie, wie Sie sind? Waren es die Eltern? War es die Schule?

Balci: Ich glaube, die beste Grundvoraussetzung ist, dass man nicht indoktriniert wird von seinen Eltern. Stattdessen habe ich humanistische Werte vermittelt bekommen. Das hat aber wiederum mit dem Alevitentum zu tun, das auch meine Eltern prägte. Vielleicht war es auch einfach nur Glück, dass mein Vater ein Freigeist war. Der wollte ausbrechen aus seinen kleinen dörflichen Verhältnissen, wollte in die nächste Stadt und dann nach Deutschland.

Die Welt: Wie kann man den syrischen Frauen und Männern helfen?

Balci: Ganz simpel. Man muss sich nur an die Frauenbewegung der 80er-Jahre erinnern oder auch noch weiter zurückgehen. Zu 68. Ich meine, was braucht es, um zu gewissen Veränderungen zu kommen? Es waren immer Minderheiten, die standhaft blieben und kämpften. Bis auf [Alice Schwarzer](#), die die Probleme immer wieder öffentlich thematisiert, gibt es heute aber kaum jemanden.

Unsere ganzen jungen, super emanzipierten Frauen kämpfen nicht für die Frau von nebenan, sondern bäumen sich auf gegen einen vermeintlichen Uralt-Feminismus, der in ihren Augen schon lange überholt ist. Aber das archaische Frauenbild bedroht uns alle.

Die Welt: Die Frage der Gleichheit von Mann und Frau ist elementar für jede Gesellschaft. Auch im 21. Jahrhundert.

Balci: Gleichberechtigung muss zu einer Selbstverständlichkeit werden, die in keinster Weise, nirgendwo, weder in der Schule, noch sonstwo im öffentlichen Raum verhandelbar ist. Weil nämlich genau davon abhängt, inwieweit wir wirklich eine zivilisierte Gesellschaft sind.

Die Flüchtlingsfrauen, die aus Verhältnissen kommen, die man sich für keine Frau wünscht, können das selbst nicht erkennen, daher muss es Aufklärungsarbeit in den Flüchtlingsheimen geben. Es muss die Möglichkeit für diese Frauen geben, auszubrechen aus diesen Strukturen. Ein immenser Aufwand, der betrieben werden muss.

Die Welt: Wie lernt man nicht nur Deutsch, sondern auch das Deutschsein? Sicherlich nicht allein, indem man das Grundgesetz aufsagt?

Balci: Nein, man lernt es eigentlich nur, indem man früh in der Schule und im Kindergarten vermittelt bekommt, was unsere Gesellschaft für den Einzelnen ausmacht. Das heißt, das ist ganz einfach. Da geht es um Kinderrechte, um Menschenrechte, um geschlechtsspezifische Erziehung der Kinder. Wir haben ja schon ein gut ausgebautes Erziehungssystem.

Irgendwo muss es da ganz große Defizite geben, sonst könnte es nicht sein, dass jemand, der zehn Jahre von unserem Bildungssystem profitiert hat, plötzlich auf die Straße geht und nichts verstanden hat von all dem, was unsere Gesellschaft eigentlich ausmacht. Schule und Kindergarten müssen noch viel mehr zu Orten der Erziehung zu einem eigenständig denkenden, freien Individuum, das Rechte und Pflichten kennt, werden.

Die Welt: Und die Erwachsenen? Die Hunderttausenden jungen Männer? Verlorene Seelen?

Balci: Die, die sich an keine Regeln halten, kann man nur noch sanktionieren. Und darauf hoffen, dass sie den Rechtsstaat fürchten lernen. Vielleicht schaffen wir es, dass sie irgendwann die Vorzüge dieser Gesellschaft für sich solcherart nutzen, dass sie niemandem mehr schaden.

Die Welt: Deutsch ist aber auch so etwas wie Zuverlässigkeit, Gründlichkeit, Bildungshunger, technische Neugierde, im neudeutschen Sinne Fahrradfahren, Mülltrennung, liebevolle Väter, einen Hund haben, aber auch geschieden zu sein ...

Balci: Na ja. Für mich ist Deutschsein in erster Linie diese große Gabe, alles kritisch und auch selbstkritisch zu hinterfragen. Ich glaube, das ist das Allertollste an Deutschland. Wenn man diese Selbstkritik spiegeln würde auf das Gegenüber, auf das Fremde, dann wäre es für mich der Idealzustand. All das, was man am anderen kritisiert, auch an sich zu kritisieren, würde eigentlich die erste richtige gesunde Basis für ein Miteinander schaffen. Jenseits aller politisch korrekten oder unkorrekten Diskussionen.

Die Menschen, die kommen, werden die Gesellschaft nicht immer nur positiv verändern

Die Welt: Warum hat die deutsche Gesellschaft zu wenig getan bei der ersten Integration, also bei den Gastarbeitern? Aus Ignoranz, aus Unfähigkeit?

Balci: Aus Gleichgültigkeit. Auch viele Deutsche begreifen den großen Reichtum ihres Landes nicht, dass man hier ohne krampfhaft kulturelle oder religiöse Zugehörigkeit glücklich werden kann. Und genau das der Grund ist, weshalb wir so viele Menschen anziehen aus allen Ländern, auch den europäischen. Es ist nicht nur die wirtschaftliche Schwäche ihrer Herkunftsländer, sondern die Erkenntnis, dass Deutschland offen sein kann für das andere.

Die Welt: Die Deutschen haben also immer noch nicht gelernt, Einwanderungsgesellschaft zu sein?

Balci: Noch lange nicht. Wir behandeln den Fremden als den Hilfsbedürftigen. Auch das ist eine gewisse Form von Apartheid. Die Menschen, die kommen, werden die Gesellschaft aber nicht immer nur positiv verändern. Und das ist etwas, was noch viel zu sehr vom rechten Rand bedient wird, der ja nur Ängste schürt. Es gibt noch keine Offenheit, zu verhandeln, wie weit wir gehen wollen, was wir wollen und was nicht.

Die Welt: Durch falsch verstandene Toleranz, eine Art Appeasement, haben wir Europäer Parallelgesellschaften geradezu gefördert, die wir nun beklagen.

Balci: Die Deutschen sind viel zu selbstgefällig. Welch falsche Selbstsicherheit, sich einzubilden, man sei ein Einwanderungsland, in dem doch alles gut laufe, solange sie nicht vor der Tür stehen und nerven mit ihren kulturellen

oder religiösen Eigenarten. Doch es läuft nicht gut, weil jeder seins macht und es gar kein Miteinander gibt. Das ist auch in den anderen Einwanderungsländern nicht gut gelaufen.

Die Welt: Wir reden immer davon, die Fehler der Vergangenheit nicht zu wiederholen. Doch angesichts der schieren Masse der Neuankömmlinge, kann man etwas anderes tun als Gettos zu bauen?

Balci: Ja, die werden auch entstehen. Das ist fast unvermeidbar. Denn die meisten wollen doch bevorzugt in Milieus leben, in denen sich Migranten schon lange festgesetzt haben. Das heißt, man ist am Ende wieder in so einem muslimischen Migrantenmilieu, was ja nicht schlimm sein muss. Die Sache ist nur die, man darf nicht die Kontrolle verlieren.

Überall aber sind salafistische Gemeinden aus dem Boden geschossen, mittlerweile haben die schon Kindergärten. Das muss unterbunden werden. Denn man muss die muslimischen Einwanderer vor diesen Extremisten schützen. Aber ansonsten, Parallelgesellschaften gehören zur Einwanderungsgesellschaft dazu. Man muss nur die Möglichkeit schaffen, dass es trotzdem Übergänge gibt. Und zwar für all die jungen Menschen, die anderes wollen.

In meiner Kindheit in den 80er-Jahren war es selbstverständlich, dass man deutsche Klassenkameraden hatte. Wenn man die nicht mehr hat, dann verliert man die Bildungsgerechtigkeit, die dieses Land eigentlich verspricht. Teilhabe an der Gesellschaft bedeutet, zu sehen, was deutsches Leben sein kann und ist. Auch alternative Lebenswelten zu erfahren. Genauso schlecht ist das für nicht migrantische Kinder, wenn sie nur in so einer behüteten Mittelschicht aufwachsen und nichts anderes mehr kennenlernen. Das ist genauso ein Getto.

Die Welt: Sie beginnen Ihren neuen Film dramatisch, denn Sie packen ein künstliches Hymen mit falschem Blut aus, das sich offenbar viele junge muslimische Bräute bestellen und in die Vagina schieben, um eine Jungfernschaft in der Hochzeitsnacht vorzutäuschen. Warum diese Obsession?

Balci: Weil sie von klein auf eingetrichtert bekommen, dass ihr Wert als Mensch genau von dieser Jungfräulichkeit abhängt. Es ist ein Wert, der auch finanziell verhandelt wird. Am Ende entscheidet das manchmal sogar über Leben und Tod.

Die Welt: Ähnlich wie Seyran Ateş, Nekla Kelek oder auch [Hirsi Ali](#) kommen Sie zu dem Schluss, dass der Kern des ganzen Problems mit dem Islam dessen Frauenbild ist. Aber ist dies eine Frage der Religion oder nicht eher der Kultur?

Es dreht sich nur um die Kontrolle über die Frau und die Sanktionierung von Sex

Balci: Das ist auf jeden Fall auch eine Frage der Religion, denn der [Islam](#) hat genau diese Sexualisierung der Frau und auch diese Abwertung der Frau festgesetzt. Wenn der Koran und die Hadithe die Leitlinien für Muslime sind, dann muss ich sagen, dass ein großer Teil von dem, was dort steht, einfach nur frauen- und menschenfeindlich ist. Und natürlich ist deswegen auch der unkritische, unreflektierte Umgang mit dem Islam ein Problem, denn er bekämpft die liberale, offene Gesellschaft.

Die Welt: Wie erreicht man eine Veränderung im Kopf des muslimischen Mannes?

Balci: Es geht immer nur um Sex. Diese Obsession mit dem Sex ist eine, die extrem verbreitet ist in patriarchalischen Gesellschaften. Und es dreht sich nur um die Kontrolle der Frau und die Sanktionierung von Sex und darum, wie man ihn dennoch heimlich ausleben kann. Ich meine, die jungen Männer gehen in den Dschihad, um Sexsklavinnen zu haben, das ist für viele einer der größten Anreize. Vielleicht überschätzen wir auch einfach Männer.

Sie fragten mich, ob ich schon einmal eine [Burka](#) anprobiert habe. Und da musste ich dann an diese Prostituierten auf der Oranienburger Straße denken, die ich immer sehe. Für mich ist das dasselbe. Beides ist der Ausverkauf des weiblichen Körpers.

Die Welt: Wenn heute alle Musliminnen in Deutschland auf einen Schlag ihr Kopftuch abnehmen, wären wir dann alle Sorgen los?

Balci: Das wäre auf jeden Fall interessant. Denn zum Ablegen des Kopftuchs gehört ja auch eine gewisse Rebellionsbereitschaft.

Die Welt: In Ihrem Film wird auch die Mutter von Seyran Ateş gezeigt. Sie hat sich bei ihrer Tochter, deren Werdegang sie nun bewundern kann, entschuldigt für ihre große Strenge und Gnadenlosigkeit in frühen Jahren. Gibt es heute mehr solcher Mütter?

Balci: Natürlich. Wir haben zum Beispiel auch ganz viele alleinerziehende türkische Frauen. Bei denen hat es tatsächlich einen Wandel gegeben. Es gibt auch viel mehr junge türkische Mädchen, die einen Freund haben oder die auch alleine in einer anderen Stadt studieren können.

Bei den arabischen Familien ist das noch weniger ausgeprägt. Aber auch da gibt es hier und da kleine Veränderungen. Mädchen dürfen dann zumindest schon mal den Bräutigam selbst aussuchen, ohne dass fünf Cousins vorgeschlagen werden. Aber das könnte alles noch viel schneller gehen.

Wir schaffen das, erzählen ja viele. Das weiß man erst nach 20 Jahren

Die Welt: Glauben Sie noch einen Euro-Islam? Ist er nicht ein Phantom?

Balci: Es gibt ihn schon lange. Für mich ist der Euro-Islam ein Islam, der nicht institutionalisiert ist. Leider brauchen wir in Deutschland immer dieses Institutionalisierte. Verbände müssen fast künstlich erzeugt werden, damit alles ein Gesicht bekommt. Und damit der Staat einen Ansprechpartner erhält. Aber ein Großteil der Muslime, vielleicht sogar die Mehrheit, lebt einen ganz individuellen Islam, der auch sehr liberal sein kann. Davon bin ich überzeugt.

Die Welt: Merkels Satz des vergangenen Jahres, wie haben Sie ihn aufgenommen?

Balci: Na ja, wir schaffen das, erzählen ja viele. Das weiß man erst nach 20 Jahren. Mein Leben ist geprägt davon, dass meine Eltern hier eingewandert sind. Das hat meine Wahrnehmung geschult. Ich bin wirklich gespannt, wie sich Deutschland entwickeln wird. Ich habe keine Ängste.

Deutschland ist ein großes Land, und ein reiches Land und ein sehr sicheres Land. Auch politisch stabil. Das heißt, jeder, der ein bisschen Grips in der Birne hat, wird seine Nische finden. Aber natürlich ist es traurig, wenn es rechtsfreie Räume gibt, oder Gettos. Das hat dieses Land einfach nicht verdient.

136,109

- [OPINION](#)
- [COLUMNISTS](#)
- [GLOBAL VIEW](#)

The Cologne Portent

In the spirit of Christian charity, Merkel has imported Muslim misogyny.

By **BRET STEPHENS**

Jan. 11, 2016 6:45 p.m. ET

Among the hard lessons of our wars in Iraq and Afghanistan, surely one of them is that it's foolish to expect that backward and often barbaric societies can be transformed into functioning liberal democracies. So why do liberals seem so surprised that so many people from these societies behave in barbaric ways after they've shoved their way into the West?

As I write, **516 criminal complaints have been filed in Germany** against men of mainly North African or Arab origin who went on a New Year's Eve sexual-assault rampage in the city of Cologne, Germany.

"Twenty or 30 men, foreign men, surrounded us and we couldn't even move anymore," a woman identified as Michelle told the [BBC](#). "They just grabbed our arms and tried to tear us apart and pushed our clothes away and tried to get between our legs."

Similar events also took place in Hamburg, Stuttgart and Berlin. In Sweden, a scandal erupted after it emerged that police had suppressed a report of mass groping by Middle East migrants at a festival last summer. In September, Soeren Kern of the Gatestone Institute chronicled some 30 cases of rape and sexual assault perpetrated by migrants against German and migrant women alike.

"In Bavaria, women and girls housed at a refugee shelter . . . are subject to rape and forced prostitution on a daily basis," Mr. Kern writes, citing reports from women's-rights groups. **"The price for sex with female asylum seekers is 10 euros."**

For anyone even minimally acquainted with Middle East mores, none of this is news. Mob sexual assaults in Egypt became notorious after the 2011 attack on reporter [Lara Logan](#), but they have become a staple of Egyptian life. "Suddenly I was in the middle, surrounded by hundreds of men in a circle that was getting smaller and smaller around me," one Egyptian woman wrote of a 2013 attack in Cairo's Tahrir Square. "They were touching and groping me everywhere."

The [World Economic Forum](#) publishes a Global Gender Gap Report, which ranks **the status of women in 142 countries. Bottom of the list: Yemen, Pakistan, Chad, Syria, Mali and Iran, all Muslim-majority countries.** A 2013 Pew survey of Muslim views on women's rights found that only **22% of Egyptians and 14% of Iraqis thought that women should have a right to divorce their husbands, while fully 92% of Moroccans and 87% of Palestinians thought a wife must always obey her husband.**

Put bluntly, there is a pronounced tendency among Middle Eastern men to view women either as chattel or as whores. This is not a pleasant reality to acknowledge, but it's an even more dangerous thing to ignore. So why is it ignored?

Mr. Kern writes that police have remained silent about incidents of rape "because they do not want to give legitimacy to critics of mass migration." That fits the pattern in Sweden, as it does with the Rotherham child sex-ring case, involving some 1,400 English girls abused over 16 years by men of Pakistani descent. In that case, police and social services ignored evidence of the abuse for fear of "giving oxygen to racist perspectives," according to the Independent Inquiry into the case.

Or, as Denis MacShane, Rotherham's former Labour MP and self-declared "Guardian-reading liberal leftie" put it, it was a matter of "not wanting to rock the multicultural community boat."

That's a telling admission. Multiculturalism is a liberal fetish that is also the antithesis of liberalism, classical or modern-- a simultaneous belief in individual autonomy and cultural equality, irrespective of whether different cultures believe in individual rights or not.

Typically liberals have elided this incoherence by pretending, as President Obama often does, that Western cultures are no better than non-Western cultures in respecting human rights, or by demanding radical liberalism inside the West while supinely accepting violent antiliberalism outside it.

But the events in Cologne make a nonsense of this. What was outside the West is now inside. In the spirit of Christian charity, Angela Merkel and other European leaders have imported a culture of Muslim misogyny. In the name of humanity, the benefactors are asked to close their eyes to the brutishness of so many of their beneficiaries.

At his State of the Union address Tuesday night, Mr. Obama was expected to make the case for opening America's doors to Syrian refugees. As the son of a displaced person who arrived with her mother in the United States after World War II with seven dollars, **I'm sympathetic to immigrants, particularly the lowliest among them. Whether their papers are in order doesn't matter to me. It's their intentions that count.**

No amount of vetting is going to find all the bad apples in the new wave of Middle Eastern refugees. So here's my modest proposal, for Mr. Obama and Ms. Merkel. Let's open our doors wide to women, young children and the elderly. And let's close it shut to the men. They have a mess to clean up in their own countries. And much to prove in the horrifying wake of Cologne.

Terror in Istanbul

Another week, another jihadist terror attack emanating from the chaos in Syria.

Jan. 12, 2016 7:18 p.m. ET

A bomb blast in Istanbul's Sultanahmet Square on Monday morning killed at least 10 people and maimed another 15. The attack bore the hallmarks of jihadist terror -- **one more consequence of the West's, and Turkey's, failure to check the chaos in neighboring Syria.**

Sultanahmet Square is near the Byzantine Hagia Sophia church and the Blue Mosque, among Turkey's most popular cultural destinations. **Many of Monday's victims were German and Norwegian tourists, suggesting Westerners were the intended target.** President [Recep Tayyip Erdogan](#) blamed a "Syrian suicide bomber," and Turkish officials believe [Islamic State](#) was probably responsible. **The attack comes two months after a pair of suicide bombings in the capital, Ankara, killed 102 people and injured 400 at a pro-Kurdish rally.**

Mr. Erdogan has recently stepped up efforts to defeat [Islamic State](#) after months of looking the other way as the terrorist group used Turkey's porous border to transfer fighters and supplies into Syria. Turkey has granted the U.S. basing rights for air sorties targeting [Islamic State](#) positions. Ankara also plans to build a new military base in Qatar and is expanding a base in northern Iraq to train Kurdish Peshmerga forces and anti-[Islamic State](#) Arabs.

Yet Mr. Erdogan still seems to view [Islamic State](#) as a secondary threat. His main enemy remains the separatist Kurdistan Workers' Party, or PKK. Turkey's ethnic-Kurdish southeast is again restive after Mr. Erdogan last year abandoned a peace process with the PKK. **Mr. Erdogan also isn't backing down on his own authoritarian ambitions that have alienated broad segments of Turkish society at a time that calls for a unifying leader.**

As for the White House, President Obama is sticking to his claim that his airstrikes-only campaign to "degrade and destroy" Islamic State is working. Yet the so-called caliphate still controls wide swaths of territory in Syria and Iraq, notwithstanding its recent setbacks in Ramadi, and is also increasingly expanding its operations in North Africa. So long as that trend continues, no city is safe.

Europe's Tax War on Itself

13 janvier 2016

[The Wall Street Journal \(Europe Edition\)](#)

The European Union's war on supposed corporate-tax cheats kicked up another gear Monday, and this time **European companies are in the cross hairs**. Competition Commissioner Margrethe Vestager called foul on a Belgian tax law the commission says unfairly saved 35 companies -- most of them European -- some 700 million euros (\$763.3 million) in taxes since 2005. Belgium will now have to collect those taxes if it doesn't appeal, or loses in court.

Belgium taxes all companies based on the profits they earn in-country. **But under the law at issue, the national government assumed some percentage of a multinational's Belgian profits derive from synergies and other efficiencies of being part of a large, global company.** So Belgian subsidiaries were allowed to guess what their profits would have been were they stand-alone companies and then pay taxes on that amount, rather than the much higher level of profits they had earned in real life.

This is dumb tax policy for Belgium. It allowed multinational companies to reduce their effective tax rates significantly while walloping local firms with the full corporate-profits tax rate of 33.99%, compared to the EU average of 22.25%. If Belgium's corporate-tax rate were lower for everyone, perhaps its economy would be growing faster than the current 0.2% quarterly rate and its unemployment rate would be lower than 7.8%.

But none of this amounts to tax evasion, which is why this case is an EU antitrust complaint rather than a prosecution launched by Belgium's own finance ministry. Ms. Vestager claims instead that Belgium's law constitutes state aid that's illegal under EU rules since multinationals received an advantage not available to smaller companies. She used a similar argument in October to require the Netherlands and Luxembourg to collect steep back taxes from Starbucks and Fiat Chrysler, respectively. Those cases will head to appeal while Ms. Vestager starts investigating other U.S. companies on similar grounds.

Washington has accused Brussels of protectionism over those cases, **but the new case that ensnares European firms gives the real game away.** EU leaders and tax-happy populists are frustrated with slow political progress toward EU-wide, and maybe global, tax rules that would raise taxes on large companies. Ms. Vestager thinks she's found a way to push things along using antitrust law. **It's a dangerous ploy since the message to investors is that not even a national tax law that appeared settled for a decade is a sure thing in Europe.**

The silver lining, if one emerges, will be political. **Perhaps now that European voters can see how their own large companies benefit from lower effective tax rates, politicians will drop the pretense that corporate tax breaks are engineered solely for the benefit of greedy American firms. Then maybe Europe can have a real debate about pro-growth tax reform.**

Germany Plans to Make It Easier to Deport Migrants

Officials aim to apply proposed law change to suspects convicted in connection with New Year's Eve assaults

By [ANDREA THOMAS](#)

Jan. 12, 2016 12:45 p.m. ET

BERLIN—Germany plans to make it easier to deport foreigners with criminal convictions, seeking to calm a public outcry over allegations of mass New Year's Eve assaults on women by mainly migrant men.

German Interior Minister Thomas de Maizière and Justice Minister Heiko Maas proposed a law change Tuesday that would allow people granted or seeking asylum to be deported from Germany if they are sentenced to one year in prison. The law currently requires a three-year sentence to trigger an asylum seeker's deportation.

Grounds for deportation would also be convictions without parole and suspended sentences for committing crime against life, physical integrity, sexual self-determination, property and attacks against police officers, including youth sentences, according to the proposed law.

Berlin is seeking to use the tougher rules to make it easier to deport people if they are convicted of New Year's Eve's sexual assaults reported in Cologne and other big German cities, the two ministers said.

"This is a tough, but appropriate response by the state to those who seek shelter here but believe they can commit crimes without facing consequences for their residency in Germany," said Mr. de Maizière. "With these proposals, we are significantly lowering the hurdle for a possible deportation of foreigners who committed criminal offenses in Germany."

The law still requires approval by the [German cabinet](#) and parliament, but the backing of both Mr. de Maizière, a conservative ally of Chancellor [Angela Merkel](#), and Mr. Maas, a member of the Social Democrats, Ms. Merkel's center-left coalition partner, signaled it was likely to pass.

German authorities said Monday that nearly all of the suspects in the New Year's Eve assaults in Cologne, where the most assaults took place, appeared to be of immigrant backgrounds, including asylum applicants who had arrived in recent months. The police in Cologne said they had received 553 complaints of the incidents, 45% of them including sexual violations.

Latest available crime statistics show that 30% of those convicted of sexual assault and rape in Germany in 2013 were foreigners, with 41% of the sentenced foreigners younger than 25, according to government data.

Many people who are seeking or have been awarded asylum in Germany avoid deportations because of certain exceptions, such as if their country of origin doesn't take them back, if they are responsible for minors living in Germany or if they face torture or death in their countries of origin.

In these cases, they are permitted to stay in Germany but face lower social-welfare benefits and higher hurdles to getting work permits.

With the proposed law change, though, criminal offenses would play a greater role when authorities decide whether to grant such exceptions, Mr. de Maizière said.

In January through November last year, 18,363 people were expelled from Germany—most of them hailing from Serbia, Kosovo and Albania—compared with 10,884 deported in 2014, according to the Interior Ministry.

Germany regards the members of the [European Union](#) as well as Albania, Bosnia and Herzegovina, Ghana, Kosovo, Macedonia, Montenegro, Senegal and Serbia as safe countries of origin to which people can be deported.

But Morocco, Algeria and Tunisia, where police say a large number of the New Year's Eve suspects came from, aren't designated as safe countries. That would make it more difficult for German authorities to send anyone convicted of participating in the mass assaults back to their home countries.

As a result, Ms. Merkel's conservative Christian Democrats have said they are also considering declaring Morocco, Algeria and Tunisia safe countries of origin. Such a move would require parliamentary approval.

About 1.1 million people—largely from the Middle East, Africa and Afghanistan—arrived in Germany in search of asylum last year, according to government figures. Many Germans have volunteered to accommodate them, providing food, clothes and language classes, but criticism has grown among the public and within Ms. Merkel's conservative party that the number of migrants is too high.

An opinion poll conducted by the pollster INSA and published in the German daily Bild on Tuesday showed that 61% of those surveyed have become more critical toward refugees since the New Year's Eve assaults, while one in four said they hadn't changed their view. According to the poll, 63% said Germany has too many migrants, compared with 45% in September.

Poland Deviates From Democracy

By THE EDITORIAL BOARD JAN. 13, 2016

It has been distressing these past weeks to watch Poland, long the poster child of Eastern European states that shed the Kremlin's suffocating embrace, adopting dictatorial measures of its own, not least a right-wing, nationalistic assault on the country's media and judiciary. The European Commission is scheduled to examine possible sanctions on Wednesday, but it is unlikely to take any, in part because Hungary and other governments sympathetic to Poland would veto them and also because they would serve only to deepen Warsaw's hostility to the European Union.

Nonetheless, it should be made clear to the Polish government that its [retreat](#) from the fundamental values of liberal democracy is reprehensible and foolish.

Since its victory in national elections in late October, the nationalistic, euroskeptic Law and Justice Party led by the former prime minister Jaroslaw Kaczynski has moved rapidly on [its conservative agenda](#), packing the highest court with malleable judges, reducing the court's ability to block legislation, imposing greater government [control](#) over the state-owned media, choosing a party stalwart previously convicted of abusing power to oversee the police and intelligence agencies and purging European Union flags from government press briefings.

This rightward swing, which mimics the politics of Mr. Kaczynski's friend, Prime Minister Viktor Orban of Hungary, has inspired grumbling in the bloc about the way former Soviet vassals rushed to join the union and tap into its largess only to turn against its core values. Poland's shift is all the more frustrating because the Law and Order Party already had a crack at power under Mr. Kaczynski and his twin, Lech Kaczynski, 10 years earlier, only to be ousted after two tumultuous years.

But however deplorable Poland's politics may be, they also reflect the enormous difficulties East Europeans have faced in assimilating the free-market economics and social liberties of Western societies from which they were forcibly separated for decades. Those challenges have been compounded by the sense of injustice that East Europeans feel at lagging, even now, well behind their Western neighbors in living standards.

The problem is that Mr. Kaczynski, and others who similarly perceive the European Union or the institutions of liberal democracy as a threat to their way of life, fail to understand that a union of shared values and liberties, and independent institutions to safeguard them, is the surest defense against the sort of dictatorship they endured under Communism.

Punishing Poland through sanctions would be counterproductive and even hypocritical, given the proliferation of like-minded parties across Europe. But that does not preclude European Union leaders from making clear to the Poles that Mr. Kaczynski's politics are a damaging deviation from the democracy Poland so ardently embraced 25 years ago.

136,115

Agression antisémite à Marseille : les juifs invités à enlever la kippa

Le Consistoire israélite de Marseille incite les juifs à "se cacher un peu" après l'agression d'un enseignant. Le grand rabbin de France désapprouve.
PAR LE POINT.FR (AVEC AFP)

Publié le 12/01/2016 à 17:29 - Modifié le 13/01/2016 à 07:26 | Le Point.fr



Le président du Consistoire israélite de Marseille, Zvi Ammar, a "incité" mardi les juifs de la ville à "enlever la kippa dans cette période trouble, jusqu'à des jours meilleurs", au lendemain de l'agression à la machette d'un professeur juif. © AFP/ BORIS HORVAT

Le président du Consistoire israélite de Marseille, Zvi Ammar, a « incité » mardi les juifs de la ville à « enlever la kippa dans cette période trouble, jusqu'à des jours meilleurs », au lendemain de l'agression à la machette d'un professeur juif. « Aujourd'hui, devant la gravité des événements (...), il faut prendre des décisions exceptionnelles, et, pour moi, la vie est plus sacrée que tout autre critère », a déclaré Zvi Ammar. Aujourd'hui, « on est obligés de se cacher un petit peu », a-t-il déploré, lui qui dit n'avoir « pas le choix » et que cet appel lui fait « mal au ventre ».

« Malheureusement pour nous, on est ciblés : dès qu'on est identifiés, qu'on est juifs, on peut être agressés et même risquer la mort. Là, on a franchi un pas d'une extrême gravité », a ajouté ce responsable communautaire. L'État fait « tout pour nous assurer le maximum de protection », a tenu à souligner Zvi Ammar, mais « on ne peut pas demander plus. On ne va pas mettre un policier, un gendarme ou un militaire derrière chaque juif ».

« Assurer la sécurité des juifs »

La communauté juive de Marseille compte quelque 70 000 membres sur une population de 855 000 habitants, selon le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), ce qui en fait la deuxième plus importante de France, derrière Paris et sa région, et une des plus nombreuses d'Europe également. Interrogée sur la décision du président du Consistoire, la présidente régionale du Crif, Michèle Teboul, a dit penser que « sur le plan personnel, (...) il faut vivre normalement ». « Mais je ne peux pas ne pas me plier (à cette décision) si c'est pour assurer la sécurité des juifs », a-t-elle ajouté.

Le grand rabbin de France, Haïm Korsia, a déclaré que cette recommandation faite aux juifs de Marseille était un « cri d'émotion compréhensible », tout en ajoutant : « Nous ne devons céder à rien, nous continuerons à porter la kippa. » De son côté, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif, organe politique), Roger Cukierman, a jugé que cette incitation n'était « certainement pas une bonne idée ». « Cela traduit une attitude défaitiste, de renoncement », a-t-il déclaré.

»Les juifs de France doivent se sentir en sécurité «

« Nous devons réaffirmer, nous devons garantir au quotidien, partout sur le territoire, la liberté de chaque citoyen, sa liberté, y compris de vivre sa croyance. C'est ça, une République laïque », a réagi la garde des Sceaux, Christiane Taubira, à sa sortie d'une réunion à Matignon pour faire le point sur la situation après les attentats du 13 novembre. « Cette République laïque, elle reconnaît la liberté de conscience, elle reconnaît aussi la liberté de croyance et la République garantit l'exercice des cultes. Le gouvernement y veillera, chacune, chacun a le droit d'avoir ses croyances », a-t-elle poursuivi. Les juifs de France peuvent-ils se sentir en sécurité ? « Absolument, comme tout citoyen français, les juifs de France doivent se sentir en sécurité » et doivent, « bien entendu », pouvoir porter la kippa dans la rue, a répondu la garde des Sceaux. « Nous sommes solidaires de la communauté. C'est à la communauté de prendre ses dispositions », a déclaré pour sa part le sénateur-maire (Les Républicains) de Marseille, Jean-Claude Gaudin.

Un enseignant juif de 35 ans, portant la kippa, se rendait lundi matin dans l'établissement privé marseillais où il enseigne quand [il a été attaqué à la machette par un adolescent turc d'origine kurde de 15 ans. Le professeur s'est défendu et n'a été blessé que légèrement.](#) L'auteur des faits, qui a dit aux policiers avoir agi « au nom d'Allah » et du groupe État islamique, a quitté mardi après-midi les locaux de la police marseillaise pour être transféré à la sous-direction antiterroriste à Levallois (Hauts-de-Seine). Le suspect, dont la garde à vue ne peut dépasser quarante-huit heures en raison de son âge, devrait ensuite être présenté à un juge d'instruction antiterroriste pour une possible mise en examen.

136,117

Nadia Hamour (LR) : "Le voile comme la burqa sont un symbole de l'oppression des femmes"

La secrétaire nationale à l'intégration des Républicains défend une conception combative de la laïcité au nom d'un "vivre en France". Entretien.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉMILIE LANEZ

Publié le 12/01/2016 à 12:53 - Modifié le 12/01/2016 à 17:36 | Le Point.fr



Nadia Hamour, secrétaire nationale à l'intégration des Républicains, lors d'un débat sur l'immigration en septembre 2015. © Capture d'écran / Youtube / Les Républicains

À l'opposé des **idées défendues par le sociologue Farhad Khosrokhavar**, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), la secrétaire nationale à l'intégration des Républicains Nadia Hamour prêche contre le foulard islamique et s'alarme de la non-application de la loi interdisant le port de la burqa dans certains des territoires de la République. Entretien.

Le Point : Vous avez récemment émis l'idée que **les femmes musulmanes échanget leur foulard contre un bonnet phrygien**. Était-ce une blague ?

Nadia Hamour : C'est davantage une anecdote recueillie alors que je faisais mes courses dans une chaîne de magasins populaires. Ce jour-là, toutes les caissières portaient un bonnet phrygien, même celles qui étaient habituellement voilées. J'ai trouvé que cette initiative était intéressante et participait d'une démarche favorisant le « vivre en France », notion que je préfère à la notion de vivre-ensemble, vide de sens et pathétique cache-misère ànonné mécaniquement par ceux qui nous gouvernent. Mais le message que j'ai voulu faire passer est clair et ne souffre d'aucune ambiguïté. Je préfère que ces femmes arborent un symbole d'émancipation et de libération, que peut représenter le bonnet phrygien, plutôt que le voile, qui est pour moi un symbole d'oppression et un stigmate de la marginalisation des femmes dans l'espace public.

Même si le bonnet phrygien le plus connu est celui porté par les révolutionnaires en 1789 et 1792, il a de tout temps revêtu le symbole de la liberté. D'abord d'origine orientale, il était emblème de liberté. Dans la Rome antique, les esclaves ayant été affranchis le portaient. Aujourd'hui, il est inscrit au cœur de notre histoire et de notre tradition en France. Il est devenu le symbole de la liberté, aujourd'hui incarné par Marianne, dont l'effigie figure sur nos timbres postaux. J'ajouterai que de nombreux pays d'Amérique latine se sont approprié ce symbole qui figure sur leurs drapeaux et leurs armoiries.

Vous savez, avant d'enseigner l'histoire à l'université et avant d'occuper des fonctions en cabinets ministériels, j'ai été amenée à travailler dans des lycées de banlieues. J'ai été en contact avec ces filles qui, malgré ce que certains veulent nous faire croire, aspirent toutes à l'émancipation, à l'autonomie et à la liberté. Mon expérience en collectivités territoriales m'a aussi permis de mesurer la terrible pression de ces réseaux communautaires qui, si on ne les arrête pas, auront raison de nos valeurs les plus précieuses, celles qui constituent le ciment de notre pacte républicain.

Lire aussi Nadia Hamour (LR) : « Remplacer le voile par un bonnet phrygien »

Bien que ne disposant pas de chiffres précis, faute d'enquêtes statistiques autorisées, les sociologues estiment que le port du voile intégral a augmenté en France. Si la loi l'interdisant n'a fait qu'amplifier le phénomène, à quoi bon la maintenir ?

La loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public, qui ne concerne pas uniquement les femmes intégralement voilées, mais tous ceux qui les y contraignent, comme tous ceux dont le visage dissimulé rendrait impossible leur identification, a été adoptée le 12 octobre 2010, après de longs débats qui ont d'ailleurs dépassé le traditionnel clivage droite-gauche. Le voile intégral est un signe de soumission et d'asservissement de la femme que la République ne saurait accepter. C'est la négation en acte des principes émancipateurs, car il condamne les femmes à vivre en marge de la société, à s'extraire, c'est le refus de la mixité, le refus de serrer la main de gens considérés comme impurs... Quand bien même cette servitude serait volontaire, cela ne la rend ni acceptable ni légitime.

Cinq ans après, où en sommes-nous ? Si l'Observatoire de la laïcité estime, à la fin de 2014, à 1 300 le nombre de condamnations depuis l'entrée en vigueur de la loi, et à 350 le nombre moyen de contrôles annuels de femmes intégralement voilées, majoritairement jeunes et récidivistes, nous ne disposons pas de chiffres précis. Néanmoins, nous avons le sentiment d'un substantiel accroissement du port du voile intégral dans certains territoires. Il suffit de se promener sur certains marchés au-delà du périphérique pour constater le phénomène, qui ne semble pas reculer. Je pense que ce serait une erreur de penser que l'augmentation de ce fait tient au vote de la loi. Je pense au contraire que c'est la non-application de la loi qui donne le sentiment que certains quartiers se voilent « intégralement ».

Ce phénomène est très grave, car il est en réalité la partie émergée de l'iceberg. Il exprime la résistance, après l'échec de l'installation du voile à l'école, d'un fondamentalisme identitaire, de forces obscurantistes qui cherchent par tous les moyens à grignoter subrepticement l'école, la vie sociale, les règles dans l'administration, jusqu'aux lois de l'État aujourd'hui. Il cache mal une dérive fondamentaliste dans les quartiers en difficulté, qui est nourrie par le communautarisme et encouragée dans ces territoires pour acheter la paix sociale et entretenir un vivier électoral bien commode. Le port du voile intégral véhicule un projet politique totalitaire qui confisque les libertés, et donc la démocratie. C'est un manifeste de propagande politique, celle revendiquée par l'État islamique, en totale contradiction avec nos valeurs.

D'ailleurs, c'est cette dangereuse dynamique religieuse qui nourrit aussi le djihadisme qui fait que de jeunes Français des villes ou des campagnes, mêmes convertis, partent rejoindre les rangs de l'État islamique pour commettre des attentats sanglants dans leur propre pays. La burqa n'est que le reflet de la montée d'un fondamentalisme identitaire contraire à l'esprit du progrès qui a modelé le visage de la France, où l'émancipation de la femme a joué un rôle essentiel. Le port du voile intégral est choquant, car il est le symbole d'un mépris complètement assumé, voire revendiqué à l'égard de la femme. Si mon engagement politique

s'est tourné aujourd'hui vers le parti Les Républicains, c'est justement parce que je suis convaincue que la liberté, l'émancipation et l'égalité sont des valeurs qui n'ont hélas plus leur place ailleurs.

Comprenez-vous le point de vue de ceux qui considèrent qu'en interdisant systématiquement le foulard dans les écoles et dans les services publics, on a crispé le débat et finalement radicalisé les points de vue ?

Suite aux conclusions de la commission Stasi, créée par Jacques Chirac en 2003, et à la mobilisation d'associations comme Ni putes ni Soumises, une loi sur les signes religieux dans les écoles publiques a été adoptée en 2004. Elle dispose que « dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit ». Et ce, toutes religions confondues. Aujourd'hui, je constate que la loi ne fait plus débat. Il n'y a plus de conflits à l'école, et les cas restent très marginaux alors que ce phénomène était en train de s'amplifier à la fin des années 1990. On est donc loin d'avoir radicalisé les points de vue. Même ceux qui s'étaient opposés à sa discussion en 2003 ont admis son « efficacité » en termes d'apaisement et de clarification dans les établissements scolaires. Par ailleurs, certains pays comme la Grande-Bretagne ou le Québec, qui disposaient d'une législation très libérale sur le sujet, débattent aujourd'hui sur la restriction des signes religieux à l'école et reviennent sur les fameux « accommodements raisonnables ». C'est dire la pertinence de la loi.

Mais ce que je retiens, c'est que la crispation des points de vue n'est rien à côté de toutes ces filles que la loi a protégées. La loi de 2004 leur a permis de résister aux diktats masculins dans notre société et face au poids du patriarcat dans certains de nos quartiers. Certains, aujourd'hui, veulent remettre en cause cette loi et veulent faire pénétrer la religion au cœur de la sphère publique en prétendant que c'est la laïcité même qui les y autorise, la liberté permettant d'afficher son appartenance communautaire religieuse. Tous ces débats nous montrent que la laïcité est un processus inachevé qui évolue face aux défis nouveaux qui la testent et la menacent.

Il faut expliquer sans relâche que le voile comme la burqa sont un symbole de l'oppression des femmes, une marque de la ségrégation des sexes, de la marginalisation de la femme et de l'appropriation du pouvoir par les hommes. Elle est le signe de l'enfermement et du développement séparé. Nous devons réaffirmer avec force que le voile touche aux valeurs fondamentales de la société française et notamment la laïcité, que l'on croyait pourtant acquise et adoptée par chacun. Il faut sans cesse expliquer que notre nation, héritée de la Révolution française n'exalte aucune tradition ni aucune religion, et que la supériorité de la loi commune sur tout enfermement n'est pas une oppression, mais bel et bien une émancipation.

Il faut répéter ici que l'expression des croyances s'arrête là où les principes de neutralité et de laïcité doivent s'appliquer. Il ne saurait y avoir dans notre République des tolérances pour les revendications à caractère religieux dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les prisons ou dans l'armée. L'école de la République, c'est aussi un pilier de la laïcité, génie de la République française qui a accouché d'un État neutre, au-dessus des convictions particulières des individus, qui doivent être néanmoins garanties. En fissurant ce rempart contre l'intégrisme que constitue la loi de 2004, c'est l'école républicaine que l'on abattrait à coup sûr.

Le discours des fondamentalistes musulmans profite de nos lois interdisant le port des signes religieux. Il s'en sert pour nourrir chez les pratiquants le sentiment de rejet et d'exclusion. Ne faudrait-il pas mieux assouplir nos positions, et permettre ainsi aux Français de confession musulmane de se sentir à leur place dans la nation, tout en pratiquant sereinement leur culte ?

L'immense majorité des Français de foi musulmane pratiquent leur religion sereinement et tranquillement dans notre pays. Dans leur très grande majorité, ils pratiquent une religion sécularisée qui n'implique que la sphère privée. Cette majorité silencieuse vit sa foi chez elle et est en accord avec les lois en vigueur dans notre pays. Les terribles attentats qui ont frappé la France en 2015 ont été dénoncés en masse, par ces Français musulmans. Pour afficher leur attachement à la France et leur détermination dans la lutte contre le terrorisme, de nombreux courants de l'islam français se sont mobilisés en signant par exemple le *Manifeste citoyen des musulmans de France*.

Ils sont très conscients qu'une image très négative d'un islam associé à l'islamisme et au terrorisme ne peut que nourrir la défiance et la suspicion des Français « de souche », qui se tournent de plus en plus vers le vote extrême. Ils n'ignorent pas que nos lois interdisant le port de signes religieux sont un rempart protégeant notre contrat républicain et social des assauts répétés contre la laïcité. La burqa est le fait d'une minorité agissante devant laquelle il ne faut pas céder au nom d'un relativisme culturel. La République doit être ferme et leur opposer le respect de la loi et de la laïcité dans notre pays.

Les musulmans de France n'ignorent pas non plus qu'une minorité très active cherche à imposer une logique d'affrontement et d'enfermement communautaire, pour créer la division. C'est ce que l'on appelle la *Fitna*, analysée par Gilles Kepel, cette discorde divisant la communauté musulmane, et qui oppose les modernes désireux de s'intégrer dans la démocratie aux anciens, souhaitant l'instauration d'un État islamique transnational.

Je tiens ici à souligner que ce combat n'est pas spécifiquement français, mais qu'il a une portée universelle et qu'à chaque fois, ce sont les principes universels de liberté, d'égalité et de dignité qui sont rappelés. C'est sur ces mêmes principes que les régimes réformistes et modernisateurs issus des processus d'affirmation nationale avaient prôné le dévoilement des femmes à la fin du XIXe siècle. Je pense au discours de Mustapha Kémal Atatürk, fondateur de la République laïque de Turquie, qui le 27 août 1925, évoquant le voile, déclara avoir vu « des femmes qui mettent un bout de tissu, une serviette ou quelque chose de ce genre sur leur tête pour cacher leurs visages, et qui tournent le dos ou s'accroupissent sur le sol lorsqu'un homme passe auprès d'elles. Que signifie ce comportement ? Messieurs, la mère et la fille d'une nation civilisée peuvent-elles adopter ces étranges façons, cette posture barbare ? C'est un spectacle qui couvre la nation de ridicule. Il faut y remédier sur-le-champ. » Je veux aussi citer l'Iran, qui, en 1936, a interdit purement et simplement le port du voile pour les femmes, comme le port des habits religieux pour les hommes.

C'est encore en s'appuyant sur ces principes que des femmes et des hommes luttent contre l'obscurantisme et le fanatisme. Je veux encore citer l'exemple de Taslima Nasreen, militante des droits de la femme et de la laïcité au Bangladesh. Je veux rappeler aussi le combat des femmes algériennes ou iraniennes qui viennent de braver courageusement l'interdit en postant sur Facebook des *selfies* sans le voile islamique obligatoire, pour revendiquer leur liberté de choisir.

Après l'interdiction du niqab en Égypte par Al-Azhar, au moment où la Tunisie a inscrit dans sa constitution la séparation entre l'État et la religion, nous baisserions les bras ? Au moment où le monde arabe veut se débarrasser de ses chaînes, nous, avec notre histoire, notre singularité et notre vocation à l'universel, nous reculerions face aux barbares ? Plutôt que reculer, ayons le courage politique de résister. Plutôt que d'assouplir nos positions, nous devons rappeler sans arrêt qu'en France, fille aînée de la République et jadis fille aînée de l'Église, depuis le baptême de Clovis, l'adhésion pleine et entière à notre corps social est aussi indissociable du primat des lois républicaines sur les lois religieuses, et que cette singularité est devenue consubstantielle à notre identité.

Si la République n'est pas le refus des religions et qu'elle doit défendre la foi, elle doit le faire aussi loin que celle-ci ne se substitue pas à la loi. Car l'histoire nous a souvent montré que le masque de la foi ne dissimule aucune vérité et que le radicalisme religieux, qui interdit l'appartenance nationale, peut conduire à la violence. Hier, la République laïque est parvenue à intégrer les masses catholiques qui lui étaient extrêmement hostiles et Napoléon a accéléré l'assimilation des juifs. Aujourd'hui, c'est au tour de l'islam, qu'on a trop longtemps enfermé dans des caves, d'être reconnu par la République pour enfin assurer l'équité culturelle entre les religions.

En 2006, l'Allemagne avait entamé un dialogue soutenu avec les représentants de musulmans et mis en place une conférence allemande de l'islam en traitant de l'égalité entre les sexes, de la prévention de l'extrémisme et de la radicalisation. Dans la même veine, pourquoi la République française ne prendrait-elle pas l'initiative d'organiser une assemblée de notables musulmans laïques et religieux, à l'instar de celle que Napoléon convoqua en 1806 ? Loïn de vouloir « gallicaniser » l'islam, comme Charles VII l'avait fait en son temps avec le catholicisme, il s'agirait de soutenir un islam de France pour enfin définir ce qui est négociable ou non dans la République.

Enfin, inscrire dans le marbre une charte de la laïcité dans la Constitution, à l'instar de celle qui orne désormais les murs de nos écoles, ne me paraîtrait pas incongru. Je pense que cela devrait faire partie des débats que nos parlementaires auront à mener dans quelques jours.

136,119

En France, "on a choisi de diaboliser le foulard islamique"

En s'appuyant sur l'observation de la réalité, le sociologue Farhad Khosrokhavar souligne les effets contre-productifs de l'interdiction du port du voile.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉMILIE LANEZ

Publié le 12/01/2016 à 12:49 - Modifié le 12/01/2016 à 12:56 | Le Point.fr



Des femmes portant le voile intégral dans une rue du centre de Marseille (illustration). © AFP/ MICHEL GANGNE



Farhad Khosrokhavar, directeur d'étude à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et auteur d'une dizaine de livres, dont "Radicalisation" (Maison des Sciences de l'Homme) ou "Les nouveaux martyrs d'Allah" (Paris, Flammarion, 2002). © DAMIEN MEYER AFP

Le sociologue et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), Farad Khosrokhavar, affirme qu'il existe plusieurs façons de porter le foulard islamique en France. À l'opposé de Nadia Hamour, déléguée nationale à l'intégration chez Les Républicains, l'auteur de *Radicalisation*, publié par la Maison des Sciences de l'Homme, souligne les effets contre-productifs de l'interdiction du port de tous signes religieux à l'école. Entretien.

Le Point : Combien de femmes portent le voile intégral aujourd'hui en France ?

Farhad Khosrokhavar : On ne le sait pas puisque ces enquêtes statistiques sont interdites. Nous savons en revanche que le port du voile intégral s'étend dans toute l'Europe, pas seulement en France. Il n'est donc pas uniquement une réaction à la crispation autour de la laïcité.

Que voulez-vous dire ?

Les lois interdisant tout port de signe religieux à l'école et dans les services publics ont vingt ans. Or je crains qu'elles n'aient pas eu que de bons côtés. En voulant déceler dans chaque foulard un signe de fondamentalisme, les autorités ont rigidifié le débat. Il est devenu impossible pour des femmes de confession musulmane de porter un foulard modéré, un foulard qui signifie pour elles quelque chose dans leur rapport à Dieu, tant ce tissu est aussitôt assimilé à une régression hyperfondamentaliste. Il y a pourtant plusieurs types de foulards : le foulard individuel sans aucun prosélytisme, le foulard fondamentaliste avec un sens développé de prosélytisme, le foulard provocateur (on provoque ceux qui vous refusent une identité « musulmane »), le foulard hermétique (le voile intégral) marqué par l'adhésion au salafisme pur et dur... Mettre dans le même sac tous les foulards, c'est donner un sens « intégriste » à l'ensemble alors que nombre de femmes le portent dans un sens non fondamentaliste.

Connaît-on les motivations des Françaises qui portent le voile intégral ?

C'est diversifié. Il y a là un phénomène religieux, politique et identitaire. Un quart des femmes intégralement voilées sont des converties, ce qui implique qu'elles ne le portent pas par tradition musulmane, par culture de leur pays d'origine. Elles

l'ont choisi, elles répondent à une logique de conviction. D'autres femmes le portent en se conformant à une identité sectaire, ce sont les épouses ou les filles ou encore des actrices salafistes. Elles se sentent appartenir à un groupe élu, elles affirment leur repli, elles sont dans une distanciation absolue à l'endroit de la société française, elles privilégient ce qu'elles perçoivent comme les lois d'Allah sur celles de la République : elles sont sectaires comme les salafistes quiétistes, mais pas violentes. Et les djihadistes, en règle générale, ne se recrutent pas parmi les salafistes quiétistes. Ceci étant vrai pour les femmes tout autant que pour les hommes.

L'interdiction du port du voile intégral n'a donc servi à rien ?

Je pense pour ma part qu'elle a au contraire amplifié le problème, le nombre de femmes intégralement voilées dans notre pays est bien plus élevé qu'on ne le pense, et les interdits n'y ont aucunement mis fin. Cette loi est inefficace. J'ajoute qu'elle place les policiers dans une situation intenable : s'ils interviennent afin que la loi soit respectée, ils encourent d'importants risques de sévices physiques ; s'ils laissent faire et ne verbalisent pas, ils signifient aux populations qu'ils ne font plus respecter les lois. J'observe pour ma part que cette loi apporte de l'eau au moulin des hyperfondamentalistes. Elle les légitime. Ces prêcheurs disent à leurs ouailles musulmanes : « Regardez, comme la France vous interdit de pratiquer, comme elle vous rejette. » Ce discours nourrit le sentiment d'exclusion. Le salafisme quiétiste n'a pour l'heure aucun lien avec l'islamisme radical, mais cela pourrait changer. Les islamistes radicaux revendiquent leurs crimes en nommant nos interventions militaires en Algérie, en Syrie ou en Afghanistan, ils n'ont encore à ce jour jamais excipé des lois interdisant le port des signes religieux ou du voile. Seulement, l'hyperfondamentalisme s'arrange de ces lois, elles nourrissent la confrontation. Jusqu'où ?

Y aurait-il, selon vous, une autre manière d'aborder le foulard et le voile, une approche différente et pour autant conforme à l'essentiel souci de respect de la laïcité ?

D'autres pays pratiquent une laïcité ouverte, ils s'accommodent de formes personnalisées de port du foulard, la Grande-Bretagne par exemple. On aurait pu choisir cette voie, dire à ces femmes qu'elles pouvaient porter un foulard, mais qu'elles devaient respecter et défendre l'égalité entre l'homme et la femme, l'interdiction de la polygamie. On a choisi de diaboliser le foulard. On a nourri l'affrontement. Beaucoup de femmes portant le foulard auraient voulu manifester en janvier dernier après les attentats contre *Charlie Hebdo* et dire leur attachement à notre République, elles n'ont pas osé.

À quelles catégories sociales appartiennent les femmes intégralement voilées et celles portant le foulard ?

Les voilées viennent des cités de banlieues, mais cette pratique s'étend à une partie de la petite classe moyenne. Le registre se diversifie, la base sociologique s'élargit. Ajoutons à ce constat un chiffre : 30 % des jeunes Français ayant rejoint le djihad en Syrie viennent de familles catholiques, juives, bouddhistes, protestantes et agnostiques. C'est beaucoup. Cela signifie que la radicalisation se répand par-delà les banlieues.

Vous parliez d'un foulard selon vous compatible avec la République. Il y en a un autre ?

Si certaines musulmanes voient dans ce foulard une forme de médiation avec leur Dieu, pour d'autres, le foulard est fondamentaliste, il dit un lien sacré plus important que les lois de notre pays. Les lois de 2003 interdisant le foulard à l'école ou dans les services publics impliquent que chaque femme le portant est mise dans la catégorie fondamentaliste, dangereuse. On leur dénie le droit à penser autrement. On oppose à ces femmes, qui portent le voile par fidélité religieuse, ou par tradition culturelle, l'espace de légitimité. On leur renvoie un fondamentalisme laïque. Quand j'enseignais à Yale, aux États-Unis, ou que je me rendais à Oxford, en Grande-Bretagne, je rencontrais des étudiantes françaises portant le foulard. Elles m'ont dit avoir choisi de poursuivre leurs très bonnes études à l'étranger car, en France, elles ne pouvaient pratiquer sereinement leur religion. Cela signifie que celles qui, cultivées, pouvaient moderniser le port du foulard sont parties. Il reste celles qui n'ont pas ces moyens intellectuels et culturels de relativiser ce vêtement.

Je suis personnellement pour le maintien de l'intégrité de l'espace public, mais de même que l'on a admis les homosexuels, malgré leurs particularismes, les malentendants, malgré la langue des signes, et les femmes, en leur accordant bien tardivement le droit de vote, dans cet espace sans en casser les ressorts, on peut y admettre aussi le voile modéré sans remettre en cause les fondamentaux de la laïcité.

Cologne attacks: we must avoid the risk of 'sexual jihad'

[Michael White](#)

Those in power need to face the awkward facts of gender, age, economic and cultural differences between refugees and hosts

A flashmob gathers in front of Cologne Cathedral to protest against the New Year's Eve attacks. Photograph: Sascha Schuermann/Getty Images

.....
Tuesday 12 January 2016 16.15 GMT Last modified on Tuesday 12 January 2016 19.52 GMT

Only some of the things we all get excited about are really serious, but far fewer in our open, western societies are also potentially sinister. Were the late-night [New Year's Eve "sex attacks" in Cologne](#) and other European cities an unfortunate coincidence, easily dealt with by better policing? Or do they point to something more disturbing?

Were the attacks merely opportunist, as much criminal as sexual in nature, by young men who were drunk or high? Were they committed mostly by young men from highly conservative cultural backgrounds in the Middle East and north Africa where women can only dream of the emancipation enjoyed by European women?

Were they coordinated in some way? And, if so, why? And by whom? From Helsinki south there is evidence, varied and contradictory, which makes serious analysis of these assertions a priority for all European governments. It should be a cautious analysis on such an inflammatory topic, but also rigorous. As [Gaby Hinsliff was admirably quick to argue](#), we mustn't shy away from awkward questions because the answers may give righteous comfort to bleak enemies of liberalism everywhere.

It was obviously pretty unpleasant: here's [Emma Graham-Harrison's account from the Guardian](#), and here's a more [hawkish take by the Mail's Sue Reid](#). It was all made worse by frightening police inaction. That thought should ring a bell in British cities where the cops have failed to understand sexual abuse of teenage girls and boys.

I should say right away that only the scale of what happened in the square outside Cologne's mighty 13th-century cathedral was new. Any well-travelled woman of any age will confirm that bum-pinching and worse is often an issue regardless of location.

My wife is one such woman sexually molested in a cathedral square. The cathedral was Notre Dame in Paris and the occasion a summer's day in the 1960s, long before we met. She said young men of north African appearance surrounded her, groped her and grabbed her crotch. No one helped. As a globe-trotting New Zealander, she spoke no French and had to push her way towards a young American selling the International Herald Tribune who took her to a café to recover.

The memory still upsets Mrs W, as it did when the Cologne affair surfaced last week. Harassment by colleagues, still a staple of British working life today, we should be humble enough to note, is more manageable. This was out of control, scary.

It happens, but we shouldn't put up with it. Respect for other people's traditions and habits in all their variety is how we live now. It has its downsides as well as its diversity, but mutual tolerance and some good luck should see all sides' experience of the refugee crisis through a period of adjustment.

So it will the Germans, who may have more catching up to do than Brits. Many of them disapprove of our more pluralistic "multiculturalism" – much as secular France does – but have failed to integrate immigrants on their own terms. Turkish "guest workers" were left in limbo for decades after immigrating to work on Germany's economic miracle of the 1950s. [Turkey is now back on Europe's radar in a big way](#) as its frontline against jihad.

That integration void in [Germany](#) is in danger of being filled by a resurgent nationalism, with fears fuelled by a host of concerns, including some legitimate economic ones about the eurozone, and all made worse by Angela Merkel's generous welcome to refugees from the war-troubled Middle East and north Africa. There have been attacks on migrants and asylum centres, and talk of vigilante teams keeping the streets "safe", that is, even less safe.

It's rarely easy, but the pace of change should always be manageable and the poorest should not bear the brunt. Britain didn't get that right either when – unlike France and Germany – it didn't use EU rules to put transitional restrictions on the inflow of hardworking Poles and other eastern Europeans joining the EU in 2004.

It's not as if we've got relations between the sexes right in Britain either, 90 years after women got the vote, 50 years after the pill, 40 since the Equal Pay Act, 30 since Margaret Thatcher became Tory leader.

Newspapers, TV and often the courts are full of inadequately charted sexual boundary incursions, some careless, some aggressive, some violent. Nor is it all one-way. University students trying to ban the feminist Germaine Greer for her “unacceptable” views on transgender people was quite a moment. We live in confusing times of David Bowie-esque fluidity, when it's easy to be intolerant of otherness.

Such issues, which confuse even those who've grown up with them, must be infinitely more baffling to newcomers who have to adjust to the story so far and don't necessarily approve of all of it. Most do their best, as do the rest of us. Was there a more improbable TV heroine last year than The Great British Bake Off winner, [Nadiya Hussain](#)? Put Hussain on the other side of the scales to the adolescent outsiders, low-grade criminals and ideological headbangers who have slunk off to join Islamic State, and we can all feel better.

Governments, intelligence agencies and police who are sifting through social media, suspects' records and email traffic (one foreign suspect in Germany reportedly carried a scrap of paper telling him how to say “good breasts” and “I want sex”), will sort fact from rumour as to the degree to which the New Year attacks were coordinated or inspired.

We're not there yet, but the idea of a “sexual jihad” is truly sinister because it inflames extremists on both sides. What extremists really like is other extremists, even those whose angry or absurd views are the opposite of their own. They hold up a validating mirror to each other. It is the moderate, middling majority – the rest of us – who need to worry about such people.

In all the confusion over Cologne one indisputable fact about Europe has been thrown into clearer focus in a troubling way: the imbalance of both gender and age among the newcomers from the predominantly Muslim world. In plain English (or German) it means that, on some estimates, two-thirds of them are men, and many of them are young and unaccompanied.

It doesn't take much imagination to work out why that's the case. Young men are sent to try their luck in Europe with their family's support; young men are thought to be more likely to survive the horrors of Mediterranean boat disasters. It is men we see struggling to reach the beach in Greece or Italy; they took a gamble which their women and children sometimes lost. In Sweden, so it is being reported, the teenage gender imbalance, at 123 males to 100 females, is higher than in China (117:100).

That's not what happened when families migrated to 60s Britain. **It's why liberal Canada is now prioritising families. Young men with insufficient females around have tended to violence throughout history. Cultural misogyny accentuates the problem. Don't take my word for it. Read Nazir Afzal, the prosecutor who nailed the Rochdale child sex traffickers and took stick for it from those on the left and right who were keen to avert their gaze from uncomfortable facts.**

Suppression of awkward facts doesn't magic them away, as Cologne's police force, Germany's politicians and media have been forced to acknowledge since New Year. We can manage this, but not by hiding under the duvet.

Liberal denken

Ausländerdebatte, Gender-Diskussion, Eurokrise – **Wie viel Kritik ist erlaubt? Was gestern geschmäht wurde, wandelt sich im Lauf der Zeit zu einer akzeptierten Meinung.**

13.01.2016, von KLAUS MAX SMOLKA

Es ist nicht erstaunlich? Nach den Gewalttaten von Köln überbieten Politiker einander mit Vorschlägen, deretwegen sie eben noch andere diffamiert hätten. Man darf jetzt fordern, dass Ausländer, die Böses tun, Deutschland verlassen sollen. Dass ihr Gastrecht nicht selbstverständlich ist. Dass sie sich uns anzupassen haben und nicht wir ihnen – so wie selbstverständlich Deutsche im Ausland die Normen dort zu befolgen haben.

Köln könnte für Deutschland so etwas sein wie Rotherham für Britannien. Dort wurden eineinhalb Jahrzehnte lang Hunderte Kinder missbraucht; die mutmaßlichen Täter waren mehrheitlich pakistanischer Herkunft. Klar, auch weiße Briten vergewaltigen Mädchen, und auf der Anklagebank im Fall Rotherham sitzen auch zwei Frauen ohne Migrationshintergrund – wegen Verdachts auf Kuppelei und Beihilfe zur Vergewaltigung. **Der springende Punkt ist, dass die Behörden bekannte Zustände jahrelang „unterdrückt oder ignoriert“ haben, wie eine unabhängige Gutachterin befand.** Eine zweite beklagte eine „Kultur unangebrachter politischer Korrektheit“. Wer einmal in einer nordenglischen Stadt wie Rotherham gelebt hat, erinnert sich gut: Polizisten, Behörden, Lehrer, die zögerlich gegen Nichteuropäer vorgehen – aus Angst, als „Rassisten“ dazustehen. **Rotherham aber schockierte viele und öffnete eine Debatte in einer Gesellschaft, die in vielerlei Hinsicht in Tabus gefangen sitzt.**

Verordnete Einheitsmeinung war vielen nicht geheuer

Von der Außenwarte sind die Dinge oft klarer zu betrachten. Als Deutschland Flüchtlinge uneingeschränkt willkommen hieß, war das vielen im Ausland nicht geheuer. Genauer: Die verordnete Einheitsmeinung war nicht geheuer. **Damals, im September, verlangte es hier Mut, vor unkontrollierter, plötzlicher Masseneinwanderung zu warnen. Die britische Kolumnistin Melanie Phillips diagnostizierte „lemminghafte“ politische Korrektheit in Deutschland:** „Wenn Leute, die ihre Kultur verteidigen wollen, von den liberalen Eliten im Stich gelassen und als Nazis stigmatisiert werden, treibt man sie in die Arme von echten Rassisten und Faschisten.“

Die Vorgänge in Deutschland werden auch in den Niederlanden aufmerksam verfolgt. Zentrale Frage: Warum berichteten Eure Medien anfänglich so zurückhaltend darüber, dass mutmaßliche ausländische Täter gruppenweise Frauen angingen? Dabei trugen auch Niederländer früher Samthandschuhe in der Debatte über „Allochthone“ (so das gebräuchliche Äquivalent unseres „Bürgers mit Migrationshintergrund“). Aber das hat sich geändert.

Als Schlüsselereignisse gelten die beiden Morde an Islamkritikern Anfang des Jahrtausends – vor allem der zweite, 2004, als ein muslimischer Fundamentalist den Regisseur und Berufsprovokateur **Theo van Gogh** auf der Straße beschoss und erstach. Missstände kommen jetzt deutlicher zur Sprache. Gut ein Jahrzehnt später erlebt Deutschland seinen Schlüsselmoment, das befindet jedenfalls die Zeitung „De Volkskrant“: „Köln ist der Wendepunkt“.

Warum bedurfte es dazu erst solcher Ereignisse? Die erzeugen, erschütternd, Gegengewalt. **In den Niederlanden zündeten Brandstifter nach dem Van-Gogh-Mord islamische Einrichtungen an, in Köln schlugen Rechtsradikale auf Ausländer ein.** Die Antwort: mangelnder Respekt vor der anderen Meinung. **Die Ausländerdebatte ist nur ein – wenn auch besonders drastisches – Beispiel für ein generelles Phänomen: Was gestern noch geschmäht wurde, wandelt sich im Lauf der Zeit zu einer zumindest akzeptierten Meinung. Auch sonst läuft das oft so im politischen und gesellschaftlichen Diskurs, das zeigt der Blick auf die vergangenen eineinhalb Jahrzehnte.** Wem die große EU-Osterweiterung zu schnell ging, wurde flugs als „schlechter Europäer“ diffamiert.

Gender-Diskussion seit langem vermint

Die zentralen Argumente für die Erweiterung stehen noch immer, etwa die Einbindung der damals neuen Demokratien. **Aber bestätigt haben sich auch Sorgen, dass ein Gebilde mit – heute – 28 Staaten viel zäher entscheidet.** Und die unterschiedliche Wirtschaftskraft alter und neuer Mitglieder Spannungen bringt. Heute darf das benannt werden. **Wer einst den Euro skeptisch sah, fand sich schnell in der nationalistischen Ecke wieder. Inzwischen ist Kritik an Konstruktionsfehlern der Gemeinschaftswährung gang und gäbe.** Vermint ist seit langem auch die Gender-Diskussion – in diesem Fall scheint, dass abseits der Mainstream-Meinung auch jetzt noch nicht viel erlaubt ist.

Hellhörig sollte man immer dann werden, wenn das Wort „populistisch“ fällt: oft nur ein Kampfbegriff jener, die die etablierte Haltung einnehmen und sich durch Gegenargumente nicht stören lassen wollen. Etwa als die Eurozone begann, hochverschuldete Staaten zu retten. Kritik daran? Populistisch. Aber die Wut der Bürger wuchs, und so ist mittlerweile erlaubt, jedenfalls zu fragen, ob das gerecht sei: andere Staaten herauspauken, zugleich im eigenen Land sparen.

Entscheidend in all diesen Debatten ist nicht, auf welcher Seite man steht. Ob man für unbegrenzte Einwanderung ist oder dagegen. Ob man Geschlechterpolitik gut findet oder schlecht. Ob man Hochschuldenländer retten will oder nicht. **Entscheidend ist, die wohlbegründete andere Meinung zu respektieren. Entscheidend ist, liberal zu denken.**

Toward a New Islamic Golden Age

Nidhal Guessoum is Professor of Physics and Astronomy at the American University of Sharjah, United Arab Emirates.

– The Muslim world’s past contributions to science and education were extraordinary. The Islamic “golden age” – during which scholarship and learning flourished across the Muslim world – lasted many centuries, and included the establishment of the world’s first universities. Today, however, Muslim-majority countries lag well behind the rest of the world in terms of education and research. This must change if the region is to provide modern jobs and better lives to its booming population and keep up with global development.

As it stands, only one university from the Muslim world – Turkey’s Middle East Technical University – makes the top 100 in an international ranking, and only a dozen or so can be found in the top 400 in various other lists. While there are no international standardized tests in science and math at the university level, fourth-, eighth-, and tenth-grade students in the Muslim world test below the global average in these subjects, according to the

Moreover, research output – as measured by publications and citations in international journals, as well as patents – is disproportionately low relative to population and financial capabilities. Muslim countries spend, on average, only about 0.5% of their GDP on research and development, compared to the global average of 1.78% of GDP and the OECD average of above 2%. The number of people working in science fields in the Muslim world is also well below the global average.

Eighteen months ago, a nongovernmental, nonpartisan task force of international experts – convened by the Muslim World Science Initiative and the Malaysian Industry-Government Group for High Technology, and coordinated by me – set out to explore the sorry state of science in the Muslim world and determine how universities could help to improve the situation. A better understanding of the various issues and possible remedies could enable science to flourish again in the Muslim world, with far-reaching benefits for its economies and societies.

Our review of the state of science at universities in the Muslim world took into account not just budgets and research, but also issues like the status of women in science studies and careers. Moreover, we conducted a thorough review – the first of its kind – of how science is taught at universities in the Muslim world, including pedagogical methods, textbooks, language of instruction, censorship of “controversial” topics (such as the theory of evolution), and the role of religion in science classes.

In a just-released report, the task force concludes that, though the overall state of science in the Muslim world remains poor, much can be done to improve it effectively and efficiently. The task force offers specific recommendations for academic institutions, national policymaking bodies, and other stakeholders, such as science academies, industry associations, and civil-society organizations.

For academic institutions, one major goal should be to build students’ capacity for creative thinking and critical inquiry. To this end, the task force recommends broadening the education of science-focused students to include humanities, social sciences, languages, and communication. At the same time, it calls for the adoption of internationally tried and true teaching methods, particularly “inquiry-based” and “active-learning” approaches. Of course, such a shift would require professors to receive training in these methods.

Professors should also be encouraged to dedicate themselves to writing textbooks and conducting science outreach, not just publishing more papers. This recommendation may be surprising, given the Muslim world’s low research productivity. But the reality is that such efforts will produce more real-world benefits than a single-minded focus on publication, which can inadvertently encourage plagiarism and junk science.

The task force has recommended that national policymaking bodies grant universities more space to innovate (especially in curricula) and evolve (in research programs and collaborations), each in its own way, according to its strengths and weaknesses. And it has called on all institutions to embrace meritocracy and shun gimmicks like paying for “collaborations” to boost publications. A quick rankings boost is never worth the risk of reputational damage in the longer term.

These steps require a bottom-up program of change. That is why the task force has now put out an open call for universities across the Muslim world to join a voluntary Network of Excellence of Universities for Science (NEXUS). Overseen by the task force, this self-selected peer group – comprising university administrators and faculty who recognize that change must start from within – will implement the steps that the task force has devised.

The hope is that once the first group of universities' efforts begin to bear fruit, more institutions will join. The resulting momentum will create pressure for ministries, regulators, and other policymaking bodies – which may be the most resistant to change – to take complementary steps.

Universities are hubs of research, critical thinking, and lively debate, where the next generation is not only exposed to established facts and theories, but also learns to dissect ideas, pinpoint flaws, and help enrich and expand our knowledge base. At a time when the Muslim world is facing unprecedented challenges, the importance of creating a healthy academic environment cannot be overstated.

Read more at <https://www.project-syndicate.org/commentary/muslim-countries-science-education-by-nidhal-guessoum-2016-01#1ZEH5PiSPH4K23UW.99>

136,126

An Attack on Democracy? Worries over Poland Mount in Brussels and Berlin

From the courts to the media, Poland's new government has passed a number of new reforms that have the EU concerned about creeping autocracy. Complaints thus far have fallen on deaf ears in Warsaw, triggering calls for firmer action from Brussels. By SPIEGEL Staff

No, Frans Timmermans says, unfortunately he still hasn't received an answer. The deputy head of the European Commission has written to the government in Warsaw twice in recent weeks to express his concern over the rule of law in Poland. Instead of the requested letter, all he got was gloating on the part of new Polish Foreign Minister Witold Waszczykowski. Any EU official "who came to office via political connections" is "not a legitimate partner" for a government elected by the people, Waszczykowski scoffed.

Timmermans these days is having to exercise his utmost diplomatic skill in order to avoid an escalation of tensions. When, during a visit to Amsterdam on Thursday, Timmermans was asked about the Polish foreign minister's jibe, he could have struck back. But there is already enough tension, so he chose to take a different tack, instead praising the transformation of Eastern European countries from socialist dictatorships to free societies. But, he added, true democracies include two important elements: the protection of human rights and adherence to the rule of law.

The fact that Timmermans had to utter something that obvious says a lot about the current state of the European Union -- and developments in Poland. In less than two months, the country's new nationalist-conservative government has succeeded in disempowering the constitutional court, passing a law establishing government control over public broadcasting and installing party-aligned political appointees at the head of its intelligence services. "We want to cure our country of a few illnesses," Foreign Minister Waszczykowski told Germany's tabloid *Bild* earlier this month.

Increased Scrutiny

It's a choice of words most often associated with autocrats and has alarmed the European Commission. On Wednesday, the EU executive is expected to discuss whether or not it will open the so-called "rule of law mechanism." Should it do so, it would mark the first time a member state has been subjected to that level of scrutiny for violating the fundamental values of the European Union.

The procedures were established in 2014 as a kind of early-warning system to counter anti-democratic developments. If invoked, it stipulates that governments must account to the EU for changes to legal and constitutional changes -- and ultimately to repeal those laws that run afoul of EU policy.

With his suggestion that Warsaw be placed "under supervision," Günther Oettinger, Germany's member of the European Commission, fueled widespread suspicion within the governing Law and Justice (PiS) Party in Poland that the developments coming out of Brussels might be part of some kind of Berlin-led conspiracy. "No pressure, no words, especially those from the lips of German politicians, will defer us from this path," PiS party boss Jaroslaw Kaczynski told supporters on Sunday. "We will repair Poland. We will implement this reform program."

'Putin-Style Politics'

So far, Merkel's government has resisted openly criticizing Poland in light of historical burdens in the relationship between Germany and Poland. But other politicians have been outspoken, including Martin Schulz, the center-left Social Democrat -- and German -- who is president of the European Parliament. On Sunday, he likened current developments in Poland to "Putin-style politics." And in an interview with SPIEGEL published on Saturday, Volker Kauder, conservative floor leader in German parliament, pleaded for sanctions against Poland if the country continues to violate the principles of rule of law. "If violations of European values are identified, then the member states must have the courage to apply sanctions," he said. "The Polish government needs to know that certain fundamental values in Europe cannot be infringed upon."

Those comments and others made by German politicians prompted Poland's foreign minister to summon Germany's ambassador to a meeting on Monday to discuss "anti-Polish" statements. After the meeting, the Polish foreign minister pleaded for more frequent visits by leading German politicians as the best solution for "communications problems."

In Berlin on Monday, Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier announced he would accept an invitation by the new government in Warsaw "in the very near future." Meanwhile, Chancellor Angela Merkel's spokesman also emphasized close ties. "Germans and Poles are neighbors, partners, friends," he said. "We want to preserve and further precisely that -- even deepening it where possible."

"We cannot allow the current debate to lead to a bilateral conflict between Germany and Poland," says Michael Roth, the center-left Social Democrat state minister in the Foreign Ministry responsible for European affairs. Instead, Berlin is counting on the European Commission -- and is hoping that Warsaw isn't seeking to distance itself from European values in the long run.

'Pure Arrogance'

But is that realistic? "We view the allegations that we are breaching rule of law as pure arrogance," says Karol Karski, a constitutional law expert and PiS member of the European Parliament representing Poland. He says his party is unruffled by the prospect that the rule of law mechanism may be opened. He says it was the liberal government that preceded his, after all, that populated the constitutional court and the media with its people. Karski claims the moves had been made in order to make it impossible for PiD to govern and that this is now being corrected.

Still, the pace at which the nationalist-conservatives have been pushing through reforms in parliament has caught many Poles off guard as well. During the election campaign for the presidency and parliament, Jaroslaw Kaczynski's party had positioned itself as moderate and avoided polarizing, nationalist tones.

Almost as soon as they were in power, however, the nationalist-conservatives began showing their true face. First they began appointing their own party members to the constitutional court and then followed up with a singular blow to the freedom of the press. Between Christmas and New Years, a time when politics usually comes to a standstill in this deeply Catholic country, the government used its majority in parliament to pass a new media law mandating that the most important

posts at public radio and television stations will be appointed directly by the government. For its next step, the government is planning to suspend the contracts of all journalists at state broadcaster TVP. A director appointed by TVP is then expected to "review" each individual journalist before making any rehiring decisions.

'Government Propaganda Broadcasters'

"We're heading towards conditions that fit the pattern of Moscow, Minsk or Budapest," says Tomasz Lis, Poland's most important news anchorman, but also arguably the journalist most-hated by the nationalist-conservatives. "PiS is going to turn the state stations into government propaganda broadcasters," he argues. "They see no difference between the interests of the state and those of the party. We're still familiar in Poland with that kind of conception from communist times."

The most controversial move so far is a new law passed that requires a two-thirds majority for decisions by the Constitutional Tribunal, which decides on the constitutionality of Polish laws, rather than the previous simple majority. PiS is expected to follow the move in the coming year by seeking to bring further institutions key to power and the administration of justice under its control. These include the highest court, the highest administrative court and the office of the human rights commissioner. In March, PiS also intends to introduce its plans for the reform of the state prosecutor's office. Under the reform, the justice minister would also assume the role of chief prosecutor in what would be a clear violation of the principle of the separation of powers.

Behind all the moves is PiS party leader Kaczynski, a nationalist who emerged as a political figure in the anti-communist opposition during the 1970s. "He belonged to the conservative faction," says Wojciech Sadurski, a law professor in Sydney who studied with him. "What bothered him most about communism was less the fact that it was undemocratic and more that it was 'un-Polish.'" For many, the Polish People's Republic was nothing more than the manifestation of Russian foreign control over Poland, he says. "Kaczynski still dreams today of centralizing power," says Sadurski. He argues that Kaczynski finds protracted democratic policy debates, internal party wrangling and minority interests with suspicion.

The PiS chairman is also the reason it will be difficult for Poland's EU partners to convince the country to make concessions. There is little contact with the 66-year-old. Given that Kaczynski has no official government function, it would also be unusual in terms of diplomatic protocol for leaders like Chancellor Merkel or European Commission President Jean-Claude Juncker to request meetings with him. The nationalist-conservative prefers staying in the background, meeting only seldom even with his own party colleagues. "He will continue with the restructuring of the state," former college friend Sadurski says.

Since December, tens of thousands of people have taken part in Warsaw and other cities against what some have described as a "creeping coup." In order to contain popular outrage, the government is currently preparing a series of social reforms. Among the initiatives is a move to sink the retirement age again -- which was raised by the previous government -- to 60 for women and 65 for men. The minimum wage is to be increased and Polish mothers will also get a 500 zloty monthly family allowance. Following the Hungarian model, special taxes would also be imposed on supermarket chains in order to ensure that small Polish businesses remain competitive. Legal expert Sadurski calls these measures "attempted bribery."

Ultimately, the European Commission's room for maneuver is limited. It can deploy the rule of law mechanism, but the process is a complicated one. If the dialogue on the rule of law deficits between the Commission and the member state fails to make headway, the Commission has the option of introducing procedures outlined in Article 7 of the Lisbon Treaty.

High Hurdles for Sanctions

At that point, however, high hurdles are set in place for any sanctions. First, the European Council, the powerful body representing the leaders of the member states, would be required to determine with a four-fifths majority vote that there is a "clear risk of a serious breach of the EU values by a member state." It's hard to imagine that other countries that have been the subject of criticism for their democratic deficits, including Hungary and Slovakia, would leave Poland in the lurch.

In addition, sanctions like the suspension of voting rights can only be imposed if the European Council unanimously agrees that the breach of EU values existing in the member state in question is "systemic and persistent." As grave as the PiS' state incursions have been, they are unlikely to fulfill that criteria. "There would have to be something like a military putsch in Warsaw for that to happen," says one veteran EU diplomat.

As such, officials in Brussels and Berlin are considering other ways to pressure Poland to shift its stance. Like the Baltic States, the country is demanding solidarity from the Europeans when it comes to dealing with potential problems with neighboring Russia. It's a card that the Poles have often played in the past -- most recently only a few days ago. Warsaw officials said a vote in favor of British EU reform proposals was conceivable if Britain were to increase its military presence near the Russian border. The government in Warsaw would also like to see the establishment of a permanent NATO base in Poland, a move Western Europeans have so far rejected out of consideration for sensitivities in Moscow.

'Those Who Want Something also Have to Give'

Better leverage, however, may be offered by this year's review of the EU's financial framework. During the European refugee dispute, European Parliament President Schulz already suggested he would be prepared to use this mechanism in order to force the Poles to behave. "The medium-term planning requires unanimity," he said. "Those who want something also have to give."

In mid-January, the European Parliament plans to address events in Poland during a session in Strasbourg. Herbert Reul, who heads the conservative Christian Democrats' faction in the EU parliament, says it is likely that a strongly worded resolution will be drafted. "If political means of dialogue don't work, then we need economic sanctions," he argues.

Reul believes the Poles should be threatened with the withdrawal of EU subsidies. In 2014 alone, Poland netted €13.75 billion (\$14.9 billion) in funds from the European budget. Indeed, no other country has profited as much from the European cash bonanza. The Brussels subsidies, for example, made the rapid construction of Poland's highway system possible.

Even as Merkel has thus far avoided making public statements on the issue, her patience with Poland is finite. "It strikes me as somehow very strange that those who consider themselves lucky that they have lived to see the end of the Cold War now think that one can completely stay out of certain developments of globalization," she told members of the center-right European People's Party at the beginning of October in Strasbourg.

It appears that Warsaw isn't entirely indifferent to perceptions in Brussels and Berlin. Many EU parliamentarians were taken by surprise the weekend before last when they received hundreds of emails from anonymous Polish addresses written in their respective languages. "We want to reassure you," the messages read, "democracy in Poland is in no way under threat."

Despite all its reservations about German dominance in Europe, Warsaw needs to be careful not to allow relations with Germany to cool off, argues Krzysztof Bluszczyk of the Warsaw-based think tank Demos Europa. He says the alliance with Germany is important, especially when it comes to the Ukraine crisis. PiS, he says, is highly critical of Russia and considers it imperative that sanctions against Moscow be maintained.

But if Warsaw begins fighting with Berlin, Poland could fall into a situation in which historical traumas are reawakened -- one in which it finds itself wedged between the major powers Germany and Russia, ignored in Berlin and viewed with hostility by Moscow. This may explain why PiS politicians are currently stressing the importance of their good ties to Germany, wherever they get the chance. Even EU parliament member Karski says, "We want the best of relations."

After months of silence, Warsaw is now seeking dialogue with its German neighbors. Last week, the office of Prime Minister Beata Szydlo contacted the Chancellery in Berlin. She is finally expected to make her first official visit to German Chancellor Merkel on Feb. 12.

By Peter Müller, Ralph Neukirch, Christoph Pauly, Jan Puhl and Christoph Schult

136,129

F.A.Z. Exklusiv

Ausgaben für Ökostrom erreichen neues Rekordniveau

Die Ausgaben für Strom aus grünen Quellen erreichte 2015 ein neues Rekordniveau. Die Union verlangt nach „Sofortmaßnahmen“ zur Kostenbegrenzung.

13.01.2016, von ANDREAS MIHM, BERLIN



© DPA Windräder in Brandenburg: Die Ausgaben für Ökostrom erreichten 2015 neue Höhen.

Ausgaben für Ökostrom erreichen neues Rekordniveau. Die Union ruft nach einer Notbremse, schreibt @amihm.

Die Ausgaben für den Ökostrom haben 2015 ein neues Rekordniveau erreicht. Nach Angaben der Netzbetreiber wurden den Betreibern von Wind-, Photovoltaik- und Biogasanlagen 24,1 Milliarden Euro gezahlt. Das waren 2,6 Milliarden Euro mehr als im Vorjahr. Die Union verlangte deshalb von Bundeswirtschaftsminister [Sigmar Gabriel](#) (SPD) „Sofortmaßnahmen“ zur Begrenzung des Ausbaus erneuerbarer Energien auf den abgesprochenen Ausbaupfad.



Autor: Andreas Mihm, Wirtschaftskorrespondent in Berlin. Folgen:

„Sonst landen wir bei 30 Milliarden Euro Förderkosten im Jahr 2018“, sagte der stellvertretende Fraktionsvorsitzende [Michael Fuchs](#) (CDU) der Frankfurter Allgemeinen Zeitung (F.A.Z./Mittwochausgabe). Gabriel habe mit der letzten EEG-Novelle eine Kostenwende versprochen, doch das Gegenteil sei der Fall. So laufe der Ausbau der Windenergie an Land völlig aus dem Ruder, weil die Vergütungssätze immer noch viel zu hoch seien.

„Die Energiewende ist auf dem besten Wege, ein finanzielles Desaster zu werden“, sagte Fuchs. Das von Gabriel angekündigte Ausschreibungsmodell für eine bessere Mengensteuerung greife „leider viel zu spät, nämlich erst im Jahr 2019“.

Es geht um Deutschland

Die Sicherung der Grenze muss der Beginn einer neuen Politik sein. Das ist unabdingbar.

13.01.2016, von REINHARD MÜLLER

Wer will das noch erklären? Die Bundespolizei weist schon jetzt Flüchtlinge an der Grenze ab - aber nur die wenigen, die ausdrücklich erklären, in Schweden Asyl beantragen zu wollen. Alle anderen werden weiterhin nach Deutschland hereingelassen, obwohl auch sie keinen Anspruch darauf haben. Und das sind immer noch etwa dreitausend Personen am Tag.



Autor: Reinhard Müller, In der politischen Redaktion verantwortlich für „Zeitgeschehen“ und für „Staat und Recht“. Folgen:

Dabei zeigt sich immer mehr, dass die Bundesregierung nicht auf europäische Solidarität setzen kann. Und es hat bisher offenbar auch nicht viel gebracht, auf die Türkei zu setzen, wo jetzt deutsche Urlauber bei einem Terroranschlag in Istanbul getötet wurden. Keine Frage: Deutschland muss weiter helfen. Deutschland muss aber auch sich selbst helfen.

Es gibt keinen Grund zu Panik, und es darf schon gar nicht gehetzt werden. Aber es gibt allen Grund zu handeln. Die jetzt beschlossenen Erleichterungen zur Ausweisung straffälliger Ausländer sind ein erfreuliches Signal. Doch allein dadurch verlässt niemand das Land. Die Bundesregierung will jetzt „alles dafür tun, durch verbindliche Vereinbarungen mit den Herkunftsländern die tatsächliche Abschiebung von Straftätern zu erleichtern“. Aber das liegt eben nicht (allein) in ihrer Hand.

Der Bundesjustizminister will - erfreulicherweise - sicherstellen, dass Migranten nicht unter Generalverdacht geraten, und deswegen klar unterscheiden: **Die „vielen rechtstreuen Flüchtlinge, die bei uns Sicherheit und Zuflucht suchen, müssen wir schützen. Gegen kriminelle Ausländer aber müssen wir sehr entschlossen vorgehen.“ Aber das Hauptproblem sind doch die „vielen rechtstreuen Flüchtlinge“, von denen wir übrigens gar nichts wissen, offenbar nur, dass sie rechtstreu sind.**

Das ändert aber nichts daran, dass nur die wenigsten von ihnen nach europäischem wie deutschem Recht hierzulande einen Asyl- oder Schutzanspruch haben. Gleichwohl wird weiterhin fast jeder hereingelassen, und wer da ist, soll integriert werden - ohne dass sich der Souverän je dazu geäußert hätte. Dazu passt, dass weit mehr als eine halbe Million von Asylanträgen noch gar nicht bearbeitet ist. Besonders rechtstreu geht man mit den rechtstreuen Flüchtlingen also nicht um.

Überfordertes Berlin

Wozu führt das? **„Die innere Sicherheit ist gefährdet, soziale Spannungen drohen die Gesellschaft zu spalten. Geltendes Recht wird nicht beachtet.“** Diese Sätze stammen nicht aus dem Aufruf einer Bürgerwehr, sondern aus einem aktuellen **Positionspapier der Bayerischen Staatsregierung**. Das mag die Bundesregierung nicht beeindrucken, schließlich ist die Flüchtlingskrise im Alltag der allermeisten Deutschen noch gar nicht angekommen. Berlin ist allerdings schon mit der humanen Unterbringung von 40 000 Flüchtlingen überfordert. Hätte die Hauptstadt die gleiche Last zu schultern wie manche Kommune, müsste sie sieben Millionen Migranten aufnehmen. Dann sähe die Flüchtlingspolitik auch der Bundesregierung wohl etwas anders aus.

Oder kann Bundeskanzlerin Merkel nur nicht hinter ihr „Wir schaffen das“ zurück? Abgesehen davon, dass es hier nicht um einen möglichen Gesichtsverlust einer Politikerin, sondern um das ganze Land geht, **wäre jetzt der Zeitpunkt gekommen, um zu sagen: Wir helfen weiter, wie wir können, wir haben alles versucht, um die Krise europäisch zu lösen. Jetzt muss die Grenze gesichert werden, um unseren Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts zu erhalten. Das können wir wirklich schaffen.**

«En Tunisie, le printemps arabe a détruit plus qu'il n'a construit»

Par Yves Thérard

Publié le 13/01/2016 à 17:46



INTERVIEW- Pour l'intellectuel tunisien Mezri Haddad, ce n'est pas «un homo-arabicus démocrate et civilisé» qui est né avec les révolutions de 2011, mais «un homo-islamicus, y compris en France».

Tour à tour journaliste, enseignant, chercheur, il fut aussi ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco, poste dont il démissionna peu avant la chute de Ben Ali. Quel que soit le pouvoir en place à Tunis, Mezri Haddad n'a jamais mâché ses mots. Ce qui lui a valu quelques traversées du désert. Docteur en philosophie politique, auteur d'essais remarquables, il a longtemps mis en garde le monde contre l'inexorable et violente montée de l'islamisme qui accompagnerait, le jour venu, la fin des dictatures ou autocraties dans les pays arabes. L'histoire lui a donné raison et l'actualité ne le pousse guère, dans *Le Figaro*, à faire preuve d'optimisme.

LE FIGARO. - Il y a cinq ans, le président Ben Ali fuyait la Tunisie. Depuis, la démocratie a-t-elle réussi à s'installer dans le pays?

Mezri HADDAD. - Contrairement à la légende médiatique, nous savons maintenant que Ben Ali n'a pas fui la Tunisie. Il en a été cordialement expulsé par des factieux au sein de l'armée et de la garde présidentielle à qui certains services étrangers ont fait miroiter le trône du César poignardé. Le 12 janvier 2011, soit deux jours avant l'expédition de Ben Ali à Djeddah, Hillary Clinton déclarait à partir de Doha: «Il faut aider Ben Ali à partir!» Certains généraux ont répondu à cet appel «patriotique»! Quant à la démocratie, elle s'est bien installée comme type de gouvernement, mais pas comme fait social, pour reprendre cette nuance à Tocqueville. Au peuple qui criait famine, on a servi une soupe démocratique, des «droits subjectifs» à défaut de pain, de logement et de travail, qui étaient les principales revendications de la révolte sociale. Les gauchistes ont vite oublié les «droits objectifs» (économiques et sociaux), chers à leur prophète Marx.

Peut-on parler d'une exception tunisienne dans le monde arabo-musulman?

Oui, si on la compare à la Libye ou à la Syrie ou encore au Yémen. Non, si on la confronte au Liban, au sultanat d'Oman ou au Maroc voisin. La seule comparaison qui tienne, et qui serait méthodiquement valable, est celle qui confronte le présent au passé, l'existant au révolu. En dépit ou plutôt en raison du despotisme éclairé et nécessaire de Bourguiba et de l'autoritarisme obscur et inutile de Ben Ali, la Tunisie fut un pays sécularisé, sécurisé, tolérant, socialement policé et économiquement prospère. Qu'est-il devenu aujourd'hui? Socialement anémique, il s'est tchadorisé, s'est fragilisé sur le plan sécuritaire et il s'est économiquement ruiné. Mon pays est effectivement une exception puisqu'il est passé du modernisme bourguibien à l'islamisme dit

«modéré». Le moins qu'on puisse dire est qu'il s'agit d'une «régression féconde», comme l'écrivait un sociologue arabe qui défendait l'islamo-fascisme en Algérie!

N'êtes-vous pas un peu trop alarmiste? L'influence des islamistes, qui ont occupé le pouvoir, est-elle encore si forte dans la vie politique?

Je suis un réaliste qui, plutôt que de se laisser éblouir par les décors phosphorescents, médite les leçons de l'histoire, observe les tendances lourdes qui sont à l'œuvre dans toutes sociétés et appréhende les effets d'agrégations induits par les grands bouleversements politiques ou sociologiques. Même si elle est occulte, diffuse et sournoise, l'influence des islamistes n'a jamais été aussi grande. L'entrisme trotskiste et le gradualisme gramscien dévoilent leur stratégie politique. En cinq ans d'amateurisme révolutionnaire, les Frères musulmans tunisiens ont réussi à phagocyter toutes les structures de l'État. Ils ont partiellement quitté le gouvernement, mais pas le pouvoir.

La Tunisie a été frappée par de violentes attaques islamistes. La sécurité est-elle mieux assurée aujourd'hui?

Il faudrait plusieurs années pour retrouver la quiétude d'autrefois et réparer les dégâts que Moncef Marzouki (*homme de gauche, président de la République de 2011 à 2014, NDLR*) et ses acolytes islamistes et gauchistes ont infligé au pays en libérant de prison les criminels et en réhabilitant les terroristes, y compris les auteurs de l'attentat contre la synagogue de Djerba en 2002 et les mercenaires d'al-Qaida à Soliman en 2007. Les forces de police et l'armée font ce qu'elles peuvent et elles le payent de leur vie, mais l'insécurité et la criminalité se métastasent inexorablement parce qu'elles profitent de l'indulgence de certains juges et de la compromission d'une Assemblée nationale qui refuse encore aujourd'hui d'activer la loi antiterroriste de 2003.

Le chaos libyen vous inquiète-t-il?

Évidemment. Mais les Libyens vous diront, non sans raison, que c'est le laxisme tunisien qui menace leur pays. Et pour cause: depuis 2011, la Tunisie est devenue le premier pays exportateur de main-d'œuvre islamo-terroriste aussi bien en Libye qu'en Syrie. Les rapports des Nations unies sont accablants pour le Tunisien que je suis. L'auteur du dernier attentat suicide à Zliten en Libye est un Tunisien, comme celui qui s'est attaqué à la mosquée de Valence, ou celui qui vient de se faire abattre devant le commissariat du XVIII^e arrondissement de Paris.

Le groupe État islamique a-t-il réussi à s'infiltrer en Tunisie?

Avant d'être un territoire ou une armée de brigands et de mercenaires, l'État dit islamique est d'abord un état d'esprit, un atavisme religieux, une prédisposition psychologique et culturelle. Ainsi défini, l'État islamique ne s'est pas infiltré en Tunisie, mais il en fait partie depuis 2012. Il suffit d'un assaut sur nos frontières libyennes pour que les éléments intérieurs de Daech se réveillent de leur hibernation.

Beaucoup dénoncent le retour du clanisme avec le président Caïd Essebsi? Est-ce une réalité?

Il y a de l'exagération dans cette suspicion comme dans la crainte fantasmagorique d'un retour à l'ancien régime. Ce qui est inquiétant en Tunisie n'est guère le clanisme, mais le régionalisme et le tribalisme avec lesquels jouent certains irresponsables de l'opposition.

L'Europe et plus particulièrement la France avaient promis d'aider la transition démocratique. Tiennent-elles leurs promesses?

Pas du tout. Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Était-ce judicieux de parler d'un «printemps arabe» en 2011 quand on voit le désordre qui règne dans les pays qui ont été secoués par une révolution?

Partout où il s'est manifesté, le fameux «printemps arabe» a tourné au cauchemar islamiste pour certains, à la ruine et à la désolation pour d'autres. Partout, y compris en Tunisie que l'on présente comme le bon paradigme révolutionnaire et auquel l'on décerne le prix Nobel de la paix faute d'effacer sa dette extérieure devenue vertigineuse en moins de 5 ans et de soutenir son économie aujourd'hui agonisante, le «printemps arabe» a détruit plus qu'il n'a construit. En 2011, des intellectuels, des journalistes, des droits-de-l'hommes et autres printologues bénissaient ces révoltes et annonçaient la naissance d'un homo-arabicus démocrate et civilisé. Par un caprice de l'histoire, c'est un homo-islamicus qui est né, y compris en France. D'abord sous l'appellation fallacieuse d'islamiste modéré, ensuite sous son vrai visage de daéchien barbare.

Faut-il redouter une explosion de l'Algérie?

Je ne la souhaite pas, mais rien n'est impossible même si le haschich du printemps arabe a perdu de son pouvoir dopant. Les Algériens ont déjà connu la décennie noire de l'islamo-fascisme et ils ne sont pas près de la revivre. Même physiquement affaibli, tant que Bouteflika sera là et qu'une armée patriotique veillera à l'unité et à la défense de la nation, l'Algérie sera à l'abri des grands séismes géopolitiques.

136,135

Areva: un fiasco financier qui devrait coûter plus de 4 milliards

Par [Bertille Bayart](#), [Frédéric De Monicault](#)

[HOME](#) [ECONOMIE](#) [ENTREPRISES](#)

Publié le 13/01/2016 à 20:09

INFO LE FIGARO - L'État et EDF sont en train de mettre au point le plan de sauvetage du groupe, plombé par les retards et les surcoûts du réacteur de troisième génération EPR OL3 que le champion français du nucléaire construit en Finlande. De sources concordantes, Areva aura besoin de 4 à 4,5 milliards d'euros.

Ce 15 décembre 2015 au restaurant chez Laurent, la table est meilleure que l'ambiance. Les dirigeants d'Areva, Philippe Varin et Philippe Knoche, d'EDF, Jean-Bernard Lévy, de l'Agence des participations de l'État, Martin Vial, doivent se rendre à l'évidence: **leurs invités finlandais, les dirigeants de l'électricien TVO, n'ont pas l'intention de céder un pouce de terrain.** Une position rigide déjà exprimée par TVO quand Philippe Varin et Philippe Knoche s'étaient rendus en Finlande un mois plus tôt. Et réitérée, par un simple coup de fil cette fois, la semaine dernière. «Il semble que ce soit cela le “sisu”, cette valeur fondamentale du peuple finlandais, une forme de résilience qui fait sa fierté», plaisante, amer, un bon connaisseur du dossier. **L'intransigeance de TVO est un élément clef de l'architecture du sauvetage d'Areva. TVO, c'est le client d'Areva pour la construction du réacteur de troisième génération EPR OL3, à Olkiluoto. Un chantier maudit dont les dérapages ont saigné les comptes d'Areva depuis dix ans - et devrait justifier de nouveau plusieurs centaines de millions d'euros de provisions au titre de 2015** - et créé un conflit entre le groupe français et TVO, porté à l'arbitrage international. Un litige où chaque partie réclame des milliards à l'autre.

Comment sauver Areva avec une telle épée de Damoclès? EDF, promu chef de file incontesté de la filière nucléaire après la déroute d'Areva, veut s'impliquer sur le terrain, mais en aucun cas s'exposer au risque financier. Pas question donc que le contrat OL3 bascule dans son périmètre. **Le problème, c'est que ce contrat est attaché à Areva NP, la filiale réacteur d'Areva dont l'État a souhaité la vente majoritaire à EDF dans le cadre de la restructuration du groupe nucléaire.** Et que TVO menace d'attaquer en justice toute opération de transfert de ce contrat à une autre entité, y compris au «nouvel Areva», maison mère d'Areva NP. Selon nos informations, pour contourner ce problème, les équipes des deux groupes et de l'État actionnaire envisagent de...

Retrouvez l'intégralité de ce sujet dans Le Figaro à paraître jeudi 14 janvier, et sur le Web, les mobiles et les tablettes pour les abonnés Figaro Premium

136,136

WIRTSCHAFT

"WELT"-GIPFEL

14. Januar 07:44

Die Probleme, die Europa ins Chaos stürzen könnten

Nie zuvor in seiner Geschichte erlebte Europa so große Probleme wie heute. Unsere Gemeinschaft droht zu zerbrechen. Der "Welt"-Wirtschaftsgipfel soll Ideen liefern, um das Unheil abzuwenden.

Der Mann, an dem Europas Schicksal zu hängen schien, wird nicht dabei sein. **Alexis Tsipras**, gerade noch im Rampenlicht, in der Heimat gefeiert, im Ausland gefürchtet, ist nur noch ein Nebendarsteller. **Vor wenigen Monaten dachten viele, der Grieche stürze den Kontinent ins Chaos. Heute spricht keiner mehr von ihm. Ein überschuldeter Staat mit einem eigensinnigen Premier? Europa hat jetzt andere Probleme. Größere Probleme. Probleme, die alles überstrahlen, was bisher geschah – und nicht nur den fragilen ökonomischen Aufschwung zerstören könnten, sondern eine große Idee.**

Lösungen wird es so schnell nicht geben. Am Donnerstag besprechen Europas Entscheider aber erste Ideen. Dafür treffen sie sich auf dem "Welt"-Wirtschaftsgipfel – ohne Tsipras. **Unter dem Titel "Stößt Europa an seine Grenzen?"** diskutieren in Berlin führende Köpfe aus Politik und Wirtschaft miteinander, darunter Kanzlerin Angela Merkel und ihre wichtigsten Minister, der britische Schatzkanzler George Osborne, EU-Kommissare, Dax-Chefs und Wirtschaftsexperten.

Im 19. Stock des Axel-Springer-Hochhauses wollen sie nichts weniger skizzieren als **einen neuen Plan für den Kontinent. Europa zieht in seine entscheidende Schlacht.**

Zerbröselnde Staatlichkeit

Sie wird zum Beispiel in **Recklinghausen** geführt. Dort lebte ein Mann namens Walid Salihi. Vielleicht hieß er auch Tarek Belgacem. Ganz genau weiß man das nicht. Fest steht: Der mutmaßliche Islamist, der mit einem Beil in eine Pariser Polizeiwache eindringen wollte, wohnte in einem Flüchtlingsheim.

Fälle wie diese zeigen **etwas Beunruhigendes: Der Zustrom der Flüchtlinge überfordert die Staaten. Wenn sie nicht mehr wissen, wer sich auf ihrem Territorium aufhält, ist das ein gefährlicher Kontrollverlust.** Auch daher rührt **das Gefühl der Ohnmacht**, das viele zu empfinden scheinen. Der ehemalige Verfassungsgerichtspräsident **Hans-Jürgen Papier sprach gerade von einem "eklatanten Politikversagen". Zerbröseln in der Flüchtlingskrise die Staatlichkeit?**

Auch darum wird es auf dem "Welt"-Wirtschaftsgipfel gehen: **ob Deutschland weiterhin seine Politik der offenen Arme betreiben kann oder seine Grenzen schließen muss. Was geschieht mit Schengen, dieser großen europäischen Errungenschaft?** Sollen sich die Menschen künftig weniger frei durch Europa bewegen können, wie es viele Staaten fordern? **Dänemark, Schweden und einige Länder im Osten kontrollieren zumindest zeitweise wieder, wer in ihr Land kommt.**

Aufstieg des Populismus

Die am schwierigsten zu überwindende Grenze in Europa hat keine Zäune und keine Türme. Sie verläuft in den Köpfen. Auf der einen Seite stehen jene, die die Flüchtlingsströme stoppen wollen, sofort.

Wie der linksnationalistische slowakische Regierungschef Robert Fico, der bedauert, dass Migranten eine "geschützte Art" geworden seien. Oder **Ungarns Ministerpräsident Viktor Orbán**, der "keine große Zahl an Muslimen im Land" haben will. **Polens Regierungschefin Beata Szydlo** wirft "einigen Ländern" vor, "ihre Probleme zu exportieren".

Auf der anderen Seite steht: Deutschland. Kanzlerin Merkel, sagen die Slowaken, Ungarn und Polen, führe mit ihrer Flüchtlingspolitik Europa in den Abgrund. Der Ton ist schärfer geworden zwischen West und Ost, vor allem, seit in Polen die nationalkonservative PiS die Regierung stellt.

Hier die, die ein offenes Europa wollen. Dort jene, die sich abschotten wollen. "Nie zuvor war die Kluft zwischen ihnen so groß", sagt Ian Bremmer, Gründer der Eurasia Group, eines der weltweit wichtigsten politischen Analysehäuser. **2016 werde zum Schicksalsjahr. Hält Europa die Spannung aus – oder bricht es darunter zusammen?** Nicht Alexis Tsipras, nicht Griechenland, nicht die Schulden seien die größten Risiken. **"Es ist der Aufstieg von Populismus und Nationalismus"**, sagt Bremmer.

Europa spaltet sich. Die Kommission hat gerade entschieden, Polens Rechtsstaatlichkeit zu überprüfen – nie zuvor musste sich ein Mitgliedsland einem solchen Verfahren unterziehen. Brüssel fürchtet, dass die Regierung in Warschau mit ihrer Justizreform und ihrem neuen Mediengesetz die Freiheit der Bürger einschränkt.

Als hätte die EU mit ihrem einstigen Partner Russland nicht schon genug Sorgen, entstehen im Osten neue Risse. Nicht **wenige halten die Ost-Erweiterung inzwischen für einen Fehler.** Rückgängig machen lässt sie sich nicht. Deswegen lautet die Aufgabe nun, sie zu managen. Die EU-Handelskommissarin Cecilia Malmström wird auf dem "Welt"-Wirtschaftsgipfel zu diesen Themen sprechen. Sie dürfte den deutschen Wirtschaftslenkern erklären müssen, weshalb die geschäftsfeindlichen Sanktionen gegen Russland weiterhin politisch notwendig sind.

Abgehängte Industrie

Ihrem Kommissionskollegen Günther Oettinger liegt Europas **digitale Zukunft** am Herzen. **Der Kontinent hat die jüngste ökonomische Revolution verschlafen.** Inzwischen sind nicht mehr jene Firmen die globalen wirtschaftlichen Taktgeber, die möglichst viele Rohstoffe, Turbinen, Maschinen oder Autos verkaufen. **Die digitale Avantgarde hat die Führung übernommen. Google, Apple, Facebook, Amazon. Europäische Giganten? Gibt es nicht.**

Unter den zehn wertvollsten Technologiekonzernen des Planeten findet sich kein einziges aus Europa. Auf dem "Welt"-Wirtschaftsgipfel wird es deshalb darum gehen, wie Deutschland und seine Nachbarn die amerikanische Phalanx durchbrechen können. **Die wichtigsten Konzernchefs machen sich gemeinsam mit Oettinger auf die Suche nach dem Code für erfolgreiche Industriepolitik. ??????????**

Dass ein scheinbar unaufholbarer Rückstand wettgemacht werden kann, beweist die Geschichte des Flugzeugbauers **Airbus**. Der wurde 1970 als gemeinsames politisches Projekt ins Leben gerufen – ein halbes Jahrhundert nach der Gründung der ersten amerikanischen Hersteller. Heute dominiert Airbus gemeinsam mit [Boeing](#) die Branche. Vorstandschef Thomas Enders wird ebenfalls auf dem Gipfel erwartet.

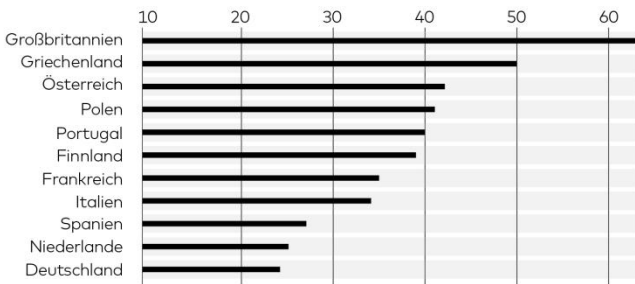
Nicht nur in der Digitalwirtschaft liegt Europa zurück, **auch die Banken des Kontinents spielen im globalen Wettstreit keine Rolle.** Der neue Deutsche-Bank-Chef John Cryan hat ein Haus mit einem Börsenwert von gerade einmal 29,2 Milliarden Euro übernommen – Platz 57 auf der Banken-Rangliste. Cryan dürfte in Berlin erläutern, wie er das ändern will. Vor allem muss er verlorenes Vertrauen bei den kritischen Anlegern zurückgewinnen.

Ausstieg Großbritanniens

Die Finanzwelt hat ein feines Gespür für Risiken, vor allem der Devisenmarkt. Der Einbruch des britischen Pfund ist deshalb besorgniserregend. **Fast zehn Prozent hat das Sterling in den vergangenen sechs Monaten verloren.** Zur Wochenmitte rutschte es auf den tiefsten Stand seit 2010. Droht von der Insel Ungemach?

Briten fühlen nicht europäisch

Anteil an der Bevölkerung, der sich ausdrücklich nicht als Teil Europas fühlt



welt

Quelle: Umfrage Eurobarometer, Morgan Stanley

Foto: Infografik Die Welt

Womöglich. **Viele fürchten einen Ausstieg Großbritanniens aus der Europäischen Union – den sogenannten Brexit.** Wohl noch in diesem Jahr werden die Briten über den Verbleib in der EU abstimmen. **Den jüngsten Umfragen zufolge liegen Befürworter und Gegner gleichauf.**

Auch wenn das Land nicht zur Euro-Zone gehört, steht wirtschaftlich viel auf dem Spiel. **Das Vereinigte Königreich ist mit einem Bruttoinlandsprodukt von umgerechnet 2,5 Billionen Euro die zweitgrößte Volkswirtschaft der Union. Mit einem Brexit würde die Gemeinschaft ein äußerst dynamisches Mitglied verlieren.** Aber auch für die Briten wäre ein Austritt gefährlich. Das Inselreich hat ein Handelsbilanzdefizit von mehr als vier Prozent. **Es importiert mehr, als es exportiert** – und ist damit auf Kapital von außen angewiesen. Das könnte jenseits der Union schwieriger zu bekommen sein.

Die Briten fremdelten schon immer mit Europa. Für keine Nation ist die Gemeinschaft so wenig identitätsstiftend. Bei dem anstehenden Referendum wird viel davon abhängen, was Regierungschef David Cameron seinem Volk empfiehlt. Auf dem "Welt"-Wirtschaftsgipfel wird der mächtige Schatzkanzler George Osborne, der bereits als Nachfolger für Cameron gehandelt wird, über den Stand der Verhandlungen referieren.

136,139

"Rechtssystem in schwerwiegender Weise deformiert"

Renommierte Verfassungsjuristen werfen der Kanzlerin in der Flüchtlingskrise fortgesetzten Rechtsbruch und Missachtung des Parlaments vor. Getrieben werden sie von der Angst um den Rechtsstaat.

Es gibt kaum ein Mitglied der Bundesregierung, das sie nach der Kölner Silvesternacht nicht gefordert hat: die ganze Härte des Gesetzes. Unnachgiebig, energisch und mit null Toleranz soll der Rechtsstaat reagieren, so ist es von der Kanzlerin über die Minister zu hören, bis hin zur grünen Opposition.

Das ist nichts als verbale Kraftmeierei. Ein Rechtsstaat zeichnet sich dadurch aus, dass er Straftäter nicht mal besonders gnadenlos und mal besonders nachgiebig verfolgt und bestraft, sondern alle unterschiedslos so: jeden Einzelfall nach seiner Verantwortung. Jeder Täter bekommt, ganz schlicht, das Gesetz zu spüren.

Nun ist die Bundesregierung in der [Flüchtlingskrise](#) zu der Erkenntnis gelangt, dass dieses Recht nicht ausreicht. Es soll deshalb verschärft werden, an allen möglichen Ecken: Reform des Sexualstrafrechts, Residenzpflicht für anerkannte Flüchtlinge, schnellere Abschiebung abgelehnter Asylbewerber, Aberkennung des Flüchtlings- oder Asylstatus schon bei Bewährungsstrafen, Verschärfung der Videoüberwachung und so weiter und so fort.

Ob das sinnvoll ist oder nicht, kann dahinstehen. Was all diese Forderungen mitsamt dem Ruf nach der ganzen Härte des Rechtsstaats so unglaublich macht, ist eine einfache Frage: Was nützen die Gesetze, was nützen immer neue Gesetze, wenn sie nicht vollzogen werden? Wer schneller ausweisen will, der muss sich fragen lassen, warum er bislang nicht einmal langsam ausgewiesen hat. Wer mehr Videokameras will, der sollte erklären, warum die vor Jahren groß angekündigte Überwachungsoffensive auf Bahnhöfen im Sande verlaufen ist.

Kritik ohne die richterliche Zurückhaltung von früher

Die Schere zwischen politischen Parolen und der Realität des Rechtsstaates öffnet sich seit Jahren. Noch nie aber klaffte sie so weit auseinander wie in der Flüchtlingskrise. Denn während die politischen Entscheidungsträger Staatsorgane wie Polizei und Justiz bislang nur erodieren ließen – schlimm genug –, hat die Bundesregierung den Rechtsstaat durch die bedingungslose Öffnung der Grenzen nun außer Kraft gesetzt.

Der Verfassungsstaat muss funktionieren, er darf durch die Politik nicht aus den Angeln gehoben werden

Hans-Jürgen Papier

Ex-Präsident des Bundesverfassungsgerichts

So sehen es jedenfalls zwei Staatsrechtsprofessoren von Renommee: [Hans-Jürgen Papier](#) und [Udo Di Fabio](#). Papier war von 1998 bis 2010 Richter im Ersten Senat des [Bundesverfassungsgerichts](#), die letzten acht Jahre amtierte er als Präsident. Di Fabio saß von 2002 bis 2011 als Richter im Zweiten Senat. Schon in ihrer Funktion als Verfassungshüter – nach gängiger Lesart zur Zurückhaltung im öffentlichen Diskurs verpflichtet – meldeten sie sich beide außerhalb des Gerichts zu Wort. Nicht immer im Sinne der Union, die sie für die Karlsruher Posten nominiert hatte.

Jetzt suchen sie erneut die Auseinandersetzung mit der Regierung, befreit von den Fesseln richterlicher Zurückhaltung. In schonungsloser Offenheit werfen die Juristen mit Migrationshintergrund – Papier entstammt einer hugenottischen Familie, Di Fabios Großvater wanderte aus Italien als Stahlarbeiter ins Ruhrgebiet ein – der Bundeskanzlerin und ihrer Regierung fortgesetzten Rechtsbruch vor. Warum sie das tun? Die beiden Staatsrechtler fürchten um die verfassungsstaatliche Souveränität der Bundesrepublik. Sie sehen den Rechtsstaat als Ganzes in Gefahr.



Foto: picture alliance / dpa Hans-Jürgen Papier war von April 2002 bis März 2010 Präsident des Bundesverfassungsgerichtes

In der Flüchtlingskrise offenbare sich "ein eklatantes Politikversagen", sagte Papier dem ["Handelsblatt"](#). Die Regierung habe die Leitplanken des deutschen und europäischen Asylrechts "gesprengt", bestehende Regelungen "an die Wand gefahren". Ein Umsteuern sei unausweichlich, fordert Papier: "Der Verfassungsstaat muss funktionieren, er darf durch die Politik nicht aus den Angeln gehoben werden. Sie hat die zentrale Verpflichtung, Gefahren entgegenzutreten, die durch eine dauerhafte, unlimitierte und unkontrollierte Migration in einem noch nie da gewesenen Ausmaß entstehen können."

Verfassungsklage Bayerns gegen Bundesregierung möglich

Während Papier es bei einem donnernden Appell zur Umkehr belässt, sieht Di Fabio in einem von der CSU in Auftrag gegebenen Gutachten durchaus Möglichkeiten für den Freistaat Bayern, die Politik der Bundesregierung zu beeinflussen. Er deutet die Möglichkeit an, dass die bayrische Landespolizei die Grenzsicherung von der Bundespolizei übernehmen könnte, ohne diese "Reserveständigkeit" abschließend zu bewerten.



Foto: picture alliance / dpa Udo Di Fabio war von Dezember 1999 bis Dezember 2011 Richter am Bundesverfassungsgericht

Konkreter wird Di Fabio hinsichtlich der [Möglichkeit eines Bund-Länder-Streits](#) vor dem Bundesverfassungsgericht, den er unter bestimmten Voraussetzungen nicht ausschließt. Zwar könne die Bundesregierung sich durchaus darauf berufen, dass bestimmte Maßnahmen wie der Versuch einer besseren Sicherung der europäischen Außengrenzen erst nach einem gewissen Zeitraum wirken können und insofern die Entwicklung noch beobachtet werden dürfe. Sollten diese Maßnahmen allerdings nicht ausreichen, um die bis dato bestehende exzeptionelle Situation wieder kontrollierbar zu machen, werde auch der Bund dann aus dem praktischen Scheitern der gemeinsamen europäischen Einreisekontrolle heraus "verfassungsrechtlich verpflichtet sein, wirksame eigene Grenzsicherung an der Bundesgrenze zu betreiben".

Tue er das nicht, könnte Bayern den Versuch einer Klage unternehmen – weil der Bund ein Rechtssystem geschaffen habe, "das dysfunktional geworden ist, weil es in schwerwiegender Weise deformiert ist und seine Zwecke zurzeit nicht zu erfüllen vermag".

Juristischer Ritterschlag für die Obergrenze der CSU

Wichtiger als diese Klageoption mit ungewissem Ausgang ist allerdings die politische Wirkung der Stellungnahmen der beiden Staatsrechtler. Denn letztlich stellen sie die Integrität der Kanzlerin infrage. Die Öffnung der Grenzen durch die Bundesregierung könne zwar "quasi im rechtfertigenden Notstand zu Gunsten einer menschenwürdigen Behandlung von Flüchtlingen notwendig gewesen sein", schreibt Di Fabio.

Das würde aber nichts daran ändern, dass damit allenfalls eine "punktuelle, auf wenige Tage beschränkte einstweilige Maßnahme zu rechtfertigen wäre, aber keine längere oder gar dauerhafte Außerachtlassung des geltenden Rechts". Die Bundesregierung habe diese "wesentliche Entscheidung" jedenfalls "ohne gesetzliche Grundlage getroffen" und damit die Rechtspositionen von Bundestag und Bundesrat missachtet. Die Verfassung garantiere eine "menschenwürdige Behandlung" in Deutschland, jedoch sei sie nicht dafür da, den Schutz aller Menschen weltweit "durch faktische oder rechtliche Einreiseerlaubnis" zu sichern. Ähnliches gelte für die europäischen und völkerrechtlichen Regelungen.

Entweder es bleibe bei einem quantitativ unbegrenzten individuellen Grundrecht auf Asyl – dann müsse es aber auch Registrierungen bei der Einreise, individuelle Prüfverfahren und Rückführungen in sichere Drittstaaten geben. Oder es gelte der weitere europäische Flüchtlingsbegriff, dann sei eine "Durchsetzung von Kapazitätsgrenzen" erforderlich – quasi ein juristischer Ritterschlag für die oftmals belächelte CSU-Idee von Obergrenzen.

Zusammengefasst lässt sich also sagen: Aus Sicht der beiden Staatsrechtler ist nicht Merkels Politik in der Migrationskrise alternativlos. Alternativlos ist allein der Rechtsstaat, der vom Grundgesetz unabänderlich festgeschrieben ist – als die einzige Form, in der Demokratie sich entfalten kann.

***Hier können Sie Udo Di Fabios Gutachten zur Asylpolitik im Wortlaut lesen:
cf Zusammenfassung ab Seite 116***

<http://www.nytimes.com/2016/01/14/opinion/lessons-from-the-cologne-assaults.html?action=click&pgtype=Homepage&clickSource=story-heading&module=opinion-c-col-left-region®ion=opinion-c-col-left-region&WT.nav=opinion-c-col-left-region>

136,141

The Opinion Pages | EDITORIAL

Lessons From the Cologne Assaults

By THE EDITORIAL BOARD JAN. 13, 2016

The shocking mass sexual assaults against women in Cologne, Germany, on New Year's Eve have provoked public fury, including a backlash against Chancellor Angela Merkel's policy of welcoming **asylum-seekers, who were among the suspects identified by authorities.** To protect women and to ensure that Europe can maintain the political will to absorb millions of refugees fleeing war and deprivation, the Continent will have to face this problem head-on.

More than 500 complaints have been filed with the Cologne police, most for sexual assault. Similar New Year's attacks occurred in Hamburg and Stuttgart. **And the problem is not limited to Germany: The Swedish police are investigating a possible cover-up of assaults by migrant men at a festival last August.**

Woefully ineffective policing is certainly to blame in Cologne — and must be improved — and Germany must also act swiftly against anyone convicted. **The news that Ms. Merkel's government is proposing changes to the law so foreigners guilty of sexual and other physical assaults can be deported will send a strong message that such crimes will not be tolerated.**

Europe must also find a way to cope with a problem that has been largely ignored until now: sexual aggression by refugees from countries where women do not have the same freedoms as in Europe. **Female refugees are often the first victims, reporting high levels of sexual abuse and violence, including being forced to “pay” smugglers with sex.** They also report being abused by the police and other European men. More resources are needed to keep these women safe.

A broader challenge is how to acculturate large numbers of mostly young, Muslim men to the sexual and gender norms of Europe. Norway has embarked on a nationwide program to help arriving men understand — and respect — European norms. **That program should be an inspiration for Germany and other countries.**

But these men must not be stigmatized. As Federica Mogherini, the European Union's representative for foreign affairs and security policy, rightly observed, **“Unfortunately violence against women is something that existed before the events that we faced on Dec. 31.”** ??????????????????????

On Monday, Pope Francis urged Europe to **“find the right balance between its twofold moral responsibility to protect the rights of its citizens and to ensure assistance and acceptance to migrants.”** For Europe to succeed in its great experiment with the largest influx of people since World War II, **respect for the safety and freedom of women must be at the heart of the effort.**

136,142

EUROPE

ISIS Militant Returned to Belgium Before Paris Attacks

By MICHAEL WOLGELENTER JAN. 13, 2016

LONDON — [Abdelhamid Abaaoud](#), the Islamic State militant who the authorities say helped plan the [Paris terrorist attacks](#) that killed 130 people, traveled widely across Europe in the lead-up to the attacks.

In recent weeks, investigators have revealed that Mr. Abaaoud, a Belgian citizen who had traveled to Syria to fight for the Islamic State, [drove a rental car to Budapest](#) to pick up two friends and even [took a ferry to Britain](#), where he snapped photographs of London landmarks on his cellphone.

On Wednesday, officials in Belgium confirmed [what had long been suspected: Mr. Abaaoud returned to his native Belgium, and was there about two months before the attacks on Nov. 13 — despite an international arrest warrant that Belgian authorities issued after they foiled a terrorist plot that Mr. Abaaoud is believed to have organized last January, in the eastern city of Verviers.](#)

The federal prosecutor's office in Brussels said on Wednesday that it had identified three residences — in essence, safe houses — that were used to prepare for the attacks: an apartment in the Schaerbeek district of Brussels; an apartment in the city of Charleroi, about 40 miles south of Brussels; and a house in Auvelais, a town just east of Charleroi.

Fingerprints belonging to Mr. Abaaoud and Bilal Hadfi — a 20-year-old who was the youngest of the attackers and who blew himself up outside the Stade de France — were found in the Charleroi apartment, which was rented in September by someone who gave a fake name, Maaroufi Ibrahim, the prosecutor's office said. The apartment, on the Rue du Fort in Charleroi, is close to the highway leading north to Brussels and south to France; it is closer to the French border than it is to Brussels.

A search of the apartment in Schaerbeek, officials said, turned up bomb-making material; a precision scale; traces of T.A.T.P., an explosive used in the suicide vests made for the attacks; waist belts; and “a drawing representing a person wearing a large waist belt.”

In the Schaerbeek home, the authorities found fingerprints belonging to Salah Abdeslam — who is the only participant in the attacks believed to be still alive, who has been on the run since the attacks — and traces of Mr. Hadfi's DNA. The apartment was rented on Sept. 1 by a man using the fake name of Fernando Castillo, prosecutors said.

At the home in Auvelais, only mattresses were found. It was rented in October by someone calling himself Soufiane Kayal, an identity used by one of two people whom Mr. Abdeslam picked up in Budapest in early September, prosecutors said.

No weapons were found in any of the residences, which were raided in November and December. All were rented with cash, prosecutors said.

Investigators also said on Wednesday that a Seat Leon, the car which had been used during the [Paris attacks](#), was used to travel near the residences in Charleroi and Auvelais, and that a BMW, rented by a suspect identified as Mohamed B., was used to travel to “the immediate vicinity of all three premises in Schaerbeek, Charleroi and Auvelais.” Mohamed B. is believed to be [Mohamed Bakkali](#), who lived in Auvelais and is one of several men who have been put in preventive detention.

136,143

Flüchtlingskrise

Viele Zuwanderer sind nur für Helfertätigkeiten geeignet

Mit Schulbildung und Berufserfahrung der Zuwanderer ist es oftmals nicht weit her, wie eine neue Untersuchung zeigt. Die fehlende Ausbildung trifft Frauen besonders hart.

14.01.2016, von SVEN ASTHEIMER



© ANDREAS PEIN/Deutschlernen als erste Integrationsvoraussetzung: Unterricht in einem Deutschkurs für Flüchtlinge und andere Einwanderer

Die erste Euphorie ist längst verfliegen. Zu Beginn des großen Flüchtlingsstroms im vergangenen Spätsommer hatte Daimler-Chef Jürgen Zetsche noch von der Grundlage für ein neues Wirtschaftswunder geschwärmt. **Arbeitsmarktfachleute waren schon damals skeptisch**, was die kurz- bis mittelfristigen Beschäftigungschancen der aus den Kriegsgebieten geflohenen Menschen in der deutschen Wirtschaft angeht. **Auch Arbeitsministerin Andrea Nahles (SPD)** ruderte rasch von ihrer ersten Einschätzung über die „Arbeitskräfte von morgen“ zurück und schwenkte rhetorisch um auf „übermorgen“. Sie **wäre schon froh, wenn jeder zehnte Flüchtling innerhalb des ersten Jahres eine Arbeit finden würde.**



Autor: Sven Astheimer, Redakteur in der Wirtschaft, zuständig für „Beruf und Chance“. Folgen:

Denn obwohl bis heute keine repräsentativen Daten über die schulischen und beruflichen Qualifikationen der Flüchtlinge vorliegen, ergibt die wachsende Zahl von Umfragen und Erhebungen in der Summe doch ein zunehmend klares Bild: **Die Engpässe an bestimmten Fachkräften lassen sich durch die Flüchtlinge kaum lösen. Viele der Neuankömmlinge – allein 2015 kam wohl über eine Million Menschen nach Deutschland – werden mangels Qualifikation und Berufserfahrung allenfalls eine Helfertätigkeit ergattern können.**

Schwierige Integration

Dazu kommen häufig fehlende Sprachkenntnisse als Integrationshemmnis. Viele werden ihren Lebensunterhalt vorerst wohl ausschließlich durch Sozialleistungen bestreiten. Nahles kalkuliert in diesem Jahr mit bis zu 3,3 Milliarden Euro Mehrausgaben im Hartz-IV-System.

Wie schwierig die Integration vieler Flüchtlinge in einem hochentwickelten und von der rasanten Digitalisierung geprägten Arbeitsmarkt wie dem deutschen werden dürfte, macht eine aktuelle Studie des Bundesamtes für Migration und Flüchtlinge (BAMF) aus dem Januar deutlich.

Die „Flüchtlingsstudie 2014“ basiert auf der Befragung von rund 2800 Asylberechtigten und anerkannten Flüchtlingen mit besonderem Fokus auf den Hauptherkunftsländern **Syrien, Irak und Afghanistan**. Aus diesen drei Ländern stammten in den ersten neun Monaten des vergangenen Jahres mehr als ein Drittel aller Antragsteller, wobei der Großteil auf Syrien (24 Prozent) entfiel.

73 Prozent aller Iraker ohne Abschluss

Die schulische Bildung weist bei den irakischen Flüchtlingen die größten Mängel auf. Mehr als jeder Vierte gab an, überhaupt keine Schule besucht zu haben. Zähle man die Gruppe dazu, die lediglich vier Jahre lang eine Schulbank gedrückt hat, komme man auf einen Anteil von mehr als einem Drittel ohne

nennenswerte schulische Bildung, rechnen die Autoren vor. Etwas besser sieht es bei der **schulischen Bildung für Afghanen (25 Prozent) und Syrer (22 Prozent) aus. Deutlich ist der Unterschied zwischen den Geschlechtern**: Mehr als 35 Prozent der irakischen Frauen waren nicht in der Schule. Immerhin gab fast jeder zweite Afghane an, 10 bis 14 Jahre lang zur Schule gegangen zu sein.

Die schlechte Schulbildung setzt sich im Berufsleben fort: **73 Prozent aller Iraker verfügten über keine Berufsausbildung oder Studienabschlüsse**. Niedriger fielen die Werte für **Afghanen (61) und Syrer (58)** aus. **Auch hier schnitten Frauen noch schlechter ab**: Acht von zehn Irakerinnen verfügten nicht über eine solche **Schlüsselqualifikation für den Arbeitsmarkt**. Die BAMF-Autoren weisen darauf hin, dass auch die formal Unqualifizierten laut Eigenangaben mehrheitlich in ihrer Heimat berufstätig waren. Was sie gearbeitet haben, wird nicht aufgeführt.

Pizzabäcker, Metzger oder Imbissverkäufer

Daraus ergibt sich laut Studie ein Anteil von 13 Prozent „nichtqualifizierter“ Flüchtlinge im für den Arbeitsmarkt relevanten Alter zwischen 25 und 65 Jahren, die weder eine Schule besucht noch eine Ausbildung oder ein Studium abgeschlossen haben. Frauen schneiden mit 17 Prozent schlechter ab (Männer 10 Prozent), kommen sie aus dem Irak, fällt der Wert mit 27 Prozent nochmals deutlich höher aus. **Rund 10 Prozent der Flüchtlinge stuft das BAMF als „Höherqualifizierte“ ein, die mindestens zwölf Jahre Schulbesuch aufweisen können und ein Studium wenigstens begonnen haben**. Die „breite Masse“ **bewege sich zwischen diesen beiden Extremen**.

Die Studie untersucht auch, wie **die zwischen 2008 und 2012 gekommenen Flüchtlinge** mittlerweile in den deutschen Arbeitsmarkt integriert sind. **„Trotz einer günstigen Altersstruktur und uneingeschränkten Arbeitsmarktzugangs sind nur gut ein Drittel der in der Studie befragten Flüchtlinge erwerbstätig“**, zieht das BAMF nüchtern Bilanz. Iraker seien dabei mit 39 Prozent noch am häufigsten erwerbstätig, was angesichts der relativ schlechten Ausbildung zunächst überrasche.

Die Autoren vermuten, dass der im Durchschnitt längere Aufenthalt in Deutschland der Iraker deren Chancen erhöhe. Zudem sind sie häufiger als die anderen Gruppen in Vollzeit beschäftigt. Afghanen befinden sich dafür öfters in Ausbildung. **Am schlechtesten stelle sich die Lage für Syrer da. Beschäftigt sind die Flüchtlinge vor allem in der Küchenhilfen, als Lagerarbeiter, Paketboten, Lastwagenfahrer, Reinigungskräfte sowie als Pizzabäcker, Metzger oder Imbissverkäufer**. **„Die ausgeübten Tätigkeiten sind auf einige Branchen und Berufe konzentriert und überwiegend als gering bis mittel qualifiziert einzustufen“**, heißt es. **Dazu passen aktuelle Aussagen der Bundesagentur für Arbeit, wonach viele Flüchtlinge an einer angebotenen Ausbildung kein Interesse haben, sondern rasch Geld verdienen wollten**. Häufig erwarten in der Heimat zurückgebliebene Familienmitglieder rasch erste Geldüberweisungen.

Für immer in Deutschland bleiben

Frauen schneiden aber laut Befragung auch in diesem Punkt erheblich schlechter ab: Nur 11 Prozent sind überhaupt erwerbstätig. Je zwei Drittel der Irakerinnen und Syrerinnen sind gar nicht am Arbeitsmarkt aktiv und auch nicht auf der Suche nach einer Stelle. Dies hänge vermutlich damit zusammen, **dass diese Frauen durch Kinderbetreuung gebunden seien, sowie an der kulturspezifischen Arbeitsteilung in der Familie, an mangelnden Sprachkenntnissen und Qualifikationen**.

Insgesamt waren nur 42 Prozent der Befragten mit ihrem Beruf und 48 Prozent mit ihrem Einkommen „sehr“ oder „eher zufrieden“. Jeweils mehr als 70 Prozent erreichten dagegen die Werte für Gesundheit, Wohnen, familiäre Situation und soziale Kontakte. Rund 85 Prozent der Befragten gaben an, für immer in Deutschland bleiben zu wollen. **Acht von zehn wollen auf jeden Fall auch die deutsche Staatsbürgerschaft erwerben**.

136,145

EUROPE IN 2016:

Six questions lying ahead for Europe

31 December 2015

WAKE UP EUROPE! LONDON



[Tjeerd](#) Published in 8 languages 223 comments Share count index 117

Most of the unsolved issues of 2015 – be it the migrants' crisis, the high unemployment or terrorism – will still be running in the coming year. But the British referendum over EU membership, probably due in June, will outweigh them all, says the co-founder of Wake Up Europe!

[Bill Emmott](#)

The childish cry of “it’s all about me” has often been the subtext of British Eurosceptics’ campaigns against the European Union as well as the Europe-bashing seen in the British press.

It still won’t quite be true during 2016, but there is no doubt that the British referendum on membership will be the single most important event of the year for the EU – at least among the events we know about. Whether that epoch-making vote takes place in June (as most pundits currently expect) or the autumn, it will be affected by other European happenings, as well as in turn affecting them.

Here are the six questions that will really matter next year for the future of the European Union, all of which will affect, and be affected by, the British vote:

1) Can hope be restored for the 22.5 million unemployed in the EU, of which 17.2 million are in the 19-country Eurozone?

While jobless totals have been falling fast in America and Britain during 2015, they have fallen only slowly in the Eurozone. If you seek one main explanation for the votes for extremist, anti-EU political parties such as the Front National in France or the Northern League in Italy, this is it. Economic recovery has been under way, but it has been modest in most of the Eurozone, despite great help from the collapse in energy prices. If it could only be sped up, creating more jobs and leading to rising living standards once more, confidence both in the EU and in globalisation as a whole would begin to be rebuilt.

2) Can European countries prove they can work together to restore order and dignity to the management of immigration?

Nothing, during 2015, did more to discredit Europe than the hapless behaviour of both national governments and the EU as a body in the face of the massive flows of refugees from Syria and other war zones. The EU looked as competent as the Keystone Kops, and national governments looked as collaborative as Kevin Pietersen (clue to the non-English: that’s a cricket joke, as Pietersen was notorious in the England cricket team for being utterly selfish – which led to his being sacked). If they can’t do better during 2016 – building a

common border force, setting up efficient processing centres, stopping squabbling about refugee quotas and registration – then the chances of a new crisis and nationalistic break-up will increase.

3) Can European military forces and intelligence services collaborate effectively in policing the Mediterranean and in fighting Islamic State?

Following the many tragic deaths of refugees crossing the Mediterranean in unsafe craft supplied by people smugglers, and following the terrorist atrocities in Paris on November 13th, European navies and intelligence services have been trying to raise their games, which above all means collaborating more. Under way in the Med is an unprecedented effort by several EU navies, led by Italy's but also including Britain's, to find a way to deter people smuggling and make the Mediterranean safer. And the Paris attacks exposed claims of efficient information-sharing under the Schengen borderless travel agreement to have been hollow. Next year will provide a stiff test of whether those forms of collaboration can be improved, as well as the more headline-grabbing sort in the military action in Syria and Iraq themselves.

4) Can Europe show enough positivity and flexibility to keep Britain in?

The answers to those first three questions will be an important contributor to the British referendum decision: an EU that offers economic hope and can collaborate more effectively will be an easier sell to voters. British voters don't expect the EU to be flawless, but they do expect it to show the ability to learn from its mistakes and improve itself. The most devastating line of those seeking to leave will be the claim that the EU is unreformable, unable to improve itself, so the best way to keep Britain in will be to prove that this is nonsense. That won't be easy in the few months available, which is why some show of flexibility in the face of Britain's unreasonable and impatient demands will be needed. That doesn't mean throwing away core values such as freedom of movement, but it must mean some gestures towards progress and reform. For if Britain votes to leave, it will have a dramatic effect on all forms of EU collaboration, and will be a great boost for France's Front National.

5) Can Europe stick to its principles over Ukraine and Russia?

Pressure from the fight against Islamic State and from European businesses keen on Russian contracts is bound to mount next year, tempting some countries and political leaders to soften the EU's position over Ukraine. Accept reality, the argument will go: Crimea is now part of Russia, and Eastern Ukraine is hopelessly unstable anyway, so why not let Russia re-draw the borders? The European Union really must not let such siren calls draw it into temptation. If the EU is not about principles such as the inviolability of sovereign borders and the rejection of attempts to change them by force, what is it about? If the rule of law is simply up for negotiation, then it is no rule at all. It used to be said that the EU was all about soft power: if it betrays Ukraine, then the EU will really be all about being soft in the face of power.

6) Can Angela Merkel be brave during her final years in office?

We all know that Germany's Chancellor is Europe's decider, its most important leader. But she has been a timid leader, showing her steel only over sanctions on Russia and over the migrant crisis. Both of those moves have cost her political support in Germany. As she inevitably nears the end of her era as Chancellor, however, it is surely time for her to turn her boldness over migrants from being an exception to being the new rule. If anyone is going to rebuild the EU and all it stands for, it is her. The time for her to take risks in doing so is now.

Will the rise of nationalism mean the end of the EU?

12 January 2016

[LIBÉRATION](#) PARIS

Will the European Union make it through 2016? It has never been hit by such a series of blows in its sixty-year history. Some, like the nationalist resurgence, could prove to be fatal.

[Jean Quatremer](#)

“I see for the first time a real danger that the EU could collapse”, Günther Oettinger, the German EU Commissioner for Digital Economy and Society, gravely [declared](#) at the end of December. Meanwhile, Jean-Claude Juncker, the President of the Commission, the EU’s executive body, has said he has “no illusions” about the coming year and, in jest, claimed to be still “too young” to say if 2015 was the most difficult year in the EU’s entire history...

Since 2008, Europe has been between a rock and a hard place. Its problems were prompted by a string of bankruptcies in the US in 2007, which in 2008 gave rise to an economic crisis, the worst since 1929 and still lingering on in Europe. It is a crisis that almost [brought down the eurozone](#) and has left Greece on its knees. US foreign policy adventures, along with British and French interventions, have destabilised North Africa, Iraq and Syria; a million people have now [sought refuge](#) in the EU, and homegrown terror has burst back into life. Meanwhile, the EU’s diplomatic fumbling has reawakened the Russian bear, leading to a partial dismantling of Ukraine and tension between eastern and western Europe unseen since the fall of Communism in 1990.

The EU has had to respond to this web of crises, which European states did not always see coming and certainly did not want to anticipate, since that would have forced them to hand over sovereignty as a precautionary measure. And it has sometimes succeeded, as the accelerated integration of the eurozone has shown. But what was once possible with nineteen countries – albeit imperfectly because of the French refusal to renegotiate European treaties – has not been so with twenty eight. The ever present refugee crisis has uncovered huge rifts between east and west, showing the extent to which enlargement has been bungled.

For some western European countries, principally Germany, asylum and respect for minorities are values born out of a violent and tumultuous history. However, this is not the case for the former people’s republics. They still see themselves as victims of history with rights and not responsibilities. Hungry for European money and the rights offered by the EU, for them solidarity only travels in one direction. They have therefore [refused](#) to come to the aid of countries engulfed by the waves of refugees (despite also being partly responsible for the situation, since they too entered Iraq in 2003) and, above all, have violently rejected Muslims, who they perceive as unassimilable into European civilisation... Walls have been [hastily erected](#) in the east and the Commission’s [remarks](#) that the EU must act as one have been met with undisguised hostility.

The economic crisis prepared the ground for this retreat back to national boundaries, and paved the way for europhobic populists. After 1929, many countries believed fascism to be the best response to the challenges of that time. Eighty years later, people are likewise drawn towards extreme solutions, today known as “populism”: the authoritarian right is at the helm in Poland and Hungary, working as part of the government in Belgium, Denmark and Finland, and is rapidly expanding in Sweden, France, the Netherlands and Italy. At this point, only Germany and countries with recent experience of dictatorship (Spain, Portugal, Greece) seem immune. Islamist terrorism has only strengthened those parties whose bread and but consists of rejecting ‘the other’.

This is all to say that the European project, founded on peace, tolerance, freedom, the just and open state, is floundering: the zeitgeist now lies in defending the narrowest, most immediate and most illusory forms of national interest.

How long can the EU, a project born out of the ruins of the post-war period, resist the wave of xenophobia and paranoia that is sweeping across our old and exhausted societies? Instead of going against the current of public opinion built on fear, European leaders on the right and the left have found no better strategy than to follow the extremist parties, as can be seen [in France](#). Nothing seems capable of stopping this return to nationalism, the very thing that is pulling Europe towards the abyss.

136,149

Renault chahuté en Bourse après l'annonce de perquisitions

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 14.01.2016 à 12h36 • Mis à jour le 14.01.2016 à 17h44



Plusieurs sites de Renault auraient été perquisitionnés par le DGCCRF. KAZUHIRO NOGI / AFP

Après [avoir](#) observé un sévère plongeon de près de 20 % à la [Bourse](#) de [Paris](#), jeudi 14 janvier en milieu de journée, le cours de l'action Renault a clôturé en baisse de 10,28 % à 77,75 euros. Cette forte chute est intervenue après l'annonce, par la [CGT](#) et la CFDT, de perquisitions effectuées la semaine dernière par la Direction générale de la concurrence, de la [consommation](#) et de la répression des fraudes (DGCCRF). Une information confirmée un peu plus tard par [Renault](#).

Le groupe [automobile](#) a annoncé jeudi midi que des perquisitions ont eu lieu à Lardy, à Guyancourt et à son siège [social](#). La CGT évoquait également le site du Plessis-Robinson, ce que n'a pas confirmé le groupe. Dans un tract, la [CGT](#) affirmait que les « secteurs » visés par ces perquisitions – « homologation et mise au point des contrôles moteur » – « *laiss[ai]ent fortement [penser](#)* » que ces « perquisitions » étaient « liées aux conséquences de l'affaire des "moteurs truqués" de Volkswagen ». Mais [le constructeur a nié dans un communiqué](#) cette interprétation, soulignant que « les tests menés par le gouvernement sur les moteurs diesel n'ont pas détecté de [logiciel](#) truqueur ».

Après le [scandale Volkswagen](#), Renault a annoncé en décembre un plan d'investissements de 50 millions d'euros pour [réduire](#) l'écart entre les émissions polluantes de [ses voitures](#) en conditions d'homologation et en situation réelle.

PSA chute également

La chute de Renault sur la place de Paris s'est révélée contagieuse pour l'ensemble du secteur automobile, entraînant dans son sillage [Peugeot](#) notamment qui a vu ses cours [chuter](#) de plus de 7 % en milieu de journée, ce qui a conduit ses dirigeants à [clarifier](#) sa situation.

Dans un communiqué, PSA assure ainsi « *ne pas avoir fait l'objet d'une perquisition de la DGCCRF* ». Le groupe affirme également que les résultats des tests menés par le gouvernement français, à la suite de l'affaire de tricherie aux normes antipollution dans laquelle est enlisée Volkswagen, n'ont pas montré d'anomalie concernant ses propres modèles.

Lire aussi : [Affaire Volkswagen : les constructeurs français se font discrets](#)

Renault est le deuxième constructeur automobile français. Alliée depuis 1999 au groupe japonais Nissan, dont la société détient 43 % et avec lequel elle forme le quatrième groupe automobile mondial en volumes, l'entreprise encore détenue à 19 % par l'Etat emploie plus de 117 000 personnes dans [le monde](#) et distribue ses véhicules dans 125 pays.

En 2014 (derniers chiffres annuels disponibles), le constructeur a vendu 2,71 millions d'unités, réalisé un chiffre d'affaires de 41 milliards d'euros et dégagé un bénéfice net de 1,89 milliard. Il talonne ainsi son éternel rival et compatriote PSA [Peugeot](#) Citroën, qui a écoulé 2,9 millions de véhicules la même année, pour un chiffre d'affaires de 53,6 milliards d'euros.

Sie laufen ihr davon

Bundeskanzlerin Merkel will nicht „Sorgen artikulieren“, sondern Lösungen finden. Doch ihre Lösungen verringern die Sorgen der Deutschen wegen der Flüchtlingsfrage nicht. Ein Kommentar.

14.01.2016, von **BERTHOLD KOHLER**, HERAUSGEBER

Diesem Merk(el)-Satz zur Flüchtlingsfrage können wohl die meisten Deutschen zustimmen: Es sei „Aufgabe einer Regierung, nicht permanent Fragen zu stellen und Sorgen zu artikulieren, sondern zu versuchen, Lösungen zu finden“. Doch Merkels Lösungsvorschläge überzeugen selbst ihre eigene Partei immer weniger. Und noch keinem der Elemente des Merkel-Plans ist es bisher gelungen, den Bürgern die Sorgen zu nehmen, die sie „artikulieren“.



Autor: Berthold Kohler, Herausgeber. Folgen:

Die Bekämpfung der Fluchtursachen ist eine Sisyphus-Arbeit, die bestenfalls in Jahren Erfolge zeitigen wird. Der Mehrfrontenkrieg in Syrien, [an dem sich die Türkei nun auch offen beteiligt](#), wird noch lange endlose Flüchtlingsströme hervorbringen. Andere und neue Konflikte und Kriege werden es ihm gleichtun. Die Sicherung der EU-Außengrenzen, die an der wichtigsten Stelle einem zunehmend unberechenbaren Kantonisten übertragen werden soll, kommt kaum voran.

Gar keinen Fortschritt gibt es bei der „gerechten“ Verteilung der Migranten. Die bisher aufnahmewilligen Nordeuropäer schließen ihre Grenzen. Weder Frankreich noch Italien, weder Großbritannien noch Polen wollen Flüchtlinge in nennenswerter Zahl übernehmen. Auch das übrige Europa will partout nicht am deutschen Flüchtlingswesen genesen. Bleibt Stufe drei des Merkel-Plans: die Integration aller nach Deutschland gekommenen Migranten, die nicht von anderen Staaten übernommen werden und die nicht „zurückgeführt“ oder abgeschoben werden können – aus den vielen Gründen, die das immer schon verhindert haben und weiter verhindern werden.

Auch bei der Integration sollen wir alles besser machen können als die klassischen europäischen Einwanderungsländer? Viel besser, als es uns selbst bisher gelungen ist? Das glauben auch in Merkels Partei immer weniger, nicht erst seit Köln. **Das Ergebnis vom [Karlsruher Parteitag](#), das mancher in der CDU „sowjetisch“ nennt, täuscht. Noch nie in ihrer Zeit als Kanzlerin wurde in der Partei so kritisch, gar feindselig über Merkel geredet wie jetzt. [Nun gibt es den ersten offenen Aufstand](#).** Auch der wird von den merkeltreuen Truppen abgewehrt werden – mehr aus Machtkalkül denn aus inhaltlicher Überzeugung. **Man setzt auf einen Rückgang der Migrantenzahlen und auf Siege bei den Landtagswahlen (mit der AfD als Steigbügelhalterin). Doch die Zeit und die Anhänger laufen der Kanzlerin schon jetzt davon.**

Mit dem Islam den Extremismus bekämpfen

Jakarta geht seit Jahren erfolgreich gegen militante Gruppen vor. Doch das greift zu kurz: Auch die großen moderaten islamischen Organisationen des Landes müssen islamistischen Randgruppen entschlossener entgegentreten.

15.01.2016, von TILL FAHNDERS, JAKARTA

Indonesien, das Land mit der zahlenmäßig größten muslimischen Bevölkerung der Welt, rühmt sich gerne des moderaten Islams, der dort praktiziert wird. Wie die Anschläge vom Donnerstag in Jakarta zeigen, schützt aber auch das nicht vor der erweiterten Todessehnsucht der Terroristen.

Es ist sogar gut möglich, dass dies eine entscheidende Motivation für den Angriff war. Denn die meisten indonesischen Muslime sind tolerant, auch gegenüber anderen Religionen. Aber sie sehen sich auch einer Gruppe militanter Islamisten gegenüber, deren Gezeter in der Öffentlichkeit nicht selten die moderaten Stimmen zu übertönen scheinen. Für den Einfluss des Islamischen Staats in Indonesien ist das **insofern von Belang, als sich die bereits marginalisiert geglaubten Terroristen dank IS nun offenbar wieder auf eine große Schar Sympathisanten stützen können.**

Leider ist es daher auch sehr gut möglich, dass der Anschlag vom Donnerstag nur der Anfang einer längeren Phase erhöhter Terrorbedrohung in Südostasien sein könnte. **Wie es heißt, will der IS in der Region ein „entferntes Kalifat“ errichten. Allein aus Indonesien sollen bis zu 700 Kämpfer nach Syrien und Irak gereist sein, um sich dem IS anzuschließen. Die Angst vor zusätzlich radikalisierten und womöglich frustrierten Rückkehrern ist dort deshalb so groß wie in Europa.** Auch in anderen Ländern der Region, vor allem in Malaysia, Thailand und auf den Philippinen, nimmt die Sorge vor weiteren Anschlägen zu. Deshalb sollten die Behörden auch erwägen, Reisen in Terrorgebiete strafbar zu machen, um effektiver gegen zurückkehrende Kämpfer vorgehen zu können.

Kampf auf intellektueller Ebene

Natürlich müssen auch die Bemühungen der Sicherheitskräfte weiter verstärkt werden, den Terroristen auf die Schliche zu kommen, bevor sie einen Anschlag verüben. Doch gerade in diesem Punkt hat Indonesien in den vergangenen Jahren schon einige Erfolge aufzuweisen. Das zeigt sich auch daran, dass der Angriff in Jakarta längst nicht so professionell durchgeführt worden war wie andere der jüngeren Zeit, etwa in Paris und Istanbul. Bei allem Leid, das verursacht wurde, ist die Zahl der Opfer glücklicherweise überschaubar geblieben. **Allerdings würde eine rein polizeiliche und militärische Antwort auf den Terror gerade in Indonesien, als Heimat eines Großteils der Muslime Südostasiens, zu kurz greifen. Es muss auch vermehrt ein Kampf auf der intellektuellen Ebene stattfinden.**

Der indonesische Staat sowie die beiden großen, überwiegend moderaten muslimischen Organisationen Nahdatul Ulama (NU) und Muhammadiyah, sollten den islamistischen Randgruppen entschlossener entgegentreten. Dazu gehört auch, den islamistischen Extremismus mit Hilfe der islamischen Lehre zu bekämpfen. Es gibt solche Bemühungen schon, dem Weltbild des IS in Indonesien auch ideologisch etwas entgegenzusetzen. Die Versuche, eine Gegenerzählung aufzubauen, müssen aber noch intensiver und gezielter werden. Indonesien könnte dank seiner Traditionen dabei sogar eine Vorreiterrolle einnehmen.

Das ist offenbar auch die Einschätzung des **Präsidenten Joko Widodo, der allerdings auch in diesem Punkt zu zögerlich agiert.** Indonesien sollte sich noch stärker an seine Tradition der Toleranz erinnern und sie zu einem Schutzschild gegen den Extremismus ausbauen.

136,152

Le Figaro, no. 22217

Le Figaro Économie, vendredi 15 janvier 2016, p. 19

Économie

Cette fois, l'État et le constructeur sont alliés

Bayart, Bertille

D'une crise à l'autre. À peine refermée, mi-décembre, la page du conflit de gouvernance qui a opposé l'État et Renault, une nouvelle tourmente s'abat sur le constructeur... qui met de nouveau l'État en première ligne. L'État, sous toutes ses formes.

L'État actionnaire d'abord, qui est la première victime de la débandade boursière vécue dans la journée de jeudi par l'action Renault. Il a virtuellement perdu plus de 500 millions d'euros sur sa participation de près de 20 % du groupe. Et c'est d'autant plus ennuyeux que Bercy s'est engagé à revendre dans les prochains mois les 4,7 % du capital supplémentaires qu'il avait achetés en avril.

Ce paquet d'actions, amassé pour contraindre Renault à adopter le régime des droits de vote double, était au cœur de la discorde entre le ministre de l'Économie Emmanuel Macron et le PDG de Renault et Nissan, Carlos Ghosn. Les deux parties se sont entendues sur un compromis il y a un mois, qui suppose que l'État redescende à 15 % du capital du constructeur. Mais l'État refuse de perdre de l'argent lors de cette revente. Ce qui se comprend : le coup de force d'Emmanuel Macron chez Renault se transformerait alors en fiasco financier. Bercy devra donc prendre son mal en patience pour revendre ses actions (il faut que le cours remonte bien au-dessus de 90 euros, contre 77,75 euros à la clôture jeudi). Renault et Nissan aussi, qui comptaient bien que cette opération intervienne avant le 1er avril et l'entrée en vigueur des droits de vote double. « Au pire, l'État inscrira ses titres au porteur, ce qui les privera des droits de vote double », précise un proche du dossier.

La « confiance » de Macron

L'affaire des émissions polluantes qui secoue aujourd'hui Renault met aussi l'État régulateur en première ligne. À la fois au ministère de l'Environnement, où Ségolène Royal a mis sur pied depuis septembre une commission indépendante d'évaluation. Et à Bercy, chez Emmanuel Macron, où la DGCCRF enquête sur les éventuelles « tromperies » des consommateurs. Deux démarches parallèles, sous l'égide de deux ministères différents, et qui interviennent dans des cadres juridiques distincts, avec leurs calendriers propres... L'État qui affiche son objectif de transparence crée ainsi les conditions d'une confusion potentielle. Jeudi pourtant, la ligne officielle était claire : calmer le jeu, et défendre le soldat Renault. « Je maintiens ma confiance dans le groupe », a déclaré depuis Berlin Emmanuel Macron.

À Paris, Ségolène Royal a également marqué un soutien appuyé au constructeur, « un grand industriel français » dont elle a loué les efforts de coopération avec ses services, et de transparence.

C'est toute l'ambiguïté de l'affaire pour l'État. Les enquêtes en cours de ses services, dont les ministères regrettent que des éléments aient fait l'objet de fuites intempestives, semblent cibler Renault. Ou, à tout le moins, attester du fait qu'en matière d'émissions polluantes, Renault est loin des premiers de la classe. Mais les besoins de la cause industrielle tricolore et les intérêts financiers de l'État le rappellent - heureusement d'ailleurs (???????????) - à son devoir de solidarité vis-à-vis du groupe.

La violente tempête qui a soufflé sur Renault jeudi permettra finalement peut-être de mieux panser les plaies entre le constructeur et son actionnaire que l'accord de paix conclu en décembre qui avait laissé à chacun un arrière-goût amer. B. B

136,153

INTERNATIONAL BUSINESS

Some Cars by Renault and Other Automakers Fail French Air-Quality Tests

By NICOLA CLARK and JACK EWINGJAN. 14, 2016

PARIS — The French government said on Thursday that tests on exhaust emissions of nearly two dozen cars made by [Renault](#) and other automakers had found that “several” of the cars violated the country’s air-quality standards.

But the government said tests still underway had so far found no evidence of technology meant to cheat on emissions tests, except on two [Volkswagen](#) models the government had tested.

The French environment minister, Ségolène Royal, told reporters after the test results were released that Renault was one of the companies whose car emissions were found to exceed the allowable limits of carbon dioxide — a greenhouse gas — and nitrogen oxide, a health hazard. Earlier in the day, Renault’s stock price plunged on news that the government had recently searched the company’s offices in Boulogne-Billancourt, near Paris, as part of the investigation.

The preliminary findings, part of a French government review of cars and their emissions after revelations of Volkswagen’s [emissions-cheating scandal](#), are the latest indication of the discrepancies between official air-quality standards in Europe and the on-the-road performance of vehicles.



The French environment minister, Ségolène Royal, discussing Renault’s emissions troubles on Thursday in Paris. CreditPatrick Kovarik/Agence France-Presse — Getty Images

The French government provided few details on Thursday of its findings so far but said it would work with the companies to try to bring their cars into compliance with air-quality standards.

Renault’s stock plunged more than 20 percent after publication of a newsletter by a union representing Renault workers, which disclosed the recent government searches of the company’s offices. Some news reports then suggested the company might face an emissions scandal similar to the [one that has plagued Volkswagen](#).

The shares recovered somewhat after Renault said that government investigators had so far found no wrongdoing. But they still ended down more than 10 percent in Paris trading.

The French economy minister, Emmanuel Macron, speaking to reporters late in the day during a visit to Berlin, insisted that Renault was “in no way a comparable situation” to that of Volkswagen and expressed his “confidence” in the French manufacturer, which is 15 percent owned by the French state.

The French Environment Ministry has been investigating various carmakers’ vehicles in recent months, including Volkswagen’s, after disclosures in September that 11 million Volkswagens with diesel engines had [software that produced artificially low readings](#) during official emissions tests.

The Volkswagen scandal has called attention to the discrepancies between what diesel cars emit during official laboratory tests and how much they pollute in everyday driving. European rules ban so-called defeat devices meant to trick emissions testers, but carmakers have broad leeway to tune their cars to perform well on the tests.

Efforts to tighten testing procedures — and to test cars on the road rather than just in the lab — have run into strong opposition in the European Parliament from legislators in countries like Germany that have large auto industries.

In a statement on Thursday, the French Environment Ministry said tests had been conducted by UTAC, a private French company appointed by the ministry to review the emissions performance of French carmakers, on 22 vehicles of 100 that the government plans to test. The ministry said that the initial round of tests found that just two vehicles, both made by Volkswagen, had defeat devices installed. The statement did not specify the models.

Photo

The ministry said “several” foreign manufacturers and one French company — which Ms. Royal subsequently identified as Renault — exceeded emission standards for carbon dioxide and nitrogen oxide.

The ministry’s statement said that Renault had already indicated it would “exchange views with members of the commission at its next meeting,” referring to the government-appointed commission reviewing the tests. “Similarly, other manufacturers will be invited,” the ministry said.

Renault said it was cooperating fully with the government’s investigation.

Fabienne Barbey, a company spokeswoman, said late Thursday that Renault had been in discussions with the commission since last month about the discrepancies found between lab results and road tests on some of its vehicles and about the ways Renault planned to address them. Ms. Barbey cited a company statement on Dec. 17 announcing plans to invest 50 million euros, or about \$54 million, toward an “accelerated deployment” of a new exhaust-gas recirculation system for its diesel vehicles that would “significantly reduce the gaps” identified between the real-world and laboratory emissions test results of its cars.

The company expects to start installing the enhanced exhaust treatment system in new cars starting in July.

136,155

• [OPINION](#)
• [COMMENTARY](#)

A Federal Reserve Oblivious to Its Effect on Financial Markets

The Federal Open Market Committee last month didn't even mention risk from persistent low rates.

By **MARTIN FELDSTEIN**

Mr. Feldstein, chairman of the Council of Economic Advisers under President Ronald Reagan, is a professor at Harvard and a member of the Journal's board of contributors.

Jan. 13, 2016 6:52 p.m. ET

The sharp fall in share prices last week was a reminder of the vulnerabilities created by years of unconventional monetary policy. While chaos in the Chinese stock market may have been the triggering event, it was **inevitable that the artificially high prices of U.S. stocks would eventually decline.** Even after last week's market fall, **the S&P 500 stock index remains 30% above its historical average.** There is no reason to think the correction is finished.

The overpriced share values are a direct result of the U.S. Federal Reserve's quantitative easing policy. Beginning in November 2008 and running through October 2014, **the Fed combined massive bond purchases with a commitment to keep short-term interest rates low as a way to hold down long-term interest rates.**

Chairman [Ben Bernanke](#) explained on several occasions **that the Fed's actions were intended to drive up asset prices, thereby increasing household wealth and consumer spending.**

The strategy worked well. Share prices jumped 30% in 2013 alone and house prices rose 13% in that year. **The resulting rise in wealth increased consumer spending, leading to higher GDP and lower unemployment.**

But excessively low interest rates have caused investors and lenders, in their reach for yield, to accept excessive risks in equities and fixed-income securities, in commercial real estate, and in the overall quality of loans. There is no doubt that many assets are overpriced, and as the Fed normalizes interest rates these **prices will fall.** It is difficult to know if this will cause widespread financial and economic declines like those seen in 2008. **But the persistence of very low interest rates contributes to that systemic risk and to the possibility of economic instability.**

Unfortunately, the recently released minutes of December's Federal Open Market Committee meeting made no mention of financial-industry risks caused by persistent low interest rates for years to come. There was also no suggestion that the Fed might raise interest rates more rapidly to put a damper on the reach for yield that has led to mispriced assets. Instead the FOMC stressed that the federal-funds rate will creep up very slowly and remain below its equilibrium value even after the economy has achieved full employment and the Fed's target rate of inflation.

Fed officials say that macroprudential policies should be used to prevent financial instability. But there are few such policies in the U.S. beyond the increased capital requirements for the commercial banks. Nothing has been done to limit the loan-to-value ratios of residential mortgages or the leverage in commercial real-estate investments. Moreover, the commercial banks supervised by the Fed represent only about one third of the total capital market. The Fed has no ability, for example, to reduce risks in the shadow-banking or insurance industries.

The Dodd-Frank law imposed restrictions on bank portfolios and increased banks' capital requirements, which have created new problems by reducing liquidity in financial markets. When bond investors and bond mutual funds look to sell, there may be no ready buyers to prevent sharp falls in bond prices. The resulting rise in long-term interest rates could then reduce equity prices as well.

Moreover, the Fed is planning a path for short-term interest rates that is likely to raise the rate of inflation too rapidly in the next two years. The December FOMC minutes show that members expect to have a negative real federal-funds interest rate until sometime in 2017, much too low for an economy already at full employment. The danger is that very low interest rates in this environment would lead to a higher rate of inflation and higher long-term rates. The Fed could prevent that faster rise in inflation by increasing the federal-funds rate more rapidly this year and next.

Fed officials also make the case that stimulating the economy by continued monetary ease is desirable as protection against a possible negative shock -- such as a sharp fall in exports or in construction -- that could push the economy into a new recession. That strategy involves unnecessary risks of financial instability. **There are alternative tax and spending policies that could provide a safer way to maintain aggregate demand if there is a negative shock.**

The Fed needs to recognize that its employment goals have essentially been reached and that the inflation rate will reach its target of 2% in the foreseeable future. The economy would be better served by a more rapid normalization of short-term interest rates.

European Commission Plans New Try at Redistributing Migrants

Despite little backing, Brussels seeks to make automatic relocation part of revamped asylum policy

By [VALENTINA POP](#)

Jan. 14, 2016 2:46 p.m. ET

BRUSSELS—The European Commission is seeking a sort of automatic mechanism for redistributing asylum seekers across Europe, despite most governments showing little support for the idea.

A plan to reallocate migrants who have already come to Europe was the main response from the European Union's executive arm to the bloc's migration crisis last year—during which more than one million people from the Middle East and North Africa arrived, mainly via Turkey and Greece.

But the EU program to relocate 160,000 asylum seekers out of Italy and Greece to the rest of the bloc has so far managed to move only 272 people, mostly because many have gone on their own to EU states that were more welcoming and gave more generous benefits, particularly Germany and the Nordic countries.

Sweden, one of the biggest recipients of migrants in the EU, has been granted a one-year exemption from its obligations to take in asylum seekers under the bloc's relocation program. And it has asked other countries to take in some of those it already has accepted. **EU officials are concerned that Germany, which received more than one million asylum claims last year, will also seek the help of other EU governments.**

Despite the dismal results of the relocation program thus far, the commission is seeking to make automatic redistribution part of a planned overhaul of the bloc's asylum policy due in March.

Speaking to EU lawmakers on Thursday, migration commissioner [Dimitris Avramopoulos](#) said he envisaged a “system under which applicants will be quasi-automatically allocated to member states.”

Mr. Avramopoulos gave no details as to how many people would be reallocated under such a plan, and under what circumstances. EU diplomats familiar with the talks say that if a country were faced with an influx it couldn't cope with, a certain share of the burden would be evenly redistributed to other EU states.

“We have to be realistic and honest,” he said. “The situation is getting worse. This year we had no winter break: There were 3,000-4,000 arrivals a day over Christmas and New Year.”

Mr. Avramopoulos also spoke of the need for Turkey to stick to its part of a deal with the EU. As part of the agreement, **Ankara committed to slow down the influx of people going from Turkey to Europe, in return for €3 billion (\$3.25 billion) of EU support. He added that Italy and Greece must do more to register all their incoming migrants.**

Under current rules, the first EU country that migrants set foot in is responsible for taking them in. Nearly all of those who have come to Europe since the migrant crisis unfolded have arrived first in Italy or Greece.

But many of the migrants and refugees arriving in Europe last year weren't registered when they arrived in Italy or Greece, as authorities there feared they might be sent back to the first port of entry under EU rules. The relocation program at the time was made conditional on Athens and Rome setting up EU-supervised registration areas, or so-called hot spots. By early January, however, only one out of the five planned hot spots was operational in Greece and only two of the six planned in Italy.

EU diplomats foresee acrimonious debates among the governments over the redistribution plans under discussion. Last year, the first 40,000 migrants and refugees to be redistributed to EU countries were to be sent according to quotas based on a recipient country's population, economy, unemployment and past efforts in accepting refugees. But that plan ended up with disputes pitting governments against each other for months.

A follow-up plan targeting the remaining 120,000 migrants and refugees was adopted despite Hungary, Slovakia, the Czech Republic and Romania voting against the plan and refusing to participate even though they were obligated to do so. Slovakia has sued against the decision and Hungary has said it would also take it to court.

“This is going to be very difficult. I wouldn't be surprised if the plan is presented later than March, to have more time to see that the numbers are going down, that people are registered, so that countries opposing relocation get a sense that we have this under control,” one EU diplomat said.

Another diplomat said it would make sense for Europe to think of migration as a problem that will last for the next few years and the emerging relocation plan could be part of adjusting to that. **“But this will not solve the current crisis, it will take at least one to two years before it comes into force,”** the diplomat said.

136,159

FORUM

5 reasons Germany's influence is fading

Voters abandon the center, alliances turn regional — and Merkel stands alone.

By [FLORIAN EDER](#)

1/15/16, 5:30 AM CET

Updated 1/15/16, 7:13 AM CET

Germany's sway over Europe is fading, for all its economic might and the honors heaped on [Angela Merkel](#), and the evidence of its declining influence can be seen in the changing fortunes of the [European People's Party](#) (EPP).

Usually, Christian Democrat leaders grouped in the EPP gather in Brussels a few hours before EU summits to make decisions they will foist on other European governments. At the last summit, however, they didn't pre-cook the summit's conclusions because the center right — and Germany itself — is losing influence.

Here are five reasons why:

Voters vacate the Center

The latest EPP meeting, before the European Council meeting [in December](#), wasn't exactly a waste of time for reporters. They could hear from [Nicolas Sarkozy's](#) advisers about his plans to return to power, listen to Spanish conservatives fret about [Mariano Rajoy's](#) chances of surviving the general election or see the European Commission defend its [refugee strategy](#).

But the extent to which the EPP was weakened by a series of punishing election outcomes across the region in 2015 was clear.

The Greeks chose a far-left alternative to Antonis Samaras and his New Democracy, Portugal punished Pedro Passos Coelho and his Popular Party allies for their austerity drive, after the Finnish elections EPP stalwart Alexander Stubb was demoted to finance minister from prime minister, and the Poles rejected a coalition made up of EPP members Civic Platform and the Polish People's Party. A few days after the summit, Spanish voters would deprive Rajoy and his Popular Party of a majority.

That leaves Angela Merkel as the only remaining head of government of a major country within the EPP political family. Her ideological partners are disappearing, as is the backing for her policies.

New alliances arise

Assuming, of course, that there is still a desire for common European policy or the chancellor's leadership, which is increasingly questioned. In December's EPP meeting, Merkel and [Viktor Orbán](#) of Hungary represented opposing arguments in the refugee debate, with Irish Taoiseach [Enda Kenny](#) as the only other national leader with a hope of influencing the proceedings.

Although the bloc came up with joint declarations on refugees, Merkel and Orbán were still diametrically opposed in their views, with the Hungarian and his allies rejecting Merkel and Commission President Jean-Claude Juncker's insistence on finding common solutions.

In this crisis — as opposed to the economic challenges that have dominated the EU's agenda in recent years — regional allegiances rather than party loyalties are proving decisive. The influx of refugees has consolidated the Visegrád Group, bringing together the national-conservatives of Poland, Slovakian leftist Robert Fico, Czech Social Democrat Bohuslav Sobotka and Orbán.

While Brussels has the legal means to respond when, for instance, a member country doesn't comply with an EU directive on waste, it is powerless in the face of policies that undermine fundamental EU beliefs, as with [Orbán's vision](#) of "illiberal democracy" which is being taken up by the Law and Justice party led by Poland's Jarosław Kaczyński.

The Commission, in response to Poland's reforms of the constitutional court and the media, [launched](#) a "rule of law mechanism," but this rebuke risks fitting perfectly with [Warsaw's current narrative](#) of the EU as an alliance of left-wing weaklings under German leadership.

Independent institutions

If conventional party political alliances across Europe have been diluted at Germany's cost, the evolution of the European Commission and Parliament under the leadership of Juncker and Martin Schulz has also boosted the institutions' independence from Berlin and Paris.

Juncker's avowed aim of a "[more political](#)" Commission unsettles the German government, which wrote to the country's MEPs before Christmas saying the Commission could not be both a political actor and an impartial guardian of the European Treaties.

Parliament's priority under [Schulz's leadership](#) is to seek support for the Commission's program, even in the face of resistance from national capitals. Without tampering with the Treaties, the Commission has been transformed into a government controlled by a Parliament dominated by a "grand coalition" of Christian and Social Democrats.

This declaration of independence was the fruit of the political instincts and legal expertise of two Germans: Klaus Welle, secretary general of the European Parliament, who pushed the idea of [Spitzenkandidaten](#) ("top candidates") in the last European elections; and [Martin Selmayr](#), Juncker's formidable chief of staff.

Eurocrats loyal to Brussels

These Germans do not take their orders from Berlin. Selmayr was openly [cursed by Wolfgang Schäuble](#) last year for what the German finance minister clearly saw as interfering in the Greek debt negotiations. Schäuble, who was under pressure to accept a third bailout for Greece which Berlin would have to bankroll, said Juncker's chief of staff had overstepped his remit.

Selmayr's instincts are far from infallible: In December he [published data](#) about a supposedly sharp drop in illegal migration to Europe, apparently to show Turkish-EU cooperation in a better light, but the numbers he used were highly selective and did not reflect reality.

However, the incident demonstrated beyond any doubt where the loyalties of the Germans working for the EU lie: not with Berlin, but Brussels.

Lonely at the top

These are tough times for a leader who excels at building consensus: Merkel emphasizes at every opportunity that the refugee crisis is a European problem that requires a European response, **but she currently lacks powerful partners to help her strike workable compromises.**

Unchallenged as Europe's unofficial leader — unless you count Italian Prime Minister Matteo Renzi's apparently serious ambitions regarding that title — Merkel suffers from a lack of serious high-level interlocutors: [François Hollande](#) is unpopular, Rajoy may have lost his job already and [David Cameron](#) has his own agenda when it comes to the EU and migrants.

The lack of leadership became glaringly obvious as the number of fruitless EU summits on the refugee crisis escalated in the second half of last year.

The rise of Islamic State, the terror attacks in Paris, the unsolvable war in Syria, the New Year's Eve sexual assaults in Cologne: everything is linked, nothing can be split into manageable issues, and with nobody to help her cope with an ocean of crisis, Merkel risks shouldering the blame alone.